LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

COMTE DE NESSELRODE

1760-1850

EXTRAITS DE SES ARCHIVES

Publiés et annotés

AVEC UNE INTRODUCTION
DEUX HÉLIOTYPIES ET QUATRE AUTOGRAPHES

Par le Comte A. DE NESSELRODE

TOME II

1801-1804

PARIS
A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
9, RUE DE FLEURUS, 9

LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

COMTE DE NESSELRODE

1760-1850



Portrait du Chancelier Comte de Nesselrode.
par Krüger



Portrait du Chancelier Comte de Nesselrode.
par Krüger



LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

COMTE DE NESSELRODE

1760-1850

EXTRAITS DE SES ARCHIVES

Publiés et annotés

AVEC UNE INTRODUCTION

DEUX HÉLIOTYPIES ET QUATRE AUTOGRAPHES

Par le Comte A. DE NESSELRODE

TOME II

1801-1804

PARIS

A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

9, RUE DE FLEURUS, 9

INTRODUCTION A L'AUTOBIOGRAPHIE

Ce ne fut, malheureusement, que sur le tard, une année à peu près avant sa mort, que le Comte Ch. de Nesselrode songea, pour la première fois, à recueillir ses souvenirs et à les noter. Je dis « songea », et c'est plutôt « se décida » qu'il faudrait dire, car il serait difficile de présumer qu'il n'eût jamais pensé, lui dont la vie avait touché de si près à tant de grands événements historiques, à écrire ses mémoires. Il y avait pensé assurément plus d'une fois, désireux et croyant presque de son devoir de laisser aux générations futures une relation véridique et sincère des faits importants auxquels il avait pris part comme spectateur parfois, et, le plus souvent, en qualité d'acteur. Mais, si l'homme propose, c'est la vie, avec ses exigences multiples et ses labeurs impérieux, qui dispose. Tant qu'il s'était trouvé à la tête du ministère, les loisirs lui avaient manqué complètement, mais les quelques années qu'il vécut encore après sa retraite n'avaient pas non plus été exemptes d'occupation. Il était resté, en effet, président de deux grands comités, membre actif de plusieurs autres, et puis, et surtout, sa correspondance particulière avait augmenté dans des proportions telles qu'elle lui prenait plus de temps encore que ne l'avait jamais fait la correspondance officielle. Tous ses anciens amis de la carrière, les diplomates du monde entier, avec lesquels il

avait été en relations d'affaires et en commerce d'amitié, tenaient à se rappeler périodiquement à son souvenir et à l'informer des événements courants et parfois avaient recours aux lumières de sa longue expérience. Et les lettres s'accumulaient sur son bureau! Lui, qui avait pour principe de ne jamais laisser une réponse en souffrance, il se voyait débordé et devait, *volens nolens*, remettre à plus tard son projet de mémoires.

Ce plus tard est devenu un trop tard, hélas! et ce n'est guère que la plus petite moitié de sa vie qu'il a pu nous raconter lui-même, et cette première moitié d'autobiographie nous fait doublement regretter d'être privés de l'autre.

Ce style clair et naturel, ce récit sobre et pourtant si attachant, sa façon de s'exprimer si concise et si modeste, toujours dédaigneuse de l'effet, sont là comme un gage de la véracité et de l'exactitude parfaite des événements relatés. Nulle part l'exagération, souvent involontaire, du témoin oculaire, et, partout, l'impartialité la plus absolue dans la description des faits, alliée à une instinctive bienveillance dans l'appréciation des personnages. Si, comme Buffon l'a dit, le style c'est l'homme, il faut bien reconnaitre que ces courts fragments de mémoires nous rendent fidèlement le caractère de celui qui nous les a laissés.

Je n'ai point l'intention, pour le moment du moins, de donner une biographie complète du Chancelier; je me propose uniquement d'attirer l'attention sur quelques faits de cette vie publique qui embrasse près d'un demi-siècle, et dont le commencement et la fin coïncidèrent presque avec l'avènement et la disparition de l'ordre social et politique qui caractérisa en Europe la première moitié du XIX[e] siècle.

Deux mots, toutefois, avant de continuer.

Pendant les dernières vingt années qui viennent de s'écouler, un souffle de nationalisme a passé par tous les pays, couvrant plus ou moins l'âme patriotique d'une buée mal-

saine. J'entends parler de ce nationalisme exclusif et mesquin qui vit de haine et non d'amour, de soupçons et non d'espérances, de calomnies dans le passé et d'insinuations dans le présent. A toutes les époques historiques où la lutte pour la vie, aussi bien pour l'individu en tant que citoyen que pour l'État considéré comme collectivité, atteint un maximum d'intensité, à toutes les époques, dis-je, où dans l'existence des peuples un cataclysme se prépare, ou bien un renouveau va se faire jour, nous pouvons constater l'apparition de ces instincts foncièrement mauvais, quoique se réclamant des sentiments les plus élevés. C'est alors que, courant après l'idéal, on se heurte à ses propres fautes et qu'on s'emploie à trouver des gens susceptibles de les assumer, ne voulant, à aucun prix, s'en avouer l'auteur. C'est alors que commence une chasse à courre aux responsabilités, un hallali sinistre et féroce, non sur le fauve acculé, mais sur des victimes qui ne sont souvent plus là pour se défendre!

Je demande pardon pour cette digression, qui peut paraître superflue, mais ma conscience me l'imposait au moment où je veux parler de la politique du comte de Nesselrode. C'est qu'il a été, lui aussi, atteint par ce souffle délétère, et que ceux qui l'ont aimé en ont souffert à leur tour. Depuis Pierre le Grand, la Russie, entrant dans une ère nouvelle, ouvrait ses portes à la civilisation. Avec Catherine II, ce mouvement vers l'Occident s'accentuait encore. La jeune Moscovie empruntait à la vieille Europe ses savants, ses industriels, ses artistes, voire ses hommes d'État. Si ces nouveaux venus savaient plaire et si leur nouvelle patrie leur plaisait, ils y restaient, s'en faisant adopter, en l'adoptant eux-mêmes. Et, s'y étant fixés, ils y faisaient souche; c'étaient de nouveaux Russes aux vieux noms étrangers. Les cadets d'Allemagne avaient de tout temps cherché fortune hors du pays, et maints d'entre eux vinrent en Russie, y trouvèrent la situation qu'ils espéraient et s'y établirent définiti-

vement. Quand la Révolution française déversa ses flots d'émigrants par le monde entier, un grand nombre de ces derniers, et non des moindres, trouvèrent aux bords de la Néva un asile qu'ils ne quittèrent plus. Les marquis de Traversay, les comtes Langeron, Lambert, Villiers de l'Isle-Adam, les Oubril et les Jomini, et bien d'autres encore donnèrent ou continuèrent de donner à leur patrie d'adoption plus d'une génération de serviteurs fidèles et dévoués. S'alliant à des familles russes, ils devinrent Russes eux-mêmes, et il m'a été donné de rencontrer des porteurs de ces vieux noms étrangers, ne sachant pas un mot d'une langue étrangère.

Mais ces noms, portés par des Russes de cœur et d'âme, restèrent pourtant des noms aux assonances anglo-saxonnes ou latines, et c'est de cela que s'emparèrent la mauvaise foi et l'esprit de parti pour répandre la calomnie et le mensonge. Ainsi qu'il est des royalistes plus royalistes que le roi, on trouve dans tous les pays des nationalistes qui sont plus patriotes que le patriotisme lui-même. Ils regardent, mais pour ne pas voir; ils écoutent, mais pour ne point entendre! Ils refont l'histoire au gré de leurs passions; ils dénaturent la vérité au profit de leurs rancunes! Non juges, mais victimaires, ils n'instruisent pas, ils exécutent.

Les dernières vingt années, en Russie, ont été signalées par une exubérance de la sève nationale, débordant de toute part et cherchant des voies nouvelles de tous les côtés. Parmi celles-ci, il s'en trouva de bonnes et de mauvaises; mais parmi les pires, fut celle de ce nationalisme étroit dont j'ai parlé. De cette nouvelle « Russie aux Russes », tout ce qui ne portait pas un nom de désinence slave fut exclu. Tous ceux qui avaient versé leur sang sur les champs de bataille pour l'honneur de la Russie, tous ceux qui avaient voué une vie entière de labeur à la défense de ses intérêts, se voyaient, si par malheur ils portaient un nom étranger, et surtout un nom allemand, déclarés traitres et malfaisants.

« Un homme de race allemande, disaient les zoïles, ne peut jamais posséder de véritables sentiments russes! Ses sympathies doivent fatalement aller vers sa patrie d'origine; en ayant ou en se donnant l'air de travailler pour la gloire de la Sainte Russie, il peine pour le profit de la grande ou des petites Allemagnes de son cœur! S'il est à la tête d'un grand service public, il s'entoure des gens de sa nation et de sa religion; il ne pousse que les siens et éloigne les intelligences russes. Sa politique, si ses fonctions l'obligent à en faire, n'est pas russe, mais autrichienne ou prussienne. » Et que sais-je tout ce qu'on ajoutait encore! Et toutes ces choses-là, je les ai entendues, je les ai lues, imprimées à propos du Comte Ch. de Nesselrode. Comme ce n'est pas de la polémique que je veux faire, je ne citerai ni noms, ni ouvrages, mais je tenais à dire ici les sentiments que ces attaques posthumes m'ont inspirés, et c'est aux lecteurs de ces volumes que j'en appelle pour juger de la vérité de ces assertions. Ils pourront voir l'homme dans ses pensées les plus intimes confiées aux lettres familières, et sa manière de voir dans les documents d'ordre public.

Le Chancelier, dans son autobiographie, nous a retracé, en quelques courtes pages, les événements qui suivirent la guerre de Russie et qui amenèrent le réveil des sentiments patriotiques dans tous ces pays que Napoléon aurait voulu peu à peu transformer en provinces françaises; mais il ne nous indique que des plus sommairement sa part personnelle dans la formation, en 1813, de la coalition de l'Europe contre la France et ses envahissements. Et pourtant ce furent le Prince de Metternich et lui qui en devinrent, en quelque sorte, les deux chevilles ouvrières les plus actives.

L'accord de ces deux ministres date de ce temps-là. Ce fut un accord dont on peut apprécier les résultats de différentes manières, que, d'après les idées actuelles, on devrait même plus d'une fois qualifier de néfaste dans ses effets,

mais dont, en aucun cas, on ne saurait nier l'influence dominante sur les affaires politiques de l'Europe continentale pendant une période de près de quarante ans. L'un et l'autre étaient les représentants les plus convaincus des principes de la monarchie de droit divin, et tous les deux ne voyaient de garantie pour la tranquillité et la paix de l'Europe que dans l'union la plus étroite des éléments ultra-conservateurs et dans la répression constante et immédiate de tout ce qui touchait, de près ou de loin, aux aspirations nouvelles. Aussi la France, qu'ils aimaient pourtant et qu'ils admiraient, cette France si remuante, si peu respectueuse des traditions archi-saintes, si encline aux innovations de tout genre et surtout si capricieuse, si versatile dans ses goûts et ses idées, leur faisait-elle peur. La traitant comme un vieux mari à principes rigides, mais au cœur parfois bienveillant, peut traiter une épouse légère et très gâtée, ils ne savaient trop comment s'y prendre pour lui faire entendre doucement raison. De la Restauration à la seconde République, les bouderies alternaient avec les tendres avances. En trop s'engageant avec elle, on craignait de compromettre sa propre sécurité intérieure; en s'en éloignant, on avait peur d'être supplanté par des rivaux ou relégué dans l'oubli. Le Comte de Nesselrode, pour ne parler que de lui, pendant sa longue vie, s'est toujours intéressé vivement à tout ce qui se passait au bord de la Seine. Il y jugeait les hommes et les faits au point de vue de ses propres principes; aussi, y regrettait-il souvent l'état de choses existant, mais il le regrettait, en toute sincérité, sans méconnaitre pour cela la valeur de ceux qui en étaient les promoteurs. Dans une lettre de l'année 1839, de Bade, à la Comtesse Nesselrode, sa femme, il écrivait : « Je suis entouré ici de toute une colonie française, et plus je vois des gens de cette nation, plus je les aime; pourquoi faut-il que, pris isolément, ils soient charmants, et que, groupés, ils deviennent insupportables? »

Mais jamais le Chancelier n'a voulu sacrifier ses principes à ses goûts. Le chemin que le devoir lui avait tracé ne rejoignait d'autre route par aucun sentier de traverse. Monarchiste convaincu, il ne pouvait pactiser avec les idées nouvelles, ni avec les hommes qui les représentaient. Il pouvait côtoyer ceux-ci, vivre même dans leur intimité et les aimer personnellement, mais jamais cette vie en commun, ni l'amitié même ne l'auraient fait dévier d'une ligne de son chemin. La gestion du ministère des Affaires étrangères, conjointement avec le Comte Capo d'Istria, en est, pendant toute sa durée, la meilleure preuve. En effet, pour des motifs qui restent inexplicables, l'Empereur Alexandre I[er] avait cru utile de scinder en deux des fonctions qui paraissaient ne pas pouvoir être partagées et avait choisi pour diriger sa politique extérieure deux hommes à l'esprit, au tempérament et au caractère presque opposés. Les années que le Comte de Nesselrode a passées dans cette singulière association sont de celles qui parlent le plus en faveur de la droiture de son caractère et de la fermeté de ses convictions. Le Comte Capo d'Istria était un esprit vif, aux idées plutôt avancées (je parle naturellement pour son temps), plein d'initiative et par-dessus tout grand édificateur de projets, et de projets souvent chimériques. Le Comte de Nesselrode, au contraire, était le représentant du sang-froid et du bon sens pratique. Il avait souvent à combattre les combinaisons proposées par son collègue ou bien il cherchait à y introduire les modifications que, d'après lui, réclamait la prudence. Et la plupart du temps l'Empereur, que les plans du Comte Capo d'Istria avaient enthousiasmé d'abord, finissait par se rallier à l'opinion du Comte de Nesselrode.

En attribuant à celui-ci un grand sens pratique et un esprit parfaitement équilibré, je crois avoir cité ses qualités dominantes. Il n'a peut-être pas eu une imagination brillante et créatrice; il n'a jamais été non plus le précurseur d'un

système nouveau, mais en revanche, il a eu peu de maîtres dans l'art difficile de sortir indemne d'une situation embrouillée, de se démêler dans les complications existantes, de savoir attendre le moment opportun et de le saisir aussitôt qu'il se présentait. Et, dans un pays où les souverains se font un devoir de diriger eux-mêmes la politique extérieure de leur patrie, cet esprit sûr et pondéré, gardien fidèle des traditions et réfractaire aux initiatives turbulentes, devait doublement convenir.

On a souvent reproché au Comte de Nesselrode le manque de caractère et l'absence absolue d'opinions personnelles. Tout me porte à considérer ce reproche comme non fondé. En effet, on pourrait citer plus d'une divergence d'opinions entre le Comte et les Empereurs qu'il a servis et plus d'une fois il a cru de son devoir de présenter en ces circonstances des Mémoires résumant ses représentations respectueuses. On est trop enclin à oublier la situation d'un ministre qui ne peut pas, comme en pays d'ordre représentatif, poser chaque fois la question de cabinet et à ne pas suffisamment examiner la question de savoir si une soumission dévouée n'est pas préférable — son avis une fois franchement exprimé — à une démission boudeuse? Ce qu'après avoir compulsé toutes ses archives, sa correspondance et les brouillons des Notes et des Mémoires qu'il a présentés à ses souverains, je crois pouvoir affirmer de la manière la plus positive, c'est que le Comte de Nesselrode a toujours eu sa ligne de conduite bien à lui, et que, pendant le courant de sa longue carrière, il n'a jamais dérogé à ses principes. Il a quelquefois été en désaccord avec l'Empereur Nicolas sur des questions d'exécution et de mesures à prendre, et chaque fois il lui a soumis son opinion motivée. Ce fut seulement le jour où une question de principe le sépara de son souverain (je veux parler de la guerre de Crimée et de la question des Saints-Lieux) qu'il crut d'absolue nécessité d'accompagner

son Mémoire à ce sujet de l'offre de sa démission. Celle-ci ne fut pas acceptée et si, son devoir d'honnête homme accompli, le serviteur fidèle et dévoué jugea que sa conscience ne lui permettait pas de quitter son maître, en un tel moment, qui oserait lui en faire un reproche?

Sous le règne d'Alexandre Ier, ce fut principalement la création du nouvel État grec qui amena entre l'Empereur et le Comte de Nesselrode une forte divergence d'opinions sur l'attitude que le cabinet russe devait prendre dans cette question. L'Empereur Alexandre, d'un côté, mû par ses sentiments de chrétien, par la conscience d'être le protecteur né des catholiques orthodoxes, ne pouvait pas refuser ses sympathies à la cause des insurgés, ses coreligionnaires; de l'autre, fondateur de la Sainte-Alliance, il craignait, en marquant trop d'intérêt à la révolution grecque, de porter atteinte à l'inviolabilité des principes qu'il avait proclamés et de réveiller ainsi autre part encore le même esprit de révolte. Aussi ne pouvait-il pas se résoudre à prendre position dans la question. Et celle-ci était d'autant plus sérieuse et compliquée que les cabinets d'Europe étaient divisés dans leur manière de voir. Autant la France et l'Angleterre applaudissaient à cette tentative du peuple hellène de secouer le joug ottoman, autant l'Autriche et la Prusse, gardiennes méticuleusement scrupuleuses du *statu quo*, la voyaient d'un mauvais œil, ne la regardant que comme un réveil peu souhaitable des instincts révolutionnaires en général. Le Comte de Nesselrode partageait cette dernière opinion qui, d'après lui, était exempte de tout sentimentalisme inadmissible en politique et sauvegardait seule les principes établis par l'alliance. C'est dans ce sens qu'il présenta un Mémoire à l'Empereur. Mais, quand l'insurrection eut fait des progrès tels qu'il n'était plus possible au souverain de la Russie orthodoxe de rester indifférent aux courageux et sanglants efforts d'un peuple combattant, sous la bannière de la croix

grecque, contre l'ennemi né de la chrétienté et quand il devint nécessaire d'expliquer cette nouvelle orientation de la politique russe aux cours alliées, ce fut pourtant à lui qu'incomba cette tâche difficile et qu'il sut accomplir à l'entière satisfaction de l'Empereur, tout en apaisant les craintes formulées par les cabinets de Vienne et de Berlin.

Pendant les vingt-neuf années de règne de l'Empereur Nicolas Ier, le Comte de Nesselrode fut l'interprète consciencieux et fidèle de la politique de son maître. Et la tâche lui fut aisée, car leurs principes concordaient. Quel que soit le jugement de l'histoire sur ce règne, il est un fait qui reste indéniable, c'est que jamais la prépondérance de la politique russe n'a été aussi grande en Europe que pendant les vingt-cinq premières années de sa durée, que jamais la voix du cabinet de Saint-Pétersbourg n'eut autant d'autorité dans le concert européen que pendant cette période, et que jamais les échecs qu'eut à essuyer la diplomatie russe ne furent aussi insignifiants.

L'idée dominante de la politique de Nicolas Ier fut celle de rester le continuateur des principes de la Sainte-Alliance et d'être, en Europe, le protecteur et le défenseur, en quelque sorte, des autorités légitimes que menaçaient de plus en plus le développement toujours croissant et les complots répétés du parti révolutionnaire. Dans ce but, il crut devoir resserrer davantage encore les liens d'alliance avec l'Autriche et la Prusse, parfois même par des moyens quelque peu onéreux pour la Russie, augmenter, dans la mesure du possible son influence sur les petites cours de la Confédération germanique et assurer la conservation de l'ordre politique établi en Europe par le traité de Paris en 1814, et par le congrès de Vienne en 1815. Partageant entièrement la manière de voir et les convictions de son souverain, le Comte de Nesselrode put le seconder avec toute l'autorité que lui donnait l'expérience acquise sous le règne précédent. Et cette expérience,

jointe à sa prudence innée, joua souvent un rôle important dans les résolutions définitives de l'Empereur. Le caractère chevaleresque et impétueux de celui-ci aurait pu quelquefois, sous le sentiment de la première impression, se laisser entraîner à des mesures que la sagesse d'une politique stable aurait eu à regretter. Dans ces cas-là, les conseils et les respectueuses observations, que se permettait le ministre, parvenaient souvent à modérer l'impulsion première et à obtenir les concessions nécessaires pour atténuer le côté trop péremptoire d'une immixtion dans les affaires d'autrui.

Le Comte de Nesselrode, — qui avait commencé à jouer un rôle marquant dans la diplomatie russe à une époque où la gloire militaire de la Russie sembla être à son apogée, en ces années qui virent les armées russes traverser toute l'Europe et arrêter leur marche triomphale sous les murs de Paris, — le Chancelier qui avait fait son apprentissage en ces années où le bivouac était la chancellerie et où les dépêches diplomatiques se signaient sur les champs de bataille, était toujours resté, malgré cette griserie belliqueuse de la période de ses débuts, l'homme de la paix. Les grands desseins conçus par les souverains de la Russie lui étaient connus. Il les approuvait, en les admirant; mais, en même temps, il croyait que pour les réaliser avec tout le succès qu'il désirait, il fallait ne rien précipiter. Nous le voyons plus d'une fois, dans ses lettres intimes déclarer que les victoires des années de 1812 à 1815 avaient conquis à la Russie une position telle et lui avaient assuré de si grands avantages qu'il serait imprudent de se lancer à la recherche de nouveaux triomphes incertains, avant d'avoir profité, dans toute la mesure du possible, de la situation acquise. Aussi, déjà en 1829, quand éclata la guerre entre la Russie et la Turquie, cette guerre — qui devait pourtant se terminer par la paix d'Andrinople — avait-il soumis, dans un Mémoire détaillé présenté à l'Empereur, toutes les observations que lui suggéraient les alarmes qu'il

ressentait; et les différentes publications historiques, parues depuis, nous prouvent aujourd'hui que ses craintes n'étaient pas sans fondement et qu'il s'en est fallu de bien peu qu'à cette époque l'Autriche, la France et l'Angleterre ne s'unissent pour opposer leur veto aux projets de la Russie et pour porter aide à la Turquie.

En 1830, quand éclata la Révolution de Juillet, et lorsque les Bourbons de la branche aînée furent chassés du trône que les cours alliées, en aidant à leur rétablissement, leur avaient pour ainsi dire garanti, la situation en Europe présentait une gravité exceptionnelle. Les trois cours envisageaient d'une manière différente la position à prendre en présence des événements survenus. Celles de Vienne et de Berlin, ne consultant pas leurs sympathies personnelles et adoptant le point de vue du cabinet de Saint-James, avaient accepté le fait accompli, et, heureuses de voir l'avènement de la république reculé, avaient accordé au nouveau gouvernement un appui presque sincère. Le Comte de Nesselrode était d'avis de ne pas se séparer en cette occurrence de ses alliés et de suivre la même ligne de conduite qu'eux. Il insistait sur la nécessité absolue de bien établir et constater l'union parfaite entre les trois monarchies, en des circonstances aussi graves, au moment où les idées révolutionnaires tendaient de plus en plus à se faire jour. Mais l'Empereur Nicolas ne se laissa convaincre qu'à moitié; il reconnut bien le nouveau gouvernement établi en France, mais il le fit comme à contre-cœur, et, pendant tout le règne de Louis-Philippe, ne cessa de lui témoigner une froideur marquée.

En 1848, lors des troubles politiques qui agitèrent toute l'Europe occidentale, il n'y eut pas la moindre divergence d'opinions entre l'Empereur Nicolas et son Chancelier, aussi l'action de la Russie fut-elle prompte, énergique et décisive. Les troupes russes entrèrent en Hongrie et aidèrent à raffermir le trône chancelant des Habsbourg. La diplomatie russe de son

côté, usant de toute son autorité, parvint à rétablir les bonnes relations entre les cours de Vienne et de Berlin, qu'une rivalité constante dans les affaires de la confédération germanique tendait à altérer de jour en jour davantage. Cette époque, où la voix de la Russie sut acquérir une telle influence sur la politique intérieure des États du centre de l'Europe, peut à juste titre, du moins en ce qui concerne les relations étrangères, être désignée comme le point culminant du règne de l'Empereur Nicolas I[er]. Des hauteurs de la position acquise en Europe, il ne lui fut malheureusement plus donné de voir tout ce qui se passait dans son propre pays. Il connaissait parfaitement les péchés gros et petits des différentes administrations gouvernementales (son autorisation à la représentation du « Révizor » de Gogol en est du reste la preuve), mais il n'en voyait pas toujours les causes et n'en mesurait pas les effets.

Aussi, quand il crut l'autorité de son ascendant menacée en Turquie, quand se forma en lui la conviction que faire la moindre concession serait déchoir de la position prépondérante qu'il s'était conquise sur le continent, rien ne put arrêter sa résolution une fois prise et aucune considération, ni sur l'état pitoyable des voies et communications, ni sur le matériel de guerre défectueux, ni sur la mauvaise organisation des services de l'intendance, ne put l'en faire revenir. C'est alors que le Chancelier, pressentant les dangers à venir, devinant la duplicité de certains alliés et l'impuissance des autres, et sentant l'orage s'amasser autour de ce pays, auquel il avait consacré un demi-siècle de loyaux services, présenta rapport sur rapport, considérations sur considérations pour tâcher d'abord d'arrêter la marche des événements, pour les enrayer ensuite dans la mesure du possible. Aussi la guerre de Crimée présente-t-elle cette particularité, que plusieurs historiens ont déjà constatée, qu'elle fut précédée d'interminables négociations, et que ces négociations se poursuivirent sans inter-

ruption pendant tout le temps des hostilités, jusqu'au jour même où la paix fut conclue.

Et ces négociations furent bien l'œuvre du Comte de Nesselrode. Il y mit toute son âme et tout le savoir-faire que lui donnait sa longue expérience. Elles n'aboutirent pas de sitôt, mais elles amenèrent à préparer les conditions de la paix et furent les préliminaires utiles au congrès de Paris et à ce traité du 30 mars, dont la ratification fut pour le Chancelier comme le dernier acte important de sa carrière politique.

Il y eut — et il ne pouvait malheureusement en être autrement — dans ce traité des conditions dures pour l'amour-propre de la Russie; mais, si, en toute impartialité, on le compare à d'autres des époques précédentes et surtout à ceux des temps plus récents, on est forcé de convenir que les efforts de la diplomatie russe ne furent pas infructueux. Il ne faut pas oublier que ce fut la première fois dans tout le cours de sa carrière que le Chancelier eut à parler au nom de la Russie vaincue, et, pour celui qui toute sa vie avait été habitué à faire entendre la voix du vainqueur, la tâche était doublement pénible et difficile. Tant que les blessures ne sont pas encore complétement cicatrisées, tant que les humiliations subies sont encore rappelées par la moindre restriction portée à la liberté d'agir, les contemporains ne sont pas à même de juger impartialement de l'abnégation des efforts et parfois de la grandeur d'âme de ceux qui ont eu le triste devoir d'apposer leur signature à la preuve écrite des revers subis, des malheurs endurés. Mais, à travers la perspective purificatrice des années écoulées, quand est arrivé l'apaisement des passions et quand, jugeant de loin, on peut juger de haut, dominant les faits, classant les détails et en tirant des conclusions, l'œuvre de l'historien commence et c'est en lui que j'ai foi, et c'est en lui que j'espère pour établir définitivement la preuve des services éminents que le

Comte Charles de Nesselrode rendit à la patrie dans cette dernière et cruelle année de sa laborieuse carrière !

Ceux qu'il a fidèlement servis lui ont déjà rendu justice. Le paragraphe 20 du testament de l'Empereur Nicolas Ier, daté de Tzarskoé-Selo le 4 mai 1844, dit : « Je remercie les Princes Czernychef et Menchikoff et les comtes Nesselrode, Cancrin, Bloudof et Kisselef pour leurs loyaux services, si utiles au bien de l'État. » Et le 15 avril 1856, à Saint-Pétersbourg, l'Empereur Alexandre II adressait au Chancelier le rescrit suivant (traduction) :

« Comte Charles Vassiliewitch,

« Votre carrière de soixante ans de durée s'est distinguée par de nombreux et importants services rendus au Trône et à la Patrie. Vous avez été le collaborateur constant de l'Empereur Alexandre Ier et de mon père vénéré, qui n'ont cherché, tous les deux, dans leur politique extérieure, que le maintien des traités existants et de la paix en Europe. Enfin, ces derniers temps, quand la guerre éclata d'une manière inattendue, menaçant de maux incalculables tout le monde civilisé, vous sûtes, vous conformant à mes instructions, apaiser les esprits inquiets sur les vues dominatrices de la Russie et vous concourûtes par le bon sens de votre action, dans le ressort de vos fonctions, à la paix heureusement rétablie. En vous relevant aujourd'hui, suivant votre propre désir, de la gérance du ministère des affaires étrangères, je regarde comme un devoir de vous témoigner à cette occasion toute ma sincère reconnaissance pour tous vos travaux et tous vos soins pendant votre si longue et glorieuse carrière. Désireux de consolider la paix par des relations amicales avec les puissances étrangères, je reste convaincu, qu'en vous conservant votre titre de Chancelier de l'Empire, j'aurai en vous, grâce à votre expérience, le plus utile des collaborateurs pour l'accomplissement du but que je me suis assigné. Comme signe particu-

lier de ma bienveillance, je vous envoie une miniature ornée de diamants avec les portraits de mon inoubliable père et le mien pour porter à la boutonnière au ruban de Saint-André.

« Je reste pour toujours votre bien affectionné.

« *Signé :* ALEXANDRE. »

Ces documents parlent par eux-mêmes. Les lettres que j'ai commencé à publier feront également leur œuvre. J'espère avoir assez d'années encore à vivre pour pouvoir donner une biographie complète de mon grand'père et suivre toutes les étapes d'une carrière qui va, pour ne parler que de ses phases les plus importantes, de la capitulation de Paris en 1814 au congrès de 1856. Si je n'y parviens pas, la publication de ces archives pourra peut-être inspirer à quelque historien le louable dessein de porter sur le Chancelier Comte de Nesselrode un jugement définitif et équitable qui fera justice des mesquines attaques dont il a été l'objet et réhabiliterait sa mémoire si elle avait pu cesser d'être glorieuse.

A. DE NESSELRODE.

Paris.

AUTOBIOGRAPHIE

DU COMTE CHARLES-ROBERT DE NESSELRODE

Je suis né à Lisbonne, l'année 1780, le 2 (14) décembre. Ma mère était protestante, mon père catholique. Il avait passé une partie de sa vie en France, au milieu des Encyclopédistes et des philosophes du xviiie siècle. Devenu moins exclusif pour sa religion et plus tolérant pour les autres, il déféra au désir de ma mère que je fusse baptisé et élevé dans celle qu'elle professait. A cette époque, il n'y avait à Lisbonne d'autre église protestante que la chapelle de l'Ambassade d'Angleterre. J'y fus baptisé et devins ainsi anglican pour le reste de mes jours. J'avais à peine six ans quand je perdis ma mère. Ce malheur causa à mon père une si grande douleur qu'elle lui rendit odieux le séjour de Lisbonne. Il sollicita et obtint son rappel. C'était l'année 1787; il avait alors près de soixante ans, il était fort goutteux, ce qui lui suggéra le désir de se retirer des affaires publiques, après avoir mené une vie très agitée. Cadet d'une ancienne famille du Duché de Berg,

il avait été, comme le faisaient alors tous les cadets, chercher fortune un peu partout. Il entra d'abord dans l'armée autrichienne et se trouva, en 1747, à la bataille de Lawfeld, où il reçut un coup de sabre sur la tête, dont il conserva la cicatrice jusqu'à la fin de ses jours. Puis il passa successivement au service de la Cour Palatine, des Provinces-Unies, de la France et de la Prusse. En France, il était colonel agrégé au régiment du Royal-allemand; il quitta le service lors de la disgrâce du Duc de Choiseul[1], son protecteur, et retourna en Allemagne. Chargé de régler quelques affaires de famille à Berlin, il eut occasion de se faire connaître du Grand Frédéric, auquel il eut le bonheur de plaire par l'originalité de son esprit, plus français qu'allemand, par des réparties promptes et souvent piquantes. Frédéric lui proposa de rester près de lui, lui donna la clef de Chambellan, mais ce qui était plus intéressant pour lui, il l'admit au nombre de ces hommes d'esprit dont il avait formé sa société intime. Il demeura pendant six ans à la Cour du grand Roi, mais sans emploi réel. Il est vrai que Frédéric lui proposa, une fois, de le nommer Ministre à Vienne, mais avec un traitement si exigu qu'il répondait que n'ayant aucune fortune à lui, il devait renoncer à l'honneur de représenter les quatre ordres mendiants. Voyant que sa position en Prusse ne lui offrait aucune chance d'assurer son avenir, il donna sa démission, que le Roi accepta avec humeur et dans des termes assez

1. Choiseul (duc de). Voir Stainville, tome I.

durs. (Voyez lettre de mon père et réponse du Roi.)

Pendant son séjour à Berlin, mon père avait fait la connaissance du Prince Orloff[1], qui lui fit la proposition d'entrer au service de la Russie. Cette demande, appuyée chaudement auprès de l'Impératrice Catherine par la Landgrave de Darmstadt, mère de la Grande-Duchesse Nathalie, première épouse de l'Empereur Paul, fut accueillie avec bienveillance par l'Impératrice. La grande Catherine nomma mon père Chambellan, et bientôt après Ministre en Portugal, poste nouvellement créé. Après l'avoir rempli pendant plus de six ans et avoir obtenu son rappel, il se rendit à Saint-Pétersbourg. Mais là l'attendaient de nouvelles propositions et il ne réussit pas à réaliser son projet de retraite absolue.

Le Comte Serge Roumiantzow, alors ministre de Russie à Berlin, s'était brouillé avec la Cour pour une question d'étiquette, dans laquelle les torts étaient de son côté. L'Impératrice le reconnut, le rappela et fit proposer à mon père de le remplacer. Quels que fussent ses projets de retraite, il lui était impossible de décliner une offre qui témoignait de la haute confiance que l'Impératrice plaçait dans les talents et le dévouement de mon père, car la mission qu'il avait à remplir à Berlin était aussi importante que difficile dans les circonstances où elle lui fut confiée.

La Russie était alors en guerre avec la Porte et avec

1. Orlof (Grégoire-Grigorievitch, prince), grand maître de l'artillerie russe, favori de Catherine II, né en 1734, mort en 1783.

la Suède. Les succès que nos armes remportèrent donnèrent de l'ombrage à l'Angleterre, qui craignait de voir se réaliser des projets sur l'Empire Ottoman, qu'une imprudente ostentation avait laissé entrevoir, et M. Pitt[1] conçut l'idée de former avec la Prusse une alliance pour contrebalancer celle que la Russie avait conclue avec l'Autriche, afin de s'opposer, par des démonstrations militaires sur terre et sur mer, aux desseins que les deux Cours poursuivaient en Orient. Déjouer, à Berlin, les efforts du ministère anglais pour entraîner le cabinet prussien, telle était la tâche qui fut imposée à mon père.

L'Impératrice avait pensé qu'ayant résidé à la Cour de Frédéric le Grand, connaissant parfaitement le terrain, et qu'ayant conservé d'intimes relations avec des personnages influents de cette Cour, il disposait plus que tout autre des moyens nécessaires pour la remplir avec succès. C'est là ce qui détermina le choix de l'Impératrice. La nomination eut lieu et fut accompagnée d'une faveur personnelle pour moi. L'Impératrice me fit inscrire dans la marine avec le rang de midshipman, quoique je n'eusse encore que huit ans.

Pendant le séjour de mon père en Russie, j'étais resté à Francfort-sur-Mein, confié aux soins d'une tante, belle-sœur de ma mère. Arrivé à Berlin, mon père m'y fit venir et me mit en pension chez M. Gedike[2], directeur d'un gymnase dont je devais en même temps suivre les

1. Pitt (William), 1759-1806. Célèbre homme d'État anglais.
2. Gedike. Voir tome I.

cours. Ce n'était pas précisément l'éducation qu'il fallait pour former un officier de marine; elle devait plutôt me préparer à une carrière dans laquelle les circonstances me firent entrer plus tard. Mais malheureusement elle ne fut pas achevée.

A l'âge de seize ans (1796), mon père m'envoya à Pétersbourg pour commencer à servir. J'y arrivai six mois avant la mort de l'Impératrice Catherine. J'eus l'honneur de lui être présenté. Elle me fit placer dans la flotte de la Baltique et me confia à l'amiral Karzof pour apprendre le service sous sa direction. A cet effet, je me rendis à Cronstadt, où il était chef de la seconde section du corps des Cadets de la marine, établi dans ce port. J'y étais arrivé en septembre 1796. En décembre mourut l'Impératrice Catherine.

L'Empereur Paul, qui lui succéda, avait eu, encore Grand-Duc, beaucoup de bontés pour mon père qui m'avait muni d'une lettre pour lui à mon départ. Il daigna s'en souvenir, en montant sur le trône, et me nomma d'emblée son aide de camp de la marine (*Fluegel-Adjutant*). Aussitôt après avoir reçu cette flatteuse nomination, je quittai Cronstadt et retournai à Pétersbourg. Je fus présenté à l'Empereur qui m'accueillit avec beaucoup de bienveillance et m'admit à faire le service auprès de lui. Un jour, il me demanda si j'avais du goût pour la marine; je lui répondis que jusque-là je n'avais guère eu occasion d'en prendre. Il me dit qu'il avait bien pensé, sachant que j'avais été élevé à Berlin, qu'il en serait ainsi et me demanda si je voulais

passer dans les troupes de terre. J'y consentis de grand cœur et l'Empereur me plaça avec le grade de lieutenant dans sa garde à cheval, tout en me conservant auprès de lui comme aide de camp. Je continuai donc à faire mon service auprès de lui et l'accompagnai à Moscou, au Couronnement, au printemps de l'année 1797.

Au retour de la Cour à Pétersbourg, mon père y vint pour remercier l'Empereur des faveurs dont il avait daigné me combler. En 1795, il avait obtenu de l'Impératrice Catherine sa retraite entière du service, avec une pension de 2000 R. Le but de ce voyage entrepris dans un âge déjà avancé, était encore de diriger mes premiers pas et de m'installer dans la société de Pétersbourg. L'Empereur Paul fut plein de bontés pour lui. Il avait été à même de lui rendre quelques services lorsqu'il était encore Grand-Duc. L'Empereur ne les oublia pas, et décora mon père du cordon de Saint-Alexandre et lui donna bientôt après la jouissance pour douze ans de la terre du Neugut, en Courlande. Il l'engagea même à se fixer en Russie, mais mon père ne put, en raison de sa santé, accepter cette flatteuse proposition. Après y avoir passé une année entière, il quitta Pétersbourg dans l'été de l'année 1798, et alla s'établir à Francfort-sur-Mein, où il demeura jusqu'à sa mort.

Je continuai à faire mon service d'aide de camp auprès de l'Empereur. Ce fut dans cette année 1798 que se forma une nouvelle coalition contre la République française, à laquelle la Russie prit part pour la

première fois. Elle fournit trois corps d'armée; le premier, celui du général Rosemberg[1] fut dirigé sur l'Italie pour, réuni à l'armée autrichienne, être placé sous le commandement général du maréchal Prince de Souvarof[2], que l'Empereur d'Autriche avait demandé à l'Empereur Paul pour commander son armée d'Italie. Le second corps, sous les ordres du général Korsakof[3], devait agir en Suisse; le troisième enfin, commandé par le général Germann, était destiné à être transporté en Hollande pour, réuni à un corps anglais, envahir ce pays. C'était au printemps de l'année 1799 que devaient commencer les opérations sur tous les points. Dans le

1. Rosemberg (le prince de), général autrichien, né à Vienne vers 1750, mort vers 1818. Il débuta par faire la guerre contre les Turcs et se signala dans plusieurs rencontres par son courage. En 1792, au moment où l'Autriche entra en campagne contre la France républicaine, Rosemberg était colonel; il fut envoyé dans les Pays-Bas, puis en Allemagne, où il assista à la bataille de Wurtzbourg (1796). Nommé quartier-maître général, il assista quelques mois plus tard aux combats de Rainch et de Bibelsheim. Il fut fait feld-maréchal vers 1806.

2. Souvarof (Maréchal). Voir tome I.

3. Korsakof (Alex.-Michailovitch Rimskoi), général russe, né en 1753, mort en 1840. Il entra de bonne heure dans l'armée, prit part, dans les Pays-Bas, à la campagne contre la France, et, deux années après, servit sous Valérien Zoubof dans la guerre contre la Perse. A l'avènement de Paul Ier, il fut promu lieutenant général, et envoyé, avec 30 000 hommes, en Suisse, pour soutenir Souvarof; mais avant d'avoir pu opérer sa réunion avec ce dernier, il fut complètement battu par Masséna, près de Zurich (25 septembre 1799). Promu, en 1801, général d'infanterie et nommé, peu après, gouverneur général de Moscou, il s'acquit, par sa douceur et son humanité, l'amitié et le respect de tous ses administrés. Il fut rappelé après l'explosion du soulèvement de 1830 et devint plus tard membre du conseil de l'empire.

courant de l'hiver, l'Empereur fit faire à ses aides de camp la proposition d'aller servir dans les armées actives, et de prendre ainsi part à la guerre. Je m'empressai d'accepter cette proposition avec plus d'ardeur que de perspicacité. Placé dans un second corps qui se rassemblait sur les frontières de la Podolie, et qui devait rejoindre celui de Rosemberg, je partis pour me rendre à ma destination, mais à peine arrivé à Kieff, un courrier, arrivé de Pétersbourg, me porta l'ordre d'y retourner sur-le-champ. Adieu, mes rêves de gloire militaire; il me fallut, le désespoir dans l'âme, renoncer au bonheur de faire la belle campagne d'Italie qui immortalisa Souvarof, qu'il faut ranger parmi les plus grands Capitaines des temps modernes.

Je revins donc tristement à Pétersbourg. L'accueil que me fit l'Empereur n'était guère de nature à effacer cette pénible impression. Il me dit brusquement, lorsque je me présentai à lui : « Puisque vous ne voulez pas servir auprès de moi, vous n'avez qu'à servir au Régiment. » Je cessai donc d'être aide de camp de l'Empereur et allai me présenter au Prince Boris Galitzin qui alors commandait les gardes à cheval. Le corps d'officiers était composé de l'élite de la noblesse, de jeunes gens des premières familles; c'étaient les lions de la société de Pétersbourg. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, le Régiment n'était pas en faveur auprès de l'Empereur. Chaque parade, chaque exercice, en sa présence, amenait des disgrâces, des réprimandes et surtout des destitutions. Celles-ci furent si fréquentes

que les avancements devenaient nécessairement très rapides. Il en résulta que le 9 juillet de l'année 1799, je fus promu au grade de Colonel. Hélas! je ne jouis pas longtemps de cette faveur. A la fin de décembre, mon escadron montait la garde au Palais d'Hiver. Un de mes officiers n'entendit pas le commandement du Colonel qui commandait la parade et fit une faute. L'Empereur s'en aperçut; déjà monté contre le Régiment, il se laissa aller à un violent accès de colère, dégrada l'officier, destitua le Prince Boris Galitzin, nomma Mgr le Grand-Duc Constantin, chef des Gardes à cheval et les renvoya de la ville à Tsarkoë-Selo. Je fus malheureusement ou peut-être heureusement compris dans cette disgrâce générale, mais par un reste de bonté pour moi, au lieu de me congédier simplement, comme il arriva à quelques-uns de mes camarades, l'Empereur me nomma Chambellan. Ce fut cependant avec un vif regret que je quittai la carrière militaire; j'eus tout de même le bonheur d'aimer celle dans laquelle ma destinée me faisait entrer.

Me voilà donc Chambellan (1800), faisant un service de Cour et voué, à l'âge de vingt ans, à un désœuvrement qui ne pouvait ni convenir à mes goûts, ni assurer mon avenir. Je profitai de mes loisirs pour me livrer à quelques études et chercher à regagner, quoique très incomplètement, ce que la carrière militaire m'avait fait perdre.

Cette existence se prolongea un peu plus d'une année, au cours de laquelle m'atteignirent d'autres vicis-

situdes. Pendant l'été, l'Empereur, dans un moment d'humeur, congédia tous les chambellans, à deux ou trois exceptions près. Quelques-uns furent placés dans des administrations civiles. Je reçus un congé pur et simple.

Vers la fin de cette même année 1800, l'Empereur fit publier qu'il accordait à tous les congédiés, tant officiers qu'employés civils, la permission de solliciter leur rentrée au service. Je me hâtai de m'en prévaloir, au moyen d'une supplique que je présentai à S. M., et je fus immédiatement réintégré dans mes fonctions de Chambellan.

En rentrant de Gatschina, l'Empereur avait, à Pétersbourg, échangé sa résidence au Palais d'Hiver contre celle du Palais Michel, qui venait d'être achevé. C'est là que je lui baisai la main pour la dernière fois, à ce « Kurtag » du 11 mars. Dans la nuit du 11 au 12 eut lieu l'horrible catastrophe qui fit monter l'Empereur Alexandre sur le trône. Il était d'usage de notifier l'avènement au trône d'un nouveau souverain aux Cours parentes de la famille impériale, par des envoyés spéciaux, et c'était parmi les Chambellans qu'on les choisissait habituellement. Je fus désigné pour remplir cette mission, auprès du Duc de Wurtemberg[1], frère de l'Impératrice mère. Il avait été forcé par les événements de la guerre avec la France de quitter ses États

1. Wurtemberg (Frédéric II duc de), 1797-1806. Obtint en 1806 le titre de roi et devint Frédéric Ier et régna sous ce nom jusqu'à sa mort.

et de se réfugier à Erlangen. C'est là que je m'acquittai de ma mission, rendue assez délicate par des interpellations qu'on me faisait subir sur la mort de l'Empereur Paul. J'eus le bonheur de m'en tirer, sans me compromettre et sans m'écarter du langage officiel qui m'avait été prescrit.

La paix de Lunéville ayant été signée le 9 février 1801, les troupes françaises commencèrent à évacuer l'Allemagne, et le duc de Wurtemberg se disposait à rentrer dans ses États. Il m'invita à y venir prendre ses derniers ordres et les réponses aux lettres de la famille Impériale, dont j'avais été porteur. Je veux, me dit-il, que vous puissiez dire à ma sœur que vous m'avez vu rétabli chez moi. D'Erlangen, je me rendis à Stuttgart, en passant par Francfort-sur-Mein, où j'eus le bonheur de revoir mon père, qui, depuis son départ de Pétersbourg, y avait fixé son séjour. Je restai une dizaine de jours avec lui, et aussitôt que j'eus appris l'arrivée du duc de Wurtemberg dans sa capitale, j'allai le rejoindre. Il me reçut à Louisbourg, son château de plaisance de prédilection. Je le trouvai alors inquiet sur la santé de son favori, le comte de Zeppelin[1], atteint d'un mal incurable.

C'était un homme remarquable, ce duc de Wurtemberg, d'un esprit supérieur, d'un caractère épouvantable, tyran dans sa famille et dans son pays. L'observer de près n'était pas sans intérêt pour moi. Il était dans

1. Zeppelin (comte Ferdinand-Louis de), 1772-1829. Grand chambellan et ministre d'État du Wurtemberg.

les destinées de ce petit pays d'être souvent gouverné par des hommes bizarres. Les souvenirs qu'y avait laissés le règne du fameux duc Charles y étaient encore vivants, et je recueillis plus d'une anecdote sur le compte d'un prince, dont Schiller avait dit : « Lorsque Denys cessa d'être tyran, il se fit maître d'école. »

Ce fut, en effet, ainsi, qu'il termina la série des fantaisies coûteuses dont il avait successivement affligé son pays. En le quittant, je passai par Carlsruhe, où je crus convenable de me présenter au Margrave et à la Margrave de Bade, mère de l'Impératrice Élisabeth.

De là, je retournai auprès de mon père, à Francfort, et après avoir passé encore quelques semaines avec lui, je repris le chemin de la Russie. Pendant ce voyage, mon avenir ne cessait de me préoccuper. Un nouveau règne, les bontés dont l'Empereur Alexandre m'avait honoré, lorsqu'il était encore Grand-Duc, m'offraient la chance d'entrer sous des auspices favorables dans telle carrière qu'il me conviendrait de choisir. Je me décidai pour la carrière diplomatique.

Ce ne fut pas sans peine que j'obtins le consentement de mon père. Il avait lui-même cueilli dans cette carrière plus d'épines que de roses, et il ne croyait pas devoir exposer son fils aux désagréments dont il avait été abreuvé. A ces scrupules inspirés par une vive tendresse, se mêlaient peut-être des doutes sur la portée de mes facultés intellectuelles, encore peu développées, et qui lui faisaient craindre pour moi des mécomptes dans une branche de service public, qui demande des

capacités qu'il ne me reconnaissait pas. Quoi qu'il en fût, je persistai dans ma résolution, et, à mon passage à Berlin, je sondai le baron de Krudener[1], pour savoir s'il n'avait pas d'objection à ce qu'à mon retour à Saint-Pétersbourg, je sollicitasse la faveur d'être placé à sa Légation. Sa réponse ne me laissa aucun doute sur les sentiments de bienveillance avec lesquels il m'accueillerait. C'était un homme de mérite, d'un caractère aimable et qui avait toujours été avec mon père dans les meilleurs rapports. Muni de son consentement, je fis, dès mon retour à Pétersbourg, les démarches nécessaires pour obtenir l'accomplissement de mes désirs. A cet effet, je m'adressai directement à l'Empereur, par une pétition qu'il fit remettre au comte Panin[2], alors, Ministre des Affaires étrangères, qui, plein de bienveillance pour moi, m'admit de suite au Ministère, et me plaça à la maison de Berlin. Dix-huit ans après, j'inscrivis son fils au même Ministère.

Au mois d'août, je me rendis à Berlin. Le baron de Krudener m'accueillit avec une affection particulière, me fit loger chez lui, dirigea mes premières études diplomatiques, me fit faire, conjointement avec son fils un cours

1. Krudener (baron de). Voir tome I.

2. Panin (le comte Nikita-Petrovitch), mort à Moscou en 1837, fut chargé successivement, sous le règne de Catherine II, des ambassades de La Haye et de Berlin, devint vice-chancelier et ministre des affaires étrangères à l'avénement de Paul Ier et conserva ce portefeuille pendant tout le règne de ce prince, ainsi que pendant les premiers mois de celui d'Alexandre Ier. Il quitta ensuite les affaires et vécut dans la retraite jusqu'à sa mort.

de droit public, chez le célèbre Ancillon[1], alors professeur d'histoire à l'Académie militaire. Trente ans plus tard, il était Ministre des Affaires étrangères de Prusse, moi, Vice-Chancelier de Russie, et nous rédigions et signions ensemble des protocoles, sur l'attitude à adopter par les trois cours du Nord, comme on appelait alors celles de Russie, d'Autriche et de Prusse, vis-à-vis le gouvernement du roi Louis-Philippe.

L'hiver qui suivit mon arrivée à Berlin fut des plus brillants. La reine Louise était dans tout l'éclat de sa beauté. La Cour rivalisait avec la ville pour animer le Carnaval. Des bals costumés et autres, des spectacles de société, des dîners se succédaient sans relâche, au point de ne nous laisser qu'à peine le temps de respirer. Le corps diplomatique ne resta pas en arrière. Il était parfaitement composé, et m'offrit l'occasion de me lier d'amitié avec des hommes distingués qui, plus tard, ont joué un rôle dans les affaires de l'Europe. Dans le nombre, je citerai le comte Stadion[2] que, l'année 1806,

1. ANCILLON (Jean-Pierre-Frédéric), historien, né à Berlin en 1766, mort en 1837. Destiné par son père à l'état ecclésiastique, il se livra presque exclusivement à l'étude de l'histoire et fut nommé ministre de l'Église française réformée de Berlin et professeur d'histoire à l'Académie militaire. En 1805, il publia son *Tableau des révolutions du système politique de l'Europe*, ouvrage qui lui valut une place parmi les meilleurs historiens de l'époque et lui ouvrit les portes de l'Académie de Berlin. Chargé de l'éducation du prince royal en 1806, il commença dès lors à se faire connaître comme homme politique, accompagna son élève en France, en 1814, fut nommé à son retour premier conseiller des affaires étrangères, et devint en 1831, secrétaire d'État des affaires étrangères.

2. STADION (Phil., comte de), diplomate autrichien, né à Mayence,

j'ai trouvé Ministre des Affaires étrangères, lors d'une mission que j'ai eue à remplir à Vienne, et son secrétaire de Légation, le baron de Wessemberg[1], que j'ai eu pour collègue au congrès de Vienne, et qui a si tristement terminé sa carrière publique en 1848. La France était représentée par le général Beurnonville[2],

1765-1824, fut en 1788 et 1790 ambassadeur en Suède et à Londres, en 1797 à Berlin, en 1804 à St-Pétersbourg, devint ministre des affaires étrangères en 1806, et excita l'Autriche à combattre la France en 1809. Napoléon, après Wagram, exigea son renvoi; mais il reparut comme plénipotentiaire au traité de Tœplitz (1813), aux conférences de Francfort et de Châtillon (1813 et 1814), au congrès de Vienne (1814 et 1815), et se montra partout l'adversaire violent de la France.

1. Wessemberg-Ampringen (Jean-Philippe, baron de), 1773-1858. Diplomate autrichien, chargé de nombreuses missions pendant les guerres du commencement du dix-neuvième siècle, prend part au congrès de Vienne (1815); ambassadeur près la diète germanique, puis (1830) ambassadeur à La Haye. En 1848, pendant quelques mois ministre des affaires étrangères et président du conseil.

2. Beurnonville (Pierre Riel, marquis de), maréchal de France, né en 1752, mort en 1821. Engagé volontaire en 1774, il servit dans l'Inde sous Suffren. Aide de camp du maréchal Luckner en 1792, nommé maréchal de camp et lieutenant général la même année, il prit part sous les ordres de Dumouriez à la première guerre de la Révolution. Nommé ministre de la guerre en 1793, il dénonça à la Convention les projets de Dumouriez, qui venait de lui adresser une lettre confidentielle, et fut chargé d'accompagner à l'armée les commissaires, envoyés pour surveiller la conduite du général et s'emparer de sa personne, mais ce projet ayant échoué, Beurnonville et les commissaires furent livrés aux Autrichiens, puis échangés plus tard contre la Dauphine, fille de Louis XVI (1795). De retour en France, Beurnonville devint successivement commandant en chef de l'armée du Nord (1796), ambassadeur à Berlin et à Madrid (1800-1802), sénateur (1805), comte de l'Empire. Proscrit pendant les Cent-Jours, il revint de Gand avec Louis XVIII qui le réintégra dans ses dignités, lui donna le bâton de maréchal en 1816 et le titre de marquis en 1817.

soldat de la Révolution, bon homme, nul comme diplomate, mais ayant pour le suppléer, comme secrétaire de Légation, M. Bignon[1], homme de beaucoup d'esprit, devenu célèbre par ses écrits, son amour pour les Polonais et sa haine pour la Russie. Je ne me serais guère douté alors que M. de Talleyrand choisirait, en 1814, le général Beurnonville pour figurer dans le Gouvernement provisoire.

Parmi les membres marquants des corps diplomatiques, se trouvait le général O' Farrill[2], homme de bien

1. Bignon (Louis-Pierre-Édouard), homme d'État et historien, né en 1771, mort en 1841. Il fut secrétaire de légation près les républiques Helvétique et Cisalpine (1797-1799), puis à Berlin (1800-1801), chargé d'affaires dans cette dernière cour (1802-1803), et ministre plénipotentiaire à Cassel (1804-1806). Après la bataille d'Iéna, Napoléon lui confia l'administration générale des domaines et des finances de la Prusse conquise (1806-1808). Pendant les Cent-Jours fit partie de la Chambre des représentants, fut nommé sous-secrétaire d'État, puis reçut le portefeuille des affaires étrangères. Ce fut à ce dernier titre qu'il signa la convention du 3 juillet 1815. Il fut aussi un publiciste des plus distingués. Son œuvre capitale *est son Histoire de France depuis le* 18 *brumaire jusqu'en* 1812.

2. O'Farrill (Don Gonzalo), général espagnol, né à la Havane en 1754, mort à Paris en 1831. Lorsqu'il eut achevé ses études en France, il revint en Espagne où il embrassa la carrière militaire. Se distingua brillamment dans la guerre contre la France, devint quartier-maître de l'armée de Catalogne (1795) et se battit avec avantage contre Augereau, et il allait pénétrer dans le Roussillon quand survint le traité de Bâle. Lieutenant général en 1796, ambassadeur à Berlin en 1798, il commandait une division en Toscane lorsque Napoléon contraignit Charles IV et son fils à abdiquer (1807). Il devint l'année suivante membre de la junte du gouvernement, mais ne tarda pas à se rallier à Joseph Bonaparte qui lui confia le ministère de la guerre. Vainement après le retour de Ferdinand en Espagne (1814) O'Farrill essaya de justifier sa conduite; il fut condamné à la

et bon militaire, que les événements, qui agitèrent l'Espagne, jetèrent, malheureusement, dans une fausse route. Je le revis, en 1810, à Paris, Ministre de la guerre du Roi Joseph. Mais l'homme avec lequel je formais des relations, qui dans l'avenir m'ont été des plus utiles, ce fut le célèbre Gentz[1]. Il était encore au service de la Prusse, et venait de publier deux ouvrages qui l'ont élevé au premier rang des publicistes de l'Europe, à côté des Burke[2] et des Mallet du Pan[3]. L'un

peine de mort, comme traître au roi et à la patrie. Il parvint alors à gagner la France, où il termina ses jours.

1. Gentz (Frédéric de), fameux publiciste allemand, le faiseur de la coalition et de la Sainte-Alliance, né à Breslau en 1764, mort en 1832. Il fut d'abord secrétaire du directoire général des finances de Prusse. Il débuta dans la politique par des écrits en faveur de la liberté; mais à l'époque de la Révolution française, il mit sa plume au service du pouvoir absolu. Il fit à la France une guerre de pamphlets incessante ; partout où il y avait contre elle des hostilités, on le trouvait attisant le feu. A la conclusion de la paix avec la Prusse (1795), il passa en Angleterre, où Pitt récompensa ses services par une pension; en 1805, il était employé dans la chancellerie secrète de Vienne, avec le titre de conseiller aulique; en 1806, il rédigeait en partie le manifeste de la cour de Berlin contre Napoléon, puis en 1809, il composait celui de l'Autriche. C'est à lui que s'adressa en 1813 la coalition pour rédiger celui des puissances. Plus rien dès lors ne se fit sans lui dans la diplomatie européenne : premier secrétaire du congrès de Vienne en 1814, l'un des principaux rédacteurs du traité de Paris en 1815, il assista encore aux congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), de Laybach (1831) et de Vérone (1821).

2. Burke (Edmond). Voir tome I.

3. Mallet du Pan (Jacques), publiciste suisse né près de Genève en 1749, mort en 1800. Bien que né dans une république et d'un caractère très indépendant, Mallet du Pan se déclara partisan de la monarchie et peu sympathique à la Révolution dès qu'elle éclata. Sous l'Assemblée constituante, il publia dans le *Mercure politique* une analyse raisonnée des débats de la Chambre, blâma avec énergie les

traitait des finances de l'Angleterre, et fut le premier livre qui fit connaître sur le continent le mécanisme de l'administration anglaise, et le système de M. Pitt. Le second, portant le titre de *l'Etat de l'Europe avant et après la Révolution française*, devait servir de réfutation à l'ouvrage de Hauterive[1] : *L'Etat de la France, à la fin de l'an VIII*, ouvrage que Napoléon Bonaparte avait fait composer à son avènement au Consulat, pour répandre ses principes et ses doctrines en Europe. Cette réfutation eut un immense succès, et Gentz devint, dès ce moment, le défenseur le plus courageux et le plus éclairé des bons principes. Son caractère moral n'était

meurtres commis pendant la journée du 14 juillet, se prononça en faveur du maintien de l'autorité royale. Par la suite, il envoya des articles politiques à la *Quotidienne*. Ayant vivement attaqué dans un de ses articles le général Bonaparte, celui-ci s'adressa aussitôt au grand conseil de Berne qui condamna Mallet à l'exil. Le journaliste se retira en Angleterre (1799) et y fonda le *Mercure britannique*. Il mourut de la phtisie à Richmond chez Lally-Tollendal.

1. Hauterive (Alexandre-Maurice Blanc de Lanautte, comte de), diplomate, né en 1750, mort en 1830. Après le 18 Brumaire, Bonaparte ayant demandé un employé capable pour rédiger un manifeste aux nations étrangères, on lui indiqua d'Hauterive qui, en six semaines, eut rédigé le fameux livre intitulé *De l'état de la France à la fin de l'an VIII*. Cet ouvrage dont le but était de présenter l'administration du Directoire sous de sombres couleurs et de justifier ainsi le coup d'État qui l'avait renversé, produisit tout l'effet qu'on en attendait. L'auteur devint le secrétaire intime du Premier Consul. Le projet de concordat de 1801 est son ouvrage, de même que l'acte de médiation de la France entre les cantons suisses (1803). Napoléon, devenu empereur, continua à lui confier la rédaction de ses actes diplomatiques les plus importants ; il lui demandait souvent ses conseils, et il eut plus d'une fois à se louer de les avoir suivis. Directeur des archives des affaires étrangères depuis 1807, il sauva ce dépôt précieux lors de l'invasion de 1814.

malheureusement pas à la hauteur de son génie. On l'accusait de vénalité, non sans fondement, mais il ne prenait de l'argent que de ceux qui pensaient comme lui. Jusqu'à sa mort, pas un instant, il ne varia dans ses principes politiques, ainsi que cela est arrivé à Jean Muller[1], l'historien de la Suisse, et à d'autres savants publicistes qui, à cette époque, avaient embrassé la même cause avec une égale ardeur. Son dernier ouvrage valut à Gentz la proposition de passer au service de l'Autriche. Il l'accepta avec empressement, préférant servir une puissance éminemment conservatrice, que le Cabinet prussien qui, dirigé par le comte Haugwitz[2],

1. Muller (Jean de), célèbre historien suisse, né en 1752, mort en 1809. Bibliothécaire de l'évêque électeur de Mayence, il se retira à Vienne, lorsqu'en 1792, Mayence fut prise par les Français, fut nommé conseiller aulique et attaché à la chancellerie. Puis il partit pour Berlin, où il reçut le titre d'historiographe du roi et celui de conseiller intime au département de la guerre (1804). Mais l'entrée des Français à Berlin et le démembrement de la Prusse lui ravirent encore une fois sa position. Il accepta une chaise à l'université de Tubingue, et il s'y rendait lorsque Napoléon, qui avait conçu de lui la plus haute idée dans une conversation qu'ils avaient eue à Berlin, l'appela à Fontainebleau et lui offrit une place de ministre secrétaire d'État dans le nouveau royaume de Westphalie. Il accepta (1807), donna sa démission en 1808, fut nommé alors conseiller d'État et directeur général de l'instruction publique. Parmi ses écrits, il faut citer au premier rang son *Histoire de la Confédération suisse*.

2. Haugwitz (Chrétien-Henri-Charles, comte de), homme d'État prussien, né en 1752, mort en 1832. Il fut nommé ambassadeur à Vienne en 1790, eut une grande part à la formation de la première coalition (1791), devint ministre des affaires étrangères en 1792, président du conseil deux ans plus tard, et, se rapprochant de la France, fit conclure le traité de Bâle avec la République (1795). Persévérant dans cette politique, il obtint plus tard, de Napoléon, des agrandissements de territoire pour la Prusse ; mais sa politique ayant été mise

avec peu de bonne foi, était aussi faible que versatile, dans ses vues comme dans ses actions.

Reste encore à citer le prince Louis-Ferdinand[1] qui m'admit dans ses réunions intimes et me fournit ainsi l'occasion de connaître un prince brillant, doué par la nature de toutes les qualités qui promettaient de faire de lui un grand homme. Peut-être le serait-il devenu, une fois les passions de la jeunesse amorties. Malheureusement, celles-là étaient en lui trop vives, à l'époque où je l'ai connu. Il menait trop de front les plaisirs et les études les plus sérieuses, les femmes, le jeu et le vin avec le grec, le latin et la basse générale. Il perdit la vie au combat de Saalfeld par un acte de courage peu réfléchi. Mûri par l'âge et l'expérience, il aurait pu devenir utile à sa patrie où on le regretta généralement.

Ce fut dans la société de ces hommes supérieurs que je passai un hiver aussi agréable qu'instructif. Au printemps, mon père tomba gravement malade. Mon chef m'accorda la permission d'aller le rejoindre à Francfort. Il se releva heureusement de sa maladie; mais, pendant mon séjour à Francfort, je fus bien péniblement surpris

en défaut par l'entrée d'une armée française dans le Hanovre, il dut céder la place à Hardenberg (1804). Après la bataille d'Austerlitz (1805), la Prusse qui s'était lancée dans des hostilités imprudentes, n'obtint son pardon de l'Empereur qu'en replaçant Haugwitz à la tête du cabinet. Il se retira définitivement à la suite du désastre d'Iéna

1. Louis-Ferdinand, 1762-1806, prince de Prusse. Neveu de Frédéric le Grand. D'une bravoure à toute épreuve, fit les campagnes de 1792 à 1795 contre les Français. Commandant en 1806 l'avant-garde du prince de Hohenlohe, attaqua l'armée française près de Saalfeld, sans attendre le gros du corps prussien et paya cette témérité de sa vie.

par la nouvelle de la mort subite de mon excellent chef, frappé d'un coup d'apoplexie au milieu de la promenade sous les tilleuls. Cette perte me fut doublement sensible. D'une part, je regrettais l'homme; de l'autre, je prévoyais que sa mort amènerait un changement dans ma position au service. Ce pressentiment ne se vérifia que trop tôt. M. d'Alopéus[1] fut nommé pour remplacer le baron de Krudener. Lorsque mon père était ministre à Berlin, ce personnage, très protégé par le Vice-Chancelier Comte Ostermann[2], dont il avait été le Directeur de Chancellerie, avait beaucoup intrigué contre lui, et cherché à le supplanter, ce qui ne lui réussit pas alors. Devant, par conséquent, le considérer comme un ennemi de mon père, rester attaché à sa légation eût été le comble de l'inconvenance. Mon parti fut bientôt pris. Aussitôt que sa nomination fut parvenue à ma connaissance, je demandai à être transféré à la mission de La Haye, ce que j'obtins. Le temps qui s'écoula pour recevoir une réponse de Pétersbourg et le consentement du Ministère, je l'employai à faire en Bohême une

1. Alopéus (Maximilien d'). Voir tome I.

2. Ostermann (Jean, comte d'), homme d'État russe, né en 1724, mort en 1811. Il fut mêlé de bonne heure aux affaires publiques, devint, en 1772, ambassadeur de Russie à Stockholm, reçut de Catherine II le portefeuille des affaires étrangères, montra un vif éloignement pour la Révolution française, mais s'attacha de préférence à tourner les efforts de la Russie vers le partage de la Pologne et la conquête de la Turquie. Sous Paul I[er] il conserva la direction des affaires étrangères et devint grand chancelier. Tombé en disgrâce, à l'avènement d'Alexandre I[er], il se retira à Moscou où il passa les dernières années de sa vie.

excursion qui m'a laissé les plus agréables souvenirs et procuré de nouvelles connaissances fort intéressantes. A mon passage à Dresde, ce fut d'abord celle du Prince, alors Comte de Metternich, à cette époque Ministre d'Autriche en Saxe; à Toeplitz, celle de la famille Clary[1] et du Prince de Ligne[2]. Dans cette belle vallée se réunissait, pendant la saison des eaux, l'élite de la société de Vienne, à laquelle se joignaient les étrangers distingués de tous les pays. Mais à cette époque, ce fut surtout le Prince de Lobkowitz[3] qui contribua le plus à

1. Clary (prince), homme d'État autrichien.

2. Ligne (Charles-Joseph, prince de), feld-maréchal autrichien, tacticien, diplomate et littérateur, né à Bruxelles en 1735, mort à Vienne en 1814. Il s'acquit une grande réputation militaire dans la guerre de Sept ans et dans celle de la succession de la Bavière (1778). Major général en 1764. lieutenant général en 1771. Il arriva en Russie en 1782, chargé d'une mission importante. Catherine II le reçut avec beaucoup d'éclat, lui donna une terre en Crimée, et l'emmena avec elle dans le voyage qu'elle fit dans cette contrée. Le prince de Ligne se distingua au siège d'Otchakoff que dirigeait Potemkin (1788), et à la prise de Belgrade, sous Laudon (1789). La mort de Joseph II mit un terme à sa faveur. Cependant François II le fit sortir de sa retraite et le nomma en 1807 capitaine des trabans de sa garde et feld-maréchal. La mort de son fils, tué pendant la campagne de 1792, lui causa une profonde douleur, et, chose étrange, ce courtisan raffiné et sceptique, cet esclave de la mode et du monde, fut jusqu'à la fin de sa vie inconsolable.

3. Lobkowitz (Antoine-Isidore, prince de), né en 1755, mort en 1819. Protecteur des sciences et des arts, il vivait au milieu d'une petite cour littéraire, mais quand survint l'invasion française de 1809, le prince prit bravement les armes. Il leva dans sa principauté un bataillon de landwehr, se mit à la tête de ses soldats, marcha à la frontière et combattit vaillamment jusqu'à la conclusion de la paix en 1815. La guerre terminée, il revint dans ses foyers reprendre ses pacifiques occupations, et termina son existence, estimé de

animer ce charmant séjour. Mélomane enragé, il réunissait, en été, chez lui, dans ses châteaux d'Eysenberg et de Raudnitz, les meilleurs sujets des troupes de Vienne et de Dresde, où alors il y avait encore un Opéra italien en permanence. Pour maître de chapelle, il possédait le célèbre Paër[1], et c'est sous sa direction et même avec son concours, car il était excellent acteur, que fut représenté avec une rare perfection le *Roi Théodore* de Paesiello[2]. Muni d'une lettre de recommandation du Comte Stadion, le Prince Lobkowitz m'accueillit de la manière la plus aimable. Je demeurai chez lui une huitaine de jours, d'abord à Eysenberg, puis à Raudnitz, grand château situé sur les bords de l'Elbe, où toute la société s'était transportée pour la représentation du *Roi Théodore*, et pris part à tous les plaisirs, à toutes les fêtes qui se succédaient du matin au soir. Hélas! à ce train de vie, le pauvre Prince s'est complètement ruiné. A sa mort, ses majorats furent mis sous

ses subordonnés, aimé des savants et des artistes auxquels il avait témoigné une constante sympathie.

1. Paër (Ferdinando), compositeur italien, né à Parme en 1771, mort à Paris en 1839. A onze ans, il fit représenter à Venise un opéra, *Circé*, qui obtint un succès colossal. Mandé à Vienne en 1797, sous l'influence du génie de Mozart son inspiration se virilisa. En 1806, Napoléon Ier entendit chanter au théâtre de Dresde *Achille*, dont la facture lui plut. Il manda Paër à Posen et à Varsovie, pour diriger les représentations. Après la signature de la paix de Tilsitt, Paër suivit son nouveau maître en France. Chargé de la direction du Théâtre-Italien, et de la musique particulière de l'Empereur, à l'exclusion de Cherubini et autres illustres musiciens, nommé maître de chant de l'Impératrice Marie-Louise, il devint une des personnalités artistiques les plus saillantes de l'époque.

2. Paesiello (Giovanni). Voir tome I.

tutelle et, grâce à elle, cette belle fortune parvint à se rétablir après un grand nombre d'années. En Autriche, une tutelle est le salut d'une famille que menace la ruine; en Russie, elle la consomme ou l'achève.

J'eus de la peine à m'arracher à ce délicieux séjour. Un peu d'amour s'y était mêlé. Enfin il fallut partir. Je revins à Berlin; j'y trouvai ma nomination à La Haye. Pour m'y rendre, je passai par Francfort, où je demeurai une quinzaine de jours auprès de mon excellent père, après quoi je me remis en route pour la Hollande. Je pris celle qui longeait la rive droite du Rhin et qui me conduisit à Dusseldorf, où je fis une seconde halte d'une dizaine de jours chez mon cousin le Comte Charles de Nesselrode[1], le chef de notre famille et le possesseur des majorats. C'était un homme d'esprit, très instruit, grand musicien. Il était marié à une Comtesse Hatzfeld, grande femme, peu jolie, mais, en revanche, pianiste de premier ordre, à une époque où les Liszt[2] et les Thalberg[3] ne brillaient pas encore à l'horizon musical. Aussi mon père prétendait-il que ce n'était pas l'amour,

1. Nesselrode (Charles-François-Alexandre-Jean-Guillaume, comte de), 1752-1802, chambellan de la cour Palatine et Amtmann de Blankenberg. Marié le 1er octobre 1781 à la comtesse Josepha de Hatzfeldt 1761-1816.

2. Liszt (Franz), célèbre pianiste et compositeur hongrois, né à Reiding (Hongrie) le 22 octobre 1811, mort à Bayreuth le 1er août 1886.

3. Thalberg (Sigismond), célèbre pianiste allemand, né à Genève en 1812, mort à Naples en 1871. Fils naturel du comte Dietrichstein; fit à quinze ans sa première apparition dans les concerts de Vienne et débuta comme compositeur à 16 ans.

mais la basse générale qui avait formé cette union conjugale. Il aimait beaucoup ce neveu, qui était le favori de sa famille, comme sa sœur, la Comtesse de Lerchenfeldt, en était la favorite. J'avais fait sa connaissance à Berlin, où, l'hiver précédent, il était venu passer quelques mois. A Dusseldorf, je me liai davantage avec lui; sa conversation était des plus intéressantes. Il avait vu de près les commencements de la Révolution française et même partagé jusqu'à un certain point l'enthousiasme que les œuvres de l'Assemblée constituante inspiraient alors aux cœurs honnêtes. Les suites les en ont bien vite guéris. Je ne pus jouir longtemps de l'amitié qui s'était formée entre cet excellent cousin et moi. Il mourut subitement au printemps de l'année suivante.

Mes stations à Francfort et à Dusseldorf avaient beaucoup retardé mon arrivée à La Haye. Je n'atteignis le lieu de ma destination qu'au mois de Décembre, presque à la fin de l'année. Mon Ministre, le Comte Stackelberg[1], m'accueillit avec une bienveillance sérieuse. Le début avec lui était difficile. Il aimait à faire sentir le poids de son autorité à ses subordonnés. Mais il ne tarda pas à se dérider, me fit travailler — c'est tout ce que je lui demandais — et nos rapports devinrent aussi satisfaisants qu'ils pouvaient l'être avec un homme, réunissant à des sentiments élevés, à un cœur chaud, un caractère bizarre et plein d'orgueil. Je passai trois

1. Stackelberg (Gustave, comte de), ministre de Russie à La Haye, fils du comte Stackelberg, ministre de Russie à Varsovie.

ans auprès de lui; il y eut des hauts et des bas dans nos relations journalières; malgré cela, elles devinrent la base d'une amitié qui se prolongea jusqu'à la fin de ses jours. Il reparaîtra encore souvent dans cette notice biographique, et c'est pour cela que j'ai cru devoir signaler ici les traits principaux de son caractère.

En 1795, lorsque Pichegru[1] se rendit maître de la Hollande, l'ancien gouvernement du Stadthouder fut aboli et ses sept provinces réunies transformées en République Batave. C'est sous ce régime que je la trouvai à mon arrivée. Le parti patriote dominait; il gouvernait. Tous les emplois étaient occupés par les adhérents de ce parti républicain; les Orangistes en étaient complètement écartés. La scission entre les deux partis était fort tranchée. Le mépris du côté des Orangistes, la haine de l'autre, rendaient à cette époque tout rapprochement impossible. Cependant beaucoup de familles orangistes étaient établies à La Haye, telles que les Bylandt[2], les Wassenaer, les Heeckeren[3], les Van der Staal. C'étaient elles qui formaient le fond de la bonne société et la principale ressource du Corps diplomatique. La paix d'Amiens venait de rouvrir les portes de la patrie à de nombreux émigrés dispersés en Angleterre et en Allemagne, ce qui fit rentrer beaucoup de jeunes

1. Pichegru (Charles), général français, 1761-1804.

2. Bylandt (Guillaume-Frédéric, comte de), 1771-1855. Général-lieutenant au service de la Hollande.

3. Heeckeren (baron de), ambassadeur de Hollande en Russie pendant de longues années, père adoptif du fameux D'Anthès-Heeckeren qui tua en duel le célèbre poète russe Pouchkine.

gens distingués parmi lesquels je trouvai à former d'agréables liaisons.

Le Corps diplomatique était bien composé : M. de Semonville[1], Ambassadeur de France, y dominait. Il tenait bonne maison; on se réunissait souvent le soir chez Mme de Semonville, femme d'esprit, mère de ce Charles de Montholon[2] qui a suivi, en 1815, Bonaparte

1. SÉMONVILLE (Charles-Louis Huguet, marquis de), diplomate, né à Paris en 1754, mort dans la même ville, en 1839. Nommé, en 1789, député suppléant du comté de Beauharnais aux états généraux, il n'eut pas l'occasion de siéger. Peu après, il fut chargé d'une mission en Belgique, puis Louis XVI lui confia l'ambassade de Gênes, vers le commencement de 1791. Peu de jours avant le 10 août 1792, il fut appelé à l'ambassade de Constantinople; mais la Porte ne voulut pas le recevoir. Nommé de nouveau ambassadeur à Constantinople en mai 1793, il fut arrêté avec Maret, en traversant au mois de juillet le pays des Grisons, et renfermé dans la forteresse de Kusstein, où il subit une détention de trente mois. Après le coup d'État du 18 Brumaire, il obtint de Bonaparte l'ambassade de Hollande (déc. 1799) et réussit à maintenir l'alliance qui existait entre ce pays et la République française, reçut un siége au Sénat en 1805 et fut nommé comte par Napoléon en 1808.

2. MONTHOLON (Charles-Tristan, comte de), général français, né à Paris en 1783, mort en 1853. Admis dans la marine au début de la Révolution, il passa, en 1797, dans la cavalerie, fit la campagne d'Italie et de Hollande, et fut nommé capitaine en récompense du zèle qu'il prit à seconder les vues ambitieuses de Bonaparte lors du coup d'État du 18 Brumaire. A Eckhmühl (1809), une brillante charge de cavalerie lui valut le grade d'adjudant commandant et le titre de baron. Puis à Wagram, où il reçut cinq blessures, Napoléon le nomma comte, chambellan, et lui donna une dotation. Au commencement de 1812, le comte de Montholon alla à Wurtzbourg, en qualité de ministre plénipotentiaire, assista à la bataille de Waterloo et obtint l'autorisation d'accompagner l'Empereur déchu à Sainte-Hélène où il resta auprès de lui jusqu'à ses derniers moments. En 1821, il quitta l'île de Sainte-Hélène, après avoir été nommé un des quatre exécuteurs testamentaires de Napoléon.

à Sainte-Hélène, et qui alors était attaché à l'Ambassade de France. L'Angleterre était représentée par Sir Robert Liston, homme de mérite d'un caractère doux et conciliant, diplomate anglais de l'ancienne roche; l'Autriche par le Baron de Feltz[1], un Belge d'origine, homme d'esprit, père de Mme de Vilain XIV[2], qui, de ses terres en Flandres, venait passer l'hiver à La Haye auprès de lui et contribuait beaucoup par son amabilité à l'agrément de notre coterie.

Avec de pareils éléments, rien ne nous manquait pour passer l'hiver agréablement. Au printemps (1803), un nouvel orage vint éclater sur la pauvre Hollande, et je dirai même sur l'Europe entière, puisque douze années de guerres et de calamités s'ensuivirent. C'était la rupture du traité d'Amiens. La Hollande était la première à s'en ressentir. Un corps d'armée, réuni sous le Maréchal Victor[3] (plus tard Duc de Bellune), pour aller prendre possession de la Louisiane, dut renoncer à cette expédition et fut maintenu en Hollande, aux frais du pays. Son commerce maritime, seule source de sa

1. Feltz (Guillaume-Antoine-François, baron de), 1744-1820. D'origine belge, servit d'abord en Belgique dans l'administration, puis passa au service de l'Autriche, nommé conseiller aulique par François II et ministre plénipotentiaire du St-Empire en Hollande. Rentré dans sa patrie après 1814. devient curateur de l'université de Louvain puis président de l'académie de Bruxelles.

2. Vilain XIV (comtesse), femme du comte Philippe-Louis-Marie-Ghislain, homme politique belge, maire de Gand sous l'empire, 1778-1856.

3. Victor (Claude-Victor Perrin dit), maréchal et pair de France 1764-1841, nommé duc de Bellune.

richesse qui venait à peine de renaître, fut complètement anéanti; enfin le pays réduit à une extrême misère. Comme si cela ne suffisait pas, les exigences de Bonaparte ne connurent plus de bornes. Le Gouvernement Batave essaya de résister; il y joua son existence. Bonaparte le renversa et le remplaça par un Grand Pensionnaire aux mains duquel le pouvoir exécutif fut remis. Il confia ces hautes fonctions à M. Schimmelpenninck[1] qui, après la rupture, avait passé de l'Ambassade de Londres à celle de Paris. C'était un ancien avocat d'Amsterdam, qui avait joué un rôle marquant dans le parti patriote, homme d'esprit, d'un caractère doux et modéré, prenant à cœur les intérêts de sa malheureuse patrie, aussi son règne ne fut-il pas de longue durée.

C'est dans le courant de l'année 1804 que ce changement eut lieu. Au printemps de l'année suivante,

1. Schimmelpenninck (Rutger-Jean), dernier grand pensionnaire de Hollande, né en 1761, mort en 1825. Présida la municipalité d'Amsterdam (1795) et se fit remarquer parmi les membres de la Convention batave. Vint à Paris comme ambassadeur (1798), assista ensuite au congrès d'Amiens, et la paix générale conclue (1802), passa à l'ambassade de Londres. Napoléon, devenu empereur, imposa à la Hollande l'autorité d'un seul, sous l'ancien titre de grand pensionnaire, et voulut que cette haute magistrature fût remplie par Schimmelpenninck lui-même. Celui-ci, nommé en mars 1805, ne resta que quinze mois à la tête des affaires; il vit la Hollande érigée en royaume au profit de Louis Bonaparte, puis réunie à la France en 1810. Créé comte de l'Empire et appelé au Sénat, il quitta la retraite où il s'était tenu pendant le règne du roi Louis, pour assister aux séances de ce corps. A l'établissement du royaume des Pays-Bas en 1815, il fut membre de la première assemblée des états généraux. Louis XVIII le nomma grand cordon de la Légion d'honneur.

mon chef le Comte Stackelberg prit un congé pour aller à Pétersbourg se marier avec la Comtesse Ludolf. Le premier secrétaire de Légation, M. Maltitz, ayant été transféré quelque temps avant à Madrid, je fus accrédité comme chargé d'affaires. C'était la première fois que je volais de mes propres ailes. Je regardai cela comme une véritable bonne fortune et le considère encore comme tel aujourd'hui, à l'âge de soixante-dix-huit ans où j'écris cet aperçu. En effet, pour un jeune diplomate, rien de plus désirable que d'avoir une occasion de montrer ce qu'il sait faire. Ces occasions se présentent plus souvent aux Légations de second ordre qu'aux grandes Ambassades. Celle qui m'est tombée en partage m'a fait connaître au Ministère. Mes dépêches ont été accueillies à Pétersbourg avec plus d'indulgence qu'elles ne le méritaient peut-être. On trouva que j'étais employable; c'est tout ce que je demandais. Comme point d'observation, La Haye n'était pas dénuée d'intérêt. Dans les ports, on faisait de grands préparatifs pour la fameuse expédition d'Angleterre. Le corps d'armée français, destiné à être embarqué et réuni à l'armée batave, était concentré dans le camp de Zeist sous le commandement du Général Marmont[1] et recevait journellement des renforts. Ces mouvements militaires ne tardèrent pas à acquérir pour nous une importance réelle. Dans le courant de 1805, une nouvelle coalition s'était formée entre la Russie, l'Autriche et l'Angleterre contre

1. Marmont (Auguste-Frédéric-Louis Viesse de), duc de Raguse. Maréchal de France et membre de l'Institut, 1774-1852.

la France. La guerre éclata au mois d'octobre. Le corps de Marmont quitta la Hollande pour marcher sur le midi de l'Allemagne. Un corps russe sous les ordres du Comte Tolstoy[1] occupa le Hanovre. La Légation batave fut rappelée de Saint-Pétersbourg; en conséquence, mes relations officielles durent également cesser, mais je reçus l'ordre de rester à La Haye aussi longtemps que la place serait tenable et de rendre compte de ce qui se passait au dos des armées françaises. La tâche était délicate et pas toujours facile à remplir. J'eus même un hiver souvent bien pénible à passer, lorsque parvinrent en Hollande les nouvelles de nos désastres à Ulm et à Austerlitz. Je ne trouvai de consolation que dans la part sincère que nos bons Hollandais prirent à nos malheurs. Ils étaient las du joug français et l'auraient probablement secoué si, au lieu de revers, la coalition avait eu des succès. Au lieu de cela, ces fiers Républicains eurent à subir une Royauté dont le nouvel Empereur des Français les gratifia au printemps de l'année 1806. La Russie ne la reconnut pas. Je reçus l'ordre de quitter la Hollande et de me rendre à Berlin pour y attendre une nouvelle destination. Je sortis de La Haye le jour même où le Roi Louis y fit son entrée.

1. Tolstoy (Pëtr-Alexandrowitch, comte), 1769-1844. Fit ses premières armes sous Souvarof, commanda en 1805 le corps de débarquement dans l'Allemagne du Nord; commandant en chef de la milice de Moscou (1812); commandant de corps d'armée sous Bennigsen (1813), directeur des colonies militaires (1826); nommé en 1834 commandant de l'armée de réserve, battit les Polonais et les chassa de Lithuanie. Puis, jusqu'à sa mort président du département des affaires militaires au conseil de l'empire.

(Cette autobiographie est, jusqu'ici, de la main même du comte Charles de Nesselrode, la suite, dictée par lui, a été écrite par sa nièce, Mme Marie Kalergis, plus tard Mme Mouchanof, née comtesse de Nesselrode.)

Avant de me rendre à Berlin, j'allai voir mon père à Francfort, et passai une quinzaine de jours avec lui. Je prévoyais que les événements qui se préparaient amèneraient une longue séparation entre nous. Dans ce moment, un négociateur russe, le conseiller d'Etat d'Oubril[1] avait été envoyé à Paris, pour traiter de la paix conjointement avec un négociateur anglais, lord Lauderdale[2]. Je quittai Francfort sous l'impression que le repos de l'Europe était assuré, sinon par une paix durable, du moins par une trêve plus ou moins prolongée. C'est sous cette impression que j'arrivai à Berlin. J'y trouvai, quant à la manière dont la Russie était représentée, une situation assez bizarre. Après les désastres d'Austerlitz et la paix de Presbourg, le baron de Hardenberg[3] avait quitté le ministère, que reprit de

1. Oubril (d'), diplomate russe. Père de M. d'Oubril qui fut pendant de longues années ambassadeur de Russie à Vienne et à Berlin, membre du conseil de l'empire.

2. Lauderdale (James Maitland, comte de), 1752-1839. Homme d'État et publiciste anglais. Garde du grand sceau d'Écosse, reçut en 1806 la mission de traiter avec la France, mais les négociations furent interrompues et il revint en Angleterre. A écrit de nombreuses brochures sur les questions d'économie politique.

3. Hardenberg (Charles-Auguste, prince de), célèbre homme d'État prussien, né en 1750, mort en 1822. Ministre du roi de Prusse (1781)

nouveau le comte Haugwitz, dévoué à la France, fauteur de la politique pusillanime et versatile que la Prusse avait suivie depuis la paix de Bâle. M. d'Alopéus, notre ministre, avait déclaré qu'il ne traiterait pas avec lui, et, comme cette incartade avait été loin d'engager le roi à reprendre son ami Hardenberg, que, d'un autre côté, l'Empereur Alexandre ne jugea pas convenable de rompre ses relations avec le cabinet de Berlin, le comte Stackelberg, qui revenait alors de Pétersbourg, fut chargé de traiter avec le comte de Haugwitz. Je fus placé auprès de lui. Il eut à s'occuper principalement d'une espèce de médiation entre la Prusse et le roi Gustave de Suède, qui, rallié à la coalition de 1805, occupait encore quelques territoires dans le nord de la Poméranie. Il s'agissait de l'en faire sortir, ce qui eut lieu, après de fastidieuses négociations. Pendant qu'elles se poursuivaient, M. d'Oubril nous arriva inopinément

fut chargé des négociations du traité de Bâle (1795) et remplaça, en 1804, le comte de Haugwitz comme premier ministre, mais il dut l'année suivante céder la place à son prédécesseur pour désarmer la colère de Napoléon, victorieux à Austerlitz (1805). Sacrifié ostensiblement, il n'en conservait pas moins la direction occulte de la politique prussienne, et il eut une grande part aux démonstrations belliqueuses de 1806. Après la défaite d'Iéna, il releva le courage de Frédéric-Guillaume, redevint chef du cabinet, fut encore immolé à Napoléon, lors de la paix de Tilsitt (1807), mais reparut aux affaires en 1810, cette fois pour ne plus les quitter. La Prusse avait été écrasée par l'Empereur; Hardenberg travailla activement à la relever pour la revanche. Le 3 juin 1814, il fut créé prince. Au congrès de Vienne, et dans les négociations des deux traités de Paris en 1814 et en 1815, il se montra le plus passionné parmi les diplomates de la coalition: le partage de la France entre les vainqueurs pouvait seul le satisfaire.

de Paris, porteur d'un traité qu'il avait pris sur lui de signer. Il ne fut pas ratifié, et notre cabinet, prévoyant dès lors les conflits qu'amènerait cette mesure, me donna l'ordre de parcourir le midi de l'Allemagne, afin d'y recueillir des notions sur le nombre et la dislocation des troupes françaises, que Napoléon y maintenait encore sous divers prétextes, contrairement au traité de Presbourg. Je commençai par me rendre à Hof, où un de mes anciens amis, le général comte Tauentzien [1], avait établi son quartier général.

De là, j'adressai régulièrement des rapports au ministère. Après un séjour d'une quinzaine de jours dans cette ville, je retournai par Prague, Toeplitz et Dresde à Berlin; partout, je rencontrai d'anciennes connaissances qui, par d'utiles renseignements, me mirent à même de compléter mes rapports. A Berlin, je trouvai un grand changement; le comte Haugwitz, l'apôtre de la paix à tout prix, était devenu subitement le plus ardent partisan de la guerre. Voici le secret de cette métamorphose :

Dans les négociations directes qui suivirent la bataille d'Austerlitz, le comte Haugwitz avait obtenu de l'Empereur Napoléon la cession du Hanovre à la Prusse. D'autre part, dans celles de la France avec l'Angleterre, l'Empereur Napoléon avait assuré la rétrocession du Hanovre à l'Angleterre. Cette duplicité amena une rupture accueillie avec joie par tout le monde à Berlin,

1. Tauentzien-Wittemberg (comte de). Voir tome I.

surtout par l'armée qui, pleine des souvenirs de Frédéric le Grand, se laissa aller à une joie présomptueuse que ne justifiait nullement l'incapacité des vieux généraux auxquels les commandements furent confiés, particulièrement celle du duc de Brunswick[1], qui déjà, dans sa fameuse campagne de Champagne, avait perdu sa renommée, acquise pendant la guerre de Sept Ans.

Si on veut se faire une idée de la confusion qui régnait au quartier général prussien, il faut lire l'intéressant récit de Gentz. La nouvelle de la bataille d'Iéna tomba sur Berlin comme un coup de foudre. Pour savoir les nouvelles, j'allai voir le comte Schulenbourg[2] qui, pour me consoler, me fit lire sa fameuse proclamation. Aussitôt que la guerre fut décidée, le roi de Prusse envoya le général Krusemarck à Pétersbourg pour solliciter l'assistance de la Russie, malheureusement bien tard, grâce aux tergiversations du comte Haugwitz. L'Empereur Alexandre n'hésita pas un instant, et fit marcher deux corps d'armée. A Berlin, on les croyait déjà assez rapprochés pour que le comte Stackelberg jugeât nécessaire d'instruire directement le général qui les commandait du désastre d'Iéna. Je fus chargé de cette mission dont je m'acquittai, tandis que nos plénipotentiaires se réfugiaient dans le Holstein. J'allai donc à la recherche des troupes russes ; mais, au lieu de les rencontrer sur les bords de la Vistule, je trouvai

1. Brunswick (duc de). Voir tome I.
2. Schulenbourg-Wolfsbourg (Charles-Gebhard-Gernard, comte de), ministre prussien, 1763-1818.

le général Benningsen[1], établi à Grodno, avec son quartier général. Mon message rempli, je me remis en route pour Pétersbourg, en passant par Riga. J'y trouvai le général comte de Buxhoewden[2], commandant le 2e corps, mis à la disposition du roi de Prusse.

Le triste dénouement de la campagne de 1805 avait amené chez nous un changement de Ministre aux Affaires étrangères. Le Prince Adam Czartoryski[3], sous les auspices duquel la coalition s'était formée, fut obligé de se retirer. L'Empereur Alexandre le remplaça par le général Budberg[4], jadis ambassadeur en Suède. Peu connu de lui, je regrettai son prédécesseur qui

1. Benningsen (Théophile, comte de), général russe, né en 1745 à Brunswick, mort à Banteln en 1826, se mit au service de la Russie en 1773, obtint de grands avantages sur les Polonais et les Perses (1788-96), et fut comblé de faveurs par Catherine. Disgracié par Paul Ier, il rentra en faveur sous Alexandre, et obtint en 1806 le commandement de l'armée du Nord dans la guerre contre la France, perdit la bataille d'Eylau (1807), battit Murat à Voronovo, et prit une grande part à la bataille de Leipsig (1813). L'empereur Alexandre le fit comte sur le champ de bataille.

2. Buxhoewden (comte de). Voir tome I.

3. Czartoryski (Adam, prince), 1770-1861. Fut envoyé après le partage de la Pologne en 1795 en otage à Saint-Pétersbourg, où il se lia d'amitié avec le futur empereur Alexandre Ier. Fut envoyé par Paul Ier comme ambassadeur à Turin (1800) et nommé par Alexandre Ier ministre des affaires étrangères (1802-1805). Suivit en 1814 Alexandre à Paris et à Vienne. Sénateur palatin en 1815, se prononça dans la diète pour une monarchie constitutionnelle. Se retira dans ses terres en 1821. Lors de la révolution de Pologne en 1831, se rendit à Varsovie et fut élu président du gouvernement provisoire. Il mourut à Paris.

4. Budberg (général, baron), fils du ministre des affaires étrangères, lui-même plus tard gouverneur de Saint-Pétersbourg.

m'avait témoigné de la bienveillance. C'est sous cette impression que je me présentai à mon nouveau chef. Le général Budberg était un galant homme, maladif, d'un esprit médiocre et nullement fait pour la haute position qu'il occupait. La vérité m'oblige à le juger ainsi, quoiqu'il fût plein de bontés pour moi et n'ait rien négligé pour me rendre service. Déjà avant mon arrivée, il m'avait destiné à accompagner le Comte Pierre Tolstoy qui devait se rendre, en qualité de commissaire militaire, au quartier général des armées prussiennes. La bataille d'Iéna et la dislocation de cette armée rendirent ce voyage inutile et je restai momentanément sans emploi. Le général Budberg, dès notre première entrevue, me demanda quels étaient mes désirs. Dans les circonstances graves où nous nous trouvons, lui répondis-je, je ne dois plus former d'autre vœu que d'être employé le plus activement possible. Il me sut gré de ma réponse et ne l'oublia pas.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, les deux corps d'armée russe étaient commandés par les généraux Buxhoewden et Benningsen, d'une part, et pour établir l'unité du commandement, de l'autre, pour donner satisfaction à l'opinion publique qui demandait à voir un nom russe à la tête de nos armées, l'Empereur confia le commandement en chef au vieux maréchal Kamenski[1],

1. KAMENSKI (le comte Michel-Fedorovitch), feld-maréchal russe, né vers 1735, mort assassiné le 12 août 1809. Il servit brillamment dans les guerres de Catherine II contre les Turcs. Colonel en 1751,

qui, sous le règne de l'Impératrice Catherine, s'était distingué en Turquie. C'était un homme bizarre, cruel, point dépourvu de talent militaire, mais paralysé par la violence de son caractère ; de plus, très cassé et hors d'état de monter à cheval. Aussi n'était-ce pas sans une certaine répugnance que l'Empereur avait cédé aux clameurs qui demandaient sa nomination.

Auprès des généraux en chef, il est d'usage en Russie de placer un employé du Ministère des Affaires étrangères, chargé de la correspondance avec les autorités civiles et militaires des puissances alliées. Un matin, le général Budberg me fit venir pour me proposer ce poste auprès du maréchal Kamenski. J'acceptai sans hésiter. Il fut surpris et me dit : « Vous ne savez donc pas ce qu'est le maréchal Kamenski ? — Je le sais trop bien, répondis-je. — D'autres n'ont pas montré la même bonne volonté et je ne manquerai pas de la

il fut peu de temps après promu général. Mais il s'attira la haine de la cour en revendiquant après le traité de Kaïnardji, qu'il avait contribué à imposer à la Porte, le commandement en chef de l'armée, laissé vacant par la mort de Potemkin (1791). Catherine, qui avait désigné Kakovski, le disgracia, et il ne rentra en faveur que sous Paul Ier. qui le nomma feld-maréchal et comte (1797). En 1806, il eut le commandement en chef de l'armée russe qu'Alexandre voulait opposer à Napoléon; Kamenski, excellent tacticien et brave militaire, mais excentrique à l'excès, se piqua d'un manque d'égards de l'Empereur; tout à coup il donna sa démission et se retira dans ses terres. Il était la terreur de ses domestiques et de ses paysans, menaçait ses cochers de leur casser la tête à la moindre maladresse et se permettait toutes sortes de fantaisies plus ou moins bizarres. Un paysan, peut-être outragé par lui, l'épia dans un bois et lui fendit la tête d'un coup de hache.

faire valoir, » ajouta le général. Ma nomination signée, je me présentai le lendemain au terrible maréchal qui me reçut assez bien et me proposa de faire route avec lui, ce qui n'était précisément pas la manière de voyager le plus commodément. Nous partîmes en décembre — les routes étaient affreuses — le maréchal se hâtait lentement. On aurait dit qu'il pressentait la catastrophe qui l'attendait. C'est ainsi qu'il s'arrêta deux jours à Riga, autant à Vilna, et plus encore à Grodno d'où vint le tirer le capitaine Benkendorff que le comte Tolstoy, général de service de l'armée, lui avait envoyé pour le conjurer d'arriver plus vite, attendu que Bonaparte venait de traverser la Vistule pour attaquer le corps du général Benningsen posté le long de la Tzkra. Il partit, me donnant l'ordre de le rejoindre à Pultusk. J'y arrivai au milieu de la nuit, au moment même où les avant-postes ayant été attaqués, il se mit en traîneau pour gagner le gros de l'armée. Il me reçut très mal, me dit que je n'avais rien à faire là et m'ordonna de retourner à Grodno pour y attendre de nouveaux ordres, ne voulant pas laisser les archives exposées aux hasards d'une bataille. J'obéis, le cœur gros, car, jeune et ardent, je brûlais d'impatience d'assister à un combat. Je revins donc à Grodno, où, à ma très grande surprise, je vis arriver, deux jours après, ce même maréchal qui, voyant la bataille engagée, perdit la tête si complètement qu'il dit au général Benningsen : « C'est à vous qui avez pris les dispositions de répondre de l'issue; je ne m'en mêlerai

pas, et je remettrai au général Buxhoewden, plus ancien que vous, le commandement de l'armée.

Comme de raison, je me présentai à lui, dès son arrivée; il me dit : « Je ne commande plus; allez chez le Comte Buxhoewden. » C'est ainsi que se termina la carrière militaire de ce vétéran maniaque. La fin de sa vie fut plus tragique : il s'était retiré dans ses terres où il mourut assassiné par ses paysans. Lorsque l'Empereur Alexandre apprit la conduite du Maréchal, il sortit de son cabinet et s'adressant aux personnes rassemblées autour de lui : « Messieurs, leur dit-il, devinez quel est celui qui s'est le premier enfui de l'armée? »

L'équipée du Maréchal tourna tout à l'avantage de Benningsen. Il eut, le premier, la gloire de résister à celui qui jusqu'alors avait semblé invincible. En effet, repoussé partout, Bonaparte fut obligé de se retirer sur la Vistule. La saison et le mauvais état des routes où les Français avaient découvert un cinquième élément, la boue, empêchèrent Benningsen de le poursuivre et de tirer parti de ce succès. La bataille de Pultusk (14/26 décembre 1806) eut un grand retentissement à Pétersbourg, on crut avoir trouvé dans le général Benningsen l'homme qu'il fallait opposer à Bonaparte. Il fut nommé général en chef à la place du maréchal Kamenski et Buxhoewden rappelé. Je passai également de Kamenski à Buxhoewden et de Buxhoewden à Benningsen. Il était difficile de nourrir l'armée dans un pays déjà dévasté et il fut résolu de la transporter dans la Prusse orientale en laissant sur la Narova un

corps d'observation sous les ordres du général Essen.

Dans le pays où nous allions entrer ne se trouvait pour le moment qu'un seul corps d'armée française, commandé par le Maréchal Bernadotte. Il occupait des cantonnements assez éloignés les uns des autres.

En débouchant, notre avant-garde se précipita sur ces cantonnements et remporta un avantage considérable à Mohrungen. Bernadotte y perdit ses équipages dans un combat où le Comte Pierre Pahlen[1] se signala. En recevant la nouvelle de cette défaite, Bonaparte quitta Varsovie avec toute son armée et nous atteignit dans les premiers jours de décembre. Le général Benningsen résolut d'accepter la bataille, mais le pays où se trouvait l'armée n'offrant aucune position avantageuse, il prit le parti de battre en retraite depuis Mohrungen jusqu'à Preussisch-Eylau. Ce mouvement rétrograde nous prit trois jours, pendant lesquels nous eûmes à essuyer des combats d'arrière-garde plus ou moins sérieux. On se battait le jour et on marchait la nuit. Je suivais ces mouvements à cheval et supportais assez bien ces grandes fatigues. Dans une de ces affaires, nous eûmes le malheur de perdre le général Anrep, un des plus distingués généraux de l'armée. Enfin, on s'arrêta à Eylau, où, le 27 janvier 1807, se livra une des plus sanglantes batailles de cette sanglante époque. Malheureusement elle n'a pas eu les suites qu'elle aurait dû avoir. Nous étions restés com-

1. Pahlen (Pierre, comte). Voir tome I.

plètement maîtres du champ de bataille et quelle fut notre surprise, lorsque le lendemain le général Benningsen ordonna un mouvement rétrograde sur Kœnigsberg, tandis que Bonaparte se retirait de son côté. Le général chercha à excuser sa résolution par le manque de munitions et le désordre inévitable après chaque bataille gagnée ou perdue. Nous restâmes ainsi cinq ou six jours à Kœnigsberg à nous refaire et à attendre des renforts. En effet, l'Hetman Platoff[1] nous rejoignit bientôt, à la tête de quelques régiments cosaques et d'une brigade de chasseurs. Le général Benningsen conçut alors un plan d'opérations qui aurait pu avoir les conséquences les plus heureuses, s'il avait été exécuté avec énergie et rapidité. Il envoya le comte Pierre Tolstoy prendre le commandement d'une partie du corps du général Essen[2], avec l'ordre de l'amener dans

1. Platoff (comte), hetman des Cosaques du Don, né en 1765, mort en 1818. Il prit part aux nombreuses campagnes des Russes, et par l'importance qu'il sut donner aux opérations des Cosaques, influa beaucoup sur le succès des armes de l'empereur Alexandre. Devenu hetman, il reçut le grade de lieutenant général dans l'armée régulière, fit les campagnes de 1806 et de 1807 contre les Français, obtint des succès contre les Turcs en Moldavie (1809), rejoignit en 1812 l'armée destinée à empêcher Napoléon de pénétrer en Russie et fut battu à Grodno le 30 juin. Forcé de se retirer dans l'intérieur, il reparut bientôt à la tête de vingt régiments de Cosaques, harcela les débris de l'armée française pendant la désastreuse retraite de Moscou. Après avoir fait la campagne d'Allemagne et pris part à la bataille de Leipzig (1813), Platoff conduisit, en 1814, jusqu'à Paris ses Cosaques. Platoff était un excellent général de cavalerie.

2. Essen (Pierre, comte d'), général russe, né en 1780. Il fit ses premières armes en Suisse, sous les ordres de Souvarof (1799), et devint peu après gouverneur militaire de Wiborg, puis en 1806

la vieille Prusse et de menacer le flanc droit de l'armée française, tandis qu'il l'attaquerait, lui, de front avec le gros de l'armée. Nous nous remîmes en marche, pleins d'espoir; un détachement de Cosaques fut envoyé en avant et partout où il rencontrait les avant-postes ennemis, les forçant à une retraite précipitée, il faisait beaucoup de prisonniers. Dans le nombre se trouva un jeune officier, le Comte de Montesquiou-Fezensac[1] dont nous lûmes plus tard une brochure intéressante sur la retraite de Moscou.

Tandis que les armées étaient inactives, Bonaparte

commandant de la 8e division militaire d'infanterie, à la tête de laquelle il combattit à Eylau en 1807. L'année suivante, il alla faire la guerre aux Turcs, sous les ordres de Koutousof, eut une part brillante à la victoire de Koutschouk, et, après le traité de Bucharest (1812), revint dans sa patrie combattre l'invasion française. Depuis cette époque, il est devenu successivement gouverneur militaire de la province d'Orembourg (1817), général d'infanterie (1819), gouverneur général militaire de Saint-Pétersbourg (1830), comte de l'empire (1833), membre du conseil d'État et chambellan de l'empereur (1842), et enfin gouverneur civil de la Livonie.

1. Montesquiou-Fezensac (Raimond-Philippe-Joseph, duc de), général, pair de France, né à Paris en 1784, mort en 1867. Il s'engagea en 1804 et fit toutes les campagnes de l'Empire. Capitaine (1808), il épousa la fille du général Clarke, plus tard duc de Feltre et ministre. Il fut nommé après la bataille de Wagram (1809) chef d'escadron et créé baron. Il fit la rude campagne de 1812, reçut après la bataille de la Moskowa le grade de colonel, prit part à la campagne de Saxe et presque aussitôt fut nommé général. Lieutenant général sous Charles X et grand officier de la Légion d'honneur, ayant hérité à la mort de son oncle, l'abbé de Montesquiou, du titre de duc, il fut en 1832 nommé pair de France et ambassadeur à Madrid en 1838. Le roi l'éleva au rang de grand-croix de la Légion d'honneur en 1845. Il prit sa retraite en 1848. A publié un volume intitulé : *Journal de la campagne de Russie en* 1812.

nous envoya en parlementaire, le général Bertrand[1], sous prétexte de proposer un armistice que le général Benningsen refusa sans hésiter. Celui-ci continua sa marche en avant. Mais, arrivé à Braunsberg, il apprit que l'armée française, au lieu de poursuivre son mouvement de retraite, s'était tout d'un coup arrêtée et avait pris position sur la Passarge. Cette nouvelle déconcerta complètement notre général, et le fit renoncer au plan d'opérations si habilement conçu. C'est ici que commence toute une série de fautes et de malheurs qui détruisirent les trop grandes espérances placées sur le général Benningsen. Bonaparte était pour lui, comme il le fut pour beaucoup d'autres, semblable à la tête de Méduse dont le seul aspect paralysait les facultés.

Dans cette circonstance, c'était d'autant plus fâcheux qu'on a su depuis que ce n'était pas volontairement que l'armée française s'était arrêtée sur la Passarge, que l'ordre lui avait été donné de se retirer derrière la Vistule, mais que le passage de la rivière, charriant des glaces, était devenu impossible. Le fait m'a été confirmé par le général Jomini[2] qui, à cette époque, chef d'état-

1. Bertrand (Henri-Gratien, comte), grand maréchal du palais, 1773-1844, aide de camp de Napoléon, le suivit sur tous les champs de bataille. Il accompagna Napoléon à l'île d'Elbe et à Sainte-Hélène, d'où il ne revint qu'après sa mort. Enterré aux Invalides.

2. Jomini (Henri, baron), général et écrivain militaire, né à Payerne (Vaud), 1779-1869. Il servit d'abord dans l'armée suisse, puis fut aide de camp du maréchal Ney (1805). Plus tard, se considérant victime de passe-droits, il offrit ses services à la Russie. Il est surtout connu par des ouvrages de stratégie : *Traité des grandes opérations militaires* (1805), *Histoire critique et militaire des campagnes*

major du corps de Ney, avait été envoyé à la Vistule pour y établir des ponts, ce dont il ne put s'acquitter.

Les efforts de notre cabinet, joints à ceux du cabinet prussien, tendaient alors à rallier l'Autriche à la coalition. Le général Benningsen reçut de Pétersbourg l'ordre de tenir le cabinet de Vienne au courant de ses opérations, et de l'informer particulièrement des pertes considérables de l'armée française à Eylau. Il me choisit pour remplir cette mission, à Vienne, où j'arrivai au commencement de février 1807. Je trouvai une ancienne connaissance, le comte Stadion, à la tête du ministère, le même qui, pendant mon séjour à Berlin, m'avait témoigné beaucoup d'amitié. Notre cour y était encore représentée par le prince Rasumovski[1], auquel la bataille d'Austerlitz avait fait perdre sa place. Son successeur, le prince Kourakin[2], n'était pas encore arrivé, il continuait à gérer l'ambassade. Je le mis, ainsi que le comte Stadion, au fait de l'état des choses et je vis, avec plaisir, toute la société de Vienne partager la joie et l'espoir que la bataille d'Eylau avait causés à tous les ennemis de Bonaparte. Je passai trois mois dans cette brillante société, de la manière la plus agréable, au milieu des femmes les plus séduisantes de l'époque, Autrichiennes et Polonaises, parmi lesquelles

de la Révolution (1819-1824), *Vie politique et militaire de Napoléon* (1827).

1. Rasumovski (Prince). Voir tome I.
2. Kourakin (Prince Alexandre). Voir tome I.

brillait, au premier rang, Mme Zamoyska[1]. Les dispositions du gouvernement autrichien devenant de jour en jour meilleures, au point qu'il voulait déjà envoyer le général Vincent se concerter avec le général Benningsen sur les combinaisons politiques et militaires exigées par les circonstances. Dans l'intervalle, l'Empereur Alexandre s'était rendu à l'armée, accompagné du général Budberg. Celui-ci m'envoya l'ordre de revenir au plus tôt, il me destinait une nouvelle mission, se réservant de m'en instruire lui-même. Il s'agissait de m'accréditer auprès du roi Louis XVIII, qui résidait à Milan, et qui avait demandé à avoir près de lui un intermédiaire pour communiquer à notre ministère ses plans et ses nombreux projets de réaction en France.

La bataille de Friedland (2/14 juin 1807) mit fin au projet de Louis XVIII, ainsi qu'à mon voyage de Milan. Dans l'audience qu'il m'accorda, en 1814, aux Tuileries, il me dit : « Je suis bien heureux, Monsieur le Comte, de faire connaissance avec vous, plutôt ici que là où je devais le faire. » Au lieu du roi légitime, ce fut vers l'usurpateur que ma destinée me dirigea.

On connaît les suites de la malheureuse bataille qui venait d'être livrée, l'armistice, l'entrevue des deux souverains de Russie et de France sur un radeau, au milieu du Niemen (13/25 juin), pour négocier de la paix. Des plénipotentiaires furent nommés ; de notre part, le prince Kourakin qui était venu prendre les

1. Zamoyska (comtesse Louise), née comtesse Grocholska, femme du comte Stanislas Saryusz-Zamoyski.

derniers ordres de l'Empereur Alexandre, avant de se rendre à son poste de Vienne, et le prince Dimitri Lobanoff; de la part de la France, M. de Talleyrand. Je fus placé auprès du prince Kourakin, mais je n'eus, au fond, qu'une seule tâche à remplir, celle de copier le traité, après que toutes les conditions en eurent été arrêtées dans les conférences personnelles des deux souverains, lesquelles se prolongeaient, chaque soir, fort avant dans la nuit. Les rédactions se firent à la chancellerie française.

Le traité conclu et ratifié, l'Empereur Alexandre retourna à Pétersbourg et je le suivis de près. Le baron de Budberg, opposé au nouveau système qu'inaugurait la paix de Tilsitt, donna bientôt sa démission et fut remplacé par le Comte Nicolas Roumiantzoff[1]. Avant de quitter le ministère, il organisa la nouvelle ambassade à Paris. Le Comte Pierre Tolstoy fut nommé ambassadeur et moi, conseiller d'ambassade. Cette nomination me contrariait plus qu'elle ne me flattait. Mes sympathies n'avaient jamais été pour la France, ni pour l'homme qui la gouvernait, et j'étais sur le point de refuser. Quelques paroles bienveillantes de l'Empereur Alexandre mirent fin à mes hésitations, j'acceptai et n'eus qu'à m'en louer, car ce fut la première étape de la belle et grande carrière que Dieu m'a accordé de parcourir. Le Comte Tolstoy se rendit avec non moins de répugnance à son poste. Tout y était nouveau pour

1. Roumiantzof (comte Nicolas Pétrovitch) Voir tome I.

lui. Il avait beaucoup de bon sens, de loyauté et de fermeté de caractère, mais peu habitué au monde, les devoirs de société le gênaient, et il arriva à Paris, beaucoup plus préoccupé de l'idée de se retirer le plus tôt possible d'une position qui contrariait ses habitudes et ses goûts, que du désir d'y prendre racine. Il eut néanmoins du succès auprès de Napoléon. Ses allures franches ne déplurent pas, et dans les entretiens qu'il eut avec celui-ci, entretiens qui furent fréquents et parfois assez animés, il sut toujours conserver sa dignité. Le soin m'était réservé de mettre par écrit leurs entretiens, et de rédiger toute la correspondance de l'ambassade. Nos dépêches n'étaient pas toujours très favorables à l'alliance française; aussi devaient-elles déplaire au Comte Roumiantsoff, l'âme damnée de Napoléon.

C'est à cette époque que se préparait l'affaire d'Espagne. Au printemps de l'année 1808, eut lieu la tragédie de Bayonne, suivie de près par un embrasement presque général de ce pays. L'Empereur Napoléon résolut d'y envoyer des armées considérables pour établir sur le trône de Charles-Quint son frère Joseph, mais il sentit en même temps la nécessité de s'assurer de la tranquillité des autres puissances du continent, de celles surtout auxquelles il avait fait trop de mal pour ne pas se méfier de leurs desseins. A cet effet, il proposa une nouvelle entrevue à l'Empereur de Russie. Elle eut lieu à Erfurth. L'Empereur Alexandre engagea le Comte Tolstoy à y assister, et celui-ci m'emmena avec lui. Je fus donc témoin de cette célèbre entrevue,

où, sans prendre aucune part directe aux affaires, je fus à même de recueillir de précieuses informations et de tout voir. L'Empereur m'avait traité assez froidement; il m'en voulait à cause des dépêches du Comte Tolstoy. Celui-ci n'eut rien de plus pressé que de demander son rappel et l'obtint.

Le Comte Roumiantsof avait accompagné l'Empereur Alexandre et traitait les affaires avec M. de Champagny[1], que Napoléon, mécontent de Talleyrand, avait nommé Ministre des Affaires étrangères à sa place. M. de Champagny était un séide de son maître, exécuteur aveugle de ses volontés, de formes très différentes de celles de son prédécesseur et passablement maussade avec le corps diplomatique. Aussi quand on témoignait à M. de Talleyrand le regret de ne plus avoir affaire à lui, il répondait : « Vous avez tort, Messieurs; pour le fond, c'est toujours la même chose, la seule différence qu'il y

1. Champagny (Jean-Baptiste Nompère de, duc de Cadore), homme d'État français, né en 1756, mort en 1834. Major de la marine en 1789, il fut nommé, par la noblesse de Montbrison, député aux états généraux. L'un des premiers, il se réunit au tiers état; mais au mois d'août 1791, il protesta contre l'abolition définitive des titres de noblesse. Incarcéré comme noble en 1793, rendu à la liberté après le 9 Thermidor, il devint conseiller d'État à la suite du 18 Brumaire. De 1801 à 1804, il remplit les fonctions d'ambassadeur à Vienne. Napoléon le rappela pour lui confier le portefeuille de l'intérieur. Le 10 août 1807, il remplaça Talleyrand aux relations extérieures. Il accompagna l'empereur à Bayonne, puis à Erfurth (1808), à Vienne (1809), et négocia le mariage avec Marie-Louise. Il échangea en 1811 son portefeuille contre le titre d'intendant de la couronne. Déjà duc de Cadore, il devint secrétaire d'État de la régence et sénateur en 1813.

ait entre Champagny et moi, est que, si l'Empereur lui ordonne de couper la tête à quelqu'un, il le fait dans une heure, et moi, dans ces cas, je mettrai un mois pour exécuter son ordre. » Ce changement n'avait pas très bien disposé M. de Talleyrand en faveur de son auguste maître. Une certaine opposition commençait à se manifester en lui; il s'était déjà montré peu favorable aux projets de Napoléon sur l'Espagne. L'Empereur Alexandre avait protégé le mariage de son neveu avec la Princesse Dorothée de Courlande, ce qui le rapprocha de lui. A Erfurth, ils eurent plusieurs entretiens dans lesquels M. de Talleyrand appela l'attention de l'Empereur sur les vues ambitieuses de Napoléon, aussi fatales à la France qu'à l'Europe. De même que plusieurs de ceux qui entouraient l'Empereur, il pensa qu'avec la paix de Tilsitt, il avait atteint l'apogée de la gloire et de la puissance, et que l'intérêt bien entendu de la France exigeait qu'il s'arrêtât. Une sorte d'entente s'établit dès lors entre l'Empereur Alexandre et M. de Talleyrand. A mon retour à Paris, j'en devins l'intermédiaire.

Les résultats de l'entrevue d'Erfurth furent l'engagement pris par la Russie de prêter assistance à la France, si, pendant la guerre d'Espagne, l'Autriche venait à l'attaquer; par contre Napoléon promettait de ne pas s'opposer à l'annexion des provinces du Danube, si nous parvenions à forcer la Porte à nous les céder. En outre, les deux souverains concertèrent une démarche à faire auprès de l'Angleterre pour lui pro-

poser la paix. Le Comte Roumiantsof et M. de Champagny adressèrent dans ce but des notes officielles au cabinet britannique. Le Comte Roumiantsof se rendit à Paris pour y attendre le résultat de cette démarche. Le Prince Kourakin remplaça le comte Tolstoy. Mais comme il ne pouvait arriver avant plusieurs mois, je restai chargé des affaires courantes de l'ambassade. Ce fut un choix malheureux. Homme borné, cousu de ridicules, personne n'était moins fait pour représenter au milieu d'une nation si prompte à la raillerie. Aussi mon rôle auprès de lui devint-il très pénible et je ne trouvai de compensations que dans la confiance que me témoignèrent quelques-uns des hommes marquants de la France. Les relations que j'entretins avec eux me mirent à même d'être bien informé et de pouvoir donner de l'intérêt aux dépêches que me faisait rédiger le Prince Kourakin. La négociation avec l'Angleterre échoua complètement. Pendant qu'elle se poursuivait, Napoléon était allé en Espagne, avait fait une brillante campagne, réoccupé Madrid et forcé un corps d'armée anglais sous les ordres du général Moore[1] de se rembarquer à la Corogne. Pendant cette campagne, il avait eu connaissance des armements de l'Autriche, ce qui hâta son retour à Paris.

1. Moore (John), général anglais, né en 1761, tué à la bataille de la Corogne en 1809. Il prit le commandement en chef des troupes anglaises en Espagne. Poursuivi par le maréchal Soult, il opéra une admirable retraite, dérobant son armée au général français jusqu'au pont de la Corogne où des vaisseaux l'attendaient. Là, il livra bataille et fut tué d'un boulet.

C'était au commencement de l'année 1809. Le Comte Roumiantsof prit congé de lui et repartit pour Pétersbourg. Peu avant son départ, le Prince Kourakin arriva et prit possession de l'Ambassade. A peine Napoléon avait-il quitté l'Espagne que les armées françaises essuyaient sur plusieurs points des échecs partiels. L'Autriche, de son côté, encouragée par la résistance qu'offrait la Péninsule, poursuivit ses armements. Au printemps ils étaient arrivés au point que la guerre devint imminente. L'Empereur Napoléon adressa à ce sujet de vives interpellations à l'Ambassadeur d'Autriche, Comte de Metternich, au milieu d'un cercle diplomatique tenu à Saint-Cloud. C'était chez lui le prélude de l'action. Lors de la rupture de la paix d'Amiens, il avait fait une scène semblable à l'Ambassadeur d'Angleterre Whitworth[1]. Deux ans plus tard, ce fut le tour de l'Ambassadeur de Russie. A la suite de cet entretien les armées autrichiennes, sous le commandement de l'Archiduc Charles, entrèrent en Bavière. Les troupes françaises eurent ordre de traverser le Rhin; le maréchal Berthier[2], arrivé en présence des Autrichiens, engagea un combat dont le désavantage fut pour lui. Napoléon ne tarda pas à rejoindre l'armée; il attaqua l'ennemi et gagna la célèbre bataille de Ratisbonne qui lui ouvrit le chemin de Vienne et obligea l'Archiduc Charles à se retirer en Bohême.

1. Whitworth. Voir tome I.

2. Berthier (Alexandre), 1753-1815, maréchal de l'Empire, prince de Neufchâtel et Wagram

Pendant que ces événements s'accomplissaient en Allemagne, notre Ambassade restait inactive; elle n'eut d'autre tâche à remplir que de transmettre à Pétersbourg les bulletins impériaux et les nouvelles d'Espagne qui continuaient à être peu favorables. Quelques affaires particulières me firent souhaiter mon retour en Russie; j'avais formé le dessein de quitter tout à fait l'Ambassade. Ma situation auprès du Prince Kourakin ne répondait pas à mes vues, quoiqu'il n'eût jamais cessé de me témoigner sa bienveillance. J'obtins un congé et quand je fus à Pétersbourg, le Comte Roumiantsof me permit d'y rester en disponibilité. La guerre d'Autriche se termina par la paix de Vienne. La Russie, comme on le sait, avait rempli avec tiédeur les engagements d'Erfurth, ce qui laissa un germe de mécontentement dans l'âme de Napoléon.

Ainsi qu'on aurait dû le prévoir, la manière dont le Prince Kourakin s'acquittait de ses fonctions laissait beaucoup à désirer; on lui reprochait surtout le manque d'informations et l'aridité de ses dépêches. Au mois de janvier on me proposa de retourner à Paris sous prétexte d'y négocier un emprunt, mais en réalité dans le but d'établir une correspondance directe avec l'Empereur Alexandre par l'entremise de M. Speranski[1], qui jouissait alors de toute sa confiance. Je

1. Speranski (Michel, comte), homme d'État russe, né en 1771, mort en 1839. En 1801, Alexandre le nomma secrétaire d'État au conseil de l'Empire où il montra de telles capacités qu'il fut bientôt après chargé de l'organisation du ministère de l'intérieur. En 1808, il fut adjoint au ministère de la justice et, l'année suivante, reçut le

partis pour Paris au mois de février 1810. En route, j'appris d'une manière fort inattendue la mort de mon père ; j'étais arrivé le soir à Gotha et dans l'auberge j'appris que le baron de Brockhausen, ministre de Prusse, rappelé de Paris, venait d'arriver. Je montai chez lui pour avoir des nouvelles de France ; je lui dis que j'étais envoyé à Paris et que je m'y rendrais après avoir passé un ou deux jours à Francfort près de mon père. Il en venait et m'annonça alors le malheur qui me frappait. Sous cette triste impression, je poursuivis ma route et commençai mes nouvelles fonctions. L'emprunt échoua, mais la correspondance s'établit et se poursuivit pendant huit mois, sans que le Prince Kourakin, ni le Ministre des Affaires étrangères s'en doutassent. C'étaient mes entretiens avec M. de Talleyrand et quelques autres personnes opposées à la croissante ambition de Napoléon qui en firent les frais. A cette opposition s'était rallié M. de Caulaincourt[1],

titre de conseiller intime. Exilé en 1814, il fut en 1816 remis en activité de service, devint gouverneur de la province de Pensa, puis, en 1819, gouverneur général de la Sibérie, où pendant deux années il s'occupa surtout d'améliorer la situation des malheureux exilés. En 1821, Alexandre le rappela à la cour et le nomma membre du Sénat. On a de lui un *Précis des notions historiques sur la réformation du corps des lois russes*, qui a été traduit en français.

1. Caulaincourt (Armand-Augustin-Louis, Marquis de), duc de Vicence, 1773-1827. Servit pendant les guerres de la révolution, envoyé comme ambassadeur en Russie en 1801, aide de camp de Bonaparte à son retour, général de division en 1805, grand écuyer de l'Empereur en 1806. De nouveau ambassadeur en Russie en 1807, gagne la faveur de l'Empereur Alexandre et l'accompagne au congrès d'Erfurth. Sénateur en 1813, puis ministre des relations extérieures.

alors ambassadeur de France en Russie. Dans des conversations secrètes, il avait rendu l'Empereur Alexandre attentif aux dangers dont l'ambition de son maître menaçait la Russie.

Au printemps de l'année 1810, l'Empereur Napoléon, mécontent de sa correspondance, l'avait rappelé et remplacé par le général Lauriston[1]. L'Empereur Alexandre, ne voulant pas perdre une source d'informations si précieuse, l'engagea à se servir, à son retour, de mon entremise pour les lui faire parvenir. Tous ces hommes ne croyaient pas trahir leur maître, mais le préserver de la fougue de ses passions en l'empêchant de poursuivre ces guerres perpétuelles qui dépeuplaient la France, l'appauvrissaient et pouvaient finir par d'épouvantables catastrophes.

A mon arrivée à Paris, je trouvai tout le monde préoccupé du mariage de Napoléon. Le divorce était prononcé; sur le choix de la fiancée régnait encore une certaine incertitude. Une Archiduchesse d'Autriche accepta l'union qu'avait repoussée une Grande-Duchesse de Russie. Les noces furent célébrées avec toute la pompe qui plaisait tant à l'orgueil de Napoléon, mais

1. Lauriston (Jacques-Alexandre-Bernard Law, Marquis de), 1768-1828. Aide de camp de Bonaparte en 1800, puis directeur de l'École de La Fère. En 1801 en mission diplomatique à Copenhague; général de division en 1805, comte en 1808 et gouverneur de Venise. Ambassadeur en Russie de 1811 à 1812. Sous Louis XVIII, capitaine des mousquetaires gris, pair de France (1815), marquis (1817), ministre de la maison du roi (1820-1824), maréchal de France (1823), et ministre d'état et grand-veneur (1824).

l'épouvantable catastrophe du bal Schwarzenberg[1] assombrit les fêtes comme un présage funeste. Au nombre des victimes se trouva le Prince Kourakin. Sa longue maladie le mit hors d'état de s'occuper des affaires et leur fardeau retomba entièrement sur moi. Quelques nuages commençaient à paraître dans nos relations avec la France. Napoléon se livra sans retenue au système des annexions qui a reparu aujourd'hui sur l'horizon politique. Rien n'est nouveau sous le soleil. Après avoir annexé la Hollande et les villes hanséatiques à l'Empire français, il eut la malheureuse idée d'y ajouter le Grand-Duché d'Oldenburg. Le Duc régnant était proche parent de notre Empereur, qui fut très blessé de cette usurpation et publia une protestation.

Le système continental ajouta bientôt une nouvelle cause de mésintelligence. Ce système odieux pesait de tout son poids sur la Russie; il avait détruit toute exportation, tandis que l'importation considérable des produits français rendait la balance du commerce très défavorable et amenait une baisse sensible sur le change. Pour obvier à ce mal, il ne restait qu'à tâcher de diminuer l'importation au moyen d'un tarif prohibitif pour plusieurs articles et de forts droits imposés sur les

1. Schwarzenberg (Charles-Philippe, Prince de), duc de Krumau, 1771-1820, feld-maréchal et diplomate autrichien. Commande une division à la bataille de Hohenlinden. Après la paix de Vienne, négocie le mariage de Napoléon et de Marie-Louise et est nommé ambassadeur à Paris. En 1813 généralissime de toutes les troupes de la coalition. Depuis 1815 jusqu'à sa mort président du conseil aulique de guerre.

autres. Ce nouveau tarif produisit en France une impression défavorable. Il provoqua des discussions souvent fort animées, que j'eus à soutenir avec M. de Champagny, et contribua à fournir à Napoléon un prétexte de montrer des dispositions malveillantes à notre égard.

C'est au milieu de négociations peu agréables que nous entrâmes dans l'année 1811. Elles se prolongèrent jusqu'au mois d'août et furent accompagnées d'armements sur une échelle colossale qui ne pouvaient plus laisser aucun doute, même aux moins clairvoyants, sur l'intention de Napoléon d'envahir la Russie. Le Prince Kourakin, après avoir été abandonné par le grand Corvisart[1] qui le regardait déjà comme un homme mort, fut guéri par le traitement que lui fit subir un médecin prussien, le docteur Koreff[2]. Il reprit les affaires et fut en état de paraître au cercle diplomatique du 15 août. C'est là que la bombe éclata, et nous y vîmes se renouveler ces scènes fameuses qui précédaient les ruptures telles que Napoléon les avait faites à lord Whitworth avant la rupture du traité d'Amiens, et au Prince de

1. Corvisart (Jean-Nicolas, baron), 1755-1821, célèbre médecin français. Chargé en 1795, lors de la première création de l'École de médecine de Paris, de la chaire de clinique interne; en 1797, professeur au Collège de France; nommé, dès les premiers jours du Consulat, médecin du Gouvernement, et, plus tard, premier médecin de l'Empereur; baron en 1805 et, en 1811, membre de l'Institut.

2. Koreff (David-Frédéric), 1783-1851. Célèbre médecin allemand. Fut, à Berlin, secrétaire du ministre Hardenberg, puis se fixa à Paris, où il se fit connaître par son esprit et son inépuisable bonté. On parle de lui dans beaucoup des mémoires du temps.

Metternich avant la guerre de 1809. Pour moi, tout était dit, et la prolongation d'un séjour à Paris, sous de pareils auspices, devenait impossible. Je partis à la fin du mois et retournai à Pétersbourg, en passant par Vienne. J'avais cru utile de faire ce détour pour pouvoir apporter à Pétersbourg quelques informations sur l'attitude que prendrait la Cour de Vienne pendant la guerre qui allait éclater. Je m'étais lié avec le Prince Metternich, devenu chef du cabinet pendant son ambassade à Paris. J'eus occasion de m'entretenir avec lui, mais je n'obtins, à mon regret, aucune donnée positive ni aucune promesse rassurante. On aurait aimé, à Vienne, que nous eussions renoué nos négociations avec la France, comme dernière tentative d'éviter la guerre. Pour donner suite à cette idée, si elle était goûtée à Pétersbourg, je rédigeai un Mémoire dans lequel j'indiquais, d'après les données recueillies à Vienne, les bases sur lesquelles devrait porter une négociation avec la France.

J'arrivai à Pétersbourg dans le courant d'octobre, L'Empereur me reçut avec beaucoup de bienveillance, et me nomma Secrétaire d'Etat. Quand j'allai le remercier, il me dit, après avoir lu mon mémoire: « Une nouvelle démarche conciliante près de Napoléon, si je me décidais à la faire, ne saurait aboutir à un dénouement pacifique; je crois, comme vous, que la guerre est inévitable. Je compte, en ce cas, me mettre à la tête des armées. J'aurai alors besoin d'avoir auprès de moi un homme jeune, capable de me suivre partout

à cheval, et de se charger de ma correspondance politique. Le chancelier, comte Roumiantzof, est vieux, maladif, et ne saurait remplir cette tâche. C'est donc sur vous que j'ai jeté les yeux, et j'espère que vous remplirez avec fidélité et discrétion une place toute de confiance. »

Jusqu'à la rupture avec la France, je n'eus guère d'occupation sérieuse. Les affaires diplomatiques continuaient à être faites par le chancelier, et, de temps en temps seulement, l'Empereur me fit rédiger quelques pièces, lorsque celles que lui soumettait le comte Roumiantzof n'étaient pas selon ses vues. Des pourparlers avec la France se poursuivirent, et il fut même un moment question de me renvoyer à Paris avec une mission spéciale. C'est ainsi que finit l'année 1811.

Au mois de janvier 1812, j'épousai Mlle de Gourief, à laquelle je dus trente-sept ans de bonheur. Peu de temps après mon mariage, survint un événement qui aurait pu causer une fâcheuse influence sur ma destinée. Je veux parler de la disgrâce de M. Speranski, mon intime ami, qui, pendant sa longue faveur, avait été mon principal appui près de l'Empereur Alexandre. Son renvoi eut lieu dans la nuit du dimanche au lundi. Le mardi, l'Empereur me fit venir, et, avec sa bonté angélique, me rassura sur les conséquences que j'avais redoutées un moment, c'est-à-dire sur le sort de ma correspondance, que Speranski avait envoyée cachetée à l'Empereur, et qui se trouvait dans son cabinet. Je trouvai l'Empereur encore très ému de la nécessité dans

laquelle, à tort ou à raison, il s'était cru placé de se séparer d'un homme dont il aimait le caractère et estimait les talents. Il a été, évidemment, la victime d'une intrigue, et les Balachof[1] et les Armfeldt[2] s'étaient servis d'une opinion publique contraire aux réformes que l'Empereur voulait introduire en confiant leur exécution à Speranski. Ils représentaient, à Sa Majesté qu'à la veille d'une guerre dans laquelle le patriotisme russe pouvait seul sauver le pays, il serait imprudent de froisser le sentiment national, en conservant auprès de lui un homme qu'on allait jusqu'à accuser d'entretenir des relations secrètes avec la France, et de faire œuvre de trahison. Ces relations n'étaient autres qu'une correspondance avec le duc de Bassano[3], pour se procurer, par lui, des détails sur les institutions napoléoniennes qu'on voulait imiter en Russie. En effet, c'est sur le modèle du Conseil d'Etat que fut organisé notre conseil de l'Empire. Les réformes de Speranski embrassaient un plan plus vaste.

Il fut d'abord exilé à Nijni-Novgorod, plus tard, à

1. Balachof (général), homme d'État russe. Général aide de camp de l'Empereur Alexandre Ier et ministre de la police.

2. Armfeldt (Gustave-Maurice, Comte d'), 1757-1814, général suédois et ami de Gustave III. Devint, comme Finlandais, sujet russe, lorsque la Finlande eut passé sous la domination de la Russie, fut comblé de dignités par l'empereur Alexandre Ier; fit la guerre de 1812 et mourut président des affaires de Finlande.

3. Maret (Hugues-Bernard), Duc de Bassano, 1763-1839. Secrétaire d'État et chef du cabinet de l'empereur Napoléon, avec le titre de ministre, depuis 1804. En 1811, ministre des relations extérieures, et, en 1813, ministre de la guerre. Élu membre de l'Académie française, en 1803, en remplacement de Saint-Lambert.

Perm. C'est de là qu'il adressa à l'Empereur, au cours de l'année 1813, une lettre pleine de dignité, exprimant les plus nobles sentiments. Elle produisit sur l'Empereur la meilleure impression ; il fut rappelé de l'exil et nommé gouverneur à Penza, où j'eus la bonne fortune de le revoir, en 1818, lors d'un voyage que je fis dans mes terres de Saratof. Il ne demeura pas longtemps dans cette place, si inférieure à celle précédemment occupée. L'Empereur le chargea de la réorganisation de la Sibérie, en le nommant gouverneur général de ce vaste royaume. Il y passa plusieurs années, après lesquelles il revint à Pétersbourg, pour soumettre à l'Empereur son plan de réorganisation. Dans la suite, il reprit, à quelques nuances près, sa position antérieure auprès de l'Empereur, et se vit plus spécialement chargé de la commission des lois. Ce n'est que sous le règne de l'Empereur Nicolas qu'il termina l'immense travail de la codification des lois. Dans la séance du Conseil de l'Empire, où son rapport fut soumis, l'Empereur, qui le présidait en personne, détacha de sa poitrine la plaque de Saint-André, et la mit sur celle de Speranski. Il ne survécut que peu d'années à cette réhabilitation. Speranski était un homme très instruit, un travailleur infatigable ; son caractère était doux et bienveillant, mais son manque d'énergie fut cause des adversités qu'il essuya.

Revenons à l'année 1812. Pendant les premiers mois, les pourparlers avec la France continuèrent entre le comte Roumiantzof et le nouvel ambassadeur, le général Lauriston, qui avait remplacé le duc de Vicence. Ils

roulaient principalement sur la conclusion d'un traité qui devait garantir à la Russie la conservation de ses provinces polonaises. Nous demandions qu'il y fût stipulé que le Royaume de Pologne ne fût jamais rétabli. Napoléon ne voulut prendre d'autre engagement que celui de ne pas contribuer au rétablissement de ce royaume. Ces négociations n'aboutirent point. Napoléon, évidemment, ne les avait entretenues que pour gagner le temps d'achever ses immenses armements. Au printemps, l'orage s'avança toujours grossissant. De grandes armées se rapprochèrent de nos frontières, en occupant les Etats du roi de Prusse. Des traités d'alliance avaient été conclus avec la Prusse, avec l'Autriche; la guerre devenait inévitable. Toute l'Europe continentale se précipita sur la Russie, car, même des Espagnols, des Portugais et des Italiens combattaient dans les rangs ennemis.

Au mois de mars, l'Empereur se rendit à l'armée et établit son quartier général à Vilna. Je l'y rejoignis. Il avait amené beaucoup de monde : d'abord le Chancelier Roumiantzof, le Prince Kotchoubei[1], le Comte Armfeldt, le Marquis de Paulucci[2], le Comte Araktcheief[3] et M. Chichkof[4] qui avait remplacé M. Speranski au secré-

1. Kotchoubei (prince Victor Pavlovitch). Voir tome I.

2. Paulucci (Marquis de), général aide de camp de l'empereur de Russie. Gouverneur général des Provinces Baltiques.

3. Araktcheief (Alexis-Andréiévitch). Voir tome I.

4. Chichkof (Alexandre-Semenovitch), 1754-1840. Homme d'État, amiral et écrivain russe. Président de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg depuis 1814, puis ministre de l'Instruction publique de 1824 à 1834, mourut membre du Conseil de l'Empire.

tariat de l'Empire. Plus la suite de l'Empereur était nombreuse, plus les intrigues étaient actives. Nos forces étaient divisées en deux armées, la première commandée par le général Barclay de Tolly[1], la seconde par le Prince Bagration[2]. Elles pouvaient tout au plus s'évaluer à 250 mille hommes, tandis que Napoléon venait nous attaquer avec 400000. Auprès de l'Empereur se trouvait alors un ancien officier prussien, le général Pfuel[3]. Il avait proposé un plan de campagne, qui donna lieu à une très vive opposition de la part du plus grand nombre de nos généraux. D'après lui,

1. Barclay de Tolly (Michel, Prince), 1761-1818. D'une famille originaire d'Écosse; commença sa carrière militaire par une entreprise des plus hardies : il pénétra (1809) en Suède en traversant sur la glace le golfe de Botnie. Ministre de la guerre en 1810, il dirigea, en 1812, les débuts de la campagne contre Napoléon, qu'il acheva sous les ordres de Koutousof. En 1813, commandant en chef après la bataille de Bautzen, bat Vandamme à Culm, contribue au gain de la bataille de Leipzig, prend part à la campagne de France et à la capitulation de Paris. En récompense de ses services, fut nommé feld-maréchal et fait prince.

2. Bagration (Pierre, Prince), né en 1765 dans la Géorgie, sortait de la famille des Bagratides, qui régna longtemps sur ce pays. Entré au service de la Russie, servit sous les ordres de Souvarof, en Pologne (1794) et en Italie (1799); fut disgracié par Paul Ier. Rappelé par Alexandre Ier (1805), commanda un corps de l'armée envoyé au secours de l'Autriche, fit une belle retraite sur la Moravie, se distingua aux batailles d'Austerlitz, d'Eylau et de Friedland; commanda en chef la 2e armée de l'Ouest, en 1812, et fut blessé mortellement à la Moskowa.

3. Pfuel (Ernest de), 1780-1866. Général et homme d'État prussien. Jusqu'en 1806 au service de sa patrie; de 1806 à 1812 à celui de l'Autriche; entre, en 1812, dans l'armée russe, commande un corps de Cosaques et publie le récit de cette campagne en 1813. Fait la campagne de France sous Blücher. Après la prise de Paris, nommé

l'armée du général Barclay devait se retirer sur la Duna et y occuper un camp retranché à Dryna, pendant que le Prince Bagration agirait offensivement sur le flanc et le derrière de l'armée française. Ce plan ne put être exécuté qu'en partie. On reconnut que pour obtenir les succès que M. de Pfuel en espérait, il aurait fallu des forces beaucoup plus considérables et des ordres avaient déjà été donnés au Prince Bagration de se réunir au général Barclay. Les événements de la guerre empêchèrent cette jonction qui ne put s'opérer que fort tard presque sous les murs de Smolensk.

Napoléon avait quitté Paris pour se rendre à Dresde, où il eut une entrevue avec ses nouveaux alliés, les souverains de Prusse et d'Autriche. Voulant toujours se donner l'apparence d'intentions pacifiques, il envoya le Comte de Narbonne[1] à Vilna, muni de lettres. J'avais beaucoup connu M. de Narbonne à Paris et j'eus avec lui quelques entretiens confidentiels qui me prouvèrent que cette mission ne pouvait avoir aucun résultat. L'Empereur le reçut avec bienveillance, mais évita de se prononcer. En retour de cette mission, il dépêcha le général Balachof auprès de Napoléon, pour lui porter sa réponse. Dans l'intervalle, Napoléon était arrivé à

commandant militaire de cette ville. Après la guerre commandant à Magdebourg, puis à Neufchâtel et enfin en 1847, gouverneur de Berlin. En 1848, pendant un mois, président du conseil et ministre de la guerre. Passa ses dernières années dans la retraite et a laissé sur son époque des souvenirs intéressants.

1. Narbonne-Lara (Louis, comte de). 1755-1813. Lieutenant général, diplomate et ministre.

son quartier général. Ce fut au milieu d'un bal donné par le général Benningsen que l'Empereur apprit que l'armée française avait franchi le Niemen. Il fut résolu que nous quitterions immédiatement Vilna et dès le lendemain l'armée commença sa retraite. On n'avait plus le temps de rédiger un manifeste pour lequel j'avais eu soin de réunir des matériaux; il fallait cependant une publication quelconque. L'Empereur se décida pour un rescrit au Prince Soltykof[1], président du Conseil, qui, pendant son absence, avait été placé à la tête des affaires à Pétersbourg. Je rédigeai à la hâte ce rescrit; il fut traduit en russe et rendu public. Notre retraite commencée se poursuivit jusqu'à Dryna. Quelques combats d'arrière-garde n'avaient pas toujours été désavantageux pour nous. En examinant ce camp fortifié, on ne fut pas longtemps à en reconnaître les défauts et l'impossibilité de s'y maintenir. Une grande décision y fut prise. Le général Barclay devait continuer sa retraite et l'Empereur se rendre à Moscou pour activer l'organisation de la milice qui avait été appelée de tous les coins de l'Empire et enflammer l'enthousiasme patriotique. Il partit accompagné seulement du

1. Soltykof (Nicolas, prince), 1736-1816. Lieutenant général en 1767, général en chef en 1775, fut chargé par l'impératrice Catherine d'accompagner le grand-duc Paul (comte du Nord) dans son voyage en Europe, et plus tard de l'éducation de ses petits-fils, les grands-ducs Alexandre et Constantin. Devint ministre de la guerre et comte (1792) et fut promu feld-maréchal par Paul I[er]. Nommé, en 1812, président du conseil de l'empire et du comité des ministres, reçut, en 1814, le titre de prince sérénissime.

Prince Volkonski[1], son chef d'état-major, et de quelques aides de camp. Il m'ordonna de rester auprès du Maréchal Barclay et de me charger de la rédaction des bulletins de l'armée. Tout le reste de la nombreuse suite avait été renvoyé de Vilna à Pétersbourg. Je continuai à suivre l'armée ; j'assistai entre autres batailles à celle de Vitebsk où mon ami, le Comte Pahlen, se distingua par un combat d'arrière-garde. Quelques jours après, je reçus un courrier qui m'ordonna de venir rejoindre l'Empereur à Pétersbourg.

Au commencement de la campagne, l'état-major du Maréchal Barclay avait été singulièrement composé : le

1. Volkonski (Pierre Michailovitch, prince), général russe, né en 1776, mort en 1852. Entré au service à l'âge de quinze ans, il devint, en 1797, capitaine et aide de camp du czarevitch Alexandre, et, à l'avènement de ce prince (1801), fut nommé aide de camp général. A Austerlitz, il dégagea son souverain, qui était serré de près par les Français, et, après l'entrevue de Tilsitt, il fut envoyé en France, où il consacra deux années à étudier l'organisation de l'état-major de notre armée. Ce fut d'après les observations qu'il avait recueillies qu'il organisa l'état-major général russe, dont il peut être regardé comme le véritable créateur. Il établit, en outre, en 1810, une école de guides de la garde, qui devint en quelque sorte la pépinière de cet état-major. Le prince Volkonski prit une part importante aux opérations de 1812, et l'année d'après, il fut nommé chef d'état-major général de l'empereur. Il rendit d'éminents services lors de la bataille de Leipzig, ainsi que pendant la campagne de France, et plus tard, accompagna l'empereur Alexandre à tous les congrès qui se succédèrent jusqu'en 1823. Sous Nicolas, il devint ministre de la maison impériale, reçut le titre d'altesse sérénissime et le grade de feld-maréchal, et jusqu'à sa mort fit preuve d'une activité presque juvénile. C'est incontestablement l'un des hommes qui ont joué le plus grand rôle dans l'histoire politique de la Russie pendant la première moitié du XIXe siècle.

général Lavrof, chef d'état-major, le général Mouchin, quartier-maître général. C'étaient deux hommes d'une incapacité déplorable. Déjà à Vilna, le général Lavrof avait été remplacé par le Marquis Paulucci qui avait servi avec distinction; mais celui-ci ne conserva pas longtemps une place si importante. Il s'était rendu insupportable par la violence de son caractère et sa présomption. Il fut bientôt mis de côté, mais plus tard, on le nomma Gouverneur de Riga; le général Iermolof[1] devint chef d'état-major et le général Toll[2], quartier-maître général. Une opération telle qu'une longue retraite n'était comprise, ni par le public, ni par l'armée, quoiqu'elle fût notre unique chance de salut.

L'Empereur, en quittant le général Barclay à Polotzk, lui avait dit : « Conservez mon armée, c'est la seule

1. Iermolof (Alekséï Petrovitch), général russe, 1777-1861. Commanda en 1815 un corps d'armée sous Barclay de Tolly, demeura quelque temps en France après l'invasion. Commandant en chef au Caucase (1817-1827). Battit en 1826, les Persans sous Abbas Mieza. Fut remplacé en 1827 par Paskewitch et se retira à Moscou où il vécut dans la retraite.

2. Toll (Charles-Ferdinand, comte de), 1778-1842, général russe, entra en 1796 dans l'armée, fit avec distinction les campagnes contre les Français et contre les Turcs; fut en 1812 quartier-maître général de Koutouzof. Remplit en 1813 les mêmes fonctions auprès de Barclay de Tolly; fut promu général-lieutenant sur le champ de bataille de Leipzig. Se prononça, en 1814, pour la marche sur Paris; devint chef d'état-major de la première armée et en 1826 général d'infanterie. Chef d'état-major de Diebitch pendant la campagne de Turquie en 1829 et pendant celle de Pologne en 1831 et prit, à la mort de Diebitch, provisoirement le commandement de l'armée. Nommé, après l'insurrection de Pologne, membre du conseil de l'empire, devint, en 1833, directeur général des voies de communication par terre et par eau; mourut à ce poste.

que je possède. » Pénétré de cette pensée, le brave général, avec une abnégation bien rare, brava toutes les rumeurs de la nation, toute l'animosité des généraux, et poursuivit avec une noble persévérance la tâche que la volonté de l'Empereur lui avait imposée. Le général Barclay était issu d'une famille écossaise établie depuis un siècle en Livonie. Il n'était pas russe par sang; de là, en grande partie, les clameurs qui s'élevèrent contre lui. Elles furent poussées au point que l'Empereur jugea nécessaire, pour ménager le sentiment national, de placer à la tête des armées un général portant un nom russe. Il nomma le Maréchal Koutousof[1] chef des deux armées qui avaient enfin opéré leur jonction sous les murs de Smolensk.

J'étais resté à l'armée, ce fut près de Gzad que je reçus par courrier l'ordre de l'Empereur de venir le rejoindre à Pétersbourg. Je partis immédiatement et rencontrai en route le maréchal Koutousof qui m'arrêta pour m'interroger sur l'état-major de l'armée. Le Prince Koutousof avait parcouru une carrière brillante. Une victoire remportée sur le Grand Vizir, aux bords du Danube, avait amené la paix de Bucharest, qui, à l'époque où Napoléon envahissait la Russie avec quatre cent mille hommes, était un grand bienfait, en rendant disponible l'armée de Turquie. C'est à lui qu'on la dut principalement. La nouvelle nous en parvint à Vilna, avant le commencement des hostilités. Le Comte Rou-

1. Koutousof (maréchal). Voir tome I.

miantzof ne fut pas content; il aurait voulu une paix plus avantageuse, ne tenant aucun compte des circonstances dans lesquelles elle avait été conclue, et il s'en fallut de peu de chose qu'elle ne fût point ratifiée. Cette disposition réagit sur la situation personnelle du Maréchal Koutousof. Ce service qu'il avait rendu ne fut pas apprécié, et il dut, sous le poids d'une demi-disgrâce, quitter l'armée où, peu de temps avant, il avait été remplacé par l'amiral Tchitchagof[1]. Il se trouvait dans cette situation, lorsqu'il fut de nouveau appelé au commandement, plus par l'opinion publique que par la confiance de l'Empereur. Ce n'était pourtant pas sans raison que l'Empereur doutait qu'il fût de taille à combattre un adversaire tel que Napoléon. Il était vieux, cassé, maladif; ses infirmités et ses blessures ne lui permettaient pas de monter à cheval. D'une bravoure incontestable, d'une intelligence doublée de finesse, d'une grande politesse de formes; il manquait souvent de fermeté et reculait devant les résolutions énergiques. Il joignit l'armée, lorsque après la sanglante bataille de Smolensk,

1. Tchitchagof (Pavel Vassiliévitch), 1767-1849, amiral russe. Élevé en Angleterre, entra à la marine ; promu capitaine pendant la campagne de Suède (1789) ; commanda en 1796 l'escadre anglo-russe chargée, sous le duc d'York, de faire évacuer la Hollande aux Français. Alexandre Ier, en 1802, le promut amiral et le nomma ministre de la marine. En 1812, gouverneur général des provinces du Danube. Appelé au commandement de l'armée ne réussit pas à barrer à Napoléon en retraite le passage de la Bérésina. Prit après la campagne un congé illimité. En 1834, ne voulant pas rentrer en Russie, malgré l'ukase de l'empereur Nicolas Ier, se fit naturaliser anglais, mais passa la plus grande partie de son temps en France, où il mourut, à Paris.

elle avait déjà atteint les confins du gouvernement de Moscou. Il s'agissait de décider, si on livrerait la capitale de l'Empire, sans tenter les chances d'un nouveau combat. L'impossibilité en ayant été reconnue, on prit une position à Borodino, qu'on chercha à fortifier aussi rapidement que possible. Les deux armées de Barclay et de Bagration s'y concentrèrent et furent renforcées par dix mille hommes de la milice de Moscou, ce qui porta nos forces à cent dix mille hommes. Napoléon vint nous y attaquer, et c'est là que fut livrée une des batailles les plus sanglantes de l'histoire.

Le Maréchal Koutousof la dirigeait à une distance respectueuse. Le héros de la journée fut le Maréchal Barclay qui, poussé au désespoir par les injustes accusations dont il était l'objet, s'exposa au point qu'on crut qu'il cherchait la mort. Le Prince Bagration avait été tué presque au commencement de la bataille. Les pertes de l'ennemi furent énormes comme les nôtres; nos principales redoutes ayant été enlevées, la position n'était plus tenable, aussi le Maréchal Koutousof décida-t-il le soir même que l'armée se retirerait. Celle de Napoléon, plus ou moins désorganisée, ne fut point en état de nous poursuivre immédiatement. Avant d'atteindre Moscou, il y eut un conseil de guerre dans lequel fut agitée la question de savoir si, pour défendre la capitale, on serait en état d'accepter encore une bataille, ou bien s'il fallait la livrer à l'ennemi. On reconnut l'impossibilité d'un nouvel effort et la majorité des membres du conseil se prononça pour l'évacuation.

L'armée traversa Moscou, mais au lieu de se retirer, soit vers Pétersbourg, soit dans la direction du Nord, elle prit sur la route de Kaluga une position qui offrait l'avantage de la placer sur les flancs de l'armée française et de lui assurer des communications avec les provinces les plus fertiles de l'Empire. Cette détermination et le sacrifice de Moscou ont sauvé la Russie et préparé le désastre de l'armée française.

Dans l'entourage de Napoléon on avait pressenti le malheur auquel il s'exposait en dépassant les frontières de l'ancienne Pologne. On n'épargna aucun effort pour l'arrêter, mais l'espoir de signer la paix à Moscou l'emporta chez lui. Il comptait sur la faiblesse de l'Empereur Alexandre; il croyait que chez celui-ci, comme chez d'autres souverains, l'occupation d'une capitale amènerait la conclusion d'une paix humiliante. L'incendie de Moscou aurait dû détruire ses illusions. Toujours dans l'attente des négociateurs et d'une issue favorable aux pourparlers qu'il avait entamés avec le maréchal Koutousof, il y prolongea son séjour inutilement. Après son entrée à Moscou, il avait été désabusé sur le mouvement de retraite de notre armée. Informé enfin de la direction qu'elle avait suivie, il envoya sous le commandement de Murat un corps d'observation. Celui-ci prit ses cantonnements près du village de Taroutina. Voyant qu'ils occupaient une assez grande étendue, le prince Koutousof mit cette faute à profit et le fit attaquer par des forces supérieures sous les ordres du général Benningsen. Cette attaque eut un

plein succès. Murat fut repoussé, perdit dix-huit canons ; il y eut un grand nombre de morts et de prisonniers. Les résultats auraient été plus importants encore, si, au début de l'action, un de nos meilleurs généraux n'avait été tué, ce qui arrêta le mouvement d'une division qui devait tourner l'ennemi. La nouvelle de ce succès fut apportée à Pétersbourg par le colonel Michaud ; on y reçut en même temps celle du départ de Napoléon qui commençait sa retraite. Inutile de décrire l'effet que ces événements produisirent sur la Cour et sur la ville. L'Empereur demanda à Michaud si on pouvait espérer que l'armée française quitterait la Russie. Le Piémontais de répondre : « Sire, j'en doute si peu que je suis venu solliciter Votre Majesté de rétablir mon roi sur son trône ». L'Empereur le lui promit, il a tenu parole. Pendant ce temps, j'étais peu occupé ; mes travaux se réduisaient à quelques pièces que l'Empereur me faisait rédiger.

La célèbre retraite de l'armée française se poursuivait. Au passage de la Bérésina, le désastre fut au comble. Le 29e bulletin l'apprit à l'Europe et à la France. Napoléon quitta l'armée à Molodeski d'où était daté le bulletin, accompagné seulement de M. de Caulaincourt et du mameluk Roustan[1]. La grande armée ainsi détruite, il restait encore le corps du prince Schwarzenberg et celui du général Yorck[2]

1. Roustan, mameluk de Napoléon, né en Géorgie vers 1780, mort à Dourdan en 1845.

2. Yorck (Jean-Louis), feld-maréchal prussien, 1759-1830. Com-

stationné en Courlande. Le prince Schwarzenberg se retira en Galicie, le général Yorck conclut avec Diebitch[1] une capitulation par laquelle il se détacha de Napoléon.

La Russie était purgée de ses ennemis. Une question maintenant se posait : Devait-on se contenter de la délivrance de la patrie ou profiter des chances heureuses pour tenter celle de l'Europe? Tout le monde, chez nous, n'était pas d'accord sur ce point. Le maréchal Koutousof, qui avait si mollement poursuivi les Français, se prononça contre la continuation de la guerre. Mais l'Empereur, inspiré par de grands et nobles sentiments, repoussa ces timides conseils, et résolut de prendre lui-même le commandement de l'armée. Il quitta Pétersbourg et m'ordonna de l'accompagner. Cette fois il eut l'heureuse idée de laisser à Pétersbourg le cortège avec lequel il était parti au printemps. Nous fûmes, le prince Volkonski, le comte Araktcheief et moi, les seules personnes qui le sui-

manda sous Macdonald le contingent prussien lors de la campagne de Russie. Se sépara des Français après la retraite et poussa le roi de Prusse à faire alliance avec la Russie. Prit une part active aux campagnes de 1813-14 et 1815); fut nommé feld-maréchal en 1821.

1. Diebitch-Zabalkanski (Frédéric, comte), 1785-1832, feld-maréchal russe ; d'une famille noble de Silésie, entra au service de la Russie en 1805 ; commanda une division lors de la campagne de France, et en chef pendant la guerre de Turquie, en 1829, au cours de laquelle il effectua, avec son armée, un brillant passage des Balkans, d'où son nom de Zabalkanski. Commanda également en chef l'armée russe pendant l'insurrection de Pologne (1831-32), mais mourut avant d'avoir fini la campagne.

virent. Le baron Stein[1] eut l'ordre de nous rejoindre lorsque l'armée entrerait en Prusse. Avant le départ, l'Empereur me fit rédiger une proclamation adressée aux Prussiens. J'arrivai à Vilna et descendis au Milleva Dom où l'aubergiste me dit qu'il avait logé les diplomates étrangers qui s'étaient groupés autour du duc de Bassano. Dans le nombre se trouvait un de mes amis, le chevalier Fioretti, que j'avais appris à connaître à La Haye et que j'ai retrouvé depuis à Paris, conseiller de l'Ambassade du prince Metternich. Le lendemain, j'allai occuper les chambres qui m'étaient réservées au palais de l'Empereur.

De ce moment, date ma participation active à toutes les grandes affaires qui ont illustré son règne. Je fus chargé d'une mission pour Constantinople. Elle était destinée à informer la Porte des succès obtenus par nos armées et des immenses résultats qui en furent la conséquence. Tout seul et sans employé, j'eus à la fois la peine de rédiger et de copier. Je m'acquittais depuis quelque temps de ce double travail, lorsqu'un heureux hasard m'amena M. de Schroeder[2], envoyé en courrier

1. Stein (Henri-Frédéric-Charles, baron de), 1756-1831. Homme d'État prussien et grand réformateur. Premier ministre de 1804 à 1808, abolit la servitude de la glèbe, créa les municipalités électives et réorganisa l'armée, de concert avec Scharnhorst. Favorisa le Tugendbund. Quitta le ministère par ordre de Napoléon, et fut exilé d'Allemagne ; se retira d'abord en Autriche, et puis en Russie, complotant partout contre Napoléon. Il fut l'âme du mouvement patriotique allemand en 1813-14. Depuis 1827, membre du Conseil d'État à Berlin.

2. Schroeder (de). Chargé de divers postes par le ministère des affaires étrangères de Russie, dans la première moitié du dix-neuvième siècle.

par M. d'Alopeus. Celui-ci était resté à Prague, d'où il nous transmit des informations intéressantes sur l'état piteux dans lequel les débris d'une armée de quatre cent mille hommes avaient atteint l'Allemagne. L'influence que ce grand revers de Napoléon avait exercé sur les esprits commençait à les exalter ; ils se livraient à l'espoir de secouer un joug détesté. L'Empereur Alexandre était destiné à réaliser ce rêve.

Le 1er décembre, l'armée franchit la frontière en plusieurs endroits. Le quartier impérial suivit la colonne qui se dirigeait sur la vieille Prusse, laissant Kœnigsberg de côté, et marchant vers Plock. A peine entrés en Prusse, nous vîmes arriver le baron de Stein, auquel l'Empereur confia le gouvernement du pays que nous allions occuper. Il se rendit à Kœnigsberg pour y organiser une administration provisoire, sous la présidence du conseiller privé Schœn. Nous n'étions pas encore entrés dans le duché de Varsovie quand le Comte de Brandebourg[1] nous rejoignit. Il portait une lettre du roi de Prusse et était chargé de dépeindre les difficultés de la position, la Prusse étant encore entourée de troupes françaises. Il devait, en outre, rapporter à son souverain des informations sur la direction que suivrait notre armée. Sans l'annoncer positivement, le Roi faisait pressentir son intention de se rallier à nous

1. Brandebourg (Frédéric-Guillaume, comte de). 1792-1850. Fils morganatique de Frédéric-Guillaume II. Entra dans l'armée, et fit les campagnes de 1813 et 1814. Était à la cour de Prusse un des plus fermes soutiens de l'alliance russe.

aussitôt qu'il en verrait la possibilité. Cette communication dut nécessairement décider l'Empereur à pousser en avant. Nous nous arrêtâmes très peu de temps à Plock, ainsi qu'aux autres endroits que nous avions à traverser, et cherchâmes à atteindre Kalisez par des marches presque forcées. Pendant ce temps, nos colonnes de gauche avaient occupé Varsovie, à la suite d'une convention conclue avec le prince Schwarzenberg, par laquelle nous consentions à le laisser entrer en Galicie, sans l'attaquer ni le poursuivre. L'occupation du Duché de Varsovie s'était ainsi paisiblement effectuée, à l'exception d'un seul combat où le général Wintzingerode[1] avait défait le corps du général Reynier[2]. Au cours de ces événements, le roi de Prusse avait secrètement quitté Berlin pour se rendre à Breslau. En arrivant à Kalisez, nous n'étions plus séparés de lui que par une petite distance. Les communications devinrent fréquentes. Le Roi nous avait envoyé le général Knesebeck[3], chargé d'arrêter les bases d'une prochaine alliance. Celle-ci

1. Wintzingerode (général). Voir tome I.

2. Reynier (Jean-Louis-Ebenezer), 1771-1814. D'origine suisse; s'enrôla comme simple canonnier, attaché à l'état-major de l'armée du Nord, en 1792, adjudant-général 1793, général de brigade 1794. Chef d'état-major de Moreau pendant la campagne de 1796. En 1805, commandant une partie de l'armée de Naples, combattit à Wagram à la tête des Saxons, puis en Espagne, en Russie et à Leipzig.

3. Knesebeck (Charles-Frédéric, baron de), général prussien, 1768-1848. Attaché depuis 1803 à l'état-major, sauva, à la bataille d'Auerstaedt, par sa présence d'esprit, le roi de Prusse d'une captivité imminente. Fut envoyé, en 1811, en Russie, pour engager le czar à faire une résistance acharnée à Napoléon. En 1813, promu général-lieutenant et aide de camp général du roi; fut chargé d'élaborer les

conclue, l'Empereur Alexandre, insensible à la vanité et aux puérilités de l'étiquette, partit pour Breslau et m'emmena avec lui. Nous y fûmes accueillis avec un enthousiasme difficile à décrire. A un grand dîner que donna le Roi, je vis pour la première fois la princesse Charlotte de Prusse, la future Impératrice Alexandra[1], qui en faisait les honneurs. J'étais assis, vis-à-vis de LL. MM., entre le maréchal Blücher[2] et le Prince Hardenberg; j'eus une longue conversation avec le maréchal qui, plein d'ardeur, se plaignait un peu de la composition de l'armée, ne comprenant que de tout jeunes soldats. Nous ne restâmes à Breslau que quarante-huit heures. Ce séjour cimenta l'amitié de deux monarques, amitié qui ne finit qu'avec eux. Il avait été convenu que le Prince Hardenberg viendrait à Kalisez pour rédiger et conclure le traité d'alliance. Il vint immédiatement après et le signa avec le maréchal Koutousof. Un plan d'opérations avait été arrêté en même temps. En conséquence, l'armée se mit en marche; elle se dirigea, par la Silésie, sur Dresde. A Bunzlau, le maréchal Koutousof tomba gravement malade et dut y demeurer; la nouvelle de sa mort nous parvint dès notre arrivée à

plans pour la continuation de la campagne de 1813 et pour celle de 1814. Prit sa retraite avec le grade de feld-maréchal.

1. Alexandra-Féodorovna, impératrice de Russie. Femme de l'empereur Nicolas Ier, qui l'épousa comme grand-duc, en 1817, née princesse Frédérique-Louise-Charlotte-Wilhelmine de Prusse, fille du roi Frédéric-Guillaume III.

2. Blücher (Gerhard-Lebrecht von), prince de Wahlstatt, feld-maréchal des armées prussiennes, 1742-1819.

Dresde. L'Empereur confia le commandement au Comte Wittgenstein[1] qui s'était signalé par quelques combats livrés, à Polotsk, contre le maréchal Oudinot[2] et Macdonald[3]. Malheureusement la suite ne justifia pas ce choix.

L'armée prussienne réunie à la nôtre était commandée par le maréchal Blücher, qui avait pour chef d'état-major le général Scharnhorst[4], fondateur du système de la landwehr qui avait permis à la Prusse d'entrer en campagne avec 100 000 hommes, tandis que par les traités avec Napoléon elle s'était engagée à n'en entretenir que 40 000. Nous eûmes bientôt, malheureusement, à déplorer la perte de cet homme éminent. Notre séjour à Dresde fut marqué par une négociation

1. Wittgenstein (Louis-Adolphe-Pierre, Prince de), feld-maréchal russe, 1769-1843. Fils du comte Sayn-Wittgenstein, général prussien au service de la Russie, commanda en 1812 le corps d'armée destiné à protéger Pétersbourg, et reçut le commandement en chef des armées russes et prussiennes, en 1813. Fut fait feld-maréchal à l'avènement de l'empereur Nicolas I[er], en 1825, et prince en 1834 par le roi de Prusse.

2. Oudinot (Nicolas-Charles, Duc de Reggio). Maréchal et pair de France, 1767-1847.

3. Macdonald (Jacques-Étienne-Joseph-Alexandre), duc de Tarente, maréchal et pair de France, 1765-1840.

4. Scharnhorst (Gérard-David), général prussien, 1755-1813. Fils de paysans. Servit d'abord dans l'armée hanovrienne, puis passa en 1801 au service de la Prusse. Fut anobli et chargé de l'éducation militaire du prince royal. Servit en 1806 dans l'état-major du duc de Brunswick. Promu général-major après la paix de Tilsitt, devint président de la commission de réorganisation militaire et directeur du département de la guerre. En 1810, Napoléon exigea sa destitution, mais il resta secrètement à la tête de son département, organisa la landwehr et put mettre en ligne en 1813 une armée toute prête. Fut blessé mortellement à la bataille de Lutzen.

avec l'Angleterre pour un traité de subsides. Le ministère anglais y avait envoyé un de ses financiers, M. Harris, pour discuter cette question sous les ordres de l'ambassadeur Lord Cathcart[1], avec le Prince Hardenberg et moi. Les propositions de l'Angleterre étaient trop favorables pour ne pas être acceptées, et une convention fut bientôt conclue. Pendant que nous nous occupions de cette affaire, nous fûmes informés que Napoléon quittait Paris, s'avançait, à la tête d'une armée nouvelle qu'il était parvenu à former dans le courant de l'hiver, pour se réunir au Prince Eugène[2] qui occupait encore Magdebourg et qui, de son côté, avait rassemblé autour de lui une trentaine de mille hommes, échappés au désastre de Russie. Les souverains se quittèrent immédiatement pour se placer à la tête de leurs armées respectives et prendre l'offensive contre celle de Napoléon. Le plan d'opérations était bien conçu. Napoléon s'avançait par Erfurth sur Leipzig, le Prince Eugène devait s'y diriger également par Halle. Le plan des alliés consistait à attaquer l'armée de Napoléon avant qu'il ne pût être rejoint par le Prince Eugène. En effet, on réussit à attaquer l'armée fran-

1. Cathcart (William Shaw, Earl of), 1755-1843. Général et diplomate anglais. Lieutenant général en 1801, puis pair d'Écosse, vice-amiral, etc. En 1807 bombarda Copenhague; devint après ambassadeur en Russie. Accompagna Alexandre Ier dans ses campagnes d'Allemagne et de France ; signa le traité de Paris et prit part au Congrès de Vienne.

2. Beauharnais (Eugène de), duc de Leichtenberg, prince d'Eichstadt, vice-roi d'Italie, fils du vicomte Alexandre de Beauharnais et de Joséphine Tascher de la Pagerie, 1781-1824.

çaise au milieu de sa marche, près de Lutzen. Quelques succès firent d'abord présager la victoire, mais ils ne furent pas assez soutenus, et ce beau plan, mal exécuté, obligea les souverains, vers le soir, alors que le Prince Eugène, arrivé sur le champ de bataille, menaçait de nous prendre en flanc, à ordonner la retraite. Celle-ci se fit avec beaucoup d'ordre. L'armée alliée évacua Dresde, se retira derrière l'Elbe et prit, à Bautzen, une nouvelle position, afin de préparer les chances d'une nouvelle bataille. Ces chances ne furent pas plus heureuses que les premières; nous fûmes encore obligés de battre en retraite. Deux voies s'offraient pour l'effectuer : la première était de nous écarter de notre ligne d'opérations et de nous diriger sur Kaliscz; la seconde, de nous porter sur la Silésie, en longeant la frontière de la Bohême, afin de nous assurer l'important avantage de maintenir nos communications avec l'Autriche. La première direction était plus militaire, la seconde plus politique. Cette dernière nous permit, en effet, de poursuivre nos négociations avec l'Autriche. Le Comte Stadion, qui en était chargé à notre quartier général, s'était retiré à Görlitz pendant qu'on se battait à Bautzen.

Le soir, après la défaite, l'Empereur Alexandre me fit appeler et m'ordonna de me rendre auprès du Comte Stadion pour lui faire part de la décision qu'il avait prise, des motifs sur lesquels elle se fondait, de son intention de poursuivre la guerre, malgré les revers récents et de son espoir de voir l'Autriche se joindre à

nous, car si Napoléon avait remporté des victoires, elles lui avaient coûté cher, que ses forces se trouvaient singulièrement affaiblies, et que, par conséquent, l'Autriche était appelée à sauver l'Europe, en adhérant formellement à la coalition.

Notre retraite se poursuivit avec le plus grand ordre, et dans un combat d'arrière-garde, nous eûmes un brillant succès, qui priva Napoléon du Maréchal Duroc[1] et de trois de ses meilleurs généraux. La poursuite des Français en fut ralentie, et nous pûmes, sans être inquiétés, atteindre Schweidnitz dans la Haute Silésie. C'est autour de cette forteresse que l'armée prit position. Une grande partie de la Silésie et Breslau, sa capitale, furent successivement occupées par l'armée française. Des pourparlers s'engagèrent alors pour la conclusion d'un armistice qui ne tarda pas à être signé. La grande affaire alors était l'adhésion de l'Autriche. L'Empereur François, pour être plus près des événements, s'était établi à Gitchine, dans un château appartenant au Prince Trautmannsdorf[2]; il était accompagné du Prince Metternich et du général Duka, qui malheureusement était son principal conseiller dans les affaires militaires. C'était un vieil homme qui préférait le repos au mouvement et la neutralité à la guerre.

1. Duroc (Gérard-Christophe-Michel), duc de Frioul, 1772-1813. Grand-maréchal du Palais.

2. Trautsmannsdorf (Ferdinand, Prince de), 1745-1827. Homme d'État autrichien. Ministre plénipotentiaire dans le Brabant en 1787, puis successivement grand maître de la Cour, grand chancelier et ministre d'État.

Je trouvai l'Empereur François favorablement disposé au fond, mais préoccupé du temps qu'il faudrait pour mettre sur pied les forces considérables nécessaires à une si grande entreprise. En un mot, on ne me dit pas non, mais on se retrancha, pour ajourner la réponse, derrière une négociation entamée avec Napoléon; on alléguait, en outre, que l'Autriche était encore de fait l'alliée de la France et que celle-ci n'avait fourni aucun grief direct qui put motiver une déclaration de guerre. Le Prince Metternich avait conçu le plan de proposer à Napoléon des conditions modérées pour une pacification générale, dans un intérêt européen. Le rejet de ses propositions devait lui fournir la raison plausible d'une rupture. C'est pour donner suite à cette combinaison que le Prince Metternich devait se rendre à Dresde, auprès de Napoléon. Il se posait ainsi en médiateur, entre celui-ci et les cours alliées. A mon regret, je ne pus obtenir de résultat plus positif et n'emportai de Gitchine que la mission d'expliquer aux deux souverains les idées du Prince Metternich.

Il était à prévoir qu'elles ne seraient pas de leur goût. Ce qui mitigea l'impression peu favorable qu'élles produisirent, ce fut l'arrivée, en même temps que moi, du colonel La Tour[1] que l'Empereur François envoyait à notre quartier général pour s'y concerter éventuellement avec nous sur les opérations militaires. Le géné-

1. La Tour (Théodore Baillet, Comte de), 1780-1848. Plus tard général, puis feld-maréchal et, en 1848, ministre de la guerre. Fut massacré par les émeutiers lors de l'insurrection de Vienne.

ral Duka vint aussi sous le prétexte de voir son frère qui servait dans nos rangs. Ainsi qu'on devait le prévoir, Napoléon rejeta les propositions du Prince Metternich ; ils eurent ensemble la célèbre conversation dont je joins ici le récit. Le seul résultat de cette entrevue fut la proposition acceptée par Napoléon, d'un congrès à Prague, et par suite d'une prolongation d'armistice. Il s'agissait maintenant pour le Prince Metternich de faire acquiescer les alliés à cette double proposition, ce qui n'était pas une tâche facile, étant donné que nos armées se trouvant parfaitement réorganisées et renforcées par des troupes fraîches, tout délai tournait à l'avantage de nos ennemis. Le Prince Metternich nous proposa une conférence à Ratjiborszye, terre de la première Duchesse de Sagan. Je m'y rendis avec le Prince Hardenberg et le baron de Humboldt[1]. Cette conférence fut une des plus orageuses auxquelles j'aie jamais assisté, mais l'importance de rallier l'Autriche était si grande qu'il fallut passer par toutes les conditions qu'elle stipula.

Les souverains ne furent pas moins irrités que leurs représentants à Ratjiborszye de l'idée d'un congrès et du retard qu'il apportait à la reprise des hostilités. Il

1. Humboldt (Charles-Guillaume, Baron de). 1767-1835, homme d'État prussien. En 1802, ambassadeur à Rome. En 1808, à la tête de la section de l'Instruction publique et des Cultes à Berlin. En 1810, ministre plénipotentiaire à Vienne. De 1813 à 1815 représenta la Prusse à tous les congrès. En 1816, ambassadeur à Londres. Quitta le service, où ses opinions libérales étaient mal vues, en 1819, et mourut dans la retraite.

s'agissait de nommer des plénipotentiaires; l'Empereur choisit M. d'Anstedt[1]; le roi de Prusse, le baron G. de Humboldt; le Prince de Metternich, lui-même, se chargea de représenter l'Autriche. Rien ne pouvait être plus singulier que nos choix, tandis que Napoléon nommait le Duc de Vicence et M. de Narbonne. Aussi nul congrès ne fut-il plus dérisoire; les plénipotentiaires ne réussirent pas à s'entendre pour leurs propositions au Prince Metternich qui, en qualité de médiateur, les communiquait à la partie adverse. C'est qu'au fond personne ne voulait sincèrement la paix. Après quelques semaines de pourparlers inutiles, le congrès fut rompu, l'armistice dénoncé et les hostilités reprises. Pendant l'armistice, l'Empereur Alexandre eut à Trachenberg une entrevue avec le Prince Royal de Suède. Je l'y accompagnai; c'est là que fut arrêté le plan de campagne qui devait servir à la reprise des hostilités. Les forces des alliés furent divisées en trois armées. La première se composait de l'armée autrichienne qui, seule, restait entière, ne fournissant aucun contingent aux deux autres, d'une grande partie de l'armée russe et de deux corps prussiens; la seconde était, en grande partie, composée de Prussiens auxquels s'adjoignirent deux corps russes; la troisième, sous le commandement du Prince royal de Suède, comprenait

1. Anstedt (Jean-Protais d'), 1765-1835, diplomate russe. Né à Strasbourg, entra, en 1789, au service de la Russie, géra quelque temps l'ambassade russe à Vienne, en qualité de chargé d'affaires. En 1811, fut nommé directeur de la chancellerie du Prince Koutouzof. Mourut ministre plénipotentiaire à Francfort.

deux corps russes, deux corps prussiens et un assez faible corps suédois. Les troupes destinées à renforcer l'armée autrichienne devaient quitter la Silésie et entrer en Bohême. La seconde armée, sous les ordres du Maréchal Blücher, restait en Silésie; la troisième, dans les Marches du Brandebourg. Elles devaient toutes trois prendre l'offensive, au même moment, et se diriger contre Napoléon qui occupait la Saxe et concentrait ses troupes autour de Dresde. Il était convenu que chacune de ces armées se retirerait aussitôt qu'elle serait attaquée par des forces supérieures et par Napoléon en personne, de façon à laisser aux autres le temps de se porter sur les derrières des troupes françaises.

Ce plan d'opérations fut, en effet, exécuté, mais il n'eut pas, au début, les conséquences heureuses auxquelles il fallait s'attendre. Le commandement de l'armée principale avait été confié au prince Schwarzenberg; c'est au milieu de cette armée que l'Empereur Alexandre se rendit, et, sans prendre le commandement nominal, il exerça une influence prépondérante sur toutes les opérations stratégiques, malgré la présence des deux autres souverains.

Peu de jours avant la rupture de l'armistice, nous vîmes arriver à l'armée le général Moreau[1] qui, sur une invitation de notre part, avait quitté l'Amérique pour nous apporter le fruit de son expérience, et mettre à notre service ses talents militaires. L'Empereur, espé-

1. Moreau (Jean-Victor), 1763-1813, célèbre général français.

rant en tirer parti contre son ancien rival, l'admit à ses Conseils. J'eus l'occasion de faire sa connaissance et d'avoir avec lui quelques entretiens. Il ne produisit pas sur moi l'impression à laquelle je m'attendais, et je ne le trouvai pas à la hauteur de sa renommée. On fit appel également, et dans le même temps, au général Jomini, connu par ses ouvrages militaires d'un grand mérite, et que, depuis quelques années déjà, nous désirions attirer à notre service. Pendant que je me trouvais à l'ambassade de Paris, j'avais été chargé de lui en faire la proposition. Il l'avait écoutée favorablement, et s'était vu sur le point de quitter le service de la France pour venir en Russie. S'il avait donné suite immédiatement à son projet, il ne se serait pas mis, en quittant plus tard l'armée française, au milieu de la guerre, dans un cas qui lui fit le plus grand tort. L'Empereur l'accueillit avec beaucoup de bienveillance, et le nomma aide de camp général. Il lui fit part du plan de campagne ; le général Jomini conseilla d'y apporter quelques amendements qui, dans la suite, se trouvèrent justes.

L'Empereur Alexandre se rendit d'abord à Prague, en attendant que les troupes eussent gagné les points d'où elles devaient pénétrer en Saxe. Je l'y accompagnai. Nous rejoignîmes l'armée à C...., et nous partîmes de suite en avant. En deux marches, nous avions atteint les hauteurs qui environnent Dresde. L'Empereur Napoléon qui, mal informé par ses espions, ne s'attendait pas à la réunion des armées russe et autrichiennes en Bohême, avait passé l'Elbe, pour

attaquer le maréchal Blücher, en Silésie. Nous parvînmes donc devant Dresde, sous les meilleurs auspices. Malheureusement, les hésitations du maréchal prince Schwarzenberg, que nous eûmes encore plus d'une fois depuis à déplorer, nous firent perdre le moment le plus opportun pour attaquer la ville. On ne s'y décida que ving-quatre heures plus tard lorsque Napoléon, averti, eut abandonné son mouvement contre Blücher, et retourna, à marches forcées, avec une partie de son armée, en confiant à Macdonald le commandement des troupes laissées en Silésie. Il en résulta que notre attaque sur Dresde échoua complètement, et que nous fûmes obligés de rentrer en Bohême, par des chemins que la pluie torrentielle, qui n'avait cessé de tomber durant toute la bataille, avait rendus impraticables. Nous eûmes à déplorer la perte du général Moreau, qui eut les deux jambes emportées, à côté de l'Empereur Alexandre, par un boulet, tiré d'un canon que Napoléon avait, en quelque sorte, pointé lui-même.

Notre retraite s'opéra avec quelque désordre. Nous avions à traverser de hautes montagnes ; la seule route possible était la belle chaussée qui conduisait par Péterswalden, à Toeplitz; c'est sur elle que se retirait le corps de la garde. Si Napoléon l'avait poursuivi avec vigueur, il serait arrivé à Toeplitz avant nous, et nous aurait coupé toute retraite. Il confia la poursuite au général Vandamme[1], sans le soutenir par des forces suffisantes. La

1. Vandamme (Dominique-Joseph ou René), comte d'Unebourg, 1771-1830. Général français. En 1793, général de brigade, et en 1797,

garde, en se retirant, avait pris position à Culm ; elle repoussa le premier choc. Dans l'intervalle, plusieurs de nos corps descendaient des montagnes ; le corps prussien du général Kleist[1] avait pris par Nollendorf, et se dirigeait sur le flanc droit, et les communications de Vandamme. Accueilli à son tour par des forces supérieures, il fut complètement défait, puis fait prisonnier avec le général Haxo[2], l'un des officiers du génie les plus distingués de l'armée française, et perdit toute son artillerie.

Ce brillant succès nous fit sortir du découragement où le désastre de Dresde nous avait plongés, et empêcha une mésintelligence entre les Russes et les Autrichiens, dont quelques fâcheux symptômes avaient déjà

général de division ; signa, en 1807, la capitulation de Breslau ; reçut, en 1813, le commandement d'un corps d'armée en Saxe, fut fait prisonnier avec 6000 des siens sur la route de Culm. Pendant les Cent-Jours, commanda le 3ᵉ corps. En 1815, se retira d'abord à Gand, et puis en Amérique, d'où il revint, en 1824, en son pays natal, où il vécut dans une retraite absolue.

1. Kleist de Nollendorf (Émile-Frédéric, Comte de), 1762-1823. Feld-maréchal prussien. Commandant de Berlin en 1812, prit part, en 1813, aux batailles de Culm et de Leipzig, fut battu, en 1814, à Joinville, mais gagna, deux semaines plus tard, la bataille de Laon. C'est lui qui fut chargé de se rendre en Angleterre pour annoncer à Louis XVIII son avènement au trône.

2. Haxo (François-Nicolas-Benoît, Baron), 1774-1838. Général et ingénieur français, surnommé le Vauban du XIXᵉ siècle ; fut employé à la fortification des places qui forment le fameux quadrilatère lombard ; fut chargé, lors de la campagne de Russie, de mettre en bon état les forteresses de Silésie et de Pologne ; prit part aux batailles de Smolensk et de la Moskowa et fut fait prisonnier près de Culm, en 1813. Sous la Restauration, inspecteur général des fortifications ; membre de la Chambre des pairs depuis 1830.

éclaté. Nous avions malheureusement quelques raisons de nous plaindre d'eux, car à la bataille, un corps de quinze mille Autrichiens, sous les ordres du général Meszko[1], avait mis bas les armes, sans tirer un coup de fusil. La fortune se déclarait de nouveau pour nous, car pendant que nous gagnions la bataille de Culm, le Maréchal Blücher remportait sur le Maréchal Macdonald la victoire de la Katzbach, où par une attaque hardie s'était signalée la division de huzards russes commandée par le Prince Wassiltchikof, et, deux jours après, nous reçûmes la nouvelle d'un succès du Prince Royal de Suède à Grossbeeren.

Ces glorieux événements eurent lieu dans le courant du mois d'août. Le 13/25, les généraux prussiens Bülow[2] et Tauentzien de l'armée du Prince Royal de Suède, gagnèrent encore la bataille de Dennewitz. Toute armée, même victorieuse, se trouve toujours plus ou moins dans un état de désorganisation après quelques semaines d'opérations actives et de batailles livrées; et la nôtre, après la malheureuse journée de Dresde, avait le plus souffert par sa retraite pénible à travers les montagnes de la Bohême. Nous demeurâmes donc, pendant tout le mois de septembre, dans la vallée de Tœplitz à réparer nos pertes, à munir l'infanterie autrichienne de nouvelles chaussures et à tirer des renforts.

1. Meszko (général). Général autrichien, commandant une division dans le corps d'armée Lichtenstein à la bataille de Dresde.

2. Bülow (Frédéric-Guillaume de), Comte de Dennewitz, 1755-1816. Général prussien reçut en 1814 le titre de commandant général de l'infanterie prussienne et le gouvernement de la Prusse orientale.

Ce ne fut qu'au commencement d'octobre que cette armée se retrouva en état de reprendre l'initiative. Dans les premiers jours de ce mois, elle traversa de nouveau les montagnes de la Bohême, rentra en Saxe et se dirigea sur Leipzig. C'est là que fut livrée à Napoléon, pendant les journées du 16 au 19 octobre, la célèbre bataille qui affranchit l'Allemagne.

Je me trouvai à côté de l'Empereur pendant tout le combat, et je vis de près l'attaque de la cavalerie française qui, après avoir culbuté la division légère de notre garde, se dirigeait sur la colline où l'Empereur Alexandre se tenait, accompagné d'une suite nombreuse. Il donna l'ordre à son escorte, formée du régiment des Cosaques de la garde, d'avancer contre la cavalerie française; cette attaque brillante commandée par le Comte Orlof-Denissof[1] arrêta tout court le mouvement de l'ennemi. L'entrée à Leipzig était des plus imposantes : l'Empereur Alexandre avait, à côté de lui, les deux souverains, ses alliés, et le Prince Royal de Suède. Nous y trouvâmes le roi de Saxe. Il lui fut déclaré qu'il serait considéré comme prisonnier de guerre et emmené à Berlin. L'armée française se retira par la grande route d'Erfurth et Francfort, allant gagner le Rhin. Malheureusement la poursuite, qui aurait pu rendre les résultats de la victoire encore plus complets, s'opéra

1. Orlof-Denissof (Comte Wassili), 1777-1843. Général russe. Général-major en 1807, commanda les cosaques en 1812, fit pendant la retraite de Moscou une brigade du général Baraguay-d'Hilliers prisonnière, commanda les cosaques de la garde à Leipzig et contribua par ses charges vigoureuses au gain de la première journée.

sans vigueur. L'avant-garde était confiée à un général autrichien, le comte Gyulay[1], qui, s'il avait précipité son mouvement, aurait pu atteindre, avant Napoléon, les hauteurs de Crüzen, et lui couper ainsi la retraite. Le 8 octobre, la Bavière avait accédé à la coalition, et l'armée bavaroise sous les ordres du Maréchal Wrede[2] s'était dirigée sur Hanau, et y était arrivée pendant que Napoléon se retirait par la même route. Le Maréchal Wrede avait si mal pris ses dispositions, que, loin d'arrêter Napoléon, il fut battu par lui et le laissa gagner Mayence. Là, Napoléon quitta l'armée et retourna à Paris. L'Empereur Alexandre, avec l'armée principale, marcha par Weimar, Schmeinfurth et le Spessart sur Francfort, où on fit halte, pendant plusieurs semaines, d'importantes questions devant y être discutées et résolues. Fallait-il offrir la paix à Napoléon ou prendre la grande détermination d'entrer en France et de le poursuivre jusqu'aux dernières extrémités? Sur

1. Gyulay (Ignace, Comte), Feld-maréchal autrichien, 1765-1831, se distingua à l'attaque des lignes de Wissenbourg (1793) couvrit la retraite des Autrichiens après la défaite de Hohenlinden (1800); dirigea la retraite de l'arrière-garde après la bataille de Wagram. En 1823, gouverneur de la Bohème et, en 1830, président du Conseil aulique et grand-maître de l'artillerie.

2. Wrede (Charles-Philippe, Prince de), 1767-1838. Feld-maréchal bavarois, couvrit la retraite des Autrichiens à Hohenlinden (1800). Commanda les contingents bavarois, auxiliaires de la France en 1805 et 1809. Se couvrit de gloire pendant la campagne de Russie. Après que la Bavière se fut détachée de Napoléon, se fit battre à Hanau, mais, à son tour, battit Oudinot à Bar-sur-Aube. En 1815, représenta la Bavière au congrès de Vienne, et, depuis 1822, généralissime de l'armée bavaroise.

cette grande question les avis des alliés se partagèrent. L'Empereur Alexandre, soutenu par la Prusse, voulait continuer, le cabinet autrichien proposait de négocier : il fut décidé qu'on entamerait des négociations, mais que les opérations militaires ne seraient point interrompues. M. de Saint-Aignan[1], ministre de France à la cour de Weimar, avait été fait prisonnier; on résolut de le remettre en liberté, pour le charger de porter à Napoléon les conditions auxquelles les alliés seraient prêts à traiter de la paix, dans un congrès pour lequel des plénipotentiaires seraient réunis à Manheim.

Grand nombre de Princes allemands et, à leur tête, le roi de Wurtemberg, arrivèrent à Francfort pour se joindre à la coalition. Des traités furent conclus avec chacun des princes. L'entrée en France était décidée, il ne s'agissait plus que d'arrêter le plan de campagne. Celui-ci donna lieu à de nouvelles discussions entre l'Empereur et le Prince Metternich qui insistait pour qu'on entrât en France par la Suisse, tandis que l'Empereur insistait, non sans raison, sur l'avantage qu'il y aurait à respecter sa neutralité qu'une députation venait de réclamer. Au plan de l'Autriche se rattachait l'arrière-pensée de relever le parti aristocratique de Berne et de rétablir l'ancien ordre des choses, combinaison qui contrariait beaucoup les vues de l'Empereur.

Pour traiter avec le gouvernement helvétique, deux

1. Saint-Aignan (Beauvillier, Comte de). Ministre de France à la Cour de Weimar.

plénipotentiaires furent envoyés, le baron de Lebzeltern[1], de la part de l'Autriche, et de la nôtre, le comte Capo d'Istria[2], qui, à cette occasion, débuta sur la scène politique. Il fut convenu, avec le gouvernement helvétique, que les coalisés ne pourraient pénétrer dans l'intérieur de la Suisse, mais que deux passages leur seraient accordés, l'un, par Bâle, pour l'armée principale où se trouvaient les trois souverains, l'autre, par Genève, pour un corps autrichien qui devait s'avancer sur Lyon.

Nous nous mîmes en marche; l'Empereur s'arrêta deux jours à Carlsruhe, et trois à Fribourg, où j'eus la bonne fortune d'être logé chez une ancienne maîtresse de l'Electeur de Mayence, Mme de F...., qui nous fit faire bombance et nous régala du fameux punch qu'elle seule avait su préparer pour son électoral amant, le comte Erthal[3]. Quelques jours après, nous passâmes le Rhin sur le pont de Bâle, et mîmes pied sur le sol français. Il serait trop long de raconter ici les détails de cette mémorable campagne, où, tour à tour, la

1. Lebzeltern (Baron de). Fut par la suite ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg.

2. Capo d'Istria (Jean-Antoine, Comte de), 1776-1831. D'une famille noble des îles Ioniennes. Entra, en 1808, au service de la Russie; fut, en 1812, agent diplomatique près du quartier général de l'armée du Danube; en 1813, ministre de Russie en Suisse; en 1815, prit part au congrès de Vienne; devint, en 1816, conjointement avec le Comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères. De 1822 à 1827, vécut en Suisse dans la retraite; cette dernière année, fut élu régent de la Grèce où il mourut assassiné à Nauplie.

3. Erthal (Comte). Prélat allemand. Dernier Prince-évêque et électeur de Mayence.

fortune nous fut favorable et contraire, jusqu'à ce qu'à la fin, elle se déclarât en notre faveur. Je ne citerai qu'un fait, qui exerça une influence prépondérante : après les différents combats de Laon et de Craon, qu'il avait livrés au maréchal Blücher, Napoléon se porta sur notre armée, concentrée à Arcis-sur-Aube, où se trouvait l'Empereur Alexandre. Pendant ce temps, j'avais été envoyé à Chaumont, pour assister à une conférence avec le prince Hardenberg, le prince Metternich et lord Castlereagh [1]. La conférence terminée, le prince Hardenberg m'engagea à dîner; ma bonne étoile me fit refuser cette invitation, sous le prétexte de rejoindre plus vite l'Empereur Alexandre, à qui je devais rendre compte, sans retard, des décisions prises par la conférence. Je dus à cette résolution de pouvoir arriver à Arcis dans la soirée. Quelques heures plus tard, j'étais coupé, comme le furent effectivement tous les membres de la conférence et l'Empereur François, par l'armée française qui, après une attaque repoussée, s'était dirigée sur Vitry-le-François. Il me fut donc permis d'assister à notre célèbre marche sur Paris, et de prendre une part très active aux événements qui suivirent.

Après les combats qui s'étaient livrés, les maréchaux

1. Castlereagh (Robert-Henry Stewart), second Marquis de Londonderry, 1769-1822. Homme d'état anglais. En 1797, gardien du sceau privé pour l'Irlande. En 1802, conseiller privé de la Grande-Bretagne et président de la commission du contrôle. En 1805 et en 1807, ministre de la guerre. En 1809, ministre des affaires étrangères. Prit part au congrès de Vienne (1815) et se donna la mort, dans un accès de spleen, en s'ouvrant l'artère carotide avec un canif.

Marmont et Mortier[1] demandèrent à capituler. L'Empereur m'envoya avec le colonel Michel Orlof[2] pour traiter avec eux. Nous nous rencontrâmes dans une maison de la barrière de Clichy. Les bases de la capitulation arrêtées, je chargeai Orlof de se rendre à l'hôtel du maréchal Mărmont, pour rédiger l'acte et le signer, conjointement avec le colonel Fabvier[3], que les maréchaux avaient désigné à cet effet. Je retournai auprès de l'Empereur, à Bondy, pour lui rendre compte de ce qui s'était passé. Pendant que nous traitions au faubourg de Clichy, Napoléon avait quitté l'armée et s'approchait de Fontainebleau, espérant encore sauver Paris par sa présence. Il avait envoyé en avant Alexandre de Girardin[4], pour intimer aux maréchaux l'ordre de se maintenir à tout prix. Cet officier tomba au milieu de nos négociations. Lié avec moi depuis longtemps, il tenta de m'en imposer par le récit d'une victoire que Napoléon aurait remportée sur le corps du général

1. Mortier (Édouard-Adolphe-Casimir-Joseph), duc de Trévise, 1738-1835. Maréchal de France.

2. Orlof (Michaïl-Fédorowitch), 1785-1841. Général russe. Fut un des signataires de la capitulation de Paris (1814). Fut compromis en 1825 dans la révolte militaire et exilé dans ses terres avec défense de reparaître dans les capitales.

3. Fabvier (Charles-Nicolas, Baron), général français, 1783-1855. En 1814, chef d'état-major du maréchal prince de Raguse. Prit part à la campagne d'indépendance en Grèce. En 1830, commandant la place de Paris, pair en 1845.

4. Girardin (Alexandre, Comte de), 1776-1855. Lieutenant général, premier veneur de Louis XVIII et de Charles X, colonel de dragons en 1806, général de brigade en 1811 et général de division pendant la campagne de 1814. Père de M. Émile de Girardin.

Wintzingerode, qu'on avait laissé devant lui pour masquer notre mouvement sur Paris. Il me dit, entre autres choses, que dans cette prétendue bataille, on avait fait prisonnier toute une division d'infanterie. C'est un peu difficile, lui répondis-je en riant, attendu que le corps de Wintzingerode ne consiste qu'en 6 000 hommes de cavalerie.

Dans l'acte de capitulation, il avait été stipulé qu'une députation de la Ville de Paris se rendrait à Boudy, auprès de l'Empereur, pour lui offrir la soumission de la ville. Elle y arriva à six heures du matin, composée d'hommes qui ont beaucoup marqué depuis : MM. Pasquier[1], préfet de police, de Chabrol[2], préfet de la Seine, Alexandre de Laborde[3], major général de la garde nationale, et plusieurs autres, dont les noms m'échappent. Je les reçus, et les introduisis chez l'Empereur. Peu d'instants auparavant, on avait annoncé à Sa Majesté que le duc de Vicence venait d'arriver,

1. Pasquier (Étienne-Denis, Baron, puis Duc), 1717-1862. Sous l'Empire, conseiller d'État et préfet de police; sous les Bourbons, directeur général des ponts et chaussées, puis à plusieurs reprises garde des sceaux; sous Louis-Philippe, président de la Chambre des pairs et chancelier de France.

2. Chabrol de Volvic (Gilbert-Joseph-Gasgard, Comte de), 1773-1884. En 1806, préfet de Montenotte en Italie et depuis 1812, préfet de la Seine. Membre de l'Institut en 1820.

3. Laborde (Alexandre-Louis-Joseph, Comte de) 1774-1842. Archéologue et homme politique français. Attaché en 1800 à l'ambassade de Lucien Bonaparte en Espagne; entreprit une description complète de la péninsule. En 1808, directeur des ponts et chaussées de la Seine. Prit part, en qualité d'adjudant-major de la garde nationale, à la capitulation de Paris en 1814. Membre de l'Institut depuis 1813.

chargé d'une mission de Napoléon. L'Empereur ne voulait pas qu'il communiquât avec la députation, et m'ordonna de le conduire au bout du jardin pour l'entretenir durant l'audience. Celle-ci terminée, la députation se retira, et l'Empereur me fit appeler aussitôt pour introduire M. de Caulaincourt. Avant de le recevoir, il m'ordonna de partir immédiatement pour Paris, et de me rendre chez M. de Talleyrand pour concerter avec lui les premières mesures à prendre. J'avais prié un des membres de la députation, M. Alexandre de Laborde, de me devancer et de prévenir le prince, car je craignais qu'il ne fût obligé de quitter Paris.

Pour expliquer le rôle qu'il a joué dans ce grand événement, il faut que je remonte plus haut. Pendant que le quartier général était à Troyes, se présenta chez moi un monsieur sous le nom de Saint-Georges. Il tira de sa poche un carnet et y fit apparaître les lignes suivantes écrites à l'encre sympathique : « La personne que je vous envoie est de toute confiance ; écoutez-la et remerciez-moi. Il est temps d'être plus clair. Vous marchez avec des béquilles, servez-vous de vos jambes et voulez ce que vous pouvez. » Je reconnus l'écriture du duc de Dalberg[1]. Le soi-disant Saint-Georges n'était

1. Dalberg (Emmerich-Joseph, Duc de), 1773-1833. Neveu du prince Dalberg (voir J. I.), ami du comte G. de Nesselrode, ministre du margrave de Bade à Paris, fait en 1810 membre du Conseil d'État par Napoléon qui le considérait comme sujet français. Prit part pour la France au Congrès de Vienne. Pair de France après les Cent-Jours.

autre que M. de Vitrolles[1] qui a joué depuis, sous la Restauration, un rôle qui n'a guère été utile à ce gouvernement. Sa mission au quartier général avait été conçue et combinée avec M. de Talleyrand qui s'était mis à la tête d'un parti travaillant à la chute de Napoléon. M. de Vitrolles me mit au fait de l'état des esprits à Paris, de la facilité que nous aurions à nous en rendre maîtres, en imprimant plus de vigueur à nos opérations militaires et de l'accueil que nous y trouverions. Il fut présenté à l'Empereur et eut plusieurs entrevues avec le Prince Metternich et Lord Castlereagh. Il se rendit ensuite auprès du Comte d'Artois qui venait d'arriver à Nancy.

Je trouvai donc le terrain tout préparé, en descendant à l'hôtel Saint-Florentin. C'était un dimanche ; le temps était superbe ; je fis mon entrée à Paris, tout seul, suivi d'un Cosaque et accompagné d'un officier autrichien, le Prince Lichtenstein que j'avais rencontré en route et auquel j'avais proposé de venir avec moi. Les boulevards étaient couverts de monde endimanché. On avait l'air d'y être réuni pour une fête et non pour l'entrée d'une armée ennemie. M. de Talleyrand était à sa toilette. Il se précipita, à demi coiffé, à ma rencontre, se jeta dans mes bras et me couvrit de poudre. La première émotion passée, il fit appeler les

1. Vitrolles (Eugène-François-Auguste d'Arnaud, Baron de), 1774-1854. Homme politique français. Émigra pendant la Révolution, rentra en France sous le Consulat et devint un des agents royalistes les plus actifs.

hommes avec lesquels il était en pleine conspiration. C'étaient le duc Dalberg, l'abbé de Pradt[1], le baron Louis[2]. Pendant que nous délibérions, l'Empereur faisait son entrée à la tête de l'armée. Je fis part à ces messieurs des vues de l'Empereur; je leur dis qu'il n'avait encore qu'une seule idée positivement arrêtée, celle de ne pas laisser Napoléon sur le trône de France, mais que quant à l'ordre de choses par lequel il devait être remplacé, il ne prendrait une décision, qu'après avoir recueilli les avis des hommes éclairés avec lesquels il allait se trouver en rapport.

L'intention de Sa Majesté avait été de s'établir à l'Élysée-Bourbon. Pendant sa marche un individu avait glissé un billet anonyme au prince Wolkonski, chef de l'état-major, qui le prévenait que ce palais était miné. L'Empereur ordonna de m'envoyer ce billet par le jeune Dourassof, aide de camp du Prince. Je le montrai au Prince de Talleyrand qui ne voulut pas y croire, mais qui cependant, par excès de prudence, fit proposer à l'Empereur de venir demeurer chez lui, en attendant qu'on eût vérifié le fait. La marche de l'armée devait se terminer à la place Louis XV, à côté de

1. Pradt (Dominique Dufour de). 1759-1837. Prélat, diplomate et publiciste français. Député du clergé aux États Généraux. Émigra et publia à Hambourg diverses brochures politiques. Rentré en France sous le Consulat, devint aumônier de Napoléon, évêque de Poitiers, puis archevêque de Malines.

2. Louis (Joseph-Dominique, Baron), 1755-1837. Homme d'État français. Ministre des finances sous le gouvernement provisoire (1814) et sous Louis XVIII.

la rue Saint-Florentin. L'Empereur descendit, une heure après, à l'hôtel du Prince de Talleyrand, y amenant avec lui le Roi de Prusse et le Prince Schwarzenberg. Il fit entrer dans le salon les personnes avec lesquelles je venais de délibérer. Une délibération générale s'établit. On arrêta qu'il fallait avant tout publier une proclamation, au nom des souverains alliés, déclarant qu'ils ne traiteraient pas avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. Je fus chargé avec le duc Dalberg de rédiger cet acte ; nous nous enfermâmes dans un cabinet attenant au salon et, au bout d'une demi-heure, nous soumîmes aux souverains un projet qui reçut leur approbation et fut signé par l'Empereur Alexandre. Quelques heures après, elle était imprimée et affichée dans tout Paris. L'Empereur dîna chez M. de Talleyrand. Les souverains devaient se montrer le soir à l'Opéra. Au moment de se mettre à table, l'Empereur apprit qu'on avait commandé le *Triomphe de Trajan*. Rien ne pouvait contrarier davantage sa modestie ; il demanda que cet opéra fût remplacé par *la Vestale*. Son entrée à l'Opéra fut saluée par de vives acclamations. On ne voulait plus de Napoléon ; c'était bien le sentiment général de la France, à cette époque, quoi qu'en disent les historiens qui, depuis 1830, ont écrit sur ces événements.

Dans la conférence qui avait eu lieu le matin, il avait été convenu que le lendemain le Sénat serait rassemblé et que M. de Talleyrand y ferait proposer la déchéance de Napoléon. Un Gouvernement provisoire

s'établit le même jour. Il fut composé, sous la présidence de M. de Talleyrand, du général Beurnonville, du Duc de Dalberg, de M. de Jaucourt[1] et de l'abbé de Montesquiou[2], qui, depuis sa rentrée en France, avait été constamment en correspondance avec le roi Louis XVIII. J'occupais également une chambre à l'hôtel de M. de Talleyrand, et je passais toute la journée et souvent une grande partie de la nuit en allées et venues entre l'Empereur et les hommes occupés à diriger ces grands événements. La déchéance de Napoléon n'était plus une question, tout le monde était d'accord; mais il s'agissait de savoir qui le remplacerait. Là, une divergence commençait à se manifester dans les opinions.

Napoléon envoya de Fontainebleau une députation de quatre Maréchaux, pour offrir son abdication, en faveur du roi de Rome, sous la régence de Marie-Louise. C'étaient Ney, Macdonald, Marmont et le duc de Vicence. Le projet fut vivement combattu par M. de Talleyrand qui, dès notre arrivée à Paris, s'était prononcé en faveur

1. Jaucourt (Arnail-François, Marquis de), 1757-1852. Homme d'État français. Sénateur en 1803, intendant de la maison de Joseph Bonaparte en 1804. Membre du gouvernement provisoire en 1814, prit l'intérim du ministère des Affaires étrangères pendant le congrès de Vienne, suivit Louis XVIII à Gand et reçut le portefeuille de la Marine après le désastre de Waterloo.

2. Montesquiou-Fezensac (l'abbé François-Xavier-Marc-Antoine, Duc de), 1757-1832. Homme d'État français. Agent général du clergé en 1785, député par le clergé de Paris en 1789; émigra après les massacres de septembre 1792 et revint, après la chute de Robespierre, à Paris, où il devint un agent royaliste actif. En 1814, membre du gouvernement provisoire et nommé ministre de l'Intérieur par Louis XVIII. Membre de la Chambre des pairs depuis 1815.

du rétablissement de la maison de Bourbon. L'Empereur hésitait. Les conférences se prolongèrent pendant toute la nuit. Enfin, il se rallia à l'opinion de M. de Talleyrand. Les Maréchaux retournèrent à Fontainebleau, à l'exception de Marmont qui rejoignit un corps d'armée à Essonne.

Dans les derniers écrits de M. Thiers et de M. Viel-Castel, toutes les circonstances de cette époque sont relatées avec assez d'exactitude et d'impartialité. Ces historiens n'ont pas laissé ignorer au public l'attitude singulière que Louis XVIII prit vis-à-vis de l'Empereur Alexandre. Je l'avais accompagné à Compiègne, où il était allé au-devant du Roi. Celui-ci affecta une dignité tout à fait déplacée envers un souverain auquel il devait son retour au trône, aussi l'Empereur en fut-il très blessé, et tous les rapports entre les deux monarques s'en ressentirent.

L'Empereur d'Autriche, le Prince Metternich et Lord Castlereagh nous ayant rejoints, les négociations pour le traité de paix commencèrent. Nommé plénipotentiaire, j'y pris une part active. Le 18/30 mai, la paix fut conclue; les souverains avec leurs ministres partirent pour l'Angleterre. Ils y furent accueillis avec un vif enthousiasme, mais pour l'Empereur Alexandre ce séjour ne se passa pas sans quelques désagréments. Il ne sympathisait pas avec le Prince Régent (depuis Georges IV). La Grande Duchesse Catherine, depuis reine de Wurtemberg, l'avait précédé à Londres et s'était plus liée avec l'opposition qu'avec le parti tory qui était alors

au pouvoir. Elle sut entourer son frère de gens appartenant à ce parti, ce qui déplut au Prince régent, et fut cause de plusieurs froissements. L'Empereur quitta l'Angleterre, peu satisfait de son séjour, mais rapportant cependant une haute idée de la prospérité et de la grandeur de ce pays.

Deux mois devaient s'écouler jusqu'à l'ouverture du congrès de Vienne. L'Empereur en profita pour venir à Pétersbourg, où je l'accompagnai. C'est durant ce séjour que ma destinée fut définitivement fixée. Le Chancelier Roumiantzof, qui était encore le chef nominal du Ministère des Affaires étrangères, profondément humilié de n'avoir pris aucune part aux grandes transactions qui immortalisaient le règne de l'Empereur Alexandre, et devenu sourd, à la suite de deux attaques d'apoplexie, donna sa démission qui fut acceptée. Je le remplaçai avec le titre de Secrétaire d'État, dirigeant le Ministère des Affaires étrangères, que je conservai jusqu'au règne de l'Empereur Nicolas, qui me nomma vice-chancelier, à la paix de Tourkmantchay.

L'idée du rétablissement de la Pologne, que l'Empereur avait nourrie pendant la guerre, commençait à être connue dans les hautes régions de la société de Pétersbourg, et y atténua un peu l'effet que notre entrée à Paris avait produite.

Plusieurs personnes essayèrent de soumettre à l'Empereur des représentations contre ce plan si antipathique à la Russie, mais sans le moindre succès, et l'Empereur partit pour Vienne avec la ferme intention de

faire triompher son projet favori, en dépit de l'opposition qu'il s'attendait à rencontrer en Autriche et en Angleterre. La France y avait consenti, à la condition d'être indemnisée par le rétablissement de la Saxe.

Prussia

ARCHIVES

DU

COMTE CH. DE NESSELRODE

1801-1804

Le comte Guillaume de Nesselrode au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 15/27 février 1801.

Quoique vous ayez eu, mon cher fils, bien peu de confiance dans mon esprit prophétique, lorsque je vous ai annoncé dans une de mes dernières lettres la paix de l'Allemagne comme prochaine, cette paix n'en a pas moins été définitivement conclue à Lunéville, le 9 du courant n. st. C'est le Comte de Cobentzel[1] qui l'a signée, mais c'est la nécessité des circonstances dans lesquelles se trouvait la Cour de Vienne, qui l'a faite, et c'est ce qui a donné lieu à la prophétie que je vous faisais. Aussi quelque désastreux que puisse être le résultat de la paix pour le soi-disant Saint-Empire

1. Cobentzel (Louis, comte de). Voir tome I.

Romain, c'est un grand bien pour les habitants de la rive droite du Rhin, écrasés depuis tant d'années par des contributions énormes et des logements de troupes continuels. Savez-vous que depuis près de trois ans que je suis ici, il m'en a coûté en frais de guerre plus de 4000 florins du petit avoir de feue votre mère? Mais parlons de quelque chose de plus gai pour vous et de plus satisfaisant pour moi.

Notre ambassadeur Kalitschef, destiné à se rendre à Paris, est arrivé ici dimanche au soir. Il m'a tout d'abord parlé de vous, en me disant, qu'il vous avait laissé en parfaite santé et en bonne situation à la Cour. Chitrof et Bachilof qui l'accompagnaient m'ont chargé de mille amitiés pour vous et m'ont confirmé ce récit de l'ambassadeur : jugez de la joie que mon cœur en a ressenti pour vous! Au reste, l'ambassadeur a entièrement approuvé l'idée que vous aviez de vouloir vous vouer à la carrière des affaires étrangères; mais il pense, ainsi que moi, que pour suivre cette idée, il ne faudrait point encore dans ce moment songer à demander un congé pour venir me joindre, qu'il serait toujours aisé à obtenir après que nous aurions réussi à réaliser la première idée, et je suis de son avis, malgré tout l'empressement que j'ai de vous embrasser encore. Vous savez d'ailleurs, mon cher fils, par expérience, ainsi que moi, que dans le pays que vous habitez, il ne serait pas prudent de hasarder aucune démarche qui pût donner de la mauvaise humeur. Au reste, l'ambassadeur m'a promis de m'écrire sur cet objet,

aussitôt que la paix générale sera consolidée, ce qui n'ira pas, je crois, au delà du mois de Mai.

Le comte Charles de Nesselrode
au comte Guillaume de Nesselrode.

Leipsig, 16 avril (n. s.) 1801.

Mon cher père,

C'est avec le plus grand empressement que je m'en vais vous annoncer une nouvelle qui, à coup sûr, vous fera autant de plaisir qu'à moi, et à laquelle vous vous attendez certainement moins que jamais. S. M. l'Empereur a daigné me choisir pour aller à la Cour de Wurtemberg faire part de son avénement au trône. Dès que j'aurai exécuté les ordres de mon souverain, je viendrai dans vos bras goûter ce suprême bonheur auquel j'ai aspiré vainement pendant une année.

C'est de Leipzig que je vous écris ces quelques mots, pendant qu'on change les chevaux; mon voyage a été jusqu'ici plus heureux qu'agréable et je me réserve de vous en donner des détails, dès mon arrivée à Erlangen. Malgré toute la diligence que je mets à mon voyage, je n'ai pu m'empêcher de m'arrêter pendant vingt-quatre heures à Berlin, pour revoir toutes mes anciennes connaissances. J'ai trouvé la famille des Brown

extrêmement affligée de la perte de leur seconde fille; je ne vous parlerai pas plus longuement de mon séjour à Berlin, cela me mènerait trop loin; je dois encore vous informer des changements qui ont eu lieu jusqu'à mon départ en Russie et qui ont suivi immédiatement le changement de règne; M. de Beklechof a été nommé procureur général, le comte Panin, vice-chancelier, M. Wassilief[1], trésorier de l'Empire et M. Trochinsky, secrétaire d'état et directeur des postes.

Adieu, mon cher père, le postillon sonne, il ne me reste que le temps de vous embrasser idéalement, en attendant que je puisse le faire réellement.

CHARLES NESSELRODE.

Le comte Charles de Nesselrode au comte Guillaume de Nesselrode.

Erlangen, le 22 avril 1801.

Mon cher père,

C'est après un voyage bien pénible et bien désagréable, que je suis enfin arrivé ici le 18 courant. Le lendemain, j'ai eu une audience auprès de S. A. S., qui m'a fait l'accueil le plus gracieux du monde. Elle s'est

1. WASSILIEF (comte). Trésorier de l'Empire de Russie, plus tard ministre des finances.

rappelé le temps qu'elle a passé avec vous à Potsdam, et s'est informée avec un grand intérêt de l'état de votre santé. — Mais pour vous donner des détails sur tout ce qui m'est arrivé à la suite de la malheureuse catastrophe qui a étonné autant l'Europe qu'elle a accablé la Russie, il faudra reprendre mon récit de plus haut. Le comte Pahlen, ayant entièrement oublié de me faire part de ma nomination, je me suis vu obligé de quitter nuitamment Pétersbourg. Pour la manière dont mon départ s'est effectué, je me réserve de vous en parler moi-même quand je serai à Francfort. — J'ai trouvé les chemins partout horribles; plusieurs autres obstacles encore m'ont empêché de faire autant de diligence que je l'aurais voulu. Arrivé à Berlin, je n'ai pu résister à la tentation d'y passer vingt-quatre heures: j'ai revu presque toutes mes anciennes connaissances. Tauentzien m'a donné un dîner délicieux auquel il ne manquait que votre présence pour être dignement apprécié. — La vie que je mène ici est extrêmement monotone: je dîne régulièrement tous les jours chez le duc, qui s'efforce d'être gai, quoique la concurrence de plusieurs événements sinistres paraisse le ronger intérieurement. La maladie de son premier ministre, le comte Zeppelin, l'oblige à prolonger son séjour dans cette ville-ci; quant au mien, il ne durera guère plus longtemps que celui du duc, et lorsque je partirai, ce sera pour me rendre tout droit à Francfort; j'oserai vous prier de vouloir bien m'y faire retenir un petit logement dans la maison même que vous habitez, si

c'est possible. Adieu, mon cher père, portez-vous bien et pensez quelquefois à un fils qui vous est toujours sincèrement attaché.

CHARLES NESSELRODE.

Madame la Margrave, à laquelle j'ai été présenté hier, m'a chargé de vous dire bien des choses de sa part; c'est une femme qui malgré son âge a conservé beaucoup d'amabilité et de vivacité.

Le comte Charles de Nesselrode au comte Guillaume de Nesselrode.

Berlin, le 15 mai 1801.

Mille pardons, mon cher père, si je ne vous donne pas des nouvelles détaillées de mon séjour dans cette ville-ci. Entraîné, bien malgré moi, dans un tourbillon de plaisirs, dont je me réserve de vous parler plus longuement de Pétersbourg, il m'a été presque impossible de trouver le moment de m'entretenir avec vous. J'espère que vous aurez quitté Weimar en bonne santé, et que le voyage ne vous aura fait aucun mal. Pour moi, je suis arrivé ici sain et sauf, et je compte en partir aujourd'hui après m'être arrêté quatre jours. On parle ici très généralement de la nouvelle que nous avons apprise en chemin; quoiqu'on n'en sache rien

d'officiel, elle ne me paraît pas sans fondement. En attendant que je puisse la vérifier, je vous en manderai deux autres qui ne vous intéresseront pas moins. Kanichef va en Suède pour remplacer Budberg qui sera attaché à la personne de l'Empereur et sera remplacé, lui, par le Comte Markof[1], car votre ami K. a refusé cette place à ce qu'on dit. Le Prince Gagarin est envoyé à Naples pour notifier l'avénement au trône, sa femme l'accompagnera, ainsi que Leontief avec la sienne (la fille de Mme de Krook). Il vient d'être placé au Collège des Affaires étrangères. Gardez-vous cependant d'ébruiter la première de ces nouvelles, car je ne puis vous en répondre entièrement. M. le Baron de Krudener m'a chargé de vous remercier de votre souvenir, j'ai eu fort à me louer de son accueil ainsi que de celui de toute la maison, surtout d'Oubril, qui me témoigne beaucoup d'amitié: il regrette infiniment d'avoir ignoré votre séjour à Francfort, il serait certainement allé vous voir, à son passage.

Adieu, mon cher père, portez-vous bien et pensez quelquefois à un fils qui ne cessera de vous aimer.

Charles Nesselrode.

1. Markof (comte). Voir tome I.

Le comte Charles de Nesselrode au comte Guillaume de Nesselrode.

Du golfe de Könisberg, le 20 juin.

La célérité avec laquelle j'ai été obligé de faire mon voyage m'a empêché de m'entretenir avec vous, mon cher père, depuis Berlin; je me trouve, en ce moment, dans une barque de pêcheur; je suis en train de faire le trajet de Memel pour éviter les lenteurs que causent les sables du Strand, et je profite de la douceur du mouvement pour vous donner des nouvelles de mon voyage. Jusqu'ici j'ai tout lieu d'en être content, et je ne puis assez me louer de la manière dont j'ai été servi dans les postes. Parti de Berlin, dans la nuit du 15 au 16, à une heure, je suis arrivé à Königsberg le 19, à sept heures du soir; cette nuit, j'ai parcouru les trois premières et meilleures stations du Strand, mais pour les dernières qui m'auraient bien coûté vingt-quatre heures, j'ai mieux aimé m'embarquer, et le ciel paraît favoriser mon entreprise, le temps est très beau et le vent tel qu'il faut quatre heures pour arriver à Memel, car la moitié de la course est faite. Le Prince de Schwartzenberg qui me précède a pris le même parti et y a réussi avec un bonheur rare en ce pays, ayant fait tout le trajet en cinq heures.

Le bon accueil, que Krudener m'a fait, m'a engagé de lui parler de mon dessein; il l'a très fort approuvé

et se fera un plaisir de guider mes études dans la nouvelle carrière à laquelle je désire me vouer; j'ai pensé qu'avant de faire aucune démarche, je devais, pour être correct, obtenir tout d'abord son consentement car je lui ai dit que je renoncerais à mon projet s'il y trouvait la moindre chose à redire.

Le mouvement du bateau commence à devenir plus véhément, il m'est impossible de continuer, je ne puis que vous prier de me conserver vos bontés, dont je tâcherai toujours de me rendre digne.

CHARLES NESSELRODE.

Duroc est sur son retour, les deux Saint-Priest[1] viennent d'être replacés au service, l'aîné sera aide de camp de l'Empereur. Voilà les seules nouvelles de Russie, que j'ai apprises en chemin.

1. SAINT-PRIEST (Guillaume-Emmanuel GUIGNARD, comte de), général, né à Constantinople en 1776, mort à Laon en 1814. Il émigra avec son père en 1791, combattit contre la France, puis prit du service en Russie et fit la guerre contre les Turcs. S'étant rendu à Mittau en 1799, il devint aide de camp du duc d'Angoulême, mais l'insuccès de la campagne de 1800 le décida à retourner en Russie. Nommé par l'empereur Alexandre colonel d'un régiment, il se battit contre la France à Austerlitz, perdit une jambe pendant la campagne de 1806, fit ensuite une campagne contre les Turcs, devint général-major et porta de nouveau les armes contre ses compatriotes à la Moscowa, à Lutzen et à Leipzig. Pendant l'invasion de 1814, il servit sous Blücher et succomba à Laon des suites d'une blessure qu'il avait reçue devant Reims.

Le comte Charles de Nesselrode
au comte Guillaume de Nesselrode.

Saint-Pétersbourg, le 19 juin/1er juillet 1801.

Arrivé ici heureusement, le 15 courant, je m'empresse, mon cher père, de vous en donner l'avis. Leurs Majestés m'ont reçu avec leur bonté ordinaire. L'impératrice régnante a daigné agréer le cadeau du livre que vous lui avez offert et vous en est très reconnaissante; ayant appris qu'elle connaissait parfaitement la langue anglaise je n'ai point balancé à lui faire proposer ce charmant ouvrage. L'Impératrice mère, chez laquelle j'ai soupé à Pawlowsky, s'est beaucoup informé de vous; elle s'est plaint de n'avoir reçu aucune lettre de vous. Elle y vit entourée de sa famille; le Prince évêque d'Eutin s'est bien rappelé vous avoir connu et m'a demandé de vos nouvelles.

Le lendemain de mon arrivée, le Comte Pahlen a donné sa démission de toutes ses places; il est d'abord parti pour ses terres, accompagné de sa femme et d'une de ses filles. Koutousoff a été nommé Gouverneur de Pétersbourg et le Prince Alexandre de Wurtemberg a obtenu le Gouvernement de Livonie.

Adieu, mon cher père; les affaires que m'occasionne mon arrivée m'empêchent de m'entretenir plus longtemps avec vous, mais je ne manquerai pas le cour-

rier prochain de vous donner des nouvelles de mon voyage.

CHARLES NESSELRODE.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 9/21 juillet 1801.

Vous avez voyagé, mon cher fils, avec promptitude et célérité, et je vous en félicite. J'ai reçu en son temps votre lettre de Berlin du 15 juin, celle datée de Königsberg du 20 n. st., et celle du 19 juin (1er juillet), datée du 60e degré, m'est venue hier. J'attendais l'arrivée de celle-ci pour vous répondre plus en détail à toutes les trois.

Lorsque vous en aurez l'occasion, mettez-moi aux pieds de l'Impératrice et exprimez-lui, si vous pouvez, tout le bonheur que j'ai ressenti, en apprenant qu'elle a daigné recevoir avec bonté le livre dont j'ai osé lui faire hommage.

En revenant de Weimar ici, je me suis arrêté deux jours à Geluhausen pour y faire ma cour à LL. AA. SS. Mgr le prince et Mme la princesse héréditaires de Bade. Je pense qu'à l'heure qu'il est, ils doivent être bien près du séjour qui les attend, surtout s'ils ont suivi le conseil que je leur ai donné d'envoyer, dès leur

arrivée à Berlin, une estafette à l'Impératrice pour lui demander d'envoyer à leur rencontre un conducteur russe qui les aiderait à faire promptement la route du Strand et surtout de la Memel vis-à-vis de la ville de ce nom. Leur voyage m'a paru présenter d'assez grandes difficultés, en raison des énormes fourgons qui les accompagnent, et qui ne sont nullement propres par leur construction à franchir cette route avec facilité, encore moins à effectuer le passage de la rivière.

Si vous retournez à Pawlowski, n'oubliez pas de témoigner à l'Impératrice-mère toute la sensibilité dont j'ai été pénétré, en apprenant le souvenir de bonté qu'elle daigne me conserver, et dites-lui que si je ne me suis point rappelé à Elle par lettre, c'est que je n'ai pas osé mettre sous ses yeux l'écriture d'un homme aussi inutile au monde que moi et par son âge et par ses infirmités.

Présentez mes hommages respectueux au prince évêque d'Eutin. Je suis d'autant plus flatté qu'il se soit souvenu de moi, que c'est à mon plus grand regret que je me rappelle n'avoir passé que trop peu de moments avec un prince d'un mérite aussi distingué que le sien. C'était à un dîner que nous fîmes ensemble chez le roi de Prusse, Frédéric II, à Potsdam, et jamais depuis je n'ai plus eu le bonheur de le rencontrer.

Je viens de recevoir une lettre de Mme la duchesse de Weimar qui m'annonce avec une grande satisfaction avoir reçu de Saint-Pétersbourg la nouvelle que le mariage de son fils avec Mme la grande-duchesse Marie

venait d'être fixé pour le printemps de l'année 1803, ce délai laissant aux deux partis le temps d'atteindre un âge plus convenable, pour la formation de leur lien, que celui de la toute première jeunesse. J'ai cru, mon cher fils, devoir sur-le-champ vous transmettre cette nouvelle, afin de vous mettre à même de prendre vos mesures en conséquence.

Adieu, mon cher fils, car je ne veux pas laisser partir le courrier de ce jour sans qu'il vous porte cette lettre. Je pars dans le courant de la semaine pour la campagne du neveu de mon nom.

Le comte Charles de Nesselrode
au comte Guillaume de Nesselrode.

Saint-Pétersbourg, le 1/12 août 1801.
(Cette lettre n'est partie que le 5/17 d'août.)

Le départ de M. Vogt, secrétaire du baron de Wollzogen[1], m'offrait l'occasion de vous éclairer sur diffé-

1. Wolzogen (Juste-Louis, baron de), général prussien, 1773-1845. Entré, en 1792, dans la garde wurtembergeoise avec le grade de lieutenant, il passa, deux ans plus tard, au service de la Prusse. En 1802, il devint précepteur du prince Eugène de Wurtemberg, qui le prit pour aide de camp et lui donna le grade de major. Mais pendant la campagne de 1806, il ne voulut pas combattre contre la Prusse et chercha à obtenir sa réintégration dans l'armée prussienne. L'Électeur en ayant été informé le nomma lieutenant-colonel et commandant de sa garde à pied; mais les intrigues de ses ennemis le

rents objets; j'en profite avec d'autant plus d'empressement, que celui de Jahn, qui n'a pu jusqu'à présent obtenir son passeport, paraît se traîner en longueur. On renvoie ce pauvre diable de Ponce à Pilate.

Votre dernière lettre du 9 (21) juillet, qui m'est parvenue en 18 jours, m'a parfaitement rassuré sur l'état de votre santé et a entièrement dissipé les inquiétudes que je vous ai marquées, le courrier passé. Vous me félicitez d'avoir voyagé promptement? moi du tout, je regrette infiniment de n'avoir point passé un mois de plus avec vous, cela n'aurait fait aucune différence ici, d'autant plus que deux autres envoyés pour le même objet ne sont encore point de retour à l'heure qu'il est. C'est une maladresse irréparable, il ne faut

forcèrent à prendre sa retraite en 1807. Il refusa, à cette époque, les offres qui lui étaient faites de la part du roi de Prusse et se rendit à Saint-Pétersbourg, où ses relations avec le général de Phull le firent attacher en qualité de major au quartier général de l'armée. L'empereur Alexandre le choisit, en 1810, pour l'un de ses aides de camp. L'année suivante, le même prince, prévoyant une rupture prochaine avec Napoléon, le chargea d'aller étudier le théâtre de la guerre en Westphalie. Pendant la campagne de 1812, il fut attaché à l'état-major général de Barclay de Tolly; mais lorsque ce général eut quitté l'armée en septembre de la même année, il revint auprès de l'empereur de Russie, qu'il ne quitta pas pendant la campagne de 1813. Le conseil qu'il donna à Leipzig de faire avancer la réserve lui valut le grade de major général, qui lui fut conféré sur le champ de bataille. Nommé ensuite chef de l'état-major général du duc de Charles-Auguste de Saxe-Weimar, commandant du 3e corps de l'armée allemande, il fit, sous les ordres de ce prince, la campagne de 1814, et l'accompagna ensuite au congrès de Vienne. En 1818, le roi de Prusse le nomma son plénipotentiaire près la Commission millitaire de la Confédération germanique, et il occupa ce poste jusqu'en 1836, époque à laquelle il fut mis à la retraite, avec le grade de général d'infanterie.

plus y penser. Pour vous prouver cependant que je n'ai point perdu mon temps en balivernes, je joins à cette lettre les deux que j'ai adressées, l'une à l'Impératrice-mère, avec sa réponse, et l'autre à l'Empereur, qui jusqu'à présent me laisse dans l'attente, et tout cela pour être attaché à la mission de Berlin. Le départ du comte Pahlen m'a fait perdre la seule véritable et puissante protection qui me restait dans ce pays-ci ; avec lui toutes mes espérances s'en sont allées. Pour parvenir à mon but, je ne voyais aucune autre route que celle que j'ai suivie, nous verrons ce qui en résultera. Avant de la choisir, j'ai consulté notre ami Fedor Golovkin[1]; il a approuvé le parti que je m'étais proposé de prendre et a même eu la complaisance de faire les requêtes, il vous en parle dans la lettre ci-jointe, qu'il m'a chargé de vous transmettre. Le refus que j'ai eu le malheur d'essuyer de la part de l'Impératrice-mère provient, il me semble, de ce qu'elle se croit négligée de votre part; au nom de Dieu, ne tardez pas de lui écrire pour la remercier de ses bontés, car, comme elle vit à Pawlowski, il est impossible que je puisse parvenir à Elle, pour lui présenter les excuses dont vous me chargez dans votre dernière lettre. Il est en ce moment de la plus grande importance d'être honoré de sa bienveillance, et comme vous avez déjà fait tant que de la captiver, il me semble qu'il serait impardonnable de la perdre, à propos de quelques compliments exprimés

1. Golovkin (Fedor). Voir tome I.

avec beaucoup de sentiment, « die Sie ja aus dem Aermel schütteln ».

Je vous avais annoncé dans une de mes précédentes le départ du général Duroc comme prochain; il est retardé et je crois que le général pourrait fort bien suivre la Cour à Moscou. Si, à son retour, il passe par Francfort je vous conseille de tâcher de faire sa connaissance. Vous en serez certainement satisfait, il a tenu ici une conduite merveilleuse, en général il serait difficile de trouver plus de tact, de modestie et de sens réunis dans un jeune Français? Il joint à ces avantages une jolie figure, qui lui a captivé les cœurs des jolies femmes; la chronique scandaleuse parle même d'une liaison avec Mme N.... Dieu sait ce qu'il en est, mais la chose me paraît assez probable. Le Prince Dolgorouki[1], le même que vous avez vu avec le général Sprengporten[2], vient d'être envoyé derechef à Paris; si j'avais été instruit plus tôt de son départ je l'aurais chargé de quelques paquets pour vous. Vous ignorez peut-être encore que le général Sprengporten a eu, au

1. Dolgorouki (Pierre-Petrovich, prince), général et diplomate, né en 1778, mort en 1806, fit la campagne de 1805 contre les Français, remplit diverses missions et prit part à la campagne de Moldavie.

2. Sprengporten (Joram-Magnus, baron de), général suédois, né en Finlande vers le milieu du XVIIIe siècle. Entré fort jeune au service et parvenu aux premiers grades dans l'armée suédoise, il concourut au rétablissement du roi Gustave III dans le pouvoir dont le sénat s'était emparé. Il conspira ensuite contre ce roi et se réfugia en Hollande, puis en Russie. Il intrigua pour faire réunir la Finlande à la Russie. Il tomba en disgrâce auprès de la cour de Russie vers la fin du règne de Catherine II. Il fut envoyé par Paul Ier à Paris pour y stipuler des conventions secrètes d'alliance.

retour des prisonniers, le Cordon de Saint-Alexandre avec le crachat en diamants; j'ai tout à fait oublié de vous le mander dans ma dernière lettre.

Le retour de Mme Zagriaski a donné lieu, depuis une semaine, à plusieurs fêtes; la plus brillante était celle du Baron Grégoire Strogonof[1], le même que vous avez connu à Berlin; on prétend généralement qu'elle lui a coûté 25 000 roubles. Les fêtes sont à l'ordre du jour, et voilà comme nos grands seigneurs se ruinent à force de s'amuser. La Cour vit par contre dans la plus grande retraite, on ne la voit jamais; l'Empereur, ennemi juré des cérémonies et de tout ce qui exige de la représentation, ne paraît presque plus en public autrement qu'en fort simple équipage, sans aucune suite. Les sorties ordinaires du dimanche n'ont plus eu lieu depuis deux mois; j'ai assisté à la dernière, le jour de mon arrivée. Il habite continuellement Kamenoi Ostrow[a], d'où il fait toutes les semaines une course à Pawlovski[b],

1. Strogonof (Grégoire, comte), 1770-1857. Il remplit, de 1805 à 1808, les fonctions d'ambassadeur à Madrid, puis à Stockholm, et fut envoyé en 1821 à Constantinople, où il se signala auprès du divan par la fermeté de son attitude en faveur des Grecs. Il donna peu après sa démission et fit à l'étranger un voyage, dont il revint en 1825. Après avoir reçu l'année suivante, de l'empereur Nicolas, le titre de comte, il rentra en 1827 dans le service actif, devint membre du conseil de l'Empire et assista en 1858, en qualité d'ambassadeur extraordinaire de la Russie, au couronnement de la reine Victoria en Angleterre. En 1846, il avait été nommé grand chambellan.

a) Kamenoi Ostrow, résidence impériale d'été sur une des îles de la Néva, aux environs de Saint-Pétersbourg.

b) Pavlovski, palais d'été bâti par Paul Ier, à une trentaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg.

la résidence de l'Impératrice mère et de toutes les Princesses. Sa société consiste en quatre jeunes gens, savoir : le Comte Kotchoubei, le Prince Adam Czartoriski, le Comte Séverin Potocki, le jeune Comte Strogonof et un Prince Galitzin que vous ne connaissez pas. La durée du séjour de Moscou n'est point encore fixée : quelques-uns parlent de quatre semaines, d'autres d'autant de mois ; le départ est arrêté au 28 d'août.

Le Baron Wolzogen m'a confirmé la nouvelle, relative au mariage de Mme la Grande-Duchesse, que vous me donnez dans votre dernière lettre. Le porteur de celle-ci, M. Vogt, est chargé du contrat de mariage ; il a promis de porter cette agréable nouvelle en douze jours à sa Cour, nous verrons s'il tiendra parole.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Saint-Pétersbourg, 16/28 d'août 1801.

Je m'empresse, mon cher père, de vous annoncer l'accomplissement d'un de mes plus chers désirs. Sa Majesté l'Empereur a daigné m'accorder la grâce de me placer à la mission de Berlin, en me conservant l'honneur de tenir à sa personne, comme Chambellan, et je compte partir dans une quinzaine de jours pour le lieu de ma destination. Les démarches que j'avais

d'abord faites et dont je vous ai beaucoup parlé dans ma précédente n'avaient eu aucun succès et je vous avoue franchement que je ne conçois pas trop comment après cela j'ai pu réussir. A la requête, que j'avais adressée à Sa Majesté, Elle m'a fait répondre de me présenter au Comte Panin, à la disposition duquel Elle a bien voulu laisser la décision de mon sort et c'est principalement à lui que je dois mes succès; je vous prie, en conséquence, de l'en remercier et de me recommander à sa bienveillance, puisqu'à présent j'ai l'honneur de servir sous ses ordres; il me semble qu'il serait convenable d'écrire quelques mots à cette occasion au Baron de Krudener.

Adieu, mon cher père, je suis malheureusement obligé de finir, car je dois encore mettre mon esprit à la torture pour créer une belle épître au Baron de Krudener, ce qui, avec une cervelle étique comme la mienne, n'est certainement une bagatelle.

CHARLES NESSELRODE.

Le Comte Kouchelef a obtenu sa démission; M. de Mordvinof a été nommé ministre de la marine à sa place.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 18/30 octobre 1801.

De retour ici depuis le 4 septembre, n. st., de la campagne de votre cousin Nesselrode, j'ai reçu successivement votre numéro 3, en date du 26 juillet (7 août), le numéro 4 du 1 (12) août, le 5 du 16 (28) août et celle du 3 (15) septembre, sans numéro, et en dernier lieu celle du 14 (21) septembre, datée de Riga, également sans numéro. J'ai été charmé d'apprendre que malgré toutes vos appréhensions, mon cher fils, vous aviez eu un plein succès dans vos démarches pour vous attacher à la mission de Berlin; cependant je crois devoir vous faire observer ici, que si, à cet égard, vous aviez pu être d'une nature moins impatiente, il vous eût été tout aussi aisé de vous placer à la mission de Paris qui, sans doute, vous aurait offert un champ bien plus vaste pour étendre vos connaissances et rectifier vos idées que la place de Berlin. M. de Markof, en passant ici dans le courant du mois dernier pour aller relever M. de Kalitschef en France, m'a fait à ce sujet les offres les plus amicales, les plus nobles et les plus généreuses; il s'engageait en même temps à obtenir pour cet effet l'agrément de la Cour, celui de l'Empereur, celui du Comte Panin, lorsque je l'en requerrais, et vous voudrez bien convenir avec moi, je me flatte,

malgré votre grande passion pour le séjour de Berlin, qu'il eût été bien autrement utile pour vous d'être à portée du citoyen Laharpe[1], instituteur du lycée de Paris, que d'approcher le sieur Gedike, quoiqu'il ait bonne opinion de lui-même et se regarde comme le premier pédagogue d'Allemagne.

Ceci ne m'empêche pas de vous exhorter très sérieusement à profiter de votre séjour en cette ville, pour faire, et le plus vite que vous pourrez, la connaissance de Gentz, que je n'ai jamais vu pendant que j'étais à Berlin, mais dont j'ai lu les écrits depuis, qui annoncent à coup sûr une tête bien organisée, remplie de connaissances profondes sur la situation actuelle des affaires politiques de l'Europe, et qui vous seront bien autrement utiles que tous les programmes scolastiques du sieur Gedike.

1. Laharpe (J. Franç), écrivain français (1739-1803), auteur de tragédies. Membre de l'Académie française (1776). Il se chargea en 1786 de faire un cours de littérature à l'établissement qu'on venait de fonder sous le nom de Lycée (appelé depuis l'Athénée) ; il y obtint le plus grand succès ; ses jugements firent autorité, et il mérita par son goût et son talent de critique le surnom de Quintilien français. Le principal titre de Laharpe est son *Cours de littérature,* professé au Lycée (16 vol. in-8, 1799-1805, souvent réimprimé).

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

Berlin, le 20 octobre 1801.

Voilà, mon cher père, une liste complète des gratifications destinées au couronnement de S. M. l'Empereur; je l'ai reçue, hier, de Pétersbourg et je n'ai rien de plus pressé que de vous en transmettre une copie. Vous y trouverez le nom de mon digne chef et il me semble que ce serait une bonne occasion de lui écrire, en le félicitant. Ne croyez pas que je vous réitère cette demande pour être encore mieux avec lui que je ne le suis; mon sort est fort heureux et je ne puis jusqu'à présent que me louer du choix que j'ai fait; mais ce serait toujours une attention qui ne pourrait que lui être infiniment agréable. Le Comte Nicolas Roumiantsof, qui, comme vous savez, est à la tête de la communication des eaux et de la réparation des chemins, a reçu, de Novgorod, une lettre de l'Empereur, dans laquelle il lui marque qu'il a été très mécontent d'apprendre que la chaussée faite de Pétersbourg à Moscou n'a été ouverte que pour lui, et que, par conséquent, les autres voyageurs avaient été obligés de suivre de mauvais chemins de traverse. Il n'en fait aucun reproche au Comte, puisque celui-ci n'est que depuis peu à la tête de ce département, mais il espère que le Comte ne s'épargnera pas de peines pour rendre

les chemins généralement bons et qu'il en fera jouir le dernier de ses sujets comme lui.

Voilà ce qu'on m'a mandé hier de Pétersbourg; les détails des illuminations et des autres fêtes occasionnées par le couronnement ne peuvent guère vous intéresser; aussi n'ai-je plus le temps de vous en donner le récit; cette lettre doit partir par la poste d'aujourd'hui, sinon elle perdrait son unique mérite, celui de la nouveauté. Bonsoir, mon cher père, je vous embrasse mille fois.

CHARLES.

Le comte Guillaume de Nesselrode au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 1/13 novembre 1801.

Voici, mon cher fils, ma réponse sur l'article touchant la nation hébraïque contenu dans votre lettre dernière, qui est la 12e que vous m'avez adressée depuis que nous nous sommes vus.

Mme Arnsteiner, que j'ai beaucoup vue à Berlin, il y a six ou sept ans, joint à beaucoup d'esprit une très grande amabilité. Sa fille, je crois, avait alors douze ou treize ans, et annonçait déjà par ses premiers progrès les plus heureux résultats d'une éducation très soignée. Je ne les ai revues ici qu'un instant (car elles ne s'y sont arrêtées que deux jours, en venant en dernier

lieu de Paris pour se rendre à Berlin) à un bal que Maurice Bethmann[1] leur a donné. J'ai trouvé la mère extrêmement vieillie de figure, la fille dansant à merveille et d'une manière distinguée; on la dit ici promise à un comte de Degenfeld, attaché à la mission prussienne à Londres. J'ignore si ce bruit est fondé. Au reste, il est incontestable que le peuple juif a considérablement gagné du côté de l'éducation depuis une trentaine d'années, surtout dans la partie du Nord de l'Allemagne, et un nommé Mendelssohn[2] que j'ai connu à Berlin du temps de Frédéric II, homme moral et qui jouissait d'une grande considération parmi eux, y a puissamment contribué. Il est l'auteur du livre *Sur l'Immortalité de l'Ame* qui fit grand bruit dans le temps, quoique ce ne fût qu'un galimatias métaphysique qui n'expliquait rien, ainsi qu'il en sera toujours, lorsqu'on voudra s'approcher d'une question inabordable, maladie assez commune chez nos savants allemands. Je me rappelle à cette occasion qu'un nommé M. de Fritsch[3], ministre de l'électeur de Saxe à Dresde, homme de mérite et très instruit vint faire une visite à Potsdam au Roi de ce temps, qui avait une grande estime et amitié pour lui. Il demanda à Sa Majesté qu'il voulût bien faire venir Mendelssohn de Berlin pour avoir une conver-

1. Bethmann (Simon-Maurice de), célèbre banquier de Francfort, anobli par l'empereur d'Autriche, nommé conseiller d'État et consul général de Russie à Francfort-sur-le-Mein par l'empereur Alexandre Ier.

2. Mendelssohn (Mosès), écrivain et philosophe allemand, né à Dessau en 1729, mort à Berlin en 1786.

3. Fritsch (baron de, comte de Seerhausen), 1757-1804.

sation avec lui sur l'objet de son livre. Le juif vint, et à la suite de l'entretien M. de Fritsch me dit: Le Juif n'en sait pas plus qu'il n'en a mis dans son livre et ce livre ne nous donne aucune solution sur le sujet qu'il traite. En voilà assez, je pense, mon cher fils, pour ne pas trop vous ennuyer par une plus longue dissertation sur le peuple jadis élu de Dieu; mon dernier mot sera, que Mlle Arnsteiner étant fort aimable, sa mère ayant beaucoup d'esprit et à coup sûr un plus grand savoir-vivre que les trois quarts et demi des dames de Berlin, vous ferez bien de voir et la mère et la fille, le plus souvent que vous pourrez. Je vous aurais déjà dépêché cette missive par le précédent courrier de mardi dernier, si je n'en avais été empêché par une course que je fis dimanche à Mayence pour assister à la célébration de la fête qu'on y donna le lendemain, à l'occasion de la publication de la paix générale, et je n'en fus de retour ici que le surlendemain mardi, après le départ du courrier de ce jour. Ce que j'y ai entendu de plus saillant est la proclamation que vous trouverez ci-jointe, qui a été envoyée de Paris par un courrier qui a franchi la distance entre cette capitale et Mayence en moins de 70 heures. Au reste, cette journée a été très fatiguante pour moi. Figurez-vous que je suis resté sur mes jambes depuis 9 heures du matin à la queue; on est allé en procession pour se rendre de la grande place de parade, où on a lu la proclamation en français et en allemand, en présence de toute la garnison sous les armes, qui, forte de 3000 hommes, a défilé deux fois devant nous

et dont la tenue tant à pied qu'à cheval était superbe pour le coup d'œil militaire; ceci a duré jusqu'à une heure de l'après-midi où tout le monde est allé se reposer chez soi. J'eus l'honneur de marcher pendant la procession à la droite du conseiller d'État, commissaire général du gouvernement, et durant cette marche mon imagination m'a transporté vingt fois à Gatschina où, comme vous savez, je fus obligé, il y a trois ans, dans la soixante-dixième année de mon âge, de me rendre aux manœuvres, à sept heures du matin, en compagnie du citoyen Saint-Priest. A trois heures et demie, on se rendit pour dîner dans une salle immense où il y avait trois cents couverts. La salle était tapissée des pavillons de toutes les nations. Le pavillon de la Grande-Bretagne flottait au milieu, à côté de celui de la France, et aux deux bouts opposés de la salle étaient suspendus le pavillon turc et celui de Malte. Au sortir du dîner, on se rendit au spectacle qui se termina par des couplets qui furent chantés par les acteurs et les actrices, tous à genoux, les bras étendus vers le ciel pour obtenir de lui les bénédictions de la paix. Je vous en enverrai la copie aussitôt que je pourrai me la procurer. De là, on se rendit, de nouveau, à la grande place pour voir le feu d'artifice, puis à la salle pour terminer la fête par un bal de six cents personnes. Ce qu'il y eut de plus merveilleux pour moi, en ce jour, est que j'en ai parfaitement soutenu la fatigue; mais je vous entends d'ici, vous écriant: « Pourquoi s'y exposer à l'âge de soixante-treize ans? » Et je vous répondrai, qu'ayant refusé de

me rendre aux fêtes qu'on donna à Mayence, lors du premier passage de Kalitschef, à cause de ma mauvaise santé, je ne pus me refuser à l'invitation solennelle, que me fit M. Hirsinger[1], résident de France ici, de participer aux fêtes d'une paix si intéressante pour toute l'Allemagne. C'eût été à mon avis faire gratuitement un acte de mauvaise volonté qu'il faut, je pense, éviter à tout âge.

Vale et ama patrem fidelem et addictum.

---

*Le comte Charles de Nesselrode
à son père.*

Berlin, le 10 novembre 1801.

Jamais lettres de votre part, mon cher père, ne m'ont fait un plus grand plaisir que celles du 30 octobre et 3 novembre, que j'ai reçues presque en même temps. Mes deux précédentes doivent vous avoir prouvé combien d'inquiétudes votre long silence m'avait données, vous pouvez en juger combien les bonnes nouvelles que je viens de recevoir de votre santé m'ont agréablement surpris. M. le baron de Krudener a été fort sensible à votre attention, je lui ai remis votre lettre, en lui présentant l'hommage de votre reconnaissance, ainsi que

1. Hirsinger, consul de la République française à Francfort-sur-le-Mein

vos félicitations sur le cadeau que Sa Majesté impériale vient de lui faire, à l'occasion du couronnement, et je ne doute pas qu'il vous réponde par le courrier d'aujourd'hui.

Je n'ai pu être qu'infiniment sensible aux offres amicales que le comte Markof vous a faites à mon sujet, en passant par Francfort; et, bien loin de les rejeter, je compte en profiter avec le temps. Votre idée à cet égard se concilie parfaitement avec le plan que je me suis proposé de suivre dans la carrière diplomatique, et que je vais mettre sous vos yeux, en vous priant d'y faire toutes les modifications que votre expérience vous suggérera ou bien de m'en prescrire un autre, si celui-ci ne peut pas vous convenir.

Personne ne sait mieux que vous, mon cher père, combien je suis peu versé dans la langue française, et comme j'y manie mal la plume; j'ai assez d'occasions ici pour m'y perfectionner et pour prendre l'habitude des affaires, surtout M. le baron de Krudener, qui, sans contredit, est une de nos meilleures plumes, ayant bien voulu se charger de corriger lui-même mes travaux. Après avoir passé deux ans comme cela, je serai plus à même de profiter des lumières de M. de Markof et je crois qu'il me sera plus facile à ce moment d'obtenir de l'Empereur d'être attaché à la mission de Paris, pendant quelque temps. Pour l'agrément je ne vous dispute pas que le séjour de Paris soit infiniment supérieur à celui de Berlin, dont je ne suis pas du tout si entiché que vous le croyez, car je le trouve assez insipide;

mais, d'un autre côté, je ne suis pas fâché de passer quelques années dans un endroit peu amusant pour pouvoir poursuivre mes études avec plus d'assiduité. Voilà les vues que j'ai eues, en me plaçant à la mission de Berlin; vous voyez donc que ce n'est pas à un engouement pour cette ville et pour le grand Gedike, mais uniquement au désir de travailler sous le baron de Krudener, qu'il faut attribuer mon choix.

Vous savez sans doute déjà que le comte Panin a demandé et obtenu un congé de trois ans; Kotchoubei a reçu le portefeuille, et le Vice-chancelier, prince Kourakin, assistera au rapport que le comte Kotchoubei fera à l'Empereur, ce qui ne lui est guère arrivé au temps où le comte Panin en était chargé. On dit ici que le comte Pahlen a été repris au service, nous n'en savons rien d'officiel encore, mais j'espère que la poste de dimanche qui, à cause des mauvais chemins, tarde d'arriver, nous apportera l'affirmation d'une nouvelle dont j'ai tout lieu d'attendre les effets les plus heureux.

Pour aujourd'hui, il ne me reste que le temps de vous offrir les assurances respectueuses de la plus sincère reconnaissance et du plus inviolable attachement, avec lequel je suis pour la vie votre très dévoué

CHARLES.

Lettre du comte Charles de Nesselrode à son père.

Berlin, le 12 novembre 1801.

Mon cher père, je vois très souvent Gentz, mais je ne puis, malheureusement pas, tirer le parti que j'aurais désiré de son commerce, car son caractère est tout aussi léger que ses écrits sont profonds; il est dominé par une passion indomptable pour le jeu; elle ne dérange pas seulement ses finances, mais l'empêche aussi de mettre toute la suite nécessaire à ses travaux littéraires. Si cet homme voulait s'attacher à quelque grand sujet de l'histoire, il serait sûr de passer à la postérité, tandis que tout ce qu'il écrit à présent, s'oubliera dès que le fait commencera à perdre son intérêt et que la curiosité du public sera satisfaite. Il vient de partir pour Leipzig et Weimar, je suppose que c'est afin de trouver un libraire qui veuille se charger de la traduction française de son dernier ouvrage, sur la situation de l'Europe avant et après la Révolution.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort, ce 12/24 novembre 1801.

Je n'ai pas, mon cher fils, un compte si avantageux à vous rendre de ma course à Friedberg, que l'était celui que je vous adressai sur ma course à Mayence. Dans la dernière, j'ai pensé rester embourbé plusieurs fois avec chevaux et voitures, ce qui est incontestablement le résultat de la merveilleuse organisation postale du Saint-Empire, par les lois duquel aucun de ces petits despotes qui possèdent un lambeau de terrain ne peut être astreint à faire des chemins à travers son territoire. Enfin je m'en suis tiré, sans perte d'hommes ni de chevaux, grâce à la Providence qui veille sur mes jours, (pour l'amour de vous je pense, car pour moi, je crois, il y a longtemps, leur prolongation dans ce monde fort inutile), j'en suis revenu hier sain et sauf à deux heures après midi. Le Burgrave m'a chargé de mille choses tendres pour vous; il est toujours dans l'admiration de la dextérité avec laquelle vous avez monté ses chevaux de manège devant lui. La cousine vous embrasse, si toutefois vous attachez quelque prix aux embrassements d'une femme qui ne marque plus.

Informez-vous auprès du docteur Richard des progrès qu'a faits à Berlin son collègue, le conseiller intime

Hufeland[1], par son savant livre sur la prolongation de la vie de tous les citoyens du monde, ouvrage de 2 vol, grand in-8°, que je me repens d'avoir lu, il y a plus d'un an, sans doute faute d'entendement de ma part, et encore plus de l'avoir acheté au prix de sept thalers saxons.

Lettre du comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 15 novembre 1801.

A présent, mon cher père, que je me suis un peu arrangé ici et que j'ai fait une répartition des heures de la journée, je commence à me réjouir de ma situation, qui devient de jour en jour plus agréable par les bontés de mon chef; il me semble que je vous ai déjà dit, qu'il m'a logé chez lui; outre les agréments et les plaisirs qu'il tâche de me procurer, il paraît vouloir me rendre mon séjour près de lui aussi utile que possible, il me fait travailler et je ne puis que tirer les plus grands avantages des conseils qu'il me donne à cette occasion. Ma matinée est entièrement vouée au

1. Hufeland (Christophe-Guillaume), célèbre médecin allemand, né à Langensalze (Thuringe), en 1762, mort en 1836. Professeur de pathologie à l'université de Berlin, médecin particulier du roi de Prusse et membre de l'Académie des sciences. Ses travaux, surtout ceux qui concernent l'hygiène, lui ont valu une juste réputation.

travail, l'après-dîner à la lecture et les soirées à la société. S'il n'y a pas de grandes invitations particulières, je passe ma soirée ordinairement chez le comte Stadion, ministre de l'Empereur, ou chez la comtesse Nathalie Golovkin ou chez les Brown, qui conservent avec reconnaissance le souvenir de votre amitié. Voilà selon moi les maisons les plus agréables de Berlin; le nombre des personnes qu'on y reçoit est très petit, presque pas de femmes; on y joue fort peu et l'on y cause d'autant plus. Les maisons du ministre de Suède et d'Espagne sont plutôt brillantes qu'agréables, tout le monde y est reçu et l'on y trouve presque tous les jours une société fort nombreuse. Du côté des gens du pays, il n'y a, comme autrefois, que fort peu de ressources; si j'excepte les dîners du comte Tauentzien, qui sait réunir un fort agréable choix de société avec une chère des plus exquises; il n'y a pas une seule autre distraction qui vaille la peine d'être citée. L'amabilité de Mme et de Mlle Arnsteiner a fait naître chez moi le désir de fréquenter les juifs; s'il y en a beaucoup qui leur ressemblent, leur société vaut bien la peine d'être cultivée.

Le cas que vous paraissiez faire de Gentz m'engage à vous recommander un de ses derniers ouvrages que vous ne connaissez peut-être pas encore, c'est l'état de l'Europe avant et après la Révolution française, critique de celui de Hauterive sur l'état de la France à la fin de l'an huit. C'est réellement un chef-d'œuvre qui ne peut que passer à la postérité et être mis à côté des

ouvrages de Montesquieu, Blackstone[1] et Burke : j'ai tout lieu de croire que vous en serez satisfait.

Adieu, mon cher père, de grâce tirez-moi bientôt des inquiétudes dans lesquelles le manque de vos nouvelles m'a jeté.

CHARLES NESSELRODE.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 21 novembre 1801.

Vous me parlez, mon cher père, dans votre lettre du 1er novembre, d'un Comte Fritsch, jadis ministre de l'électeur de Saxe, comme d'un homme de beaucoup d'esprit; ne serait-ce pas le même qui a quitté sa place pour aller en Russie poursuivre une affaire avec la Couronne qui, depuis huit ans qu'il y est, n'a pu se déci-

1. BLACKSTONE (Guillaume), savant jurisconsulte anglais, né à Londres en 1723, mort en 1780. Il se retira à Oxford et y ouvrit le premier un cours très suivi sur le droit civil et politique anglais; cette innovation obtint le plus grand succès. En 1758, une chaire de droit civil ayant été fondée à l'université, par suite d'une dotation faite dans ce but par le jurisconsulte Virier, Blackstone fut élu professeur à l'université. Son enseignement eut un grand retentissement. Le roi d'Angleterre lui fit demander ses leçons écrites, qui servirent à l'instruction du prince de Galles, depuis Georges III. Il en publia le résumé sous le titre de *Commentaires sur les lois d'Angleterre*. En 1764, il fut nommé membre de la Chambre des Communes, puis juge au tribunal des plaids communs.

der et qui a fini par déranger et sa fortune et sa tête?

Le dernier courrier de Russie m'a apporté une nouvelle bien fâcheuse. Imaginez-vous que le Grand Chambellan, Comte Chérémétef[1], fait des difficultés pour me continuer mes appointements de Chambellan sans ordre exprès de l'Empereur. Je ne vois point d'autre parti à prendre que de m'adresser directement à Sa Majesté et j'ose me flatter qu'Elle accueillera favorablement ma demande d'autant plus que je prierai M. le Comte de Tolstoï de l'appuyer de sa puissante protection.

L'empereur est arrivé le 19 octobre (vieux style) à Pétersbourg; c'est la seule nouvelle que je puis vous communiquer pour l'instant.

Adieu, mon cher père, conservez vos jours pour un fils qui ne cessera de vous aimer qu'avec sa vie.

CHARLES.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 19 novembre/1er décembre 1801.

M. de Fritsch, dont je vous ai parlé à propos de Mendelssohn, était un homme de soixante ans passés;

1. CHÉRÉMÉTEF (Nicolas, comte de), né en 1751, mort à Moscou en 1809, fonda dans cette ville un hospice destiné à recevoir les indigents et les étrangers sans ressource. Il dota richement ce bel établissement, qui prit son nom.

quand je l'ai connu, il était ministre d'État en Saxe, et c'est lui qui fit, en 1763, la paix de Hubertsbourg avec le Roi de Prusse Frédéric II, aussi n'auriez-vous pas dû supposer, d'après ce que je vous en avais dit, que c'était celui de ce nom qui s'était fait entrepreneur de vivres pendant notre précédente guerre avec les Turcs, et que j'ai connu comme vous en Russie. Celui-ci qui traînant sa triste existence, comme vous le dites fort bien, a fini par perdre sa tête et sa fortune, peut avoir été le neveu ou le fils de l'autre, je n'en sais rien; mais je sais qu'entre eux deux il n'y avait certainement aucun point de contact et que leur caractère et leur conduite différaient absolument; il était, je crois, en allant en Russie, président d'un tribunal à Zeitz ou à Naumbourg en Saxe.

Je m'attends à ce que vous me grondiez plus encore que vous ne l'avez fait déjà, lorsque vous apprendrez ma course de quatre jours à Friedberg, qui a été bien autrement pénible que celle de vingt-quatre heures que j'avais faite à Mayence. Dans cette dernière ville, il n'a cessé un instant de pleuvoir et de neiger, et il a fallu traverser une mer de boue pour arriver au gîte. Vous voyez, mon cher fils, qu'à l'âge de 73 ans, que j'ai bien sonnés, je vous ouvre encore un vaste champ pour vous exercer sur le compte de mes sottises; mais pour vous parler plus sérieusement, il faut que je vous dise encore avant de terminer cette épître, qu'en relisant l'autre jour la réponse de M. de Krüdener que vous m'avez adressée, j'y ai trouvé, que vous vous appli-

quiez au chiffre; cependant je crois devoir vous prévenir, mon cher ami, que ceci n'est que la mécanique de la diplomatie, que vous ne serez jamais trop dans le cas d'exercer par vous-même; et cette application vous prendra beaucoup de temps avant de vous rendre l'usage du chiffre familier.

Je ne connais point personnellement M. Ancillon, mais d'après tous les témoignages, je ne puis douter, que ce ne soit un homme de mérite et d'une grande instruction. Cependant, s'il vous arrivait de ne passer vos heures chez lui qu'en les employant à l'étude du droit public, je dois vous prévenir encore que vous perdriez votre temps à la poursuite d'un fantôme qui, malheureusement de nos jours, s'est définitivement évanoui et qu'aucun effort ne peut ramener, ni faire revivre. Si j'insiste tant auprès de vous, mon cher fils, pour vous faire éviter la perte de temps, c'est que je me rappelle toujours avec reconnaissance la leçon très utile que me donnait mon gouverneur à Paris, qui en valait bien un autre (et j'avais 32 ans alors); il me répétait souvent que de toutes les pertes inévitables qu'on pouvait faire dans ce malheureux monde, celle du temps restait irréparable, le passé ne se récupérant jamais. Lorsque vous suivrez vos plaisirs avec modération ou que vous aurez le temps, sans déroger à vos occupations prescrites, de vous occuper de la lecture du beau et du bon, vous ne perdrez point votre temps; mais vous le perdrez en suivant l'étude de tout objet inutile et hors d'usage.

J'ai vu, avec une vraie douleur, dans une de vos précédentes lettres, ce que vous me dites relativement à la dissolution des mœurs du sieur Gentz, dont je viens d'achever avec admiration et enthousiasme le premier cahier sur l'état politique de l'Europe, avant et pendant la Révolution française. Aucun Allemand n'a écrit sur ce sujet avec autant de connaissance et de philosophie (et j'en demande pardon à ces savants critiques de la société de Berlin). Si, comme vous le dites, la passion du jeu s'est emparée de lui, c'est un homme perdu et d'autant plus que celle-ci est de toutes les passions celle qui, indubitablement, rapetisse le plus l'âme, en nous rendant avare et stupide, ce qui nuit toujours aux progrès d'un génie quelconque; mais je ne verserai pas moins une larme de regrets bien amers sur sa tombe, puisque aucun auteur allemand de mes jours ne m'a fait plus de plaisir et mieux instruit que lui, pas même le célèbre Wieland[1] dans toutes ses œuvres, ni le grand Nicolay dans sa Bibliothèque générale allemande.

J'ai reçu tout à l'heure une lettre de Mme la duchesse de Weimar m'annonçant que le grand Kalitschef a passé chez elle; sans doute, que le baron de Grimm[2] qui

1. Wieland (Christophe-Martin), poète et littérateur allemand, né en 1733, mort à Weimar, où il passa la plus grande partie de sa vie, en 1813.

2. Grimm (Frédéric-Melchior, baron de), un des plus célèbres critiques du xviiie siècle, né à Ratisbonne en 1723, mort en 1807. Au sortir de l'école, il accompagna en France les enfants du comte de Schomberg, en qualité de précepteur. Vers 1749, il fit la connaissance de J.-J. Rousseau, qui le produisit dans le monde littéraire. Ses sentiments philosophiques l'entraînèrent vers les d'Holbach et

habite Gotha lui en avait donné l'instruction. La duchesse m'invite à me rendre à Weimar l'été prochain et vous invite aussi.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 8 décembre 1801.

Votre lettre dernière, du 28 novembre, n° 15, m'est parvenue, mon cher fils, vendredi passé, trop tard pour que je puisse y répondre par le courrier du même jour. Sans doute, la fête donnée par le citoyen Jolivet[1] ne

les Diderot ; une liaison très intime s'établit entre lui et Mme d'Épinay. Il fut successivement lecteur du duc de Saxe-Gotha, secrétaire du comte de Friese, puis du duc d'Orléans. En 1753, il succéda à l'abbé Raynal, qui faisait depuis quelque temps une correspondance littéraire pour plusieurs princes étrangers. Il correspondit tour à tour avec la duchesse de Saxe-Gotha, l'impératrice Catherine, la reine de Suède, le roi de Pologne, etc., et ainsi jusqu'en 1790. La diète de Francfort le choisit pour ministre plénipotentiaire à la cour de Versailles (1776), et il fut créé baron du Saint-Empire. Obligé, à regret, de quitter la France en 1790, il séjourna quelque temps à Bruxelles, se rendit à Pétersbourg, et reçut de Catherine les fonctions de ministre de Russie près le cercle de Basse-Saxe.

1. Jolivet (Jean-Baptiste-Moïse, comte), économiste et administrateur français (1754-1818). Député à l'Assemblée législative, se rangea dans le parti des constitutionnels, dénonça, la veille du 10 août, le club des Jacobins comme menaçant l'existence de plusieurs membres de l'Assemblée, fut arrêté pendant la Terreur, recouvra la liberté après la chute de Robespierre, et devint conser-

pouvait guère rivaliser avec le banquet impérial donné par le comte Chérémetef, au couronnement de Moscou, et présentait un tableau complètement différent.

Je parierais cependant, avec vous, que celui-ci était moins gai que celle-là, et, ce qui m'autorise à le croire, c'est qu'au dîner, je me trouvais placé entre deux très jolies femmes, et comme il ne pouvait m'être permis d'en prendre aucune pour mon compte, toute ma pensée n'a été occupée que par le vœu que je faisais sans cesse pour que vous puissiez être en mon lieu et place, et ce souvenir a rendu la fête parfaite pour moi.

Je désire que vous ne portiez jamais mes lettres sous d'autres yeux que ceux de Mme de F...., afin qu'elle juge de nous deux qui a tort ou raison, lorsque nous ne serons pas d'accord. Il y a, dans cette proposition, un grand intérêt de famille pour nous deux, car lorsqu'elle jugera en votre faveur, votre corps s'en réjouira sans doute; si elle est de mon avis, j'en deviendrai plus fort, et ma tête y gagnera; en un mot, je voudrais qu'elle vous traitât comme un enfant qui sort des mains de la nature, et elle vous donnera plus d'esprit que vous n'en prendrez chez Ancillon, alors même que vous sauriez

vateur général des hypothèques en 1795. Après le coup d'État du 18 brumaire, Bonaparte, qui appréciait ses capacités en matière de finances et d'administration, le nomma conseiller d'État. Il organisa quatre nouveaux départements de la rive gauche du Rhin, puis fut nommé successivement liquidateur général de la dette des départements de la rive gauche du Rhin (1805), ministre des finances du royaume de Westphalie (1807), comte de l'Empire (1807), et il prit sa retraite en 1815.

par cœur tous les chiffres, inclusivement celui du baron de Thugut[1], le plus célèbre diplomate de nos jours.

Sur ce, marchez droit, mon cher fils, allez en avant, et aimez-moi toujours.

1. Thugut (François-Marie, baron de), homme d'État et diplomate autrichien (1734-1818). Son père, un pauvre batelier, parvint à le faire entrer, en 1752, dans l'école des langues orientales de Vienne, où il se signala par ses rapides progrès. Attaché en 1754 à l'ambassade de Constantinople, il devint trois ans plus tard interprète de l'internonce autrichien, puis fut nommé chargé d'affaires auprès de la Porte (1769), ministre plénipotentiaire (1771) et fit preuve d'une grande habileté au congrès de Fokehani (1772). En récompense de ses services, l'impératrice Marie-Thérèse, dont il s'était acquis la protection, lui donna le titre de baron en 1774. Thugut remplit ensuite des missions diplomatiques importantes à Versailles (1777), à Berlin (1778), à Varsovie (1780), à Naples (1787), et administra la Valachie et la Moldavie de 1788 à 1790, pendant la guerre contre la Turquie. Après avoir assisté au congrès de Jassy, le baron de Thugut se rendit à Paris avec le titre de ministre plénipotentiaire, entra en relations avec plusieurs des chefs du parti révolutionnaire et contribua beaucoup, par l'intermédiaire du comte de Mercy, à opérer un rapprochement entre Mirabeau et la cour (1790). Rappelé à Vienne cette même année, après la mort de Léopold, il détermina l'irrésolu François II à entrer activement dans la coalition contre la France et se signala à partir de ce moment comme un des adversaires les plus acharnés de la Révolution française. François II lui donna la direction générale de la chancellerie d'État (1793) et l'appela, l'année suivante, à succéder au prince de Kaunitz comme premier ministre chargé des affaires étrangères. A partir de 1808, il vécut dans la retraite.

Le comte Guillaume de Nesselrode au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 6/18 décembre 1801.

La grande quantité de neige qui est tombée depuis deux jours a tellement dérangé le cours des postes, mon cher fils, que votre lettre du 8, n° 16, m'est parvenue mardi dernier, le soir, au moment où j'allais sortir, et où le courrier de la poste du Nord de ce jour était parti déjà. Que je vous plains, mon cher fils, pour la dernière ligne de votre lettre qui m'annonce que vous devez aller passer la soirée à la cour du prince Ferdinand, où la bêtise et la sottise se promènent en chausses et en pourpoint. Un baiser donné ou rendu par Mme de F...., pour votre compte ou pour le mien, vaut mieux que tout cela. Je pars de là pour vous exhorter très sérieusement à éviter tant que vous pourrez toute perte de temps, car tout se récupère, dans ce monde, lorsqu'on a bon pied, bon œil ; la perte de temps seule est irréparable, ne cessait de me dire mon gouverneur, à Paris, et je vous le répéte. J'avais alors 32 ans, et il était lieutenant général des armées du roi, et par-dessus ça, cocu de la façon de Louis XV; aussi, connaissait-il bien la Cour.

Ce général Hatzfeld est un drôle de corps, il a passé sa vie à faire des enfants (des filles), et lorsqu'il devient essentiel pour lui de se donner un fils, il rate ses coups;

lorsque vous le rencontrerez, tirez-le à l'écart et dites-lui au tuyau de l'oreille, de ma part, qu'à la mort de sa belle-mère, il fasse attention au moins que son beau-père, pour se relever de son veuvage, ne se réengage pas de nouveau dans les filets fallacieux de Mme de Krusemark. Je plains sincèrement la comtesse de Hatzfeld de devoir être le témoin des souffrances d'une mère mourante.

Vous avez très bien fait de vous lier avec Oubril, qui est avec votre Principal. Je le connais peu, mais j'en ai toujours ouï dire du bien par de braves gens, qui lui donnaient même la préférence sur celui qui est employé à Paris, quoique ce dernier ait plus de dehors. S'il peut échapper aux écueils que lui présentera la capitale de la grande nation, il ira loin par le talent. J'ai beaucoup connu en Russie le père de ces deux enfants (originairement avocat de l'ancienne province de Normandie), lors de mon expédition pour le Portugal. C'était un homme excellent qui laissait bien en arrière ses collègues russes.

En relisant votre lettre précédente, je me suis rappelé avoir omis de répondre dans ma lettre dernière à un article très plaisant contenu dans celle-là. Vous me dites avoir fait la connaissance du comte de Gœrtz[1], et que

1. Gœrtz (Jean-Eustache, comte de), diplomate prussien, né en 1737, mort en 1821. Il fut précepteur du duc Charles-Auguste, l'ami de Gœthe et le protecteur des lettres, réussit, en 1778, comme envoyé à Munich, à faire échouer le projet de démembrement de la Bavière au profit de l'Autriche, s'acquit, par ce service, la haute estime de Frédéric II, et remplit ensuite avec le même succès les fonctions

celui-ci vous a assuré me connaître beaucoup et être très lié avec Mme de Lerchenfeldt. Je vais rétablir ce fait dans toute sa pureté, car il est très important pour vous, mon cher fils, surtout aujourd'hui dans le monde où nous vivons, que vous connaissiez la vérité sur tous les objets, d'une manière claire, distincte et précise. J'ai connu, il y a plus de quarante ans, celui qu'on nommait dans le monde le comte régnant de Schlitz, frère aîné de celui dont vous me parlez. Il avait, pendant la guerre de Sept ans, été ministre de France au cercle de France, et avait beaucoup d'esprit, malgré un peu d'inconduite dans la gestion de ses affaires personnelles; il m'a toujours dit que son frère cadet, nommé Eustache[1] (car il y avait un troisième frère entre eux deux qui avait passé du service de Danemark à celui de Prusse, et qui était tout simplement bête), n'était qu'un homme très médiocre dans toute l'étendue du terme; ça n'a pas empêché qu'Eustache ne fût ministre de Prusse en Russie, du temps de Catherine II, qui demanda son rappel peu après, puis ministre en Hollande, où il conféra avec le grand Gérard, (célèbre commis de ce temps en France), pour pacifier les troubles de 1788, qui ne furent point calmés, et ce héros termina sa carrière en se faisant nommer grand-maître de la garde-robe prussienne et représentant, avec exer-

d'ambassadeur à Pétersbourg, à la Haye, à la diète de Ratisbonne, poste qu'il conserva de 1788 à 1806. Après la paix de Tilsitt, Gœrtz rentra dans la vie privée.

1. Schlitz (Eustache, comte de Schlitz, baron de Wrisberg, dit de Gœrtz), 1734-1805.

cice de la voix électorale, de Brandebourg, ou pour mieux dire de celle de Magdebourg, voté à la diète générale de l'Empire, rassemblée à Ratisbonne, ce qu'il est encore.

S'il vous restait après ce récit, mon cher fils, encore quelque doute sur la vérité du prononcé du comte de Schlitz à l'égard de son frère Eustache, je vous renverrais, pour vous éclairer davantage, à Mme la duchesse Weimar, que vous verrez dans le courant de l'été prochain, qui connaît Eustache pour avoir été l'instituteur de la première jeunesse de son illustre mari.

Quant à sa liaison intime avec Mme de Lerchenfeldt, j'ai écrit ce matin à ma nièce pour qu'elle vous mande directement ce qui en est; c'est à elle à vous en donner la juste mesure, et non pas à moi.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 17/29 décembre 1801.

Évitez tant que vous pourrez, mon fils, les soupers au palais Ferdinand, je vous l'ai déjà dit, mais surtout les dîners chez le duc d'Oels, car indépendamment du danger que vous courez de vous gâter l'estomac, ce qui est un grand mal pour votre âge, l'atteinte que pourraient en essuyer vos mœurs, pures jusqu'à présent,

serait irréparable. Je n'ose vous en dire davantage, et si vous ne m'en croyez pas, demandez à Mme de F... si je n'ai pas raison.

Ce que je vous recommande le plus pour la société de Berlin, c'est de voir fréquemment M. et Mme de Tauentzien, qui sont indubitablement les têtes les mieux organisées de tout le Brandebourg, quant à l'esprit, surtout pour ce qui regarde celui de Madame, et la plus grande preuve en est qu'ils ne sont point employés.

Adieu, mon cher fils, comptez invariablement sur l'affection la plus tendre d'un père, dont toutes les pensées dans les derniers instants de sa vie ne sont occupées que de remplir le désir que j'ai de vous savoir aussi heureux et content que vous pouvez l'être dans votre position actuelle, et lorsque mes pensées ne sont pas toujours conformes aux vôtres, accordez au moins à l'expérience ce que la jeunesse de votre âge ne saurait vous suggérer encore.

Le courrier Oubril qui a passé ici le 17 octobre n. st., au matin, portant en Russie notre traité de paix fait avec la France, a dit à Bethmann que M. de Kalitschef devait quitter Paris, le 15 courant; comme jusqu'à ce moment il n'en a plus aucune nouvelle, que dimanche dernier même il n'était point encore arrivé à Carlsruhe, où il comptait séjourner quelques jours, Bethmann craint fort qu'il ne lui soit arrivé quelque accident funeste en route.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 19 décembre 1801.

Je vous annonce, mon cher père, une voyageuse, une femme très aimable et de beaucoup de talent, dont il est intéressant de faire la connaissance, Mme Lebrun[1], partie d'ici, hier au soir, pour se rendre à Paris; vous devez l'avoir connue en Russie. Pendant son séjour ici, elle a peint la Reine et la famille du Prince Ferdinand, mais pas avec tout le succès auquel on s'attendait.

Mercredi dernier, le Général Hatzfeld nous a donné un charmant petit souper auquel il a été beaucoup question de vous. M. de Rheede, ancien ministre de Hollande, m'a surtout beaucoup questionné sur votre compte et m'a chargé de vous dire mille choses de sa part. Veuillez me dire ce que vous pensez de ce seigneur; cela me paraît un aimable homme; Caraman[2] et lui ont certainement le plus contribué à rendre notre souper si gai. Le maître de la maison n'y était que

1. Lebrun (Marie-Anne-Élisabeth Vigée, femme), remarquable portraitiste, épouse de Lebrun, critique d'art et marchand de tableaux, née à Paris le 16 avril 1755, morte le 30 mars 1842. Elle a laissé, sous le titre de *Souvenirs* (1835, 3 vol. in-8°), des mémoires fort intéressants.

2. Caraman (Victor-Louis-Charles de Riquet, duc de), né en 1762, mort lieutenant général en 1839, fut chargé de nombreuses missions diplomatiques, entra à la chambre des pairs et remplit plusieurs ambassades.

pour l'excellente chère qu'il nous a fait faire. Mais je ne vous en dirai pas autant d'un maudit dîner, chez le duc d'Oels qui dépeuplera la monarchie prussienne s'il continue à en donner; il a duré quatre heures et m'a ravi le temps que j'aurais employé bien plus agréablement à m'entretenir avec vous, mon cher père. Oubril est parti, il y a huit jours, pour Pétersbourg; son départ a considérablement augmenté mes occupations, mais je n'en suis pas fâché, car j'ai grand besoin, la routine me manquant, de me rompre au travail.

Le domestique du Baron vient me demander ma lettre pour la porter à la poste et je n'ai que le temps de vous baiser les mains.

CHARLES.

Le comte Guillaume de Nesselrode au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, ce 24 décembre 1801/4 janvier 1802.

L'arrivée de l'illustre famille Diwof ici a précédé de quatre heures, mon cher fils, celle de votre lettre n° 18 du 26 décembre destinée à me l'annoncer par les quatre passeports y joints, c'est-à-dire que votre lettre m'est parvenue le jour du nouvel an. Je dînais ce jour-là chez le vieux Schweitzer, et dès la soupe on vint me prévenir de l'arrivée de Leurs Excellences Sénatoriales à la Maison Rouge. Je leurs fis répondre que je m'y rendrais aussitôt après mon dîner. A quatre heures, on vint

me porter votre énorme paquet, et je m'y rendis incontinent, les passeports à la main. Là, après avoir essuyé les plus tendres embrassades nationales, la première parole que me dit l'excellente Mme Diwof fut pour vous tirer les oreilles (doucement cependant, je suppose, car vous savez qu'elle est douce), parce que vous avez oublié de faire viser ces passeports par le général Beurnonville et pour reprocher à votre ministre de ne vous l'avoir point rappelé en les signant, ce qui prouve, à mon avis, que la dame aime le service exact. Après avoir été honoré de ce message de sa part pour notre mission à Berlin, je m'inclinai profondément et pris sur moi de lui faire faire la réflexion, que si elle le jugeait à propos, je me voyais à même de faire suppléer à cet oubli par le citoyen Hirsinger, résident de France près de cette ville, et je m'y rendis sur-le-champ; non seulement je lui rapportais peu après ses passeports dûment paraphés, mais j'amenai avec moi le parapheur en personne. Dès qu'il entra dans l'appartement, un élan de reconnaissance, sans doute lui fit tendre les bras vers le citoyen, qui est un Alsacien solidement constitué, en lui déclarant que depuis le citoyen Bonne-Carrère[1], elle

1. Bonne-Carrère (Guillaume de), homme politique, né à Muret (Languedoc) en 1754, mort en 1825. Il fut chargé d'une mission aux Indes (1785-1786), se lia avec Mirabeau, Dumouriez et les Jacobins, au commencement de la Révolution, fut nommé en 1792 directeur du département politique, emprisonné pendant la Terreur pour des intrigues contre-révolutionnaires et chargé sous le Directoire de différentes missions secrètes à l'étranger. Il remplit encore sous l'Empire la place de directeur de la police en Catalogne et s'occupa ensuite d'entreprises industrielles.

n'avait encore rencontré aucun Français du nouveau régime dont les formes fussent plus heureuses, plus élégantes, ce qui prouve encore que Mme la Sénatrice porte une grande attention aux formes. Je ne vous conte ceci, mon cher fils, que pour qu'à l'avenir vous soyez moins négligent dans les formes, surtout lorsque vous aurez affaire aux dames. Le lendemain, samedi, on se reposa des fatigues de la route, et j'eus l'honneur d'être admis par Leurs Excellences au repas que je payai, en y apportant mon vin ; dans la soirée il fut longuement discuté sur la route à prendre pour arriver le plus commodément et le plus promptement dans la capitale de la France. Celle de Mayence et de Metz fut choisie et l'on commanda la poste et les chevaux, pour partir le lendemain matin dimanche, à quatre heures. On me remit les deux incluses ci-jointes pour vous les faire passer par le courrier de ce jour ; elles contiennent sans doute l'avis de ces rigoureuses résolutions, l'une pour votre Principal, et l'autre pour la faire passer sous son couvert à son adresse de Pétersbourg ; celle pour son cher général Beurnonville a été confiée à Hirsinger, car c'est ainsi que notre sénatrice s'exprime, et il est remarquable à cet égard qu'à mesure que la denrée baisse de prix, tout devient plus cher pour elle. A neuf heures du soir, ayant reçu ses plus précieux dépôts, je lui tirai ma révérence, et me congédiai comme disent les Allemands parlant français ; mais quelle ne fut pas ma surprise en rentrant chez moi, le dimanche à neuf heures du soir, au sortir de

l'assemblée chez Alexandre Gontard, d'apprendre que Leurs Excellences étaient revenues ici, dès les huit heures, faute d'avoir pu entrer à Mayence, parce que, au lieu de partir à quatre heures, comme il avait été décidé, elles ne partirent qu'à six. A leur arrivée devant Mayence, sur les bords du Rhin, elles avaient trouvé le pont de bateaux démonté peu auparavant par le charriage des glaces, et n'avaient point jugé à propos de se confier à de grosses barques, d'ailleurs très sûres, pour le passage. La journée d'hier se passa en nouvelles délibérations où le départ fut encore arrêté pour demain, et la route par Darmstadt, Manheim et Strasbourg, et moi chargé de vous le transmettre avec injonction de faire part à *tous les chers amis* de ces illustres personnages à Berlin et des circonstances de cette mésaventure, et des changements de route qui en ont été la suite.

En voilà assez, mon cher fils, pour vous prier instamment de ne jamais plus m'adresser personne de pareille race, quelque illustre qu'elle puisse être. Je me réserve de vous entretenir par le prochain courrier des confidences diplomatiques que la dame m'a faites, pour que votre Principal puisse rectifier vos idées là-dessus. Je n'ai plus que le temps de vous dire que je baise les mains à Mme de F. et que je vous embrasse de tout mon cœur.

Le comte Guillaume de Nesselrode
au comte Charles de Nesselrode.

Francfort, le 7/19 janvier 1802.

Vous me demandez, mon cher fils, des renseignements sur M. le duc del Parque[1], et je vais vous donner tous ceux que j'ai été à même de connaître. Ce duc a fait ici successivement deux séjours assez longs, et comme il aime beaucoup le jeu, il a perdu beaucoup d'argent. François Gontard était son banquier et lui avait été recommandé par une maison d'Anvers. Pendant son premier séjour, il vint me voir plusieurs fois et me dit qu'il était désigné par sa cour pour l'ambassade en Russie, me demanda différents renseignements sur ce pays; toujours enclin à penser du bien de mon prochain jusqu'à ce que je sois convaincu du contraire, je le crus bon garçon et me mis en devoir de lui donner les renseignements qui pouvaient avoir rapport à l'aisance de la vie; mais je ne tardai point à être désabusé sur son compte, car peu après il se rendit à Wilhemsbad près de cette ville, où il continua de jouer et ce qui pis est de s'amouracher d'une fameuse catin anglaise qui avait couru toute l'Italie pendant la guerre sous le nom de Milady Neunham, la même qui fit manquer à l'amiral Hotham sa campagne dans la Méditerranée en 95 ou 96

1. Parque (Castrillo, le duc del), général espagnol (1755-1832), grand d'Espagne de 1re classe, lieutenant général.

pour être resté à Livourne à s'amuser des charmes de Milady au lieu d'être en mer; mais ce ne furent pas encore les charmes de la sirène anglaise qui portèrent le plus grand préjudice à la réputation du duc. Un nommé comte de R..., Piémontais de naissance, chevalier de notre ordre militaire de Saint-Georges, pour avoir servi dans notre précédente guerre contre les Turcs, en qualité de major sous les ordres du maréchal de Roumiantzof, le même qui tua le comte de B..., capitaine de vaisseau au service de Russie, dans un combat particulier, lorsque j'étais à Pétersbourg en 1787, et celui auquel Paul fit ôter la croix qu'Alexandre vient de lui faire rendre, se trouva à ce bain et demanda au duc à emprunter cent louis. Celui-ci les lui donna, et R... lui proposa de lui donner une reconnaissance que la Grandeur Espagnole crut devoir refuser. Ces deux champions de délicatesse eurent finalement une querelle, qui se termina par un combat au pistolet, auquel assistèrent plusieurs témoins; mais heureusement l'issue de ce combat, si terrible en apparence, laissa la vie intacte aux deux champions, et le duc peu après partit d'ici pour se rendre aux Pays-Bas, disant que de Bruxelles il allait à Paris pour s'en retourner; mais si les renseignements de François Gontard sur son compte sont exacts, il doit être encore à l'heure qu'il est à Louvain, où il est amoureux de nouveau. D'après cette manière d'être, très singulière à coup sûr, je pense qu'il est permis de supposer que ce duc, grand d'Espagne, si voisin de la folie, ne sera vraisemblablement plus employé dans les affaires

de sa Cour; mais par le temps où nous vivons, mon cher fils, vous vous serez aperçu déjà que le vraisemblable le plus souvent est peu vrai, aussi n'y a-t-il que la Providence qui sache au juste la haute destinée de ce duc. Au reste, comme avant de venir ici pour la première fois, il a séjourné pendant quelque temps à Dresde, où il était chargé de négocier pour sa Cour le mariage de la Princesse, fille de l'Électeur de Saxe, avec l'Infant Prince des Asturies, je ne dois point douter qu'il n'ait pas échappé à la vigilance de votre Principal, qui par conséquent en saura davantage sur son compte que moi. Ce général Pusch dont vous me parlez est bien le plus ridicule personnage qu'on ait jamais imaginé d'envoyer en mission. Je vous en parle pour être resté six ans avec lui à Berlin, où il n'était qu'un scribe masqué portant l'uniforme. Certainement, comme vous le dites fort bien, le chevalier de Bray[1] aurait mieux convenu au séjour de Pétersbourg; il m'a paru aimable et gai pour ne l'avoir vu que pendant quelques heures en passant ici, l'été dernier, chez Mme Lerchenfeld; mais je ne connais pas le fond de son sac, connaissance qui me paraît

1. Bray (François-Gabriel, comte de), diplomate français, né à Rouen en 1765, mort en 1832. Dans sa jeunesse, il fit partie d'une expédition militaire contre Alger, en qualité de chevalier de Malte. Il entra ensuite dans la carrière diplomatique et fut attaché à la légation française près la diète de Ratisbonne. La Révolution lui fit perdre cet emploi, mais en 1797 il revint à Ratisbonne comme chargé d'affaires de l'ordre de Malte. Plus tard, il entra au service de la Bavière, et la représenta successivement près des cours de Berlin, de Saint-Pétersbourg, de Paris et de Vienne.

toujours essentielle pour juger un individu quelconque, surtout un Français.

Gustave Stackelberg, jadis notre ministre à Turin, m'a fait notifier par un de ses amis d'ici sa nomination à la mission en Hollande. Je crois qu'il passera aussi par ici pour s'y rendre. Voilà toutes mes nouvelles pour le moment, et je vous embrasse de toute mon âme.

G. N.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 10 juillet 1802.

J'ai reçu par le dernier courrier votre lettre du 2 juillet, mon cher père, et je m'empresse de vous adresser mes remerciments pour la promptitude avec laquelle vous avez acquitté mon énorme dette envers le marquis de Saint-Marsan[1] auquel je vous prie de témoigner combien je suis sensible à son aimable souvenir. Je crains bien pour vous que vous ne le gardiez plus longtemps chez vous à Francfort, car d'après les données que j'ai, il me paraît qu'on veut enfin s'occuper à Paris sérieusement des affaires de son malheureux roi,

1. Saint-Marsan (Antoine-Marie-Philippe Asinari, marquis de), ambassadeur de Napoléon Ier à Berlin, puis premier ministre du roi de Sardaigne, né à Turin (1761), mort en 1842.

qui, vous le sentez bien, ne pourront guère s'arranger sans lui, quoique le comte Markof qui a été chargé de faire presser la Cour des Tuileries sur cet objet ait auprès de lui un secrétaire de légation du roi de Sardaigne, qui à Paris est censé être à notre service.

Vous aurez probablement entendu parler de l'histoire du Chevalier de Saxe, mais comme ici, où nous sommes si près du champ de bataille, on l'a racontée de tant de manières différentes, je crois qu'un récit véridique tiré d'une lettre que je viens de recevoir de Dresde vous sera peut-être agréable. Le prince Stcherbatof apprenant à Pétersbourg que le Chevalier de Saxe persécutait le prince Zoubof[1] pour l'offense qu'il lui avait faite directement, demanda à l'Empereur la permission d'aller donner une satisfaction au Chevalier. On ne la lui accorda pas seulement, mais on lui remit aussi un passeport de courrier pour hâter son voyage. Arrivé à Tœplitz deux jours après le duel que le Chevalier a eu avec Zoubof et dans lequel ce dernier a été blessé à l'épaule d'un coup de sabre, il proposa au Chevalier le combat au pistolet et à quatre pas. On trouva ceci un peu trop fort et le second du Chevalier fit l'arrangement suivant qui fut accepté : On plaça deux barrières à la distance de dix pas l'une de l'autre, qu'aucun des champions ne

1. Zoubof (Platow, prince), le dernier des favoris de Catherine II, né en 1765, mort en 1817. Grand maître de l'artillerie à l'avènement de Paul I[er] (1796), il perdit tous ses emplois, reçut l'ordre de quitter la cour, puis la Russie, voyagea en Pologne, parcourut ensuite l'Allemagne et obtint, grâce à l'intervention de Pahlen, l'autorisation de revenir en Russie.

devait franchir ; de ces barrières chacun d'eux a dû faire d'abord vingt pas en arrière, puis, s'avançant sur l'autre, tirer quand bon lui semblerait. Stcherbatof était encore à six pas de la sienne, lorsque le Chevalier l'attendait et faisait mine de tirer; il s'arrête, lâche son coup et perce le Chevalier ; le voyant chanceler, il accourt pour le secourir, mais ayant fait quelques pas en avant, il s'aperçoit que le Chevalier ne tombe pas, mais qu'il le vise; alors il se tient ferme et le Chevalier en mourant a tiré si bien que la balle a frisé la tête du Prince. On dit généralement que le prince Stcherbatof s'est conduit avec noblesse et honneur ; on n'en dit pas autant de la conduite du prince Zoubof.

Il me semble que dans ma dernière lettre je vous ai mandé, mon cher père, que le comte Panin n'a pu poursuivre son voyage en Suède, à cause des mauvais chemins. On prétend ici que le roi de Suède, mécontent de la convention de Saint-Pétersbourg que le comte a conclue, comme vous le savez, lui a défendu de passer par ses États. J'ai de la peine à croire à une vengeance aussi puérile et aussi peu digne d'un monarque, quoique cela ressemblerait assez au caractère du roi. J'imagine que la comtesse Panin aura tout bonnement eu peur de passer la mer, car elle est très poltronne, et que ceci n'est qu'un conte fait à loisir.

A l'entrevue de Memel, l'Empereur a offert au Roi de faire remonter les gardes du corps avec des chevaux de l'Ukraine ; le Roi en profite et envoie le major Prittwitz et le lieutenant Raaven pour les chercher.

Adieu, mon cher père, je vous baise les mains et vous salue de tout mon cœur.

CHARLES.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

Berlin, le 20 juillet 1802.

Le courrier de Russie que nous avons attendu, mon cher père, est arrivé hier, sans nous porter, ni la décision de notre sort, ni la nouvelle de l'arrivée de l'Empereur à Pétersbourg, qui a dû avoir lieu le quatre, et qui, probablement, a été retardée. Il faut espérer que le courrier prochain sera moins pauvre.

Nous avons enfin reçu des éclaircissements sur l'histoire du retour du comte Panin, et l'aventure avec le roi de Suède n'est que trop vraie. En arrivant à Helsingfors, le général Klingsporr se rendit chez le comte Panin pour l'engager à ne pas passer par la Suède, lui disant que les chemins étaient mauvais et que le pays n'offrait rien d'intéressant pour le moment. Le comte Panin persistant à poursuivre sa route, comme de raison, le général se retira et lui écrivit que le Roi désirait qu'il ne passât point par ses États. Il répondit que les désirs des souverains étant des ordres, il s'empresserait de s'y conformer, mais qu'il ne savait pas en quoi et comment il avait mérité un pareil traitement, attendu

que pendant son ministère, il avait toujours agi d'après les ordres de l'Empereur, son maître, et croyait n'avoir rien à se reprocher vis-à-vis du Roi. Il expédia sur-le-champ un courrier à l'Empereur qui lui a répondu en lui renouvelant les témoignages de son contentement pour la manière dont il a dirigé les affaires en général et même particulièrement pour la conduite qu'il a tenue vis-à-vis du roi de Suède, lors de la conclusion de la Convention de Saint-Pétersbourg. Après avoir reçu une satisfaction aussi éclatante, il attendra l'arrivée de l'Empereur à Pétersbourg, pour l'en remercier, et continuera ensuite son voyage de Tœplitz par la route ordinaire.

Adieu, mon cher père, je vous baise les mains de tout mon cœur.

CHARLES.

Lettre du comte Guillaume de Nesselrode au comte Charles de Nesselrode.

Francfort-sur-le-Mein, le 20 juillet 1802.

Il y a plus de huit jours que notre ami Hirsinger a reçu une dépêche de la Cour des Tuileries, datée du 12 messidor (en style chrétien, 1er juillet). Cette dépêche enjoignait au citoyen Hirsinger, son résident à Francfort, de se rendre auprès du marquis de Saint-Marsan, pour que dans l'état des affaires de sa Cour, ledit mar-

quis eût à se déclarer sur l'alternative, savoir que s'il avait l'intention de rester Sarde, il eût à se rendre à Cagliari, mais que s'il voulait rester Piémontais, il devait se rendre tout de suite à Turin. En aucun des deux cas, le résident ne devait permettre au marquis de séjourner plus longtemps à Francfort, et avait l'ordre de requérir à cet effet, s'il était nécessaire, le magistrat de cette ville. La singularité de ce message me prouve bien, comme vous le dites, que le sort de ce malheureux roi est bien près d'être sanctionné, mais non de la manière que vous prévoyez et qu'on pouvait tout naturellement supposer, que le marquis serait employé dans cette transaction, comme étant le mieux au fait des intentions de sa cour; mais l'alternative de ce message, si bizarre par son principe et par sa teneur, me semble prouver bien clairement, et le marquis en est convaincu, que le Premier Consul ne se soucie pas du tout de traiter ce sujet avec lui ; d'autant plus que nous avons des indices presque certains, que même avant l'arrivée de cette fameuse dépêche, M. le comte de Markof avait déjà transigé à cet égard, sauf la ratification avec le gouvernement français, et que le contenu de cette convention ne laissait au roi de Sardaigne qu'une bien petite partie de ses États, qui, réunie aux duchés de Parme et de Plaisance, ne fait pas le tiers de ses anciennes possessions. Observez encore que, dans tout ce district, il n'a point un terrain de côte sur la mer, grand comme la main, pour pouvoir communiquer avec son royaume de Sardaigne, à moins de faire passer ses

courriers par la Toscane ou par le territoire de la République Ligurienne. Vous jugez bien que notre ami, le marquis, n'était guère l'homme propre à accepter une telle convention, aussi me paraît-il très simple qu'on ne veuille pas de lui à Paris pour achever une pareille besogne. Le moyen employé pour le faire partir d'ici n'en restera pas moins extraordinaire, et les raisons pour lesquelles son séjour à Francfort peuvent gêner le gouvernement français demeureront incompréhensibles. C'est le courrier Gervais, de passage ici, il y a dix jours, qui a porté cette besogne de M. Markof à la sanction de notre Cour.

Vous avez déjà deviné, je l'espère, mon cher fils, que le long détail que je vous fais de cette longue aventure n'est que pour vous tout seul, sans communication quelconque à aucun de vos collègues en diplomatie, et le marquis, qui me charge de mille amitiés pour vous, me prie fortement de vous recommander en même temps, de sa part le silence le plus strict sur tout ce qui peut le concerner personnellement dans cette affaire. En attendant, il part d'ici demain, pour les bains de Tœplitz, en prenant la route de la Franconie, d'où il ira, son passeport autrichien à la main, par le Tyrol, rejoindre son nouveau roi à Rome, pour mettre à ses pieds la démission de tous ses emplois, renonçant pour jamais à tout exercice de friponnerie dont l'usage est si usité en diplomatie. De là, il se rendra à Florence pour y rassembler sa famille éparse dans le reste de l'Italie, avec laquelle, après avoir vendu ses biens en

Piémont, il ira se retirer en Angleterre pour y passer le reste de ses jours. Ce plan m'a paru digne de l'esprit du marquis, d'une âme sensible et d'un cœur droit, et c'est ce qui m'a fait vous le transmettre, comme un excellent exemple à suivre dans les diverses occurrences de la vie, où vous pourrez vous trouver, lorsque je n'existerai plus, surtout pendant que vous parcourrez la carrière diplomatique. Il est superflu, je pense, de vous dire que rien, relativement à ce plan du marquis, ne doit transpirer vis-à-vis de M. Casteldalfieri; mais il est essentiel d'ajouter que dans l'accomplissement de l'odieuse commission dont il était chargé auprès du marquis, notre ami Hirsinger s'est conduit avec toute la loyauté digne de son caractère, avec cette sensibilité d'âme que nous lui connaissons et qui fait tant d'honneur à un représentant de la République française, en l'an X de son existence.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 31 juillet 1802.

Aussitôt après avoir reçu votre lettre du 23, je suis allé chez le comte Stadion pour relire la fameuse pièce de la Cour de Vienne, qui n'arrêtera nullement la prise de possession des indemnités de la Prusse, mais je suis

tout à fait de votre opinion. La conduite que la Cour de Vienne a tenue dans cette affaire n'a été utile qu'à notre Cour en lui procurant une influence marquée sur les affaires de l'Allemagne. Les cadeaux qui ont été distribués à Paris par la Cour des Tuileries et par celle d'ici ont été très considérables, et ont surpassé les présents usités en pareilles occasions. Le général Beurnonville a eu 100 000 francs, et Bignon une très belle boîte.

La nouvelle de la mort de l'Électeur de Mayence nous est parvenue hier; elle est arrivée à propos pour le Coadjuteur, qui était à la veille de perdre encore le peu qui lui restait.

Le comte Goertz est parti, hier au soir, pour Ratisbonne; le baron de Buhler se rendra, de notre part, à ce congrès, qui, je crois, ne changera rien au plan arrêté à Paris.

Le baron de Jacobi Klaest[1] est revenu hier de Dresde; son congé venant d'expirer, il a reçu l'ordre de se préparer à retourner en Angleterre, et compte s'y rendre incessamment en passant par la France.

1. Jacobi-Klœst (baron de), diplomate prussien, mort à Dresde en 1817. Envoyé de la Prusse à Vienne en 1791, il se trouvait en cette même qualité à Rastadt lorsque les ministres plénipotentiaires de la France furent assassinés par les hussards autrichiens (1799). Il fit tous ses efforts pour empêcher cet attentat, fut volé et insulté par la soldatesque, et publia à ce sujet un écrit dans lequel il protestait énergiquement contre une violation du droit des gens dont il rendait responsable le colonel autrichien Barbacksy. Quelque temps après, il fut envoyé à Londres comme ministre plénipotentiaire, parvint à empêcher une rupture entre la France et l'Angleterre, en 1805, et conserva ce poste jusqu'en 1817. Il mourut cette année même en se rendant à Berlin.

La République Batave a été reconnue ici, et le sieur Hultmann[1] va venir à Berlin en qualité de ministre batave.

Recevez je vous prie, mon cher père, l'assurance de mon respectueux dévouement.

C. N.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Tœplitz, le 14 août 1802.

Je m'empresse, mon cher père, de vous communiquer la nouvelle de la nomination définitive de M. d'Alopeus à la place de Berlin, en vous priant de vouloir bien faire part à M. le comte Gustave de Stackelberg

1. Hultman (Charles Girard), administrateur néerlandais, né vers le milieu du xviii[e] siècle. Lorsque la révolution de 1787 éclata dans les Provinces-Unies, Hultman, qui était substitut-greffier de la cour de justice à Arnheim, se prononça contre le stathouder, fut un des membres les plus actifs du parti patriote, perdit sa place lors du retour du prince d'Orange, ramené par les Prussiens, et la recouvra lorsque les armées de la République française eurent pénétré en Hollande. En 1803, il devint greffier au secrétariat général du Directoire de la République, fut nommé après l'érection de la Hollande en royaume, directeur général des arts et sciences, préfet de la Haye, passa au même titre à Avignon, après la réunion de la Hollande à l'Empire, et prit possession, en 1813, de la préfecture des Bouches-de-l'Yssel. Lorsque le prince d'Orange eut repris possession de la Hollande et proclamé l'oubli du passé, il appela Hultman à faire partie de son conseil d'État et le nomma gouverneur d'une province.

que j'ai demandé à être attaché à sa mission. J'ai eu sur cet objet plusieurs conférences avec le comte Golovkin et le comte Panin; ce dernier me comble de bontés ; ils approuvent tous les deux l'intention que j'ai de quitter Berlin, et croient qu'on ne saurait mal accueillir la demande que j'ai formée à ce sujet. La chose est, d'après eux, trop simple, et ne paraît pas nécessiter, pour l'obtenir, un voyage en Russie.

Jusqu'à présent, j'ai été très content de mon séjour ici. J'ai fait la connaissance d'un prince Lobkowitz, cousin de celui que vous avez connu en Russie; il m'a invité à passer quelques jours à sa campagne, qui se trouve à quelques lieues d'ici ; comme il y a réuni les meilleurs chanteurs du théâtre italien de Dresde et de Vienne, j'ai accepté son invitation avec reconnaissance. Je pars demain, et compte y rester quelques jours, après lesquels je retournerai à Berlin, en m'arrêtant encore quelques jours à Dresde.

Comme je suis très occupé aujourd'hui par l'expédition de mes lettres au ministère, je dois remettre au courrier prochain le plaisir de m'entretenir plus longuement avec vous, mon cher père, et me borner à vous réitérer l'assurance de mon respectueux attachement.

C. N.

Le prince de Ligne me charge de le rappeler à votre souvenir.

Le comte Guillaume de Nesselrode au comte Charles de Nesselrode.

Francfort, le 20 août 1802.

Tout ce que vous jugerez à propos de faire, mon cher fils, me sera également agréable, puisque c'est de votre agrément qu'il s'agit, et non pas du mien.

Si vous choisissez la Hollande, qui me semble pour l'instant préférable à beaucoup d'égards, même par sa position géographique entre l'Angleterre et l'Allemagne, mandez-le-moi, assez à temps pour que j'en puisse prévenir le comte Gustave, qui, à coup sûr, en partant de l'ancienne amitié qu'il m'a toujours témoignée, de celle de son père, l'ambassadeur, pour moi, vous recevra avec cette noblesse et cette générosité qui sont dans son cœur. Si vous pensiez différemment sur le choix de votre légation, mettez que je ne vous ai rien dit, car je vous répète que c'est votre affaire et non pas la mienne.

J'ai été heureux, mon cher fils, d'apprendre que vous aviez été content de votre séjour à Tœplitz, aussi bien à cause des agréments du site que de ceux de la société que vous y avez rencontrée, malgré que notre ami Saint-Marsan n'ait pu s'y rendre, comme je vous l'avais annoncé d'abord ; mais permettez-moi une petite observation, à propos du petit coup de patte que vous jugez bon de me donner, parce que je préfère la nature

vivante à la nature inanimée. Cela est vrai, je le confesse : j'ai toujours mieux aimé dans la vie faire la connaissance des hommes, que des bois, des prés et des ruisseaux ; mais je ne crois pas vous avoir jamais dit que je pouvais préférer les raisonnements de la politique sombre et farouche de nos jours, qui dessèchent à la fois le cœur et l'esprit, à l'aspect d'une belle contrée, et je pense que si vous voulez bien vous rappeler tout ce que je vous ai dit, lorsque, de votre plein choix, vous avez adopté la carrière diplomatique, je crois être pleinement justifié à vos yeux ; c'est tout comme quand je vous dis que je préfère la prose aux vers ; j'entends, que je préférerais savoir faire de la prose comme Fléchier, Bossuet et Pascal ; lorsque vous saurez tourner un vers français comme l'abbé Delille[1], vous n'en serez guère plus avancé ; au surplus, je vous laisse, mon cher fils, entièrement le choix entre les vers et la prose, et le résumé de ceci est, qu'avec du sens commun, on peut plus aisément faire de la prose médiocre que des vers supportables.

J'ai lu ce paragraphe entier de ma lettre à notre ami Jahn, et il l'a trouvé parfaitement juste, et mieux qu'il ne convenait à ma tête de soixante-quatorze ans.

J'en reviens aux individus que vous avez rencontrés à Tœplitz. Certainement le Prince de Ligne a beaucoup d'esprit, et c'est tout ; avec une grande valeur, il n'a jamais su être général d'armée, et avec de grands moyens dans la tête, il n'a jamais été qu'auteur médiocre. Je

1. Delille (abbé Jacques), poète français (1738-1813).

me rappelle encore avec effroi qu'en 1797, allant en Russie et passant à Dresde, je m'accablais de 14 vol. de ses ouvrages qu'il avait vendus aux librairies de cette ville pour avoir de quoi vivre. Je les payais en pesants et nombreux thalers de Saxe. J'eus le temps de les parcourir tous en route, et je n'y trouvai que des morceaux très indigestes sur la guerre, un grand nombre de bons mots et de saillies qu'ils eurent ensemble lui et le roi de Prusse Frédéric II, et dans la partie descriptive des terres des Pays-Bas où je m'attendais à trouver étalées toutes les grâces de son style, rien n'était conforme à ce qui existait réellement,

C'est bien dommage, qu'un homme qui connaît aussi bien les affaires que le comte Panin connaisse si peu les hommes, dont les affaires dépendent, et sans lesquels on ne fait rien, surtout dans l'administration d'un grand État.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

Berlin, le 12 septembre (n. st.) 1802.

J'ai cru devoir tirer de la comtesse Nathalie Golovkin quelques renseignements sur l'état des affaires en Russie, mais je vous l'avoue, mon cher père, je n'en ai pas tiré grand'chose, car c'est une femme comme une autre qui ne s'est occupée pendant les 18 jours qu'elle est restée

à Pétersbourg que de colifichets, de chiffons et de la toilette des femmes, qu'elle y a trouvées fort arriérées, quant aux modes. On s'est généralement étonné à Pétersbourg de la nomination d'Alopéus qui s'est faite par le comte Alexandre Worontzof[1], conjointement avec la Cour de Mecklembourg, qui ne laisse pas d'avoir une grande influence, Dieu sait pourquoi. Celle de l'Impératrice mère a diminué; au fond, il n'y a personne qui puisse se vanter d'avoir un ascendant exclusif sur l'esprit de l'Empereur, il craint si fort le favoritisme qu'il aime mieux se faire gouverner par plusieurs que par un seul. Il me paraît cependant que c'est le comte Alexandre Worontzof qui mène la barque, c'est lui qui, sans le paraître, est tout-puissant; il fait aller Kotchoubei, quand il s'agit d'une grande mesure à l'intérieur; personne ne connaît mieux la Russie que lui, on a recours à son expérience, et c'est ainsi, sans avoir de place déterminée, qu'il gouverne l'empire, invisible comme la Providence. Le prince Dolgorouki, aide de camp général, le même que le tendre comte Gœrtz a destiné à la place de Berlin, est en grande faveur; c'est lui qui a fait Chanykof ministre à Dresde. Il m'a témoigné beaucoup d'amitié pendant son séjour à Berlin, et dans le cas où MM. Kourakin et Kotchoubei ne voudraient pas se charger de me faire attacher à la mission de la Haye, je m'adresserais à lui ; le mince objet qui a formé ma requête me fait espérer que je n'aurai pas besoin d'avoir recours à

1. Worontzof (Alexandre, comte). Voir tome I.

lui, et que je pourrai réserver cette protection pour une grande occasion.

Il est deux heures après minuit, je suis harassé de fatigue et tombe de sommeil : permettez-moi, mon cher père, d'aller me coucher.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 25 septembre 1802.

La course que j'ai faite à Potsdam pour voir les manœuvres m'a empêché, mon cher père, de répondre à votre lettre du 14 septembre et de vous tirer plus tôt de l'erreur dans laquelle vous êtes relativement aux changements qui, d'après votre dernière lettre, doivent avoir eu lieu parmi les envoyés de la cour de Vienne. M. de Saurau[1] mériterait qu'on le rappelât pour la conduite ridicule qu'il a tenue pendant tout son séjour

1. Saurau (François, comte), homme d'Etat autrichien, 1760-1830. Nommé, en 1801, ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, il ne réussit pas à rallier la Russie à la politique autrichienne. En 1803, il fut nommé maréchal des Etats de l'Autriche; il les présida jusqu'en 1806, époque où il devint commissaire impérial en Styrie, Carinthie et Carniole. En 1810, il fut nommé gouverneur général de la province d'Autriche. En 1814, il fut chargé de l'organisation des provinces illyriennes évacuées par les Français. Gouverneur de la Lombardie en 1815, et plénipotentiaire auprès de l'armée autrichienne pendant la guerre de Naples, il fut nommé, en 1817, ambassadeur à Madrid et, en 1818, chef de toutes les chancelleries de l'empire.

en Russie et spécialement à l'occasion de la conclusion de la convention entre la France et la Russie et des indemnisations en Allemagne. En ce qui touche le comte Stadion; quand on sait qu'il a été placé ici par le comte Trautmannsdorff, et qu'on connaît les rapports qui existent entre lui et Cobentzel[1], il est facile de concevoir que ce n'est pas dans ce moment qu'on lui offrira une place de l'importance de celle de Paris. Ce n'est certainement pas de cette manière que nous devons craindre de le perdre, mais il se pourrait qu'il se lassât d'être l'organe de la conduite perfide de la cour de Vienne et qu'il renonçât de lui-même à un service, duquel il peut fort bien se passer, attendu qu'il jouit d'une fortune considérable. Au reste, je suis bien aise d'ajouter ici que dans tous les démêlés avec cette Cour, il a agi avec une loyauté et une fermeté de caractère qu'on rencontre rarement dans un agent autrichien.

J'ai tout lieu d'être content de la course que j'ai faite à Potsdam, les manœuvres étaient belles et le temps superbe. J'y ai rencontré le Duc de Weimar qui m'a dit vous avoir vu pendant son séjour à Francfort, et j'y ai fait ma cour à la Princesse héréditaire de Mecklembourg, qui m'a encore frappé par sa beauté; elle a pris un peu d'embonpoint, ce qui l'embellit beaucoup.

Adieu, mon cher père, je vous aime toujours bien tendrement.

CHARLES N.

1. COBENTZEL. Voir tome I.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 28 septembre 1802.

J'ai oublié, mon très cher fils, d'ajouter à ma lettre les remerciements que je vous dois pour la copie du rapport fait à l'Empereur par le comte Panin sur son aventure en Suède. Pourquoi M. le comte Panin, dans la position où il est, voulant voyager dans les pays étrangers, commence-t-il par visiter la Suède, dont la chétive importance, avant qu'il y soit allé, ne pouvait lui être inconnue, ne fût-ce que par les actes sur la Suède qui n'ont pu manquer de passer sous ses yeux, au temps de son Ministère? Cette idée me paraît aussi fausse que celle d'un voyageur qui, en sortant pour la première fois de chez lui, et se disposant à parcourir toute l'Europe, commencerait par la connaissance des plus mauvais villages, qui ne peut être utile qu'à un quartier-maître général, lorsqu'il veut y prendre des positions pour les opérations de son armée. Car la vie est courte, et toutes occupations inutiles sont indignes d'un homme qui pense; mais la réflexion que vous ajoutez à ce sujet, mon cher fils, et relativement au roi de Suède, est sublime, car rien n'est plus vrai, ce dernier ressemble parfaitement à un échappé de l'école de Paul. Cette Majesté suédoise est, sans le moindre



Cabinet de travail du Chancelier Comte de Nesselrode, au Ministère des Affaires Etrangeres.

doute, victime de cette épidémie générale qui s'attaque au cerveau, et fait malheureusement, à l'époque où nous vivons, de si prodigieux ravages. Quand s'arrêtera-t-elle?

J'avais été surpris de ce que vous ne me disiez rien de la nomination du comte de Stadion qui devait, à en croire les informations les plus sûres de Vienne, remplacer à Paris le comte Cobentzel; mais les nouvelles que je reçois aujourd'hui démentent ce changement ainsi que le rappel de Saurau de Pétersbourg. La cour de Vienne semble vouloir continuer à soutenir les folies et la stupidité de ses ministres; j'ignore si elle se trouvera bien de cette persistance et si ses affaires en iront mieux, mais ce que je sais bien, c'est qu'il est impossible de faire plus de sottises et d'inepties que n'en a faites le représentant impérial et royal, comte de Saurau dans le très court espace de sa résidence à Saint-Pétersbourg, ce comte de Saurau tant vanté à Vienne pour son esprit, et qui y a occupé, même pendant les temps difficiles de la guerre, le Ministère des Finances. Les possesseurs des actions de la Banque se ressentent de cela encore bien douloureusement, puisqu'à l'heure qu'il est, en pleine paix, ses papiers perdent toujours 27 pour 100, sans qu'il soit possible d'y remédier, tant le bouleversement des finances dans les dernières années a été grand, en raison de l'ignorance où l'on est des principes indispensables en cette partie de l'administration publique, qui exigent pour le maintien du crédit de ne jamais faire d'em-

prunt sans le discuter au préalable avec les principaux négociants de tous les pays.

Je vous souhaite santé et prospérité *in longos annos.*

G. N.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 1er octobre 1802.

J'ai reçu hier au soir, mon cher fils, votre lettre du 25 du mois dernier. Je savais tout le bien que vous me dites de M. le comte de Stadion, quoique je n'aie pas l'honneur de connaître personnellement ce ministre; mais de ce qu'il a pu se réengager une seconde fois au service d'une Cour aussi perfide que la sienne, et malgré ce qui lui est arrivé pendant sa mission à Londres sous le ministère de M. de Thugut, voilà ce qui me passe et m'ennuie, surtout avec le bien qu'il a.

M. Le Maire rédacteur du journal de cette ville, est un aventurier français, natif de Metz, vrai cuistre de la tête aux pieds, et qui n'a d'autre mérite que de payer 6000 florins par an à un autre cuistre comme lui, nommé le baron de Vrintz, mais qui est premier ministre du puissant prince de la Tour et Taxis[1] et possesseur

1. Tour-et-Taxis (prince de la) d'une ancienne famille princière allemande qui, lors de l'établissement de la Confédération du Rhin par Napoléon Ier perdit sa souveraineté, mais n'en continua pas moins à faire le service des postes dans presque toute l'Allemagne.

du privilège de cette feuille ; l'abbé Henekart n'a d'autre part à sa rédaction, que celle d'être le traducteur des papiers anglais. Au demeurant, vous pouvez assurer M. le comte de Stadion, que ce que les gazettes de cette ville ont mandé sur les changements prochains qui devaient arriver dans les deux missions de sa Cour à Pétersbourg et à Paris, n'y a été inséré que d'après les lettres très authentiques de Vienne qui sont fréquentes ici, et que le Résident de l'Empereur près de cette ville y a lui-même rendues publiques. Ça n'empêche, que l'extrême versatilité en affaires qui est dans la tête de M. le comte Louis de Cobentzel, n'ait pu fort bien faire déroger au plan premièrement conçu ; mais il me sera toujours difficile d'entendre, malgré la souplesse que ce ministre a dans l'esprit, comment il pourra soutenir dans leurs places ces deux ambassadeurs, malgré tant d'inepties ? Celui qui est à Paris avait déjà donné des preuves avant d'y aller, qu'il ne s'entendait à rien, si ce n'est aux jardins anglais, aux peintures et aux pierres gravées, connaissances très éloignées de celles qu'il fallait avoir pour démêler la complication des maux que la Révolution française avait laissés après elle. M. de Saurau avait donné la mesure de son esprit à la tête du Ministère de la police et de celui des finances qu'il occupait avant d'aller à Pétersbourg.

Recevez, mon cher fils, l'assurance de mes sentiments inviolables pour vous. G. N.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 2 octobre 1802.

Le dernier courrier de Russie est arrivé trop tard mardi passé pour me permettre de vous communiquer ce jour-là les bonnes nouvelles qu'il m'a apportées. Mon sort est enfin décidé, l'Empereur a agréé ma demande et j'appartiens maintenant à la mission de la Haye. Je compte rester ici encore une quinzaine de jours, le temps d'arranger mes affaires. Je vous prie donc, mon cher père, de vouloir bien écrire à présent au comte Gustave de Stackelberg pour me recommander à ses bontés et de joindre à votre lettre celle que je vous envoie ici et sur laquelle je vous prie d'apposer votre cachet. Vous verrez que je lui demande la permission de le rejoindre à Paris, s'il compte y rester encore quelque temps et je le prie de vous adresser sa réponse, car je passerai en tout cas par Francfort, où je me rendrai par Weimar pour faire ma cour à la duchesse et par Cassel pour voir cette belle ville. De cette manière je vous prie de ne m'adresser qu'une seule lettre, après la réception de celle-ci, car les autres pourraient me manquer.

Un courrier bavarois qui est arrivé hier de Pétersbourg a porté de grandes nouvelles. Il y a eu une débâcle générale, le prince Kourakin a donné sa démission et le

comte Kotchoubei a été nommé procureur général; le jeune comte Strogonof lui a été adjoint; le premier est remplacé par le comte Alexandre Worontzof et le dernier par le prince Adam Czartoriski, qui gouverneront dorénavant nos Affaires étrangères. Le comte Zavadovski est chargé de l'Instruction publique. La lettre à Stackelberg n'était pas encore faite, je dois vous quitter pour aujourd'hui, mon cher père, je n'ai que le temps de vous annoncer encore que M. d'Alopéus est de retour de son excursion à Cassel.

CHARLES.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Berlin, le 12 octobre 1802.

Les nouvelles qu'un courrier anglais nous a apportées, avant-hier, de Saint-Pétersbourg sont trop importantes pour que je ne m'empresse pas de vous en rendre compte, mon cher père. Il ne s'agit guère (peu de chose, comme vous voyez) que d'une nouvelle constitution. Je n'ai pas pu parvenir à la copier encore, mais en attendant que je vous l'apporte moi-même, in extenso, à mon arrivée à Francfort, je tâcherai de vous donner ici un petit aperçu des principaux changements qui ont eu lieu.

Le gouvernement a été divisé en huit départements,

dirigé chacun par un ministre savoir : 1° Le ministère des Affaires étrangères, 2° de la Guerre, 3° de la Marine, 4° de l'Intérieur, 5° de la Justice, 6° des Finances. 7° du Commerce, 8° de l'Instruction publique. Ces huit ministres composent le Conseil d'État qui doit se rassembler une fois par semaine; il est présidé par l'Empereur: chaque affaire qui s'y discute demande la présence de cinq membres pour le moins, excepté les affaires extérieures à la discussion desquelles n'assistent que trois, savoir le Grand-Chancelier de l'Empire, qui est à la tête de ce département, le ministre de la Guerre et celui de la Marine. Chaque ukase de l'Empereur est contresigné par le ministre du ressort auquel il se rapporte; ce ministre en est responsable devant le Sénat, comme en général de la gestion de toutes les affaires qui lui ont été confiées et desquelles il doit lui faire le rapport une fois pas semaine. Le Sénat a obtenu le droit de faire des représentations contre les ordres de l'Empereur; au cas où l'Empereur ne s'y arrêterait pas, les ordres devraient être exécutés. Les ordres du Sénat doivent être observés comme ceux de l'Empereur même, qui peut s'opposer à leur exécution, s'il ne les approuve pas. Voilà, mon cher père, les points les plus saillants de cette nouvelle constitution.

Adieu mon cher père, c'est la dernière lettre que je vous enverrai de Berlin. Adieu donc jusqu'à mon arrivée à Weimar d'où je vous rendrai compte de la réception que m'aura faite la Duchesse.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 21 décembre 1802.

Je continue aujourd'hui à vous rendre compte, mon cher père, de la réception qu'on m'a faite en ce pays-ci. Le comte de Stackelberg me comble d'honnêtetés, mais ne cesse de me plaindre d'avoir quitté Berlin, je ne sais, si c'est par intérêt, ou si ma nomination lui a été désagréable ; ceci joint à son premier accueil, qui m'a paru un peu froid, fait que je ne suis pas encore à mon aise avec lui, mais j'espère que cela s'arrangera de soi-même, dès que j'aurai fait plus ample connaissance avec lui.

Le corps diplomatique me paraît assez bien composé, mais je n'ai pas encore trouvé à remplacer la maison du comte Stadion, ni celle du général O'Farrill. J'ai passé deux soirées chez M. de Bezera, ministre de Portugal, assez agréablement ; c'est un aimable homme, il est fort lié avec le comte Gustave ; sa femme est une vieille Anglaise qui a une tournure de l'autre monde, mais est bonne femme à ce qu'on dit. Hier soir, l'Ambassadeur de France nous a donné un grand banquet ; il était assez joli, et Mme l'Ambassadrice n'a rien négligé pour le rendre agréable, elle y a réussi, car elle est fort aimable ; cependant un meilleur choix de société n'aurait point fait de mal. Samedi passé, le Ministre d'Espagne

donna un grand bal, auquel j'ai été étonné de trouver autant de jolies femmes, mais aucune ne pouvait être comparée à Mme de Harel, qui a été superbe ce jour-là. Il est dommage qu'elle ne nous reste pas, car son mari compte voyager tout l'été prochain, il vient de louer sa maison au comte Stackelberg pour 4000 fl., ce qui, en ce pays, représente un loyer exorbitant; mais c'est une fort belle maison. Pour moi, j'ai pris un quartier, garni de meubles, dans le voisinage de mon ministre pour 35 fl. par mois, et je m'y trouve assez bien; il n'y a que la manière de le chauffer à laquelle je ne puis pas encore me faire; de ce côté-là on n'est heureux qu'en Russie. Jusqu'à présent, le climat est encore extrêmement doux; en arrivant j'ai trouvé les vaches encore dans les prés ce qui, d'après ce qu'on prétend ici, vaut à la province de Hollande 100 mille florins par jour, mais ce calcul me paraît un peu exagéré. En tout cas, le pays doit être superbe dans la belle saison et je compte bien le parcourir, l'été prochain. Quant à l'hiver, je le passerai très paisiblement ici et peut-être même gaiment, car il paraît que le goût des sociétés commence à revenir.

Une perte sensible que nous allons faire de ce côté-là c'est celle du ministre d'Espagne, qui a eu la place de Londres; on ne connaît pas encore son successeur, ni celui de M. de Bielfeld qui très décidément ne sera pas ministre ici, en vertu du principe que la Cour de Berlin a adopté de ne jamais nommer à une place de ministre celui qui dans le même endroit réside comme chargé

d'affaires. On croit que ce sera peut-être le comte Keller[1] qui, à ce que le sieur Hultmann m'assure, désire cette place, parce que ses finances sont très dérangées et que, s'il l'obtenait, en conservant les appointements dont il jouissait à Vienne, il parviendrait à remettre ses affaires en bon ordre. Mais cet arrangement est coûteux, aussi je doute que la Cour de Berlin y consente; elle préférera envoyer un ministre des quatre ordres mendiants, comme elle est accoutumée de faire. Le nouveau ministre de la République Batave près notre Cour, le citoyen Hogendorp[2], paraît avoir une jolie tournure et l'on dit assez généralement que c'est un homme de mérite; il a une jolie femme et cela n'est pas un mince mérite en diplomatie.

1. Keller (comte de), ministre de Prusse à Vienne. Voir tome I.

2. Hogendorp (Thierry, comte de), général hollandais (1761-1830). Il embrassa fort jeune la carrière des armes, devint officier général, puis fut successivement ambassadeur à Saint-Pétersbourg et gouverneur de la colonie hollandaise de Java. Lorsque Louis Bonaparte devint roi de Hollande, il prit pour ministre de la guerre Thierry de Hogendorp (1806), qu'il nomma ensuite successivement ministre plénipotentiaire à Vienne (1807), à Berlin (1809), et à Madrid (1810). En 1811, Napoléon, qui venait de réunir la Hollande à l'empire français donna à Hogendorp le grade de général de division, le prit pour aide de camp, le nomma gouverneur de la Prusse orientale et de la Silésie, et, après la campagne de Russie, gouverneur de Hambourg (1813).

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 22 décembre 1802.

N'oubliez pas de me rappeler, mon cher fils, au souvenir de votre ministre, et de gagner sa bienveillance autant que vous pourrez. Je connais M. Bezerra de nom, mais pas de figure, quoique à Lisbonne il demeurât bien près de ma maison. Il ne fréquentait point encore, à cette époque, la société diplomatique; mais mes deux valets de chambre le connaissaient, et je me souviens de leur avoir ouï dire qu'ils avaient parfois l'honneur d'entretenir l'épouse de ce gentilhomme, lorsqu'elle se tenait à sa fenêtre, où les dames portugaises se tiennent souvent; que celle-ci était monstrueusement grasse, ce qui me fait espérer que son mari ne l'aura point amenée avec lui pour diplomatiser dans votre société, car, d'ordinaire, les femmes grasses ont les mouvements difficiles, ce qui est un grand mal dans le commerce du monde.

Je n'ai aujourd'hui à vous mander aucune nouvelle d'Allemagne qui vous puisse intéresser, vous ou votre Principal, car les représentants de nos seigneurs et maîtres qui disposent de son sort, accablés sans doute par les longs travaux qu'ils ont entrepris jusqu'ici, se sont mis en vacance pour jusque après les Rois.

En attendant, l'Electeur de Mayence se dispose à

partir pour Ratisbonne le 27 de ce mois, pour voir par lui-même ce qu'il pourra retirer du tripot, où tant d'intérêts divers se croisent. Pour moi, je pense que cette besogne du partage de l'Allemagne ne s'achèvera que lorsqu'il plaira au Premier Consul de se prononcer définitivement sur la suffisance des indemnités à accorder au grand-duc de Toscane. Mandez-moi si cette manière de voir est conforme à celle de vos grands spéculateurs hollandais en politique. En attendant, aimez-moi toujours, car ceci est encore plus intéressant pour moi.

G. N.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 28 décembre 1802.

Jusqu'à présent, je ne saurais encore me plaindre du manque de sociétés ; celles que j'ai fréquentées me paraissent agréables, et je crois que quand j'y serai un peu plus connu et plus fait aux habitudes du pays, je m'y plairai. J'ai passé une soirée dans une maison orangiste et j'ai dîné dans une patriote; j'ai trouvé dans toutes les deux des gens d'esprit et de mérite, mais peu disposés à se rapprocher, de façon que les divisions politiques mettront encore longtemps des entraves à l'agrément des sociétés nationales, malgré toutes les peines que se donnent le corps diplomatique et nommément l'ambas-

sadeur de France à les réunir. Jusqu'à présent, les orangistes avaient refusé les invitations de M. de Sémonville, mais, hier, ils ont commencé à fréquenter sa maison, et j'y ai passé la soirée avec la famille Harrel et plusieurs autres personnes distinguées de ce parti. La maison que cet ambassadeur tient ici est, sans contredit, la plus agréable de la Haye; il n'y règne pas cette raideur et cette étiquette qu'on trouve dans les sociétés nationales. L'ambassadeur est fort honnête, sa femme très aimable, et sa fille, qui est mariée à M. de Sparre, extrêmement jolie; avec de pareilles gens, on ne s'ennuie jamais. Sa maison est, dans ce moment, remplie de personnes qui font partie de la grande expédition pour la Louisiane; ils sont venus s'amuser ici, en attendant que les marins aient achevé, dans les ports, les préparatifs du voyage; il est venu, hier, un courrier de Paris pour les accélérer; mais, malgré cela, l'expédition ne pourra guère partir avant quinze jours. Je ne vous cite, de ces personnes, que le général Victor, commandant en chef, le général Berthier, chef de l'état-major, et puis le sieur Job Aymé[1], grand-juge de la Louisiane, connu par le rôle qu'il a joué à l'Assemblée constituante, par sa déportation à Cayenne le 18 fructidor,

1. Aymé (Jean-Jacques) nommé le plus souvent Job Aymé dans les journaux du temps (1752-1818), homme politique français, réactionnaire, nommé, l'an III, membre du Conseil des Cinq-Cents, prit part à toutes les intrigues contre la République et fut déporté à Cayenne après le 18 Fructidor, parvint à s'évader, rentra en France après le 18 Brumaire et obtint une place de directeur des droits réunis. A publié en 1800, une relation de son évasion.

et par la manière miraculeuse dont il s'est sauvé. Cela paraît un homme d'esprit, il parle fort bien et a toujours été dans les bons principes.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 9 janvier 1803.

L'aventure de Staremberg à l'occasion de son passage par Paris ne ressemble pas mal, mon cher fils, à une facétie du temps de Paul. Il me semble cependant, sauf meilleur avis, qu'il eût été convenable à la prudence de la cour de Vienne de faire éviter cet esclandre à son Ministre, en lui interdisant très expressément de passer par la capitale de la France, d'autant que la Cour ne pouvait ignorer, que peu après l'élévation de Bonaparte au Consulat, M. de Staremberg écrivit une diatribe très violente contre le Premier Consul, qu'il fit imprimer à Londres et distribua lui-même à tous ses collègues diplomatiques.

Étant donnée l'irritabilité des nerfs que nous connaissons à Bonaparte, en ce qui touche surtout la politique, je pense, que l'interdiction de ce passage par Paris pour M. de Staremberg devenait indispensable, conformément à toutes les règles de la sagesse, et pour pouvoir raisonner différemment à cet égard avec succès,

je crois, qu'il faudrait commencer par battre l'usurpateur et le détrôner ensuite; mais nous n'en sommes pas là encore.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 20 janvier 1805.

Comme je n'ai, touchant la grande affaire qui agite l'Europe, absolument rien de nouveau à vous mander, mon cher père, je vais aujourd'hui droit au fait, en réponse à plusieurs articles de votre lettre du 10 de ce mois, sur lesquels je regrette seulement de ne pouvoir m'étendre autant que l'exigerait un pareil sujet.

Volontiers je tombe d'accord avec vous, que pour lui-même le Chancelier a bien fait de se retirer, lorsqu'il s'est senti trop faible de santé pour bien diriger les affaires, mais je doute que pour nous ce soit un grand bien, à moins que son successeur n'ait autant de fermeté dans le caractère que lui et assez de véritable attachement aux intérêts de la Russie pour repousser toute influence étrangère et faire enfin jouer à cette puissance le rôle auquel elle est destinée par l'étendue de son territoire, sa position géographique, sa force militaire et ses productions qui lui donnent le précieux avantage de n'avoir besoin de personne et de pouvoir attendre paisiblement que les autres viennent à elle.

Or, vous conviendrez qu'il est difficile de supposer de pareilles qualités à un Polonais, qui, toute bonne tête et bon cœur qu'il peut avoir, n'oubliera pas de si tôt les malheurs récents de sa patrie pour prendre chaudement les intérêts du Gouvernement qui les a causés. J'espère toujours que ce n'est que *ad interim* que lui a été confiée la gestion des affaires, mais je ne vois pas trop par qui il pourrait être remplacé. Le comte Sémen Worontsof quitte décidément le poste de Londres, mais non pour être appelé à un autre, car je sais de bonne source que son projet est de se retirer tout à fait et de vivre auprès de son frère à Wladimir. Quant au comte Markof, je crois que c'est pour une tout autre raison que celle que vous lui supposez qu'il a passé par Vienne où, vu sa liaison avec le comte Louis Cobentzel, il pourrait fort bien rester. Lui-même désire beaucoup ce poste et il l'obtiendra si le comte André Rasumovski qui est à Pétersbourg en ce moment n'a pas assez de crédit pour s'y maintenir, car il a été très fort question de son rappel, mais nullement d'un Prince Dolgorouki pour le remplacer. Il faut s'en prendre à la trop riche imagination des gazetiers qui, à toute force, veulent faire sortir des ambassadeurs de cette illustre famille. Celui qu'elles désignent est à présent à Vienne pour régler des comptes, résultant de la coalition de 1799 et de la marche de nos troupes à travers les pays Autrichiens. C'est un militaire, beau-fils du Trésorier, grand faiseur de calembours, au demeurant bon diable, mais nullement fait pour la diplomatie.

Hier, a couru ici le bruit de prise de Surinam: je ne le crois pas fondé, attendu que les forces britanniques aux Antilles, très diminuées par les maladies qui y règnent, ne pouvaient être assez considérables pour tenter cette conquête. Voilà, outre la retraite du Sieur Georges, qui pour ses négociations relatives à la cession du marquisat de Berg-Op-Zoom, emporte de la part du Gouvernement Batave une pension de 6000 florins, la seule nouvelle, mon cher père, que j'ai pour aujourd'hui à ajouter aux assurances de mon respectueux attachement.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 30 janvier 1803.

J'ai reçu hier fort tard, mon cher fils, votre lettre du 25 de ce mois et il me reste peu de moments aujourd'hui pour y répondre, cependant j'irai au-devant du plus pressé : le bonhomme Liston a fait son entrée dans le monde, en qualité d'instituteur d'Elliot, que vous avez connu à Dresde. J'ignore comment il est parti de là pour entrer dans la carrière diplomatique; mais je me rappelle qu'il accompagnait à Madrid en qualité de secrétaire particulier, Milord Mount Stuart,

fils du célèbre comte de Bute[1], qui a eu une si funeste influence dès le commencement du règne de Georges III, et dont le fils fut nommé ambassadeur d'Angleterre en Espagne.

Il fit un voyage à Lisbonne dans le temps que j'y étais; mais je ne l'ai point vu. Je sais que M. Liston est doux et poli, un peu pédant dans les formes. Peu après la paix de l'Angleterre avec ses colonies américaines, en 1783, il fut nommé pour aller y résider, en qualité de Ministre. De là, il a passé en Hollande, et vous avez parfaitement raison, mon cher fils, si vous jugez que de vouloir envisager la République Batave, au point de vue diplomatique, telle qu'était l'ancienne République des Provinces-Unies, ce serait le comble du ridicule; l'entrée de quatre bataillons de troupes françaises à La Haye en fournirait la conviction entière, jusqu'à démonstration.

1. Bute (Jean Stuart, comte de), homme d'État anglais (1713-1792). Fut nommé membre du Conseil à l'avènement de George III (1760), puis secrétaire d'État et premier lord de la trésorerie, et se rendit fort impopulaire comme chef des tories et du parti de la paix. Malgré la plus vive opposition dans le parlement, il parvint à faire conclure la paix de Fontainebleau (1763), qui est d'ailleurs une des plus avantageuses que l'Angleterre ait conclues. Toutefois, lassé des attaques dont il était l'objet, il se retira du pouvoir tout en continuant d'exercer une grande influence dans les conseils du roi, puisque quelques-uns le regardent comme le véritable auteur du fameux *Acte du timbre*, qui fut la première cause de la rupture de l'Angleterre avec ses colonies américaines.

Le comte Charles de Nesselrode.
à son père.

La Haye, le 25 mars 1803

J'ai aujourd'hui, mon cher père, à répondre encore à votre lettre du 15 mars.

Que dites-vous des nouvelles hostiles de l'Angleterre; ici, elles ont fait grande sensation, et, en effet, ce pays-ci serait perdu si une guerre recommençait; il succomberait sous le poids de sa dette nationale et sous celui de l'influence française.

Depuis quelques jours, on est revenu de la première frayeur; le silence du Premier Consul et la tranquillité du gouvernement français sont de bon augure et l'envoi du colonel Colbert[1] à Saint-Pétersbourg donne les plus grandes espérances; on connaît assez les vues pacifiques de notre ministère pour croire qu'il fera son possible afin d'arranger les choses sans guerre. En

1. Colbert (Auguste-Marie-François, comte de), général français, né à Paris en 1777, mort en 1809. Il embrassa fort jeune la carrière militaire comme simple soldat, ne tarda pas à se distinguer, devint aide de camp du général Grouchy, puis de Murat, qu'il suivit en Italie et en Égypte, et déploya une brillante valeur à l'affaire de Solahié et au siège de Saint-Jean-d'Acre. Il prit part à la bataille de Marengo, fut nommé peu de temps après général de brigade, fit en cette qualité la campagne d'Austerlitz, remplit ensuite une mission diplomatique importante à Saint-Pétersbourg, se signala à la bataille d'Iéna, et passa à l'armée espagnole, où il fut tué près d'Astorga. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

attendant, le commerce a reçu un coup mortel; les efforts des négociants se trouveront partout tellement paralysés qu'ils n'oseront entreprendre de spéculation considérable pendant tout le courant de cette année. Et tous ces malheurs, nous les devons à la pusillanimité de ce Ministère anglais qui tient à sa place et qui manque de l'énergie et de l'activité qui a caractérisé le précédent. Les nouvelles que leur Sieur Luzac[1] a publiées dans sa feuille du 22 mars doivent avoir jeté l'alarme chez vous comme ici, il me paraît donc bon de vous prévenir qu'elles étaient fausses et qu'elles se sont trouvées insérées, au grand déplaisir de ce gouvernement, et au bénéfice de quelques agioteurs qui, à présent que leur coup est fait, tiennent un tout autre langage.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 1er avril 1805.

Je reçois à l'instant votre lettre du 27, mon cher père, et j'ai à peine le temps d'y répondre. Les événements malheureux qui, en ce moment, agitent les cabinets de l'Europe ont donné du travail à notre mission et le départ d'un de nos attachés pour Saint-Péters-

1. Luzac (Jean), philologue et journaliste hollandais, directeur de la *Gazette de Leyde*. Né en 1746, mort en 1807.

bourg où il a été placé plus avantageusement qu'il ne l'était ici, a augmenté le mien, ce qui m'a empêché de vous informer mardi dernier de plusieurs nouvelles que vous saviez déjà par les gazettes, comme de l'histoire arrivée au Cap et de l'entrée de six bataillons avec autant d'escadrons français sur territoire batave. Ainsi que vous le dites, mon cher père, si la guerre recommence, ce pays-ci est perdu, ses colonies et les riches chargements qui sont attendus des Indes deviendront la proie des Anglais, aussi la consternation est-elle générale. Tous les yeux sont tournés vers le Nord; le parti que le Premier Consul a pris d'y envoyer le colonel Colbert avant de commencer les hostilités fait espérer que l'orage sera dissipé cette fois-ci par l'intervention de notre Cour, qui, portée à la paix, fera son possible pour la conserver. Les nouvelles arrivées hier de Londres étaient assez rassurantes, mais on y ignorait encore l'entrée des troupes françaises sur ce territoire et l'on craint ici que cette mesure ne provoque un recommencement d'hostilités de la part de la Cour de Saint-James. Voilà où nous en sommes; peut-être mardi prochain aurais-je le loisir de vous en parler plus longuement; je dois me borner aujourd'hui à cette esquisse, à laquelle je n'ai le temps d'ajouter que les assurances de mon respectueux attachement.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 5 avril 1803.

Comme je n'ai point reçu, mon cher fils, de vos nouvelles par le courrier d'hier, qui a porté les lettres de Hollande du 29 mars, je suppose, que les affaires entre la France et l'Angleterre sont toujours en suspens, c'est à-dire, entre la paix et la guerre. Situation bien pénible, je le sens parfaitement, pour l'illustre République Batave, qui, ainsi que la Cour de Berlin, voudrait toujours acquérir, sans risquer aucun enjeu, et c'est dans ce sens, comme vous le dites fort bien, qu'il faut entendre les nouvelles alarmantes publiées par le gazetier de Leyde, dans ses feuilles du 22 mars, sur la crise actuelle, et je ne doute point, que notre ami Voûte n'ait joué un grand rôle dans tout cela, car, avec beaucoup de talents, il est usurier dans l'âme, et l'esprit mercantile s'emparera toujours de lui, toutes et quantes fois, qu'il s'agira d'envisager une question politique en grand, et tout l'esprit des fidèles patriotes hollandais est bien parfaitement monté à l'unisson du sien. Je connais ceci de très ancienne date, et aujourd'hui que le plus puissant des Consuls leur tient positivement le pied sur la gorge, à coup sûr, il ne saurait en être autrement. Tout ceci se démêlera bien parfaitement un jour à nos yeux, si, comme vous le dites, la

faiblesse du Ministère anglais actuel ne nous en dérobe les preuves par ces languissantes négociations, dont l'issue restera toujours précaire, de quelque manière qu'elles puissent se terminer.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 8 avril 1803.

Les affaires politiques sont encore dans le même état d'incertitude et ne prendront probablement de tournure décisive qu'au retour du courrier envoyé à Saint-Pétersbourg. Cette circonstance nous laisse encore quelques jours d'espérance, mais ce qui nous rassure encore davantage, c'est que le Premier Consul ne serait pas, dit-on, partisan de cette guerre, ce qui, d'après les dernières nouvelles de Paris, se trouve confirmé. Son caractère violent et irascible ne lui aurait pas permis d'attendre avec sang-froid le résultat des négociations, si des raisons majeures ne l'avaient point obligé de prendre ce parti. La principale de ces raisons parait être la crainte d'employer les généraux dont l'influence reprise sur les armées pourrait lui devenir funeste. En attendant, il inonde cette pauvre Hollande, République Batave, de troupes; la garnison de Flessingue sera augmentée et tout cela pour mettre, dit-il, ce pays à l'abri d'une inva-

sion hostile. Quant à l'article de la Gazette de Leyde du 22 Mars, vous ne m'avez pas deviné, mon cher père, il n'a pas été le résultat de la finance batave, mais d'une finance étrangère, voilà tout ce que je puis vous en dire.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 15 avril 1805.

L'état d'incertitude et d'irritation continue toujours, mon cher père; il a les suites les plus funestes pour ce pays-ci, les Français viennent occuper une place forte après l'autre, le général Montrichard[1], quoique à la solde de la République Batave, a fait, sans ordre préalable de ce gouvernement, prendre arbitrairement possession de Nimègue et Grave; on dit dans le public qu'il en sera autant de la Haye et d'Utrecht, mais ces bruits sont

1. Montrichard (Joseph-Élie-Désiré Perruquet), général français, né en 1760, mort en 1828. Il fit, comme capitaine d'artillerie, les guerres de la Révolution, fut promu général de brigade en 1796, après avoir franchi le Rhin sous le canon ennemi, servit ensuite comme chef d'état-major général dans les armées de Mayence et d'Italie, et reçut le grade de général de division en 1799. Chargé après la défaite des Schérer, de couvrir la Toscane et la Ligurie, il maintint les Italiens dans la soumission, eut le tort, en suspendant Lahoz, commandant des troupes cisalpines, de jeter ce général du côté de l'ennemi, prit une part brillante à la bataille de la Trebbia, puis reçut le commandement des troupes au service de la République Batave.

encore vagues et dénués de fondement, il faut espérer qu'ils resteront tels. La mise en état de siège, non seulement de Flessingue, mais de toute l'île de Walcheren, a été très nuisible à ce gouvernement, parce qu'elle a fait cesser toute administration civile. Le Premier Consul paraît avoir eu des inquiétudes pour cette place importante, qui en effet, si les hostilités avaient commencé n'aurait guère échappé à l'activité de Sir Sydney Smith[1];

1. SMITH (William Sidney), célèbre amiral anglais (1764-1840). Il entra dans la marine à treize ans. Lieutenant en 1780, il reçut trois ans plus tard le grade de capitaine de frégate. Lorsque la paix fut signée, le jeune Smith, dévoré par le besoin d'activité, entra en 1788 au service de la Suède, en guerre avec la Russie, et prit part à la destruction d'une flotte russe (1790). Il se mit ensuite à voyager, visita la France, une partie de l'Orient, et prit, en 1792, du service dans la flotte ottomane. Lorsqu'il apprit que la guerre venait d'éclater entre l'Angleterre et la France (1er février 1793), il revint en toute hâte et rejoignit l'amiral Hood, que la trahison avait rendu maître de Toulon. Sidney Smith proposa d'incendier la flotte française et l'arsenal et se chargea lui-même d'exécuter ce terrible projet dans la nuit du 17 au 18 décembre 1793. Il reçut peu après le commandement de la frégate le *Diamond*, et se livra alors à d'audacieuses entreprises sur les côtes et dans les ports français. Pénétra dans la Seine pour y capturer un corsaire, mais se vit entouré par des canonnières et fut fait prisonnier (17 mars 1798) avec son équipage; fut enfermé à la prison du Temple; parvint à s'évader (1797). Ministre plénipotentiaire à Constantinople (1798), il fit signer à la Porte un traité d'alliance avec l'Angleterre (1799) et passa ensuite en Égypte pour y combattre l'armée française sous les ordres de Bonaparte. A la tête d'une escadre, il bombarda Alexandrie, occupée par les Français, puis se rendit à Saint-Jean-d'Acre, assiégé par Bonaparte, dirigea la défense et força le général français qui avait inutilement perdu 4000 hommes à renoncer à prendre la ville. En 1804, il reçut le grade de colonel d'infanterie de marine et, en 1805, celui de contre-amiral. Nommé vice-amiral (1810), amiral (1821), il devint en 1830 lieutenant-général de l'artillerie de marine.

il y a envoyé son aide de camp Lacuée[1] pour surveiller les mesures de défense qui sont si formidables qu'elle se trouve parfaitement à l'abri d'un coup de main. Moins connues sont les raisons qui ont déterminé l'occupation de Nimègue qui se trouve hors de toute portée des escadres anglaises; les grands spéculateurs en politique y voient déjà la tête de colonne destinée à l'envahissement de l'électorat de Hanovre, mais lorsqu'on a affaire à un gaillard de la trempe de celui qui en ce moment gouverne l'Europe, il me semble que c'est peine perdue de faire des conjectures.

De riches chargements des Indes arrivent tous les jours tant au Texel qu'à Rotterdam, c'est autant de perdu pour les Anglais qui pourront bien se repentir d'avoir dépensé leur temps en négociations inutiles. Cette circonstance ne laisse pas de donner de l'espoir,

1. Lacuée (Jean-Gérard, comte de Cessac), général et homme politique français (1752-1841). Nommé en 1790 procureur-syndic de Lot-et-Garonne, il devint peu après député de ce département à l'assemblée législative où il siégea parmi les modérés. En mai 1792, il devint président de l'Assemblée; n'ayant point été réélu à la Convention, il entra dans les bureaux du ministère de la guerre, où, pendant quelque temps, il remplaça par intérim le ministre Servan. En 1795, son département le nomma membre du conseil des Anciens dont il devint président l'année suivante et, après le 1er prairial, passa au conseil des Cinq-Cents. Sous le Consulat, il devint conseiller d'État, puis, en 1800, ministre de la guerre par intérim, président de la section de la guerre au conseil d'État l'année suivante et, en 1804, fut appelé à la direction de l'École polytechnique. Sous l'Empire, successivement conseiller d'État à vie, général de division, directeur général de la conscription (1806), ministre d'État (1807), grand aigle de la Légion d'honneur et comte de Cessac (1809), et, enfin, ministre de l'administration de la guerre (1810).

elle dénote les vues pacifiques du Ministère anglais, mais en même temps sa faiblesse qui nulle part ne se trouve mieux démontrée que dans le fameux Journal de Cobbet[1] et surtout dans une lettre de cet auteur à M. Addington[2]; nous autres serviteurs d'un pouvoir absolu, nous avons de la peine à concevoir la hardiesse du style qui y règne.

Une lettre que, par occasion de voyageur, je viens de recevoir de Pétersbourg m'a apporté des nouvelles aussi intéressantes que malheureuses, que je vous prierai, mon cher père, de ne pas trop ébruiter. L'événement suivant vous prouvera vraiment, malgré tout ce que le comte Sémen Worontzof, à son dernier passage par Francfort vous en a dit, combien l'étendue de pouvoir accordée au Sénat par les derniers changements qui ont eu lieu chez nous, est mal vue et combien elle peut devenir dangereuse sous un règne faible et pusillanime.

1. Cobbet (William), célèbre publiciste anglais (1762-1835). D'abord soldat, il servit pendant huit années, visita la France en 1792, passa aux États-Unis et fit paraître à Philadelphie un journal anti-libéral, revint à Londres et y fonda en 1803 le *Weekly Register*, feuille dévouée aux tories. Passa ensuite dans le camp des radicaux. Son remarquable talent d'écrivain et sa hardiesse le mirent bientôt à la tête de ce parti. Il créa, spécialement pour les classes populaires, un journal à quatre sous, le *Twopenny Tract*, qui atteignit le chiffre de 100000 souscriptions (1816). Il devint membre de la Chambre des Communes en 1832.

2. Addington (Henri), vicomte Sidmouth, 1757-1844. Homme d'État anglais. En 1784 entra au barreau et devint membre de la Chambre des communes, dont en 1789 il fut élu président. En 1801 ministre-président jusqu'en 1804. Se retira de la vie publique en 1824.

L'Empereur envoya enregistrer au Sénat l'ukaze en vertu duquel chaque bas-officier (*noble ou non*) serait obligé de servir douze ans avant de pouvoir obtenir sa démission. Elle y rencontra de très fortes protestations, le comte Potocki, qui est un de nos grands faiseurs, s'y opposa surtout, et l'Empereur au lieu de forcer la chose et d'envoyer promener cet insipide Sénat, a mieux aimer retirer son ukaze.

Non moins intéressant est l'ukaze qui accorde aux paysans la liberté de se racheter de leur maître avec *leurs biens en terre*; elle a été la suite de l'histoire du comte Serge Roumiantzof dont parlent toutes les gazettes et que par conséquent vous n'ignorerez pas.

Le citoyen Lacuée ayant achevé sa tournée militaire, vient d'arriver ici ainsi que le chevalier Boutigny, Ministre *ad interim* de la cour d'Espagne. Le baron de Bielfeld, chargé d'affaires de Prusse, se rend en la même qualité à Constantinople, on ignore par qui il sera remplacé ici.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils,

Francfort-sur-le-Mein, le 4 mai 1803.

J'ai reçu hier votre lettre du 29 avril, mais à mon grand regret son contenu n'a pas répondu à mon attente. Vous sentez bien, que c'est de la levée des difficultés

toujours subsistantes entre l'Angleterre et la France que j'entends parler; mais tous les délais qu'on met dans ces négociations, faute de pouvoir s'entendre sur les points capitaux, semblent me prouver irrévocablement, que le Ministère actuel en Angleterre, restant tel qu'il est dans ce moment, sera pour longtemps encore aussi incapable de faire la guerre que de maintenir la paix, et cet état d'incertitude amènera nécessairement la République Batave à sa ruine entière, sous tous les prétextes d'une défense commune que la France ne manquera pas de faire valoir tant que durera cet état de fluctuation, et achèvera de mettre tout le Ministère hollandais entre les mains de la France, ce qui ne peut manquer d'être le but de Bonaparte, attendu que jamais les circonstances ne se sont présentées plus favorablement à lui pour l'atteindre. Je suis peu tranquille sur un objet d'alarme, que m'a donné le contenu d'une lettre de la Duchesse de Weimar que je reçus hier au soir, et voici ce qu'elle me dit :

« Dès le mois de septembre dernier, alors que mon fils allait quitter la France, j'écrivis à l'Impératrice mère pour savoir ses ordres sur le temps qu'il plaisait à Sa Majesté de lui fixer pour se rendre à Pétersbourg, mais ne recevant aucune réponse à cette lettre, je me déterminais en décembre à lui en écrire une seconde, et mon fils revenant chez nous dans le courant de mars dernier, nous crûmes essentiel, le Duc et moi, d'envoyer un courrier pour annoncer son retour à l'Empereur et à l'Impératrice mère, et demander leurs ordres ulté-

rieurs sur la destination du Prince. Sur ces entrefaites, et avant que notre courrier pût être arrivé à Pétersbourg, je reçus une lettre de l'Impératrice par laquelle elle me dit, qu'elle avait fixé de concert avec l'Empereur l'arrivée du prince en Russie à la mi-juillet, époque où d'ordinaire la cour se trouve à Pétersbourg, dans la pensée, qu'un grand nombre d'étrangers venant assister aux fêtes qui s'y donnent, elle épargnerait ainsi à Mme la Grande Duchesse Marie l'embarras de croire, que le Prince n'y était venu que pour elle. » A la suite de cette longue phrase, qui me paraît, en effet, un peu entortillée, vu l'objet dont elle traite, Mme la duchesse me dit :

« J'avoue, monsieur, que ce passage de la lettre de l'Impératrice, d'après mon opinion, est fait pour nous donner quelques inquiétudes, vu l'état avancé dans lequel cette affaire se trouve. Qu'en pensez-vous? »

Et aussi à mon tour, mon fils, je vous demande ce que vous en pensez, car je vous confesse, que je n'entends rien à cet entortillage. Si on a voulu rompre cette affaire, pourquoi ne pas l'avoir rompue tout de suite, après la mort de Paul, cela eût été bien plus naturel. D'où ce coup de Jarnac est-il parti? est-ce de Paris où de Vienne? Je soupçonne fortement le premier de ces endroits, parce que j'en connais l'ouvrier.

Tout ceci, comme bien vous pensez, n'est fait pour être confié à personne surtout si vous pouvez vous apercevoir, que rien à cet égard n'a transpiré encore dans votre corps diplomatique. La dernière phrase, qui

termine votre lettre, mon cher fils, me paraît parfaitement juste, lorsque vous me dites que dans le seul gouvernement où il était permis de s'attendre encore à trouver de l'énergie et de la vigueur, il ne reste plus que de la faiblesse et une extrême pusillanimité. En ce cas, tout est dit, il faut fermer à jamais le livre de la politique. Rappelez-vous le langage que je vous ai tenu autrefois, lorsque vous prîtes la résolution de quitter la carrière militaire pour entrer dans la diplomatie; (et l'expérience que j'en avais faite depuis plus de vingt ans m'autorisait bien à parler ainsi); je vous disais que de tous les métiers ce dernier était bien le plus mauvais, lorsqu'on possédait une âme élevée, l'esprit droit et le cœur bon, aussi fais-je des vœux, mon cher fils, pour que votre expérience puisse vous convaincre jusqu'au bout de la carrière de la vie, que j'avais tort dans cette opinion.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 5 mai 1805.

Je m'empresse de vous dire, mon cher fils, que j'ai été assez heureux pour m'emparer hier d'un exemplaire du courrier de Londres du 20 mai; vous êtes donc parfaitement dispensé de vous donner aucune peine pour satisfaire à la demande que je vous faisais dans ma lettre

dernière. En lisant le récit de cette conversation qui a eu lieu entre Bonaparte et notre ami Whitworth, et dans laquelle le premier a parlé à lui tout seul, il m'a semblé entendre le caquetage d'une femme irritée qui se plaint d'une infidélité qu'elle a essuyée, et qui n'attend jamais la réponse qu'on pourrait faire pour se justifier; malheureusement ce grand petit Consul est né avec des nerfs très irritables, ce qui est toujours nuisible à une froide discussion, telle qu'il la faudrait en affaires, surtout en affaires majeures. Lorsqu'il a dit à l'ambassadeur d'Angleterre, qu'il aimerait mieux voir les Anglais en possession du faubourg Saint-Antoine que du rocher de Malte, il a fait preuve que le bon sens l'abandonnait entièrement, car il y a cent contre un à parier, qu'avant que le 1er bataillon anglais soit entré au faubourg Saint-Antoine, le célèbre Consul corse aura depuis longtemps déjà fini sa brillante existence. Le célèbre diplomate Schwartzshopf[1] nous a débité ici, il y a quelques jours, que très incessamment le baron d'Alopeus allait se rendre à Hanovre pour y être l'ange tutélaire de son pays. En savez-vous quelque chose?

1. Schwarzkopf (Joachim de), littérateur allemand (1776-1806). Secrétaire de la légation hanovrienne et, plus tard, ministre résident du même gouvernement à Francfort.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 8 mai 1803.

Voici, mon cher père, copie de la lettre du sieur Cobbet à M. Addington que des affaires multiples m'ont empêché de vous envoyer par le dernier courrier, ainsi que je vous l'avais promis. Elle prédit à ce faible ministre tout ce qui lui est arrivé depuis, elle est écrite avec la plus grande énergie, mais ce qui, à mes yeux, y est le plus remarquable, c'est la sagacité avec laquelle il démontre la grande importance des nouvelles acquisitions, que, depuis la signature des préliminaires, la France a faites sur le continent de l'Amérique. Ce genre d'agrandissements, puisqu'ils sont éloignés, ne nous frappe pas autant que ceux que la France s'est donnés en Europe, mais ils n'en sont pas moins énormes et peuvent devenir très préjudiciables au commerce des Anglais. Sur la grande question actuellement subsistante, je ne puis encore rien vous dire de positif. Hier, tout à coup, il s'est répandu ici des nouvelles très pacifiques, portant même que tout était arrangé, mais comme elles ne viennent pas d'une source officielle, on a tout lieu de croire que c'est aux agioteurs de Rotterdam que nous devons les quelques heures de réjouissances qu'elles nous ont causées. En attendant, les mesures de défense et les excitations françaises vont

leur train, il faut soi-même habiter un de ces malheureux pays, qui ont le dangereux et coûteux honneur d'être alliés avec la France, pour se faire une idée de toute l'horreur de sa conduite et de celle de ses émissaires. Le général Victor, à Hellevoetsluis et à la Brille, a envahi les arsenaux et magasins bataves pour en tirer de quoi armer les batteries qu'il fait ériger sur la côte.

Dans l'île de Walcheren la consternation est à son comble, il n'y a sorte de réquisitions que le général Monnet[1] ne se permette et, pour être plus à son aise à cet égard, il a dernièrement fait mettre la main sur la caisse du receveur général de la Zélande. Je ne serais pas étonné de les voir mettre la banque d'Amsterdam en réquisition, car de la part de ces messieurs il ne faut plus s'étonner de rien. L'aventure du Cap avait motivé l'entrée des troupes françaises en Batavie, mais il paraît que sa remise définitive faisant cesser la cause ne fait pas cesser les effets et qu'elles resteront encore ici jusqu'à la décision ultérieure sur les différends de l'Angleterre et de la France.

1. Monnet (Louis-Claude, baron), général français (1766-1819). Chef de demi-brigade (1796), il prit d'assaut, l'année suivante, la ville de Sion et fut nommé général de brigade pour sa belle conduite à la bataille de Bussolingo (1799). Monnet, après avoir pris part à la défense de Mantoue, passa à l'armée de Hollande, reçut le commandement supérieur de Flessingue et de l'île de Walcheren, fut promu général de division en 1803. Attaqué dans Flessingue par le général anglais Chatham en 1809, il se rendit prisonnier avec la garnison. Un conseil de guerre, réuni par ordre de Napoléon, le condamna à mort par contumace. De retour en France en 1814, Monnet en appela à Louis XVIII de cette sentence et fut réintégré dans son grade.

Je rouvre ma lettre pour vous annoncer de bien fâcheuses nouvelles arrivées à l'instant et par courrier de Paris. Les négociations y sont rompues, lord Whitworth a demandé ses passeports, et la déclaration de la guerre est presque certaine.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 17 mai 1803.

Voilà enfin la grande question décidée; un courrier arrivé avant-hier de Paris nous a porté la nouvelle du départ de lord Whitworth, ainsi donc plus d'espoir pour la conservation d'une paix nécessaire à toute l'Europe et particulièrement à ce pays, qui le premier, deviendra la victime de cette malheureuse rupture. M. Liston n'a pas encore reçu son rappel, mais il l'attend d'un jour à l'autre; hier au soir, sont encore arrivés deux courriers de Paris; rien du contenu de leurs dépêches n'a transpiré jusqu'ici, mais il est aisé de le deviner, ce seront probablement de nouvelles mesures de défense à prendre ou bien l'annonce de l'arrivée de quelques corps de troupes françaises. Le nombre de ceux qui dans ce moment inondent déjà le territoire batave se monte à 32000 hommes. Quel fardeau pour cette pauvre République, qui à peine commençait à remettre ses finances

délabrées! A présent, elles seront entièrement perdues par la ruine totale du commerce, suite inévitable de la guerre.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 22 mai 1803.

Je ne pense pas comme vous, mon cher fils, que la guerre doive encore être regardée comme inévitable pour le moment. Toutes les lettres de Paris des 16 et 17 courant, arrivées hier et avant-hier au soir, donnent toujours les plus grandes espérances pour une conciliation prochaine, soit que le Premier Consul craigne la rupture, rapport à sa propre existence, soit qu'il fonde son espérance de conserver la paix sur l'extrême faiblesse du ministère actuel en Angleterre, qui, malgré tout l'entêtement du Roi, ne saurait se maintenir, si la rupture éclate. Enfin les lettres de Londres du 17, qui ne peuvent manquer d'arriver demain au soir, par les vents d'Ouest qui ont régné depuis quinze jours, donneront enfin la solution finale du grand problème, puisque le retour de Lord Whitworth à Londres, quelque lenteur qu'il ait mis dans son voyage, doit nécessairement amener le dénouement de la catastrophe, surtout si le dernier courrier de Russie, qu'on assure avoir été expédié par Markoff au comte Sémen

Worontzof à Londres, a été, en effet, comme on le dit porteur de la garantie de l'Empereur pour Malte; mais ce n'est pas fait encore pour fonder la conservation de la paix; car qui mettra les possessions du Portugal au Brésil et dans les deux Indes, point si essentiel pour l'existence de l'Angleterre, à l'abri de la cupidité française.

Je me suis habitué, mon cher fils, dès l'année 1792, à envisager la Hollande au point de vue politique, non comme une alliée de la France d'après les circonstances d'alors, mais comme entièrement assujettie au despotisme de ce colosse informe, qui depuis les traités de Lunéville et d'Amiens n'a cessé d'étendre sa puissance presque sur tous les pays du continent de l'Europe qui se trouvaient à sa portée, et sous ce point de vue je ne saurais plaindre vos Bataves, quelques vexations que la France leur fasse endurer, puisque leurs prétendus *patriotes*, c'est ainsi qu'ils appelaient leurs fidèles citoyens qui avaient vendu leur pays à la France et ils savaient bien pourquoi, n'ont cessé depuis lors d'employer tous les moyens imaginables pour réduire le pays sous le joug des Français, lorsque ceux-ci ont tenté d'en faire la conquête en 1794, à quoi tout le parti patriote a si puissamment contribué; ce qui me prouve bien irrévocablement, qu'un pays quelconque, grand ou petit, qui a pour politique de ne se conduire que d'après des principes mercantiles, est perdu sans ressource.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 27 mai 1803.

Les espérances que vous m'annoncez dans votre dernière ne tarderont pas à être détruites chez vous comme elles l'ont été ici; j'aurais bien désiré m'être trompé dans mes conjectures, mais dès que j'ai été informé de tous les détails de la conduite versatile que le ministère anglais a tenue depuis son existence, je n'ai pas douté un seul instant de la guerre, dont l'Angleterre me paraissait avoir absolument besoin pour reconquérir sa considération perdue. Je ne vous parle pas ici de la déclaration du Roi au parlement, ni de toutes les pièces dont l'impression a immédiatement suivi la rupture, vous les aurez lues dans les papiers publics, mais, comme vous ne lisez guère le *Courrier de Londres*, je vous recommande de vous procurer celui du 20 où vous trouverez une dépêche intéressante de Lord Whitworth dans laquelle il rend compte de la conversation qu'il a eue avec le Premier Consul.

Les hostilités ont déjà commencé des deux côtés; les Français sont entrés en Allemagne, mardi passé, du nord de la Gueldre dans le Comté de Bentheim; ils passeront ensuite par Osnabruck, d'où ils entreront dans l'Électorat de Hanovre, sans avoir touché le territoire prussien. Ils ont dans leur marche effleuré la terre de

l'ami Voûte et lui ont enlevé ses chevaux de voiture, perte dont avec sa fortune on se console parfaitement. Les Anglais n'ont, de leur côté, pas été moins actifs, ils ont pris six vaisseaux hollandais venant de Demerary et en ont débarqué l'équipage à Scheveningen; un vaisseau danois qui s'est montré dans ces parages n'a pas été plus heureux. Deux vaisseaux français ont été pris dans la Méditerranée avant même que les négociations fussent rompues; le Gouvernement français, outré de ce procédé, s'est vengé sur le paquebot anglais devant mercredi dernier partir de Hellevoetsluis pour Harwich, sur lequel il a fait mettre un embargo, et arrêter l'agent de commerce anglais dans cette ville; heureusement les lettres ont pu être sauvées, le messager qui en était porteur ayant été averti à temps pour rebrousser aussitôt chemin, mais celles attendues ce matin d'Angleterre tomberont infailliblement entre leurs mains. Le nouveau ministre Batave près la République Française, M. de Dedem, a été refusé par le Premier Consul qui désire y garder M. Voss van Steenwyck. M. Dedem qui n'avait eu cette place qu'*ad interim* retournera à son ancien poste à Stuttgard.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 29 mai 1803.

Je n'ai reçu, mon cher fils, par les deux derniers courriers de la poste, aucune nouvelle de votre part, ce qui m'inquiète bien plus par rapport à votre santé qu'à cause du défaut d'information dans lequel je reste par suite de votre silence sur la marche des affaires générales vers la paix ou la guerre; car, bien que la *Gazette de Leyde*, arrivée hier, en publiant à la fois les lettres de Londres du 11 et 20 de ce mois, ne nous laisse pas de doute sur le parti qu'on a pris dans ce pays en annonçant l'expédition des lettres de marque, je m'étais flatté encore, que le dernier courrier russe, expédié par Paris à Londres, aurait pu amener les affaires à une conciliation, surtout s'il est vrai, comme on le dit, qu'il était chargé de l'offre de la garantie de l'Empereur pour l'île de Malte. Car si cette guerre doit nécessairement amener l'invasion du pays de Hanovre par les Français, je vois tout le nord de l'Allemagne exposé à une ruine aussi certaine que l'a été la partie méridionale dans la guerre qui vient d'être terminée par le traité de Lunéville, et un Allemand ne saura plus où aller reposer sa tête, à moins de se rendre en France pour adorer Bonaparte, devenu le dieu de l'univers par un décret de concession de toutes les puissances conti-

nentales de l'Europe; mais à propos de cela, on m'assure, et de très bonne part, que les deux frères Worontsof dont l'un est à Pétersbourg, l'autre à Londres, ne sont pas toujours parfaitement d'accord sur le système politique. En savez-vous quelque chose?

On m'assure aussi, que c'est Tatichtchef[1], nommé jadis pour aller en qualité de ministre à Naples, qui est aujourd'hui le grand faiseur au bureau des affaires étrangères, et que le Prince Adam Czartoryski n'y est plus pour rien. Sauriez-vous me dire si celui qui doit remplacer le premier à Naples est nommé déjà?

Je pense, qu'à l'heure qu'il est, Liston doit vous avoir quitté déjà: si cette guerre continue, La Haye deviendra le plus misérable des villages, et je vous plains ainsi que votre Principal; mais telles sont les chances inévitables qu'on court en poursuivant cette belle carrière diplomatique de nos jours, où il ne me reste qu'à désirer de vivre assez longtemps pour voir écrit sur l'adresse du premier Consul de France :

Au Consul Bonaparte, Vainqueur de l'Europe

et il sera bien clairement prouvé aux yeux de la postérité, que grâce à l'ineptie des puissances continentales de nos jours un Corse en moins de cinq ans est parvenu

1. Tatichtchef (Démétrius-Pawlovitch), né en 1769, mort après 1845, suivit la carrière de la diplomatie et devint successivement chargé d'affaires à Naples et en Sardaigne, ministre à Madrid (1815), puis à Vienne, où il resta jusqu'en 1845. Il prit alors sa retraite et reçut de Nicolas la fonction de conseiller d'État et de grand chambellan.

en France à s'emparer de la monarchie universelle, à laquelle Louis XIV n'a pu atteindre, malgré trois guerres consécutives, longues et cruelles, entreprises dans ce but.

Pensez à cela sérieusement, mon cher fils, et vous deviendrez un grand diplomate un jour. Sur ce je vous embrasse.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 3 juin 1803.

Ma dernière lettre du 23 mai vous aura, mon cher père, suffisamment expliqué les motifs de mon silence. Liston ne nous a point encore quitté, attendu que la République Batave n'est pas comprise dans la déclaration du Roi d'Angleterre et que, simultanément avec la rupture, ce ministre reçut ordre de sa Cour d'offrir sa neutralité au Gouvernement Batave et la promesse de ne pas prendre ses vaisseaux, si, de son côté, le Gouvernement Français voulait consentir à observer une scrupuleuse neutralité, en renonçant au droit, que lui donne le traité de 1795, de se servir des ressources de ce pays contre la Grande-Bretagne. Pour obtenir l'agrément du Premier Consul, il a été envoyé une commission de trois personnes, à Paris, chargées de cette négociation, mais je crains qu'elles n'y fassent

que de l'eau claire et que, par conséquent, la Batavie soit perdue. Après ceci, est arrivé l'événement de Hellevoetsluis et l'arrestation de tous les Anglais en France, exigée en même temps du Gouvernement Batave. En réponse à la dépêche par laquelle Liston a rendu compte à son ministère de cette violation manifeste du droit des gens, de ces procédés dignes d'être sortis de la tête de Paul Ier, il a reçu ordre de demander la relaxation immédiate de tous les Anglais arrêtés sur territoire batave et, au cas contraire, de quitter La Haye. Le Gouvernement d'État n'ayant point encore fait de réponse à la note que cet envoyé a présentée hier à ce sujet, je ne saurais encore vous dire, mon cher père, comment toute cette affaire finira. En attendant, la communication avec l'Angleterre par Hellevoetsluis a été rompue et, comme dorénavant nous en recevrons nos lettres par Cuxhanen, peut-être aussi par Kœnigsberg, je ne vous réponds plus que les nouvelles que je vous donnerai de ce pays soient aussi fraîches que celles que j'ai été dans le cas de vous mander jusqu'ici. Hier les fonds ont haussé tout à coup à Amsterdam, sur la nouvelle que le cabinet de Saint-James avait accepté l'intervention de la Russie; je doute cependant de ce fait car il me paraît clair que les Anglais veulent garder Malte, à quoi je ne crois pas que notre Cour consente jamais.

Le Général Mortier s'est mis en marche avec une grande célérité. Il est arrivé le 26 mai à Meppen et ne tardera pas d'atteindre les États du Roi d'Angleterre

en Allemagne où il paraît que l'on pense sérieusement à se défendre, ce qui, à moins que la Prusse ne s'en mêle, n'aboutira cependant à rien.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 8 juin 1803.

Je vous remercie bien cordialement, mon cher fils, de votre lettre du 3 juin, qui m'est venue hier. Celle que je vous adressais dimanche dernier doit vous avoir convaincu que ma façon de penser est parfaitement conforme à la vôtre, quant au résultat qu'obtiendra la célèbre députation batave en allant solliciter aux pieds du Grand Consul une neutralité pour la République, que le Gouvernement Français n'accordera jamais, à moins qu'il n'y soit contraint par une puissance majeure du continent, et il ne faut pas s'attendre à cette énergie de la part d'aucun des trois cabinets de l'Europe, les seuls qui soient en situation de faire des représentations à cet égard avec quelque succès. D'ailleurs la position de la Hollande est un point trop décisif pour favoriser les opérations françaises contre l'Angleterre, pour pouvoir s'attendre raisonnablement à voir la France renoncer à des ressources que la République Batave est à même de lui fournir pendant toute la durée

de la guerre qui, enfin, ne peut être terminée que par la solution de la grande question : savoir, si c'est exclusivement à la France ou à l'Angleterre que doit appartenir le débit de leurs industries nationales respectives, car la possession du rocher de Malte n'est que ce qu'on appelle la question en dehors; et s'il en était autrement, on serait bien autorisé à demander, comment ce faible ministère anglais a eu le courage de déclarer la guerre, après avoir eu la lâcheté de signer le traité d'Amiens. Question que je n'ai vu agiter encore dans aucun des débats parlementaires, malgré que les circonstances du moment en aient fourni de très lumineux, entre autres le discours de M. Pitt; mais ce ne seront plus aujourd'hui les discours parlementaires, ni tout l'échafaudage de l'éloquence française pour flatter le héros Bonaparte, qui décideront la question actuellement agitée déjà les armes à la main. Si la possession de Malte formait seule le nœud gordien, notre Cour suffisait pour le trancher, en occupant ce rocher, car si c'était le mauvais rêve de Paul de vouloir se faire grand maître de l'ordre de Malte, c'était remplir une grande vue en politique pour la Russie que d'en occuper l'île dans ce moment et l'occasion s'en présentait sans aucun inconvénient. Je suis persuadé comme vous, mon cher fils, qu'entre les deux frères qui nous gouvernent, c'est le cadet qui a le plus de faiblesse dans ses vues politiques; et j'ai eu l'occasion de m'en convaincre par la correspondance que j'eus avec lui, à l'époque de notre guerre avec les Turcs, pendant

laquelle je résidais à Berlin. Cette Cour étant, en ce moment, fortement poussée à la guerre contre nous par l'Angleterre pour sauver le Roi de Suède, le comte Semen, sur quelques démonstrations défensives, que le Roi fit faire en envoyant le général Moellendorff en Prusse pour y rassembler des troupes, resta persuadé que c'était la Prusse qui voulait nous faire la guerre, tandis que je me tuais à lui écrire, qu'aussitôt qu'il parviendrait à faire ralentir les efforts provocateurs que la Cour de Londres ne cessait de faire auprès de celle de Berlin pour la guerre, je lui garantissais de ma tête que jamais aucun bataillon de l'armée prussienne ne marcherait contre nous, et l'événement a parfaitement justifié la justesse de mon raisonnement à cet égard; car, aussitôt que M. Fox parvint à faire tomber le parti de M. Pitt dans la minorité pour l'envoi d'une escadre anglaise dans la Baltique, tout fut dit et il ne fut jamais plus question d'aucune altercation entre les Cours de Péterbourg et de Berlin. Au demeurant je crois le comte Sémen Worontzof un meilleur homme que son frère aîné, et à coup sûr il était le meilleur colonel de l'armée dans la précédente guerre contre les Turcs où il était chef du régiment des grenadiers de Pétersbourg et ne quitta le service militaire à la fin de cette guerre qu'à cause d'un passe-droit que lui fit le Prince Potemkin qui gouvernait alors aussi despotiquement la Russie que Paul gouvernait en son temps.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 8 juin 1805.

En politique j'ai lieu de supposer qu'il y a beaucoup de nouveau, mais ici nous marchons dans les ténèbres et nous nous trouvons, quoique au centre de l'Europe, dans la plus complète ignorance de ce qui se passe autour de nous. Nul doute que la réponse de Bonaparte a été donnée et expédiée déjà par courrier à notre Cour; nous en ignorons tout à fait le contenu et nul doute encore que les négociations à Londres se poursuivent vivement, mais je ne saurais vous donner sur leur objet que des suppositions ou des nouvelles de gazettes. Une lettre du 22 de Nicolaï ne m'en dit pas plus, car elle m'est venue par la poste; il n'y a glissé qu'un seul mot sur les affaires publiques, mais ce mot signifie beaucoup et, lorsqu'on connaît la façon de penser de celui qui l'a prononcé, donne des éclaircissements sur la marche qu'on se propose de suivre; il me dit : que les nouvelles qui leur sont arrivées de Pétersbourg sont bien bonnes. Vous devinerez facilement le mot de l'énigme. Le contre-amiral Verhuel[1] a

1. Verhuel (Charles-Henri, comte de Sevenaar), amiral et homme d'État hollandais (1764-1845). Entra dans la marine en 1779 et fut nommé lieutenant de vaisseau (1781). Capitaine de vaisseau en 1795, il quitta le service lors de la conquête de la Hollande par les Français, prit parti pour le prince d'Orange lors de l'expédition anglo-

été nommé membre de la Légion d'Honneur et sa nomination a été accompagnée d'une lettre de l'Empereur Napoléon conçue dans les termes les plus flatteurs et où il le loue entièrement de la conduite qu'il a tenue dans le fameux combat du 16 mai avec Sir Sydney Smith, et ce qui prouve encore plus pour le véritable mérite de ce contre-amiral batave, c'est que le commodore anglais en fait le plus grand éloge dans son rapport. L'acte d'accusation contre les conspirés, publié à Paris le jour où commença le procès de Moreau, vous donne, page 232, à l'article David, une raison de la disgrâce du général Macdonald qui paraît se trouver fortement compromis dans tout cela et avoir par là mérité la colère impériale. On parle ici beaucoup d'une demande que doit avoir fait l'Empereur Napoléon de trois votes électoraux à la diète de Ratisbonne fondée sur la possession de trois électorats ecclésiastiques : Mayence, Cologne et Trèves, mais ce bruit est encore

russe (1799); mais s'étant rallié à la France, il reçut le grade de contre-amiral et fut chargé, en 1803, d'amener à Ambleteuse la flottille hollandaise qui devait coopérer à la descente en Angleterre. Il remplit cette mission délicate avec autant de courage que d'habileté et livra au commodore Smith trois combats heureux (1804). Il fut successivement nommé vice-amiral (1804), puis ministre de la guerre en Hollande. En 1806, Louis Bonaparte le nomma maréchal. Envoyé à Paris comme ambassadeur en 1807, il signa dans cette ville, où venait d'accoucher la reine Hortense, l'acte officiel qui constatait la naissance de Louis-Napoléon Bonaparte (depuis Napoléon III). Le roi Louis ayant renoncé au trône de Hollande, Verhuel reçut la présidence de la junte du gouvernement lors de la réunion de son pays à l'Empire (1810), puis fut investi du commandement général des forces navales de la mer du Nord et de la Baltique (1811). . . . . .

très vague et il me semble que l'on ne peut y ajouter foi que parce que dans le siècle où nous vivons il faut croire à tout ce qui est extraordinaire, même à la nomination de Kalitschef, qui à coup sûr n'a pas obtenu sa place par le crédit de Markof avec lequel il ne peut guère être très bien depuis qu'il lui a soufflé l'ambassade de Paris, et il est même très possible qu'il lui souffle encore celle de Londres, ce qui serait toujours d'un très grand bien pour les affaires. Adieu, mon cher père.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 10 juin 1803.

Je m'empresse, mon cher père, de vous annoncer la nouvelle du départ de Liston, qui, en conséquence du refus du Premier Consul de relâcher les Anglais arrêtés par ses troupes sur territoire batave, a quitté La Haye hier au soir. Les hostilités entre ce pays-ci et l'Angleterre vont donc commencer et les vaisseaux que les Anglais avaient pris avec la promesse de les rendre aussitôt que le Gouvernement français consentirait à la neutralité de la République Batave ne tarderont pas à être déclarés de bonne prise. La ruine totale de ce pays-ci, dont le contre-coup se fera ressentir dans toute l'Europe, sera la suite infaillible de cette malheureuse

guerre qui ne manquera pas d'embraser le reste du continent, puisque les grandes puissances ne le veulent pas autrement et que celle dans laquelle on ne peut rien entreprendre paraît être tombée dans une profonde léthargie d'où rien ne la tirera désormais, puisque l'envahissement du nord de l'Allemagne n'a pu le faire. Je ne vous parlerai pas davantage de cet événement remarquable; vous devez en être instruit mieux que nous ne le sommes ici par le célèbre diplomate Schwarzkopf, appelé à jouer en cette affaire un si triste rôle. Mais ce qu'il n'a pu vous dire encore, c'est qu'il va se rassembler un corps de réserves au Gueldre, qui, sous les ordres du général, conseiller d'État, Dessolle[1], sera porté à 30 000 hommes et destiné à son pays; où, à

1. Dessolle (Jean-Joseph-Paul-Augustin, marquis), général français (1767-1828). Général de brigade (1797), il pénétra dans le pays des Grisons, décida du succès de la bataille de Sainte-Marie, reçut le grade de général de division (1799), revint sous les ordres de Moreau, en Italie et mérita, sur le champ de bataille de Novi, le surnom glorieux de *Décius français*. De retour à Paris, il fut fait conseiller d'État et secrétaire de la guerre (1801). En 1802, il commanda temporairement l'armée de Hanovre. En 1805, il fut nommé grand officier, puis gouverneur du château de Versailles. Lors de la campagne de Russie, il devint chef d'état-major du corps d'armée de Beauharnais qu'il suivit jusqu'à Smolensk. Nommé en 1814 général en chef de la garde nationale parisienne par le gouvernement provisoire, Dessolle se prononça énergiquement, dans le conseil qui fut tenu la nuit du 5 avril chez l'empereur Alexandre, contre la régence de Marie-Louise et pour la rentrée des Bourbons. Bientôt après, il fut créé par Louis XVIII ministre d'État et major général de toutes les gardes nationales du royaume. Pair de France, marquis en 1817, ministre des affaires étrangères en 1818, il donna sa démission à la fin de 1819.

l'exemple du premier commandé par le général Mortier, il arrivera dénué de tout pour s'y faire équiper et remonter sa cavalerie. L'occupation de Hambourg qui ne tardera pas d'avoir lieu nous privera entièrement des nouvelles de l'Angleterre et ce ne sera, comme je vous l'ai prédit dans ma précédente, que par Kœnigsberg ou Riga que nous en recevrons dorénavant.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 12 juin 1803.

Un objet dont je ne puis me rendre compte, mon cher fils, et que vous m'expliquerez, si vous le pouvez, c'est la conduite incroyable du Gouvernement du Hanovre dans ces circonstances, car sans être doué d'un génie éclairé, qui n'exista jamais parmi les ministres de ce pays, il me semble qu'il était facile pour eux de concevoir, avec un peu plus de bon sens, qu'après la déclaration du Roi d'Angleterre faite en mars au Parlement, le pays du Hanovre ne pouvait manquer de devenir la proie de la cupidité et de la rapacité françaises, malgré toutes les démonstrations de défense qu'on ferait dans ce pays, si elles ne pouvaient être puissamment soutenues par des mesures combinées entre la Russie et la Prusse. Déjà, avant-hier,

nous eûmes ici la nouvelle de l'entrée du général Mortier à Hanovre, où il avait dîné ce jour à grand couvert au Château Électoral, s'était emparé de 200 chevaux qui étaient dans les écuries de la Cour, ainsi que de tous ceux, au nombre de 4000, de la cavalerie Hanovrienne qui avait été démontée sur-le-champ, et, que pour terminer la fête, il avait imposé une contribution de 10 millions de livres pour une première fois. Mais ce qui dépasse tout, à mon avis (car il était au fond bien naturel de s'attendre à ce qui est arrivé dès que les Français entreraient dans le pays), c'est que le Roi d'Angleterre consentit à ce que son fils le Duc de Cambridge restât là pour être témoin de cette débâcle, sans le rappeler en Angleterre. Mais un point bien plus curieux encore à résoudre, qui se présente aux spéculateurs politiques de nos jours, sera celui de savoir, les mesures que prendront les grandes puissances continentales, qui, plus ou moins, ont de l'intérêt à maintenir la liberté du commerce maritime, lorsque les Français se seront une fois rendus maîtres des ports de Brême, de Hambourg et de Lubeck, et qui est-ce qui les en empêchera, lorsqu'ils resteront tranquilles possesseurs du pays de Hanovre, tant que durera la guerre, et qu'ils auront fermé par la possession de Cuxhanen la dernière communication qui reste à l'Angleterre avec le Nord de l'Allemagne.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 14 juin 1803.

Votre lettre du 8 juin pour laquelle je vous prie, mon cher père, d'agréer tous mes remerciements, vient de me parvenir. Depuis celle que je vous ai écrite, vendredi passé, il n'y a eu rien de nouveau ici, à l'exception de l'arrivée à La Haye d'une demi-brigade française, qui sera suivie aujourd'hui d'un régiment de cavalerie. Le général Victor, nommé par le Premier Consul chef de l'armée gallo-batave, a établi son quartier général, à la suite de quoi l'entrée des troupes françaises a eu lieu. Ce n'est pas avant deux mois que je pourrai vous dire si cette circonstance changera quelque chose à ma position actuelle, car il faudra ce temps pour avoir une réponse de Pétersbourg.

Le rassemblement d'une armée de réserve n'aura, dit-on, plus lieu. Il n'avait été résolu que lorsqu'on s'était encore attendu à une résistance du Hanovre qu'on croyait voir soutenue par la Prusse, mais depuis qu'on sait que cette puissance suivra son système accoutumé, d'après l'avis que dans les conférences de Magdebourg le Duc de Brunswick a donné et qui, pour la première fois sous ce règne et malgré que le Comte Haugwitz ait été d'une opinion différente a prévalu, cet armement n'est plus poussé avec activité. Quant à

l'anecdote du Duc de Brunswick, je ne vous la garantis pas, car ce n'est pas officiellement qu'elle est parvenue à ma connaissance.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 15 juin 1803.

Rien n'est plus sûr, mon cher fils, que le démêlé très vif qui a eu lieu entre le Premier Consul et M. Chaptal[1], ministre de l'Intérieur, qu'on dit d'ailleurs un homme assez méritant pour un ministre révolutionnaire, à l'occasion des remontrances, que ce dernier s'est cru obligé de faire à Bonaparte sur le danger personnel qu'il courait en persistant à vouloir faire la guerre à l'Angleterre. Le Consul s'est emporté au point de menacer le ministre de l'envoyer à Cayenne, et, ce dernier continuant toujours à parler, le Grand Napoléon a terminé l'audience en lui appliquant un vigoureux soufflet.

Avez-vous lu la célèbre lettre adressée par Bonaparte

1. Chaptal (Jean-Antoine, comte de Chanteloup), (1756-1832), médecin et chimiste. Professa quelque temps la chimie végétale à l'école polytechnique, fut membre de l'Institut dès sa fondation, devint ministre de l'Intérieur en 1800 et signala son administration par un grand nombre de mesures utiles aux progrès de l'agriculture et de l'industrie. Sénateur en 1805, il devint pair de France sous la Restauration (1819).

à Louis XVIII et à tous les Princes de la Maison de Bourbon, pleine d'arrogance et de hauteur, pour les inviter à renoncer par une déclaration formelle au trône de France? Et, comme il est toujours dans le caractère d'un grand comédien de terminer son rôle par quelque farce, il finit sa lettre par leur promettre des indemnités (sans doute dans le Nord de l'Allemagne, puisque la partie du Midi ne serait guère en état d'en fournir) dans le cas, où les Princes voudraient bien obtempérer à ses salutaires exhortations. Mais j'ai remarqué depuis longtemps, mon cher fils, que la diplomatie à La Haye n'est pas trop instruite sur ce qui se passe à l'intérieur de la France, qui est cependant le grand théâtre d'où doivent partir tous les coups décisifs, car je me suis également accoutumé depuis longtemps à n'envisager le reste du continent, que comme atteint d'une longue léthargie, et la plus grande preuve que je puisse vous en fournir pour le moment, c'est qu'au milieu des circonstances les plus alarmantes qui menacent de réduire l'Europe entière sous le joug d'un aventurier corse, aidé de trente millions de fous, S. M. Prussienne est arrivée dimanche dernier à Wilhelmsbad, dans la soirée, escortée par trente Princes et Princesses de toute espèce et de toute couleur, la Reine y comprise s'entend, car ce Roi ne marche pas sans sa Reine, et cette illustre compagnie séjournera dans nos environs, dit-on, jusqu'à la fin de la semaine, et, hier, mes neveux ont eu l'honneur d'y conduire le citoyen Hirsinger, sans doute pour

écouter aux portes, car ils y allaient sans mission; pour moi je n'irai pas voir cette auguste assemblée, puisque je connais d'avance toutes les nullités qu'on m'y dirait; mais à propos de ce tripot prussien, il faut vous dire, que le crédit de Haugwitz branle dans le manche, car il n'est point du voyage, au nombre des convives que le Roi a menés avec lui; mais de là naît une grande question, que je vous invite à résoudre en votre qualité d'ancien diplomate à Berlin.

Qui remplacera ce ministre dans la partie des affaires étrangères? Sera-ce Schulenbourg, qui aime autant les écus que son maître? Aurons-nous la guerre, à la suite de ce changement, pour chasser les Français du Nord de l'Allemagne où on ne devait jamais les laisser entrer d'après les règles du sens commun? Le baron d'Alopéus comptait être envoyé à Hanovre comme médiateur, mais les Français ont jugé plus utile de faire cette capitulation à eux tous seuls, sans intervention d'aucun médiateur quelconque. En attendant le baron se console de cette aventure entre les bras de Mme la duchesse de Courlande.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 20 juin 1805.

Veuillez, mon cher père, recevoir tous mes remerciements pour vos deux lettres du 12 et 15 juin, auxquelles il m'a été impossible de répondre plus tôt. Je commencerai celle-ci en vous parlant de la conduite du Gouvernement de Hanovre dont vous me demandez de vous rendre compte et qui me paraît à moi assez facile à expliquer.

Il avait eu l'espoir, jusqu'au dernier moment, d'être soutenu par le Roi de Prusse, qui, en effet, avait un peu nourri ses espérances; dans ce cas-là les mesures défensives qu'il avait prises devaient arrêter le corps du général Mortier, jusqu'à ce que le Roi de Prusse eût mis ses troupes sur pied de guerre pour s'opposer plus efficacement à l'invasion des Français. Dès qu'il a été décidé au Congrès de Magdebourg, dont je vous ai parlé dans ma précédente, que le cabinet de Potsdam suivrait aussi dans cette occasion sa marche accoutumée, il ne restait plus aux Hanovriens qu'à se soumettre, car s'ils étaient même parvenus à détruire l'armée du général Mortier, ce qui n'était pas difficile, attendu qu'elle n'était forte que de 18 000 hommes et dénuée de tout, ils auraient pourtant fini par succomber devant la seconde et la troisième armée que Bonaparte leur

aurait envoyées et ceci n'aurait fait qu'aggraver leur sort, déjà assez dur et qu'ils doivent uniquement à la léthargie incroyable des grandes puissances continentales et surtout au machiavélisme de la Cour de Berlin. Quant au second problème que vous me donnez à résoudre dans votre lettre du 15, il offre quelques difficultés et je vous avoue que je doute que le moment soit venu d'y songer, car la circonstance dans laquelle vous voyez une marque de disgrâce du comte Haugwitz n'en est pas une preuve, attendu que ce ministre n'accompagna jamais le Roi dans ses voyages, et qu'il en profite tous les ans pour aller visiter ses terres en Silésie. Il s'est rendu par extraordinaire avec le Roi à Magdebourg, ce, à cause de la résolution qu'on devait y prendre relativement aux affaires de Hanovre. L'année dernière, il n'a pas été du voyage de Memel, ce qui prouve encore que tout ceci est dans la règle. En attendant si jamais il quitte sa place, je vous avoue que je ne saurais deviner qui pourrait le remplacer, Schulenbourg ne voulant décidément pas des affaires étrangères. Peut-être Lucchesini ou bien Jacobi, car ce sont là leurs aigles de diplomatie. Avant de quitter l'article du Hanovre, il faut que je vous conte une petite anecdote relative à l'armée de Mortier pour vous prouver, que nous n'ignorons pas tout à fait ce qui se passe chez la grande nation. Lorsque le général Mortier prit le commandement de l'armée expéditionnaire, il y trouva toute la cavalerie sans chevaux et jugea à propos de s'en plaindre dans le rapport qu'il s'empressa de

faire au Premier Consul, qui lui répondit que l'Électorat du Hanovre lui fournirait de quoi y suppléer.

M. Schimmelpenninck est revenu hier matin de Londres. Il nous a, au grand plaisir de tout le monde, porté la nouvelle que M. Liston a été, immédiatement après son retour en Angleterre, de nouveau employé, ayant été envoyé à Copenhague avec une commission extraordinaire, où il est presque décidé qu'il restera pour remplacer Sir James Crawford, retenu prisonnier en France par où il passait pour se rendre à destination. Le Ministère anglais se soutient encore et l'on ne croit pas en Angleterre qu'il sera de si tôt renversé.

Sur des ordres apportés la nuit d'avant-hier par un courrier de Paris, le général Dessolle a avec les deux bataillons français subitement quitté La Haye. Le rassemblement d'un corps de réserve, qui, après la soumission de l'Électorat de Hanovre avait été contremandé, a de nouveau été ordonné et se fait dans la plus grande diligence imaginable. Toutes les troupes stationnées sur les côtes de la République Batave, tant françaises que bataves, ont eu ordre de se rendre à Deventer dans le plus court délai possible. Je ne m'imagine pas quelle peut être la raison de cet événement imprévu, et je ne vous entretiendrai pas des conjectures que l'on fait là-dessus, puisque, informé comme vous l'êtes à Francfort, la nouvelle de la cause vous parviendra avec celle de l'effet. Ici, l'on n'en sait absolument rien.

Le voyage du Premier Consul dans la Belgique, où

il a été attendu pour la fin de la semaine, vient d'être encore remis, en conséquence de quoi la députation du Gouvernement batave chargée de le complimenter à Bruxelles, et composée des membres du Conseil d'État, Brantsen, le même que vous avez connu ambassadeur à Paris, et Becker, auquels a été adjoint le Secrétaire d'État pour les affaires étrangères Van den Gœes, a suspendu ses préparatifs de départ. La commission du Gouvernement batave à Paris a été très bien accueillie par le Premier Consul, qui s'est entretenu avec elle pendant une heure entière.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 26 juin 1803.

Pour répondre, mon cher fils, à votre lettre du 21 courant qui m'est parvenue hier, je vous dirai que ce même jour le Prince d'Orange père, en repassant ici, à son retour d'une course qu'il est allé faire à Manheim pour voir l'Électeur de Bade, dans une conversation d'une heure que j'eus avec lui, m'assura, pour en être très bien instruit, que dans la célèbre conférence qui fut tenue à Magdebourg pour déterminer le parti que prendrait Sa Majesté Prussienne par rapport à l'invasion prochaine des Français dans le pays du Hanovre, le

Roi et le comte de Haugwitz avaient été d'opinion qu'il convenait à la Prusse de se charger conjointement avec la cour de Russie de la défense de cet Électorat; mais que l'avis du Duc de Brunswick, admis à cette conférence, avait prévalu en détaillant les raisons qu'il croyait avoir pour que la Cour de Berlin ne se mêlât de rien avant que le cabinet de Pétersbourg ne se fût prononcé, mais malgré cette mollesse parfaite d'avis de part et d'autre qui ne permit de prendre aucun parti dans une circonstance aussi grave, le Prince d'Orange convint avec moi, que rien n'était plus plat que la conduite du ministère de Hanovre, qui pouvant aisément calculer d'avance par le passé la marche lente du cabinet de Berlin, surtout à leur égard, devait entièrement licencier les troupes, renvoyer les chevaux et l'argent en Angleterre avant l'entrée des Français dans ce pays. Au demeurant, ce ne sera pas encore cette facile conquête qui déterminera le sort de cette nouvelle guerre entre la France et l'Angleterre; ce seront les coups, qu'ils se porteront par mer, d'ici à quatre mois, qui en décideront; mais il n'en sera pas moins inepte d'avoir, d'entrée de jeu, augmenté le trésor de Bonaparte d'un revenu annuel de 13 à 14 millions de thalers et fourni les chevaux pour remonter la cavalerie française.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 28 juin 1803.

Kochelef qui nous a quitté samedi passé pour rejoindre sa femme, restée avec son fils à Strasbourg, nous avait conté l'anecdote scandaleuse de la comtesse Divof et j'allais vous la transmettre aujourd'hui, mon cher père, lorsque votre lettre du 22, pour laquelle je vous suis très reconnaissant, est venue me prouver qu'on m'avait devancé, mais il me reste encore à rectifier un point sur lequel la version que vous en avez reçue de Paris ne se trouve pas exacte, car c'est chez Mme de Montesson[1] et non chez Mme Bonaparte mère que s'est passée cette scène assez laide, à ce que nous a dit Kochelef qui a été présent. Je verrai si je suis plus heureux pour l'aventure du prince Esterhazy[2] que vous ignorez peut-

1. Montesson (Charlotte-Jeanne Béraud de Lahaie de Riou, marquise de), 1737-1806. Devenue veuve du vieux marquis de Montesson en 1769, elle fut unie, en 1773, par un mariage secret, au duc d'Orléans petit-fils du régent. Après la mort du duc d'Orléans (1785), elle vécut dans la retraite, employant une partie de son douaire et de ses grands revenus à secourir les pauvres, principalement pendant le rigoureux hiver de 1789. Elle passa sans être inquiétée, les premières années de la Révolution, puis fut emprisonnée pendant quelque temps en 1794. Sous le Directoire, elle se lia avec Joséphine Beauharnais. Grâce à celle-ci, sous l'Empire, elle obtint le payement de son douaire et, sur sa demande, Napoléon consentit à augmenter considérablement les pensions de la famille d'Orléans.

2. Esterhazy de Galantha (Nicolas), diplomate autrichien (1765-

être et que je serai, j'espère, le premier à vous conter pour vous prouver qu'il nous arrive aussi de temps en temps des nouvelles de la grande capitale.

A son arrivée à Paris, ce prince fut invité d'abord au cercle de Mme Bonaparte et admis à sa partie; au second cercle auquel il se trouva, il voulut s'approcher de l'Impératrice des Gaules pour l'accoster, lorsque survint un préfet du Palais pour le prévenir qu'on ne parlait jamais à Madame, que lorsqu'elle vous adressait la parole. Ces avanies, auxquelles on est exposé à la Cour Consulaire n'engagent pas à la visiter. Pendant la tournée que ce grand homme fera dans la Belgique, et qui vient encore d'être remise, je resterai tranquillement à La Haye, d'ou j'admirerai ses hauts faits dans un respectueux éloignement, et cela d'autant plus que ce corse a toujours mieux agi qu'il n'a parlé, en quoi il est le contraire du prince d'Orange père, auquel j'ai des obligations, puisqu'il vous a fait passer une soirée agréablement et comme je crois que cela vous arrive rarement à Francfort, il faudrait être bien égoïste pour regretter de n'avoir pas eu de vos lettres dont la composition eût été alors préjudiciable à l'agrément de votre soirée.

1835). Il représenta la Hongrie au couronnement de François Ier (1792), reçut en 1797 le commandement de l'armée hongroise, chargée de repousser les Français qui envahissaient l'Autriche, et fut chargé, en 1802, d'une mission diplomatique auprès de l'empereur de Russie. Il remplit, à partir de 1814, les fonctions de ministre plénipotentiaire à Naples, auprès de Murat, puis de Ferdinand.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 6 juillet 1803.

On raconte ici, depuis hier, que l'armée du général Mortier a passé l'Elbe pour procéder au désarmement complet des troupes hanovriennes et les envoyer en France, en qualité de prisonniers de guerre. Quoique cette nouvelle ne nous soit point parvenue officiellement, elle me paraît cependant vraisemblable. Dieu veuille qu'un prochain changement de ministère en Angleterre puisse mettre bientôt fin à tant de calamités qui désolent l'Europe, car si c'est une grande ineptie de vous empêcher de manger du poisson de mer, d'enlever un tonneau de vin de Malaga à ce bon baron (la même chose est arrivée au vieux Schweitzer d'ici, auquel on a pris un tonneau de vin Xérès qu'il avait fait venir de Cadix avant la déclaration de guerre), c'est une bien plus grande sottise encore que de ne pas se prêter à la médiation de la Russie, à une époque où il est si aisé de prévoir que l'Angleterre ne trouvera aucun allié sur le continent pour une guerre qu'elle a si inconsidérément commencée, sans être préparée le moins du monde à faire aucune opposition, soit politique ou militaire, à l'enlèvement du pays de Hanovre, qui a mis ses millions d'écus annuels dans les mains des Français,

indépendamment de tous les chevaux de remonte dont ils pouvaient avoir besoin à l'entrée de la guerre.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 12 juillet 1803.

Votre lettre du 5 juillet, mon cher père, m'est parvenue par le dernier courrier. Je ne fais aujourd'hui que vous en accuser réception, puisque nous nous trouvons ici dans une pénurie absolue de nouvelles politiques. Le Premier Consul n'est pas encore arrivé à Flessingue; il y est attendu aujourd'hui; je désire bien sincèrement que cet illustre voyage finisse, car je ne connais rien d'aussi ennuyeux et de plus plat que tous les discours que l'on tient à ce grand homme et dont les gazettes sont inondées. Il n'y a que celui du préfet du Pas-de-Calais qui fixe l'attention par la force de la flagornerie qui n'avait point encore, jusqu'à ce jour, atteint un pareil degré, car il termine sa harangue en disant que Dieu créa Bonaparte et puis se reposa. Non moins sotte, et plus gaie que cela, est la nouvelle invention que vient de faire le docteur Robert, savoir : *L'Art de faire des grands hommes*, sur laquelle il a déjà publié un livre volumineux qui, d'après ce qu'annoncent les journaux, renferme des détails fort curieux et

piquants. Cela vous prouvera combien ces Français sont fous.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 24 juillet 1805.

Je pense comme vous, mon cher fils, que si la paix doit être obtenue d'après les bases de la médiation que notre Cour a établie pour cet effet, nous resterons longtemps encore sans en jouir, à moins que quelque événement par mer, ou quelque autre très inattendu qui arriverait sur terre, n'en amène bien promptement la décision, et je ne me flatte point que la présence du sieur Lombard[1] près du Premier Consul puisse accélérer cet ouvrage salutaire. En attendant, les lettres de Paris, que nous avons ici, nous amusent par des mandements d'évêques et des quolibets sans nombre. Parmi ces derniers, on en cite un très significatif, il est du

1. Lombard (Jean-Guillaume), homme d'État allemand (1767-1812). Sous Frédéric III, après un instant de disgrâce, il se vit nommer conseiller privé chargé de la direction de la politique extérieure. Lombard acquit sur l'esprit du roi un ascendant assez considérable pour entretenir le gouvernement prussien dans des idées pacifiques vis-à-vis de la France révolutionnaire. Mais le parti de la guerre l'ayant emporté en 1806, Lombard fut rendu responsable des défaites que subit la Prusse.

célèbre abbé Sieyès[1] : en parlant, dans une société, des grandes qualités qui distinguent le caractère de Bonaparte, cet abbé termina la conversation par ces mots remarquables : *ce Corse naquit tyran comme Homère est né poète.*

Caraman, que vous devez avoir connu à Berlin, a été très étroitement gardé dans les prisons du Temple.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 9 août 1803.

La politique est toujours en stagnation ; au moins rien ne transpire des négociations qui agitent les cabinets de l'Europe ; celles pour la paix paraissent pour le moment entièrement rompues ; le départ du comte Markof pour Barrèges, que toutes les gazettes nous

1. Sieyès (l'abbé) (Emmanuel-Joseph), (1748-1836). Vicaire général de Chartres (1788). Député de Paris aux États-Généraux, il joua dès les premiers jours un grand rôle ; il fut un des promoteurs du serment du Jeu de Paume. Membre de la Convention ; il vota la mort de Louis XVI. Après une courte ambassade à Berlin (1798), il devint (1799) membre et bientôt président du Directoire et combattit Barras. Il eut une grande part dans le succès du 18 brumaire. Il accepta le titre de sénateur et fut fait plus tard comte de l'Empire. Joua un rôle médiocre pendant les Cent-Jours et vécut dans l'exil de 1815 à 1830. Il était membre de l'Académie des Sciences morales. Sieyès a été un des hommes les plus remarquables de la Révolution.

annoncent, le prouve, et celui du Premier Consul pour Paris fait au moins croire qu'il n'est plus question d'un Congrès à Bruxelles. La députation batave et notre Ambassadeur de France nous en sont revenus, la semaine passée, tous, enchantés de l'accueil que Bonaparte leur a fait. Celui que le Consul a reçu à son arrivée à Bruxelles n'a été que tiède, et les applaudissements n'ont commencé à devenir unanimes qu'après la levée du sequestre des biens des Belges émigrés. Dans toutes ces fêtes a régné une grande magnificence, désapprouvée par le Premier Consul qui a promis de dédommager la ville des dépenses que son séjour lui causait. Ce qui est au moins sûr, c'est que la superbe voiture et la fameuse robe de dentelles ont été payées. Me voilà, mon cher père, au bout de mes nouvelles d'aujourd'hui; avec cette stérilité, mes lettres ne sauraient guère être longues, je vous prie de me le pardonner et de recevoir les assurances de mon respectueux et inviolable attachement.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 4 octobre 1803.

A mon retour d'Amsterdam, j'ai trouvé vos deux lettres du 27 et 30 septembre. Je vous prie, mon cher père, d'en recevoir tous mes remerciements, ainsi que

pour la musique que vous m'avez envoyée et qui m'est très exactement parvenue.

En suivant les conseils que vous voulez bien me donner, relativement à mon voyage, ce sera probablement le 19 de ce mois que je me mettrai en marche pour vous rejoindre ; je compte être rendu le 20 à Dusseldorf, à moins que quelque grand événement politique ne s'y oppose, ce dont je doute, malgré les préparatifs qui se font de part et d'autre. La grande descente me paraît offrir trop de difficultés pour être tentée ; il me semble que Bonaparte ne veut par tous ces mouvements qu'il se donne sur les côtes de la Flandre et de la République Batave qu'attirer l'attention des Anglais sur ce point là, afin de pouvoir faire sortir de Brest une expédition sur l'Irlande où il paraît que la révolution a éclaté trop tôt pour lui ; sa cause vient d'y perdre beaucoup par l'arrestation de Russel, chef des rebelles. A tous ces grands projets de Bonaparte, le ministère anglais n'oppose que des vues rétrécies ; c'est à la destruction de quelques cabanes de pêcheurs à Scheveningue et à Sandpfort que se bornent les exploits très peu dignes d'un gouvernement dont on s'est habitué à admirer la grandeur des conceptions, mais qu'il est déplorable pour l'humanité de voir dans un moment important suivre un système qui porte le cachet de sa faiblesse et de son ineptie.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Dusseldorf, le 7 octobre 1803.

Volontiers je tomberai d'accord avec vous, mon cher fils, sur la faiblesse extrême et l'ineptie parfaite avec lesquelles le ministère actuel en Angleterre conduit la plus importante guerre qui peut-être a jamais existé entre sa nation et la nation française; mais j'exige à mon tour que vous conveniez que rien n'est plus plat, ni plus bas, que l'administration actuelle du gouvernement batave, lorsqu'il se laisse influencer par Bonaparte au point de défendre l'exportation des fromages de Hollande, car ce n'est point à coups de fromage qu'ils termineront cette guerre, tout aussi peu que les Anglais en brûlant des cabanes de pêcheurs sur les côtes de Hollande, encore la poudre vaut-elle mieux à la guerre que le fromage.

J'ai vu par les nouvelles publiques qu'en vertu d'une convention arrêtée entre la Suède et l'Angleterre, cette dernière s'engage à payer à la Suède 250000 ducats en or, en indemnité pour les vaisseaux capturés et conduits dans les ports anglais. S'il en est ainsi, je ne pense pas que tant d'or se soit jamais trouvé à la fois dans le trésor de la Suède. Demandez à votre ministre, qui a lu sans doute les papiers de son père du temps que celui-ci était ambassadeur à Stockholm, s'il n'est

pas de mon avis. Je tiens de la bouche du feu Prince Henri de Prusse que lorsque celui-ci alla faire une visite à la sœur de la Reine de Suède, et il y aura trente et quelques années de ça, on lui fit voir avec grand apparat le trésor du Royaume, et il ne contenait que 100000 ducats en or. L'Électeur de Saxe est plus riche que toute la Suède.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 15 novembre 1803.

Toutes nos grandes affaires sont encore en *statu quo*, mon cher père. Le Premier Consul est toujours en tournée pour faire l'inspection de ses petits bateaux et tarde bien à frapper le coup que l'Europe attend avec impatience et à la tirer de cette incertitude qui ruine les petits États et surtout ses prétendus alliés, ce qui l'autre jour fit désirer à un fidèle Batave que l'un mangeât l'autre et qu'il mourût immédiatement après de l'indigestion causée par un aussi somptueux repas. Mais d'après des nouvelles sûres, nous ne sommes cependant pas aussi près du dénouement que nous le croyions, car, plus le moment approche, plus on remarque d'hésitation dans l'esprit du grand ouvrier. Les adresses pour l'engager à ne pas exposer une tête aussi chère augmentent et ne manqueront pas leur but, mais l'expédition elle-même manquera, si elle n'a lieu

ce mois-ci. De l'autre côté, l'on paraît prêt à la recevoir; le 28 du mois passé, le roi d'Angleterre a fait la revue d'un corps de 30000 volontaires, tous équipés à leurs frais et que des lettres particulières de Londres disent être d'une tenue superbe; reste à voir s'ils seront aussi bons et surtout aussi bien commandés, ce qui ne saurait manquer d'être si le Duc d'York veut suivre les avis que lui donnera son nouveau conseiller de guerre Dumouriez[1] qui vient d'être nommé à cette place avec 1200 £ st. d'appointements. Ces mêmes lettres parlent encore d'un fait plus intéressant, d'une mesure d'arrestation à prendre probablement contre tous les vaisseaux prussiens accusés d'avoir fait la contrebande. D'après ce qui s'est passé en Allemagne, le cabinet de Saint-James ne sera pas très porté à ménager cette puis-

1. Dumouriez (Charles-François Duperrier, dit), né en 1739 à Cambrai, mort en Angleterre en 1823. Nommé colonel par Louis XVI, il fut commandant de la garde nationale en 1789, puis envoyé en Belgique comme agent secret; il revint à Paris et fut mêlé aux intrigues de Mirabeau. Lieutenant-général en janvier 1792, il entra dans le parti de la Gironde, devint ministre des affaires étrangères (15 mars-13 juin 1792); poussa à la guerre qui fut déclarée le 20 avril. Après le 10 août, comme il était devenu un des Jacobins les plus ardents, on le chargea du commandement de l'armée du Nord; il arrêta l'invasion prussienne à Valmy, remporta la victoire de Jemmapes sur les Autrichiens, et conquit toute la Belgique (1792). Pendant le procès de Louis XVI, il vint à Paris pour intriguer et songea à trahir son pays. Ses projets ayant transpiré, la Convention envoya Beurnonville avec quelques députés pour le suspendre et lui ordonner de venir rendre compte de sa conduite. Il fit arrêter les commissaires et voulut marcher sur Paris, mais il fut abandonné de ses soldats et contraint de gagner en fugitif le camp ennemi. A partir de cette époque, il mena une vie errante; il finit par se fixer en Angleterre où il mourut.

sance et saisira avec empressement cette occasion de la punir. Toutes les nouvelles que les gazettes ont publiées relativement à un prétendu changement de ministère en Espagne ont été forgées à Paris et sont tout à fait dénuées de fondement.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 17 novembre 1803.

La politique tarde toujours à nous amener les grands résultats qu'il faut désirer avec impatience puisqu'ils sont seuls en état de rendre la paix à l'Europe en deuil. Ici, l'on n'a pas l'air d'y songer; puisque toutes les troupes françaises ont été retirées des côtes et cantonnées dans les villes de la Gueldre et de la province d'Utrecht après avoir à Utrecht subi une nouvelle organisation qui, étant achevée, a fait revenir le général Victor dans nos murs. Cela n'indique pas que d'ici l'on veuille contribuer au grand coup; cet éloignement des troupes des côtes permet de soupçonner un renforcement du corps d'armée de Hanovre, dans des vues qui seraient difficiles à deviner, si on ignorait que Bonaparte se croit tout permis et n'a d'égards pour aucune puissance de second ordre.

Malgré tout ce que les journaux français publient

pour faire croire le Premier Consul rapatrié avec M. de Markof, il est impossible que celui-ci reste à Paris, rien n'a encore été décidé là-dessus à Pétersbourg et l'on est extrêmement curieux de connaître la tournure que donnera notre Cour à cette affaire ; je doute que ce soit le patron qu'on y envoie, car d'après quelques données que j'ai recueillies, il ne doit pas être fort bien vu dans ce pays-là.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, le 22 novembre 1803.

J'ai reçu avant-hier, mon cher fils, votre lettre du 17 courant, et je crois, que le grand Consul se plaît toujours à tenir le monde en suspens sur la vaste entreprise dont il menace l'Europe depuis si longtemps, et je pense que ce jeu l'amuse tant que les autres puissances voudront le laisser faire à sa guise, ce qui me paraît probable, et la grande indécision qu'on met de notre part à se prononcer, sur le rappel de Markof, achève de m'en convaincre, et je ne serais pas plus éloigné que vous, mon cher fils, de croire enfin, que dans le cas où un changement dans notre mission de Paris devrait avoir lieu encore, on ne chargeât de cette représentation le gros Bühler, qui s'est acquitté

avec trop de complaisance du rôle de médiateur en second à Ratisbonne, pour ne pas être un personnage très agréable aux yeux du grand Bonaparte. En attendant que cette grande question se décide, le baron Alopéus s'est saisi d'une petite commission qui pour être moins illustre n'en sera que plus lucrative; il est chargé d'accommoder les différents qui subsistent encore entre le Prince de Holstein Lauenbourg et la ville de Lubeck, et doit se rendre pour cet effet à Eutin. Quoique la solution de cette affaire appartienne strictement à la commission d'exécution nommée à cet effet, par la Diète de Ratisbonne, le baron a trouvé moyen de s'en emparer, car malgré qu'il aime le brillant de la carrière diplomatique, il en aime encore plus l'argent, et c'est bien là le cachet original d'un ancien commis.

Le renforcement de troupes françaises dans la Gueldre et dans la province d'Utrecht, pour se porter de là dans le pays de Hanovre, me paraît une nouvelle farce politique; car que peuvent-ils avoir à combattre dans ce pays: je ne vois là, ni grande, ni petite puissance, qui puisse vouloir s'opposer à leurs exactions, qui ont été le vrai but de cette conquête et qu'ils étendent maintenant dans les environs; l'emprunt de 2 millions qu'ils viennent de faire à Hambourg, hypothéqués sur le pays de Hanovre, est la preuve la plus complète, non de la neutralité de l'Allemagne, mais de ce qu'elle reste encore soumise à la France, même après la paix de Lunéville.

Adieu, je vais me coucher, car la onzième heure de la nuit sonne.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, le 2 décembre 1803.

J'ai vu ce matin une lettre de Paris datée du 29 novembre qui renferme des détails très curieux, et marqués au coin d'une grande authenticité, sur les inquiétudes personnelles du Premier Consul, depuis son rétour de Boulogne, et il semble, que ces inquiétudes s'augmentent de jour en jour par les bruits multipliés et très accrédités dans Paris d'une paix prochaine avec l'Angleterre.

Je pense toujours que la rentrée du Parlement, dont *la Gazette de Leyde*, arrivée en ce jour, annonce l'ouverture, ne saurait tarder de nous instruire sur la réalité de ces bruits, qui inspirent tant d'inquiétudes à l'âme du Premier Consul, et qui doivent être de source parisienne, quoi qu'il soit également vraisemblable, qu'ils y ont été portés par des influences étrangères, et qui sait si l'ukase du 2 novembre pour l'augmentation de l'armée en Russie n'a pas fait fermenter un peu les têtes françaises. Cependant notre comte Markof,

cordon bleu, n'avait point encore quitté Paris à la date des lettres dont je vous parle.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 6 décembre 1803.

Monsieur de Markof a enfin eu ses audiences de congé; il n'est pas remplacé et Oubril reste chargé d'affaires en attendant que les circonstances permettent qu'il lui soit donné un successeur.

Dans cette audience il a fait connaître au Premier Consul; « *que Sa Majesté l'Empereur s'est déterminée à lui permettre sur la demande positive qu'il lui en avait faite de retourner dans sa patrie,* » afin de lui faire sentir que ce n'était pas du tout par déférence pour sa volonté suprême qu'il avait été rappelé. Voilà donc enfin de l'énergie et le seul ministre étranger qui n'ait pas fait de bassesses devant Bonaparte, à l'exemple de MM. Luchesini et Azara[1] et qui ait tenu une conduite conforme à la dignité de l'Empire qu'il représente. Vous trouverez là-dessus des détails ultérieurs dans la

1. Azara (don Joseph-Nicolas d'), diplomate espagnol (1731-1804), fut envoyé à Rome en 1765, sous Clément XIII, comme agent du gouvernement espagnol et devint, en 1798, ambassadeur à Paris, où il mourut après avoir deux fois perdu et recouvré sa place par des intrigues de cour.

Gazette de Leyde qui annonce aussi que le comte de Markof se rendra en Russie par la voie de l'Angleterre ce qui n'est que de la prose française. Mais rien n'est plus comique que la manière dont les feuilles françaises interprètent les dernières mesures prises par notre ministère pour humilier le gouvernement Consulaire, comme l'histoire du Cordon de Saint-André donné à M. de Markof, uniquement pour faire voir au premier Consul combien l'on était satisfait de sa conduite, qu'ils accollent à celui de Saint-Alexandre, donné au gros Bühler, en disant que c'était pour l'affaire des indemnités que Sa Majesté l'Empereur leur avait accordé ces faveurs.

La retraite du comte Semen Woronzof paraît décidée il sera probablement remplacé par M. de Kalitscheff, mais cela n'est pas fait encore et je me flatte que ce n'est qu'un faux bruit. L'on dit également que le comte Nicolas de Roumiantzof se retirera et que le prince Alexis Kourakin lui succédera au ministère du Commerce, M. de Tchitchagof doit aussi avoir donné sa démission. Tous ces changements et le recrutement forcé auquel a donné lieu la position critique de l'Europe, (comme l'annonce le préambule de l'ukaze du 2 novembre, qui exige non seulement le complètement de l'armée, mais aussi la levée de nouveaux corps), font voir qu'on ne restera plus spectateur bénévole et indifférent des grands événements qui désolent l'Europe. A en croire des nouvelles répandues ici, l'expédition contre l'Angleterre a été remise et ne devra avoir lieu que

dans trois mois, ça me paraît cependant un peu douteux d'autant plus que la saison le permettrait encore et que ce serait se moquer du monde.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 27 décembre 1803.

A mon retour d'Amsterdam, qui a eu lieu avant-hier, j'ai eu le plaisir, mon cher père, de trouver votre lettre du 20 décembre. Notre excursion à Amsterdam a été assez agréable, quoique le temps n'ait pas été beau, mais comme nous l'avons faite en aimable société, nous nous en sommes peu inquiétés. Les spectacles ont été d'une grande ressource. Le Français y est bon et le Hollandais excellent, mais, n'étant pas à la hauteur de leur poésie, j'ai dû me borner à admirer leurs décorations, leurs costumes et surtout le jeu d'une artiste tragique qui, au dire des connaisseurs, surpasse tout ce que Paris a de plus distingué dans ce genre.

Toutes ces comédies n'ont cependant pas détourné notre attention de celle que nous prépare le Chef Magistrat de la République Française et qui, à juger par l'activité qui règne dans les ports bataves, ne tardera pas à être jouée. Le contre-amiral Verhuel, aide de camp du Premier Consul, est destiné au com-

mandement de la flottille hollandaise devant prendre part à l'expédition et probablement servir d'avant-garde pour tirer les marrons du feu. Ce contre-amiral a reçu hier un courrier de Paris et va aujourd'hui rejoindre la flottille à Flessingue, ce qui avait fait croire le Consul parti de Paris, mais il ne l'est pas encore. De l'autre côté l'on paraît toujours prêt à les recevoir, les gazettes anglaises du 10 décembre, que j'ai eu occasion de voir à Amsterdam sont assez intéressantes à cet égard. Elles nous donnent un beau discours de M. Pitt tenu au Parlement, ne respirant que guerre et vengeance, ensuite un autre très plaisant de Fox, où il se moque de cette ridicule équipée des ministres qui à la revue des volontaires sont allés se placer dans les rangs. Il leur dit que, bien loin de donner un bon exemple, ils en donnaient un très mauvais, car, appelés dans leurs bureaux au moment de la descente, ils seraient obligés de déserter les rangs et que leurs camarades trouveraient bien vite un prétexte pour en faire autant. Ensuite il donne à l'amiral Cornwallis[1] des éloges bien

1. Cornwallis (William-Manne, comte de), amiral anglais (1744-1819). Lieutenant de vaisseau à dix-sept ans, capitaine en 1765, il prit part à la guerre d'Amérique et s'y distingua en plusieurs rencontres. Nommé commandant du *Canada*, de 74 canons, il se conduisit brillamment contre les Français au combat naval de Saint-Christophe et à celui de la Dominique (1782), où il força le comte de Grasse à amener pavillon. Mis à la tête de la station anglaise dans les Indes orientales, William Cornwallis contribua puissamment à ruiner les établissements français, s'empara de Pondichéry (1793), fut promu vice-amiral en 1794, puis devint successivement commandant en chef des forces britanniques dans la mer des Indes et amiral du Pavillon rouge (1799). Il prit sa retraite après la paix d'Amiens.

mérités, pour avoir, pendant les dernières tempêtes, tenu la croisière devant Brest, et peut être ainsi sauvé l'Angleterre en empêchant la flotte de sortir et de faire quelque entreprise contre l'Irlande; il finit par justifier son cousin le général Fox, commandant en Irlande, sur la conduite qu'il y a tenue, au moment où la dernière révolte y éclata, en accusant l'administration civile de ne l'avoir pas prévenu à temps. Voilà le résumé des nouvelles anglaises, celles du continent n'offrent dans ce moment pas le même intérêt; je ne vous parle pas de la guerre formidable qui va s'allumer entre l'Empereur et l'Électeur de Bavière, vous êtes plus près de ce théâtre et vous en saurez plus que moi, mais comme nous ne sommes pas dans l'habitude de faire insérer nos billets de chancellerie dans les gazettes, je ne veux pas passer sous silence celui que nous avons reçu hier, qui nous mande la nomination d'Oubril à la place de chargé d'affaires à Paris. Ceci prouve que l'on n'est pas dans l'intention chez nous de donner de sitôt un successeur à M. de Markof qui, avant son départ, a encore essuyé bien des désagréments, et cela contraste d'une manière bien frappante avec une anecdote de Pétersbourg que je m'en vais vous conter mon cher père, mais qui n'est pas faite pour aller plus loin. Le courrier expédié par M. de Markof pour demander son rappel arriva à Pétersbourg quelques heures plus tôt que celui pour le même objet que le Premier Consul avait envoyé au général d'Hédouville, qui dans ce moment se trouvait à la parade.

Informé du contenu de ces dépêches et des avanies faites à Paris à M. de Markof, il essaya de se glisser et de se retirer doucement, lorsque l'Empereur s'en aperçut, le rappela et lui dit : « Général, approchez, vous ne devez pas craindre que je veuille imiter l'exemple du Premier Consul. » Ce mot charmant peint tout son caractère et lui fait bien plus d'honneur que ne font à Bonaparte toutes les diatribes qu'il vomit contre l'Angleterre. L'on parle d'une note très forte qu'il a fait remettre au Marquis de Lucchesini pour se plaindre des ventes d'armes qu'en Prusse on a faites aux Anglais et dont il s'était vainement flatté d'avoir empêché l'exportation.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Dusseldorf, le 10 janvier 1804.

Votre lettre du 3 courant, mon cher fils, ne m'est parvenue que vendredi dernier au soir, tandis que la poste pour chez vous était partie déjà dans la matinée de ce jour.

L'époque, que notre chancelier a choisie pour demander sa retraite, me semble faire la preuve de son habileté profonde; car, en effet, ce n'est plus à son âge, et surtout, lorsqu'on est aussi usé que lui par le genre de vie qu'il a menée dans sa jeunesse, qu'on peut être assez

sûr de posséder encore assez de vigueur de tête pour faire face à tous les événements, qui peuvent se présenter, au milieu de la plus grande crise politique, où l'Europe se soit encore trouvée depuis deux siècles ; car il ne s'agit, ni plus, ni moins, que de décider actuellement sur le parti à prendre, savoir : « si on ne doit pas empêcher un aventurier né en Corse, qui est monté sur le trône de France, qui s'est emparé de l'Italie déjà, et d'une grande partie de l'Allemagne, si, dis-je, on ne doit pas l'empêcher de conquérir l'Angleterre d'abord et ensuite tout le reste de l'Europe ou si toutes les puissances doivent se soumettre à son caprice et devenir ses tributaires ». C'est cette question que je regarde en ce moment comme la plus importante de toutes et la plus digne de préoccuper les grandes puissances. Je ne connais M. le prince Adam Czartoryski que de vue, car je ne lui ai jamais parlé ; mais quoique d'origine polonaise, aujourd'hui qu'il est sujet russe, pourquoi s'il a bonne tête et bon cœur, ne serait-il pas aussi bon Ministre qu'un gentilhomme russe, né à *Wladimir*? M. Ostermann, fils d'un ministre de la parole de Dieu, natif de la Marche de Brandebourg, dans le voisinage d'ici, n'a-t-il pas été à la tête de l'Empire de Russie sous des règnes précédents. Vous sentez bien que je n'entends pas parler de son fils, qui était mon Ministre, que vous pouvez avoir vu encore à votre première entrée en Russie et que la nature semble avoir désigné plutôt pour faire un bon cocher de louage qu'un Vice-Chancelier. Mais pourquoi ne pensez-vous

pas que Markof qui, décidément, en passant par Strasbourg, s'est dirigé sur Vienne pour retourner en Russie, ne pourrait être choisi pour être placé à la tête des affaires? D'ailleurs son passage par Vienne l'en rendrait encore plus susceptible par les informations qu'il serait à même de donner sur le parti que cette cour se déterminerait enfin à prendre d'assujettir l'Europe entière au despotisme d'une seule puissance; car moi je pense, que dès que les deux cours impériales se trouveraient une fois sérieusement réunies vers un même but, rien ne serait plus aisé, que de l'atteindre, puisque celle de Berlin, malgré les tergiversations de ses ministres et la faiblesse de son Roi se verrait forcément obligée d'adopter le même système, en raison de tous les dangers qu'elle courrait pour sa propre conservation, placée comme elle l'est, entre les deux puissances combattant pour les libertés de l'Europe à travers tout ça.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 17 février 1804.

Les plaisirs du Carnaval m'ont, mardi dernier, empêché de répondre à votre lettre du 7 février, mon cher père: vous voudrez bien recevoir ici tous mes remerciements pour les choses intéressantes que vous m'y

dites sur les affaires en Allemagne, que personne n'est plus que vous à même de connaître.

En ce qui touche la grande question politique, tout est encore dans le *statu quo*, mais à en croire messieurs les Français il n'en sera plus ainsi dans six semaines, avant l'expiration desquelles le Premier Consul veut que l'expédition soit sortie. Cette nouvelle nous a été portée par un de ses favoris, le général Marmont, arrivé avant-hier à La Haye pour prendre le commandement en chef de l'armée expéditionnaire.

Si une fortune considérable pouvait mettre les hommes à l'abri de cet esprit pillard qui a si fort caractérisé les généraux révolutionnaires, la Batavie aurait lieu de se féliciter de ce choix, car, par un mariage avec la fille unique du banquier sénateur Perrégaux[1], M. de Marmont a acquis 400000 livres de rente, ce qui, à mon avis, vaut encore mieux que la faveur consulaire. Ce général est le même qui, en 1800, fut envoyé par Bonaparte à Amsterdam afin d'y négocier un emprunt de 5 millions dont il avait besoin pour la fameuse expédition d'Italie: ils furent refusés très nettement, ce qui n'empêcha pas Bonaparte de gagner la bataille de Marengo, mais ce qui valut à la République Batave la disgrâce du Premier Consul qui lui fit payer cher cette

1. Perregaux (Alphonse-Claude-Charles-Bernardin, comte), banquier français, né à Neuchâtel (Suisse) en 1750, mort à Paris en 1808. Il fut nommé sénateur, puis régent de la Banque de France en 1800. C'est lui qui accueillit Laffitte (dont il fit plus tard son associé) en lui voyant ramasser dans sa cour cette fameuse épingle devenue un symbole d'ordre et d'économie.

bévue. Ce général sera suivi de près par deux autres destinés à servir sous ses ordres. L'un est le général Nansouty[1], beau-fils de M. de Vergennes[2], l'ancien ministre des Affaires Étrangères; il a, en dernier lieu, commandé la cavalerie de l'armée de Hanovre; l'autre, le général Grouchy[3] qui a servi longtemps à l'armée d'Italie

1. Nansouty (Étienne-Marie-Antoine Champion, comte de), général français (1768–1815). Capitaine en 1789, général de brigade en 1799, de division en 1803 et premier écuyer de l'Empereur en 1808. A la tête des cuirassiers et des dragons, il contribua, par ses charges brillantes, au succès des batailles d'Ulm, d'Austerlitz, d'Eylau, de Friedland, d'Essling, de Wagram, de la Moskova, de Dresde, de Wachau et de Leipzig. En janvier 1814, l'empereur créa pour lui le grade de colonel général des dragons, puis lui confia le commandement de la garde. Nansouty se surpassa dans la campagne de France, surtout à l'affaire de Craonne. Après la chute de Napoléon, il se rallia aux Bourbons, fut nommé commissaire du gouvernement en Bourgogne, puis capitaine lieutenant de la 1re compagnie des mousquetaires.

2. Vergennes (Constantin Gravier, comte de), diplomate et général français, né à Constantinople en 1761, mort en 1832. Il entra au service en 1777, devint colonel en 1783, puis passa dans la diplomatie et fut nommé ministre plénipotentiaire à Coblentz en 1787. En 1791, il fut rappelé en France, mais presque aussitôt il émigra et engagea avec sa mère pour 300000 francs de diamants dans le but de venir en aide aux princes émigrés. Après avoir fait la campagne de 1792 contre la France, de Vergennes se retira en Hollande. De retour dans son pays en 1802, il obtint une place d'inspecteur des eaux et forêts. A la première Restauration, il reprit le commandement des gardes de la porte, qu'il avait eu avant la Révolution, fut nommé maréchal de camp en 1818 et prit sa retraite en 1829.

3. Grouchy (Emmanuel, marquis de), maréchal de France (1768-1847). Sous-lieutenant aux gardes du corps lorsque éclata la Révolution, dont il embrassa la cause; il devint rapidement général, combattit en Savoie et en Vendée, fut destitué, comme noble, pendant la Terreur, mais réintégré l'année suivante, et adjoint au général Hoche, qu'il seconda dans l'expédition de Quiberon et dans

où même il fut fait prisonnier à la bataille de Novi. Voilà, mon cher père, ce que nous avons de nouveau ici ; la gazette de Leyde vous aura informé des actes arbitraires exercés par les douaniers français dans l'île de Walcheren et dans le Brabant hollandais, aussi n'ai-je rien à ajouter à cet égard pour votre information. Il me reste encore à vous entretenir des nouvelles intéressantes qui depuis une semaine nous arrivent de l'Angleterre et qui, parce qu'elles portent sur des événements dans des pays lointains fixent moins notre attention, mais mériteraient bien de la captiver par la grande influence qu'ils ne manqueront d'avoir sur l'Europe en général et en particulier sur l'Angleterre pour laquelle la perte de Saint-Domingue doit être bien plus sensible que pour les Français mêmes, et, si elle s'est rendue coupable de connivence avec les nègres, elle en sera cruellement punie, car les succès de Dessalines[1] ne tarderont pas à ranimer le courage des nègres dans les autres colonies aux Antilles, desquelles je crains que l'Europe ne soit forcée à prendre congé. Non moins

l'expédition, avortée, d'Irlande (1796). Il passa ensuite à l'armée d'Italie, montra un courage héroïque à la malheureuse bataille de Novi, où il tomba, atteint de quatorze blessures, entre les mains des Russes. Échangé après Marengo, il reçut le commandement d'un corps d'armée, prit une part glorieuse, sous Moreau, à la bataille de Hohenlinden, puis se distingua à Ulm, à Eylau et à Friedland. Il reçut, en 1808, le gouvernement de Madrid, se distingua de nouveau à Raab et à Wagram, commanda un des trois corps de cavalerie de la grande armée, dans la campagne de Russie.

1. Dessalines (Jean-Jacques), empereur d'Haïti, né en 1758, mort en 1806.

funeste pour le Gouvernement britannique sont les victoires des indigènes de l'île de Ceylan, qui commandés par le roi de Candy ont massacré deux régiments anglais. Cette nouvelle a fait baisser considérablement les fonds en Angleterre; un orage terrible se prépare, prêt à éclater sur ce pays; l'esprit de désordre et de désorganisation qui commence à régner dans les corps des volontaires ne laissera pas que de lui être très préjudiciable, mais ce qui, à mon avis, lui fait le plus de tort dans ce moment, c'est l'ineptie et la faiblesse des ministres par lesquels il veut bien se laisser gouverner.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, le 17 février 1804.

Les grandes affaires politiques de l'Europe restent en stagnation, comme vous le dites mon cher fils, parce que le grand Bonaparte, maître de nos destinées, le veut ainsi; ainsi soit-il! En attendant, pour amuser vos innocents loisirs, je vous fournis ici la lecture d'une lettre de M. de Stein au Prince de Nassau-Usingen, qui s'est aussi associé à la bande de ces princes conjurés pour spolier la noblesse allemande du peu de biens que la dernière guerre lui a encore laissé de ce côté-ci du Rhin.

Cette lettre est en tout parfaite et écrite de main de

maître. J'ajouterai que je doute que le conseiller Gedike, dans sa haute sagesse, eût su mieux la rédiger. Cependant, comme le plus beau soleil est rarement sans tache, je vous dirai que j'ai trouvé le passage de cette lettre où il est parlé du duc de Brunswick superflu, non que ce prince ne possédât tous les talents qu'il fallait pour conduire cette guerre; mais il manquait absolument du caractère essentiellement requis pour mener cette guerre à de grands résultats, sous le règne de deux princes aussi faibles de caractère que l'étaient François II d'Autriche et Frédéric-Guillaume de Prusse, ainsi que leurs ministres, qui étaient pires encore. Il me semble donc inutile de faire entrer dans l'affaire en question un Prince qui n'y était pour rien et puis, je n'aime pas les deux derniers mots de la lettre qui, quoique très éloquents, sont un peu dans le style de capucin, parce que lorsqu'on parle à des brigands qui veulent vous dépouiller de votre bien à main armée, il faut leur parler le poing sous le nez et le pistolet à la main et non leur faire de la morale. Tout le reste de la lettre, ainsi que l'exposition matérielle de l'attentat dont on se plaint, sont faits à ravir et entièrement exprimés dans le langage d'un noble gentilhomme; êtes-vous de mon avis? Je ne vous exhorte point, mon cher fils, à donner communication de cette lettre à nos diplomates en Hollande, quoiqu'elle soit bien digne d'eux, parce que je suis convaincu que les deux tiers de ces messieurs sont trop peu exercés dans la langue allemande pour en sentir tout le mérite de la rédaction.

Mme de Lerchenfeldt m'écrit en date du 29 janvier, que le comte de Gœrtz, ministre prussien, avait présenté la veille, à la Diète, un mémoire de la part du Roi son maître dans l'affaire des spoliations de l'ordre équestre tout à fait conçu dans le style évangélique; car il y est prêché l'oubli des injures et on invite à un accommodement à l'amiable sur le pied du *statu quo*, ce qui veut dire que sa majesté prussienne consentira à tout accorder, en gardant les possessions déjà usurpées sur l'ordre équestre par le dernier échange qu'il a fait en Franconie avec l'Électeur de Bavière. Ce langage diplomatique est bien digne d'être sorti du cerveau de l'hypocrite Haugwitz, digne ami de notre ministre Alopéus; mais l'ordre équestre triomphera, c'est moi qui vous le dis, car Mme de Lerchenfeldt me mande qu'à la suite de cette mascarade prussienne, le Don Quichotte de Suède, en sa qualité de Duc de Poméranie, va s'armer de pied en cap pour défendre les immunités de l'ordre équestre envers et contre tous; il a déjà fait déclarer, par son ministre Bildt, à la Diète, que dans cette expédition il serait soutenu par toute la puissance de son grand pape, l'Électeur de Bade; on dit que tous ces petits jeux de Ratisbonne amusent royalement le Premier Consul à Paris, en attendant qu'il puisse aller lui-même faire son grand escamotage en Angleterre.

Adieu, mon cher fils, je vous embrasse.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 21 février 1804.

Par un courrier que reçut, samedi passé, le gouvernement batave, de son ambassadeur à Paris, nous arriva la première nouvelle de la découverte d'une conspiration contre les jours du Premier Consul et de l'arrestation de son chef, le général Moreau, qui a eu lieu à sa maison de campagne le 15 de ce mois, à onze heures du matin; elle a été suivie de celle du général Lecourbe[1] (cette nouvelle est tout à fait fausse, à ce que je viens d'apprendre; Lecourbe n'est absolument pour rien dans cette affaire; mais le reste de mon récit se trouve exact et conforme aux pièces officielles publiées à cet égard) et de onze autres individus moins éminents, parmi les-

1. Lecourbe (Claude-Jacques), général français (1759-1815). Commandant de la garde nationale de Lons-le-Saulnier, il partit, à la tête du 7ᵉ bataillon du Jura, pour l'armée du Haut-Rhin. A Fleurus, avec ses trois bataillons, il soutint, pendant sept heures et demie, l'attaque de 18000 Autrichiens. Nommé général de brigade, il se signala encore à Rastadt et à Kehl; mais son plus beau titre de gloire est la campagne d'Helvétie (1799), où il commanda l'aile droite de l'armée et arrêta la marche de Souwarof. Rendu au repos par la paix de 1801, Lecourbe se retira aux environs de Paris et n'en sortit que lors du procès de Moreau, pendant le cours duquel il ne craignit pas de manifester son amitié pour le prévenu. Le premier Consul en fut tellement irrité qu'il destitua le général et l'envoya en exil. En 1814, Lecourbe fut rétabli dans son grade de général de division par Louis XVIII.

quels cependant plusieurs officiers distingués dont les noms ne sont pas encore parvenus à ma connaissance. Avec Moreau, on parle encore de Pichegru à la tête de ce complot; il doit être rentré furtivement en France accompagné de Georges[1], il est recherché, mais n'était pas encore trouvé au départ du courrier.

Cette circonstance, rapprochée de celle qu'on raconte d'une quantité de petites pièces de monnaie semées sur le pavé de Paris, frappées en Angleterre et destinées à marquer les différents lieux de rassemblement aux conjurés, fait naître la conjecture que cette trame n'a pas été ourdie sans connivence étrangère et dans ce cas la supposition qu'elle a eu pour but la rentrée sur le trône de France de la maison de Bourbon pourrait fort bien ne pas être dénuée de fondement. A l'appui de cette assertion, vient encore la manière dont on prétend que la découverte de cette conspiration s'est faite moyennant la surprise de signaux anglais. On dit que, depuis plusieurs semaines déjà, Bonaparte en avait eu vent et que cela avait hâté son retour de Boulogne. J'en étais là lorsqu'un de mes amis vint me communiquer le rapport fait dans cette affaire par le grand juge au gouvernement et mieux que par tout ce que je pourrais vous dire, moi, là-dessus, il vous mettra au fait de cet événement remarquable. J'en ai tiré, très à la hâte, une copie que je joins ici, et à laquelle je n'aurai que quelques mots à ajouter. Ce rapport, afin de rassurer,

1. Cadoudal (Georges), fameux chef de chouans et conspirateur royaliste, né en 1771, exécuté en 1804.

avance dans son dernier paragraphe que personne, en dehors des individus désignés, ne se trouve atteint de soupçon; or, ces individus se bornent, outre Moreau, Pichegru et Lajolais[1], à quelques brigands subalternes de la bande de Georges; aussi je crois que ce rapport est bien loin de dévoiler tous les détails de cet événement et tous les noms des personnes qui y ont trempé, car il ne me paraît pas probable que des gens comme les deux prétendus chefs de la conjuration auxquels l'on doit supposer de la prudence, se soient embarqués dans une pareille entreprise, sans s'étayer de quelques autres officiers de marque jouissant, comme eux, de la confiance de l'armée. Reste, à présent, à voir si cette armée verra avec indifférence l'exécution d'un général tant aimé et considéré et s'il ne s'ensuivra pas de guerre civile que Bonaparte pourrait fort bien rallumer par le

1. Lajolais (François), général français, né à Wissembourg en 1761, mort en 1808. Capitaine au début de la Révolution, il parvint, en peu d'années, au grade de général de brigade. Après avoir servi, en 1793 et 1794, aux armées du Rhin et de la Moselle, sous les ordres de Pichegru, il prit part à toutes les menées de ce général pour le rétablissement des Bourbons, et gravement compromis par la correspondance qu'il entretenait avec le prince de Condé et que le général de Kinglin avait laissé tomber aux mains des républicains, fut arrêté et subit à Strasbourg une longue détention qui se termina, en 1800, par son acquittement. N'ayant pu obtenir de l'emploi du gouvernement consulaire, il reprit ses projets de conspiration, fut le principal agent de la réconciliation de Moreau et de Pichegru, et revint à Paris, peu de temps avant Cadoudal, Pichegru et autres. Arrêté en même temps que ces derniers, il fut jugé et condamné à mort; mais Napoléon Ier commua sa peine en celle de quatre années de détention qu'il subit au château d'If. Il y mourut quelques jours avant d'être mis en liberté.

système de terreur que sa propre conservation exige qu'il adopte par la suite. Je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher père, quelle sensation cette nouvelle a faite ici, vous savez vous-même assez combien le sort de ce pays-ci est lié à celui de la France pour sentir qu'elle a dû vivement alarmer les esprits.

Cet événement, dont il m'importait de vous faire connaître tous les détails parvenus jusqu'à présent à ma connaissance, m'a fait négliger, mon cher père, de vous remercier de la lettre de M. de Stein que vous avez bien voulu joindre à la vôtre du 17 février. Je l'ai lue et relue avec grand plaisir et suis parfaitement de votre avis à son égard; les principes qu'il y manifeste dénotent un esprit éclairé et un sens droit; mais je conviens avec vous qu'il aurait parfaitement bien fait s'il avait laissé dehors le duc de Brunswick qui a toujours brillé davantage par ses talents militaires que par son caractère que tout le monde sait être faux et intéressé, et c'est surtout cette dernière qualité qui l'a engagé à employer tout son crédit auprès du roi de Prusse pour empêcher qu'il ne s'opposât à l'occupation du Hanovre et cela, dit-on, dans la crainte de voir ces États inquiétés à cette occasion, car cette opposition avait, le printemps passé, été résolue par le Roi, MM. de Haugwitz, Lombard, Koikeritz et tous les autres, mais les conférences de Magdebourg auxquelles vous savez que le Duc de Brunswick assista détruisirent ce beau plan.

La conduite du cabinet de Berlin dans l'affaire de l'ordre équestre est parfaitement analogue à l'esprit qui

le dirige depuis dix ans et je ne vois malheureusement pas que cette affaire puisse s'arranger sans que Bonaparte intervienne en y parlant en maître, si toutefois les sujets majeurs qui doivent, à l'heure qu'il est, l'absorber entièrement lui en laissent le loisir.

Le général Marmont a, hier, commencé l'inspection du corps d'armée expéditionnaire qui est sous ses ordres et, malgré la grande activité qui, depuis l'arrivée ici de ce général, paraît avoir redoublé dans le but d'achever les préparatifs, il est cependant à supposer que les événements de Paris y mettront encore du retard. Ce général a été remplacé, dans ses fonctions d'inspecteur général de l'artillerie, par le général Sougis; le général Mortier, rappelé à Paris pour reprendre un commandement dans la garde consulaire, le sera par le général Dessoles qui commande à présent à Osnabruck.

Le commandement du corps suisse qui, par la dernière transaction entre ce pays et la France, a été placé à sa solde, vient d'être conféré à Louis Bonaparte. On va voir avec lui renaître la place de colonel général des Suisses.

Adieu, mon cher père, me voilà pour aujourd'hui au bout de mon latin.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Dusseldorf, le 24 février 1804.

J'ai été bien fâché, mon très cher fils, de la peine que vous avez bien voulu prendre de me transmettre la copie de votre main du rapport du Grand Juge Régnier[1] à son gouvernement; je l'ai reçue avec votre lettre du 21 courant, qui m'a été remise hier, sur les 5 heures du soir.

Avant-hier au matin, nous reçûmes déjà ici, par le moyen d'une estafette expédiée de Liège, en date du 21 février, au chef du Bureau des postes d'ici, la proclamation, que le général en chef Murat, gouverneur de Paris, avait jugé à propos de faire joindre à l'ordre du jour dans le but d'informer ses soldats qu'un attentat avait été tramé contre la vie du Premier Consul, et hier matin nous reçûmes, par la même voie, le rapport du Grand Juge sur cet événement, que vous venez de m'adresser. Je ne me donnerai point la peine de faire l'analyse de la première de ces pièces, puisque ce n'est que du bavardage français à des soldats Français. Le Premier Consul a trouvé depuis longtemps le secret d'habituer leurs oreilles, à n'entendre que ce qu'il veut bien leur faire croire, et surtout les choses de nature à

1. Régnier (Claude-Ambroise, duc de Massa), homme d'État français (1736-1814). Devint Grand Juge en 1802.

satisfaire son ambition personnelle; mais le langage du Grand Juge qui s'adresse à la nation législative pour lui dénoncer un événement qui menace immédiatement l'existence de la République par la mort d'un seul homme, et qui ne contient que des assertions frivoles et sans preuves, est digne de tout le charlatanisme du maître, dont il est l'organe. On a certainement eu raison de commencer la procédure contre le général Moreau, en le faisant mettre aux fers, puisqu'on en était plus sûr de le faire mourir après, car il y a longtemps que ce général avait déplu à Bonaparte, et ce dernier sait bien pourquoi. Quant à Pichegru, je pense bien qu'on lui accordera un répit, jusqu'à ce qu'on l'ait pris; mais Georges, l'infâme Georges sera pendu à coup sûr, dès qu'on le prendra, puisqu'il a osé se plaindre de ce que le Premier Consul n'a tenu aucune des conditions envers lui, pour lesquelles il s'était engagé en concluant la Paix de la Vendée. Mais tout ce discours du Grand Juge ne renferme que du galimatias, digne du temps de l'ancien Directoire et du Comité du Salut Public, dans un style qui nous rappelle beaucoup celui des sans-culottes. Aussi je crains fort, que si Bonaparte continue de s'amuser à des jeux si innocents avant de passer en Angleterre, il ne s'expose à voir bientôt se rapprocher ces époques révolutionnaires qui ont obscurci pendant si longtemps la gloire de la France, que le grand Bonaparte a rétablie dans toute sa splendeur par un coup de sa baguette, le 18 Brumaire. Que deviendront tous ces beaux lycées à Paris, si une

fois le peuple souverain et les Armées se mettent en mouvement?

Après cela, je pense encore, mon cher fils, que tous ces beaux compliments répandus dans le discours du Grand Juge contre la perfide Angleterre auraient gagné à attendre que Bonaparte se fût rendu de sa personne en Angleterre, car l'on parle mieux encore, il me semble, lorsqu'on est près de son ennemi, que lorsqu'on en reste à distance; je n'ajouterai plus rien aujourd'hui parce que je suis encore un peu malade, que le départ du courrier de la poste me presse, et que je répondrai mardi prochain au reste du contenu de votre lettre.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 13 mars 1804.

En ce qui touche les derniers événements, nous ne sommes ici guère mieux informés que les gazetiers et nous n'en savons pas beaucoup plus que ce qu'ils veulent bien apprendre au public. Le Moniteur d'avant-hier nous donne la liste de toutes les personnes comprises dans la conspiration; j'y ai vu avec bien de la peine un homme que j'ai beaucoup connu en Russie et qui est le marquis de Rivière[1], aide de camp du comte

1. Rivière (Charles-François de Riffardeau, marquis, puis duc de), général et diplomate français (1763-1828). Il était sous-lieutenant

d'Artois, que vous avez certainement rencontré chez Lord Whitworth où il logeait. Il y a encore les deux Polignac[1] et ce sont les seules personnes de marque connues jusqu'à présent, je ne doute pas qu'il n'y en ait encore d'autres et que cette affaire ait des ramifications plus étendues qu'on ne le croit, car il n'est pas à supposer que Moreau et Pichegru se soient légèrement embarqués dans une entreprise à exécuter uniquement avec le concours d'une cinquantaine de gredins comme Georges et ses adhérents. Quoi qu'il en soit, il est toujours bien triste de voir ces deux grands hommes, sans contredit les plus honnêtes et les plus probes que la Révolution ait produits, terminer sur l'échafaud leur

aux gardes-françaises à l'époque de la Révolution. Émigré avec le comte d'Artois et chargé par ce prince d'une mission dans la Vendée, il y fut arrêté. Il prit part, en 1804, au complot de Cadoudal et se vit condamner à mort, peine que Napoléon commua en une détention perpétuelle, sur les instances de Joséphine et de Murat. La Restauration de 1814 lui valut, avec la liberté, le grade de maréchal de camp. Pair de France en 1815, ambassadeur à Constantinople de 1816 à 1820. Gouverneur du duc de Bordeaux en 1826.

1. Polignac (Armand-Héraclius, comte, puis duc de), né en 1771, mort en 1847. Aide de camp du comte d'Artois (1814), il fut nommé successivement ensuite maréchal de camp, député (1815), pair de France (1817). Il prit le titre de duc après la mort de son père (1817) et devint, plus tard, premier écuyer du roi Charles X. Il fut un des pairs qui ont refusé de prêter serment à la royauté de 1830. Depuis lors, il vécut dans la retraite.

Polignac (Jules, prince de), diplomate et ministre français, frère du précédent, né en 1780, mort en 1847. Rentré en France, avec son frère, à la suite du comte d'Artois, en 1814, Jules reçut une mission diplomatique auprès du pape qui le créa prince romain. Pair de France (1816), ministre des Affaires étrangères (8 août 1829), président du conseil le 17 novembre suivant.

carrière brillante. On dit que tous les deux, Pichegru surtout, car il a beaucoup plus de caractère, ont dans leur interrogatoire montré une grande fermeté et un sang-froid imperturbable. Le comte de Vaudreuil[1] a été exilé à Aix-la-Chapelle et sa femme, la sœur des Caraman, a été tout à fait renvoyée de France; c'est ce que nous avons ici de plus nouveau de Paris. Ces événements n'empêcheront pas les préparatifs expéditionnaires d'aller leur train; avec 22 voiles, le contre-amiral Verhuel, dans la semaine dernière, a très heureusement passé de Flessingue à Ostende, d'où il y est revenu par terre pour conduire une seconde escadre. Ce ne sont là que des préludes insignifiants; il me tarde de les voir en pleine mer d'où, en cette saison, il sera impossible de faire déguerpir les croisières anglaises qui ont eu le talent de rester à poste fixe pendant les plus violentes tempêtes. Depuis la dernière conspiration, toutes les communications directes de ce pays-ci avec l'Angleterre sont interceptées par les Français qui dans les ports de mer comme dans les petits villages pêcheurs, le long de la côte, d'où se faisait un commerce de lettres clandestin et très suivi, ont doublé de

1. Vaudreuil (Joseph-François de Paule, comte de), général français (1740-1817). Il fit ses premières armes pendant la guerre de Sept ans et devint successivement aide de camp du prince de Soubise, officier supérieur de gendarmerie et lieutenant général. Il fut, en outre, nommé grand fauconnier de France, suivit en 1782 le comte d'Artois au siège de Gibraltar et, en 1789, émigra en même temps que ce prince, dont il fut le fidèle compagnon d'exil. A la Restauration, il fut nommé pair de France et gouverneur du Louvre.

vigilance, ce qui nous prive de nouvelles d'outremer. Celles que publient Messieurs les Français sont comme de raison très défavorables à l'Angleterre ; elles parlent d'une défaite complète que doit avoir éprouvée le Marquis de Wellesley[1] aux Indes-Orientales et de la prise par leur amiral Linois de l'Ile de Sainte-Hélène, mais tout cela a encore besoin de confirmation anglaise.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 25 mars 1804.

Le général de Marmont a fait, mardi passé, une courte apparition à la Haye, il a assisté avec tout son état-major au bal qu'a donné, ce jour-là, l'ambassadeur de France et a continué le lendemain sa tournée par Haarlem et Alkmaar. A Utrecht, où il va fixer son quartier général, il n'a pas mis moins que les neuf plus belles maisons de la ville en réquisition pour se loger, lui,

1. Wellesley (Richard-Colley, marquis), célèbre homme d'État anglais (1760-1842). Entré au conseil privé en 1793, il fut créé, en 1797, pair d'Angleterre, avec le titre de baron de Mornington, qu'il échangea, deux ans plus tard contre celui de marquis de Wellesley. Gouverneur général des Indes en 1797 ; il sollicita lui-même son rappel en 1805. Envoyé en Espagne en 1808 ; ministre des Affaires étrangères (1809) ; lieutenant d'Irlande (1821) ; Grand-Intendant à la cour (1830-1833).

avec ses aides de camp, en menaçant d'employer la force armée, si l'on ne les lui remettait pas de bon gré; voilà ce qui est encore plus grave que la saisie des marchandises anglaises en Zélande où toutefois l'on n'en a confisqué que très peu et d'une valeur peu considérable; mais c'est surtout sur le Brabant Batave qu'a pesé cette mesure dans un endroit nommé Tilbourg. On y a pris à un fabricant de draps cent mille florins de marchandises qui avaient été fabriquées dans le pays, mais qu'on avait munies du timbre anglais, afin de pouvoir mieux s'en défaire.

La seule nouvelle directe que nous avons ici de l'Angleterre est celle d'un embargo qui avait été mis sur tous les vaisseaux neutres, à destination des ports de la Hollande et qui doit avoir été levé, mais qu'on craignait de voir renouveler. Je doute que ces craintes soient fondées car je ne vois pas le but d'une pareille mesure. L'Angleterre devant être extrêmement intéressée à conserver avec le continent des moyens de communication beaucoup moins sujets à des longueurs, sans quoi elle aurait depuis longtemps jugé à propos de bloquer les ports de ce pays-ci.

Quant à la conspiration de Paris, il n'y a rien de nouveau; vous saurez sans doute que Victor Caraman a obtenu la permission de retourner à Berlin sous responsabilité prussienne. C'est sa femme qui, en personne, a sollicité ce pardon au moment où le Premier Consul montait en voiture; celui-ci lui répondit d'abord qu'il ne pouvait lui rendre son mari, puisqu'il s'était avisé

d'intriguer contre lui. Madame Bonaparte survint, s'intéressa pour la belle solliciteuse et obtint ce qu'elle avait demandé.

Je ne vous parle pas des exploits de la flottille batave, car la *Gazette de Leyde* de ce jour en donne tous les détails; vous y verrez qu'il n'aurait tenu qu'aux grenadiers français de détruire sir Sidney Smith[1] avec toute son escadre et qu'il a fallu tout le flegme de l'amiral batave pour calmer leur transport.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, le 23 mars 1804.

Une estafette arrivée ici hier à midi de la rive gauche du Rhin nous a porté la nouvelle, qu'un gros détachement français de la garnison de Strasbourg venait d'enlever dans le territoire de l'électeur de Bade, M. le duc d'Enghien, fils de M. le prince de Condé.

Le citoyen Massias, ministre de la Cour de Bade, n'a présenté qu'après cet enlèvement les lettres réquisitoriales pour la marche des troupes; ceci même ne paraît pas trop conforme aux règles de la diplomatie.

1. Smith (William-Sidney). Voir page 216.

Qu'en pensez-vous? La poste d'hier ne m'a rien porté de votre part.

Je vous souhaite le bonjour.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, le 27 mars 1804.

Je me sais bon gré, mon cher fils, de vous avoir annoncé par le courrier de vendredi dernier la nouvelle de l'enlèvement de M. le duc d'Enghien sur le territoire de Bade, puisque vraisemblablement j'ai eu le mérite de vous en donner le premier avis, votre lettre du 25 ne contenant pas un mot encore à ce sujet, non plus que les feuilles du sieur Luzac de la même date; je suis très éloigné, mon cher fils, de prétendre à l'égard de ce dernier qu'il manque de circonspection vis-à-vis de 200 mille combattants, tandis qu'il n'en a pas à opposer, mais serait-ce manquer aux règles de la prudence que d'exiger de lui, qu'il rendît compte des événements désastreux qui se passent dans son pays et pour ainsi dire sous ses yeux? A moins qu'on ne prétende, que l'autorité du Premier Consul, depuis son concordat avec la Cour de Rome, ne s'étende jusqu'à l'interdiction de l'usage du premier sens commun, même dans les pays qu'il n'a pas jugé à propos de soumettre à sa domination. Des émigrés hollandais qui sont ici m'avaient pré-

venu déjà, que ce butin fait par les dernières exactions des douaniers français en Zélande n'était pas aussi considérable qu'ils s'y attendaient. Ces exactions ont pesé le plus sur les habitants du Brabant Hollandais, notamment de la petite ville de Tilbourg, qui dans tous les temps s'avisaient de faire imprimer le timbre anglais sur les draps de leur fabrication pour les vendre d'autant plus cher; aussi à n'en juger qu'au point de vue moral, il n'y a pas eu si grand mal, à ce que ces habitants aient été pincés un peu dans cette occurrence, si toutefois cette utile leçon peut les dégoûter de cette fraude mercantile qu'ils exercent depuis si longtemps; mais de consentir à laisser chasser de leur maison huit des habitants les plus notables de la ville d'Utrecht pour y loger le général Marmont et son état-major, cette mesure même ne serait ni sage, ni prudente de la part du gouvernement batave, puisqu'elle augmenterait encore l'émigration des citoyens aisés de la République en pays étrangers, et n'aiderait par conséquent pas à couvrir le déficit dans les finances dont le sieur Luzac vient de nous délivrer le budget dans la dernière de ses feuilles du 23 courant et à moins que cette mesure de chasser les citoyens de leurs maisons à Utrecht ne soit de nécessité urgente pour contribuer à favoriser la grande expédition contre l'Angleterre, il sera permis de croire, je pense, que ce procédé n'est ni d'un ami, ni d'un bon allié et j'ose espérer que Luzac pensera de même, malgré que sa circonspection l'empêchera de le dire.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 27 mars 1804.

Quoique la nouvelle que vous m'avez mandée, mon cher père, dans votre lettre du 25, soit bien navrante, je ne vous en suis pas moins reconnaissant, car dimanche passé, au moment où je l'ai reçue, elle n'était pas encore connue ici, mais elle ne tarda pas à l'être généralement, dès l'arrivée du *Moniteur* du 22, contenant le procès-verbal de la Séance du Tribunal militaire, nommé par le général Murat et composé de sept officiers, à l'effet de juger ce pauvre Duc d'Enghien. Après lui avoir fait subir un interrogatoire et établi avec un semblant de légalité les preuves de sa culpabilité, ses juges l'ont unanimement condamné à mort; la sentence aussitôt prononcée fut envoyée au Grand Juge et à la confirmation du Premier Consul. Il l'a signée, à ce que dit une nouvelle, venue hier au soir d'Anvers, et l'exécution de ce malheureux Prince, qu'on dit être le plus estimé et le plus distingué de la famille par son mérite personnel, s'en est suivie aussitôt et a eu lieu au château de Vincennes. Nous voulons encore espérer que cette nouvelle est fausse; en attendant, elle a répandu ici une consternation générale et soulevé toute l'indignation que doit inspirer une pareille atrocité qui n'était pas même politique et que l'on voit

avoir été commise par un esprit de vengeance particulière dont la composition du conseil de guerre porte tout le cachet, car le général Hulin[1] qui le présidait est un des capitaines de garde du Consul et les autres officiers pour la plupart ses créatures. Nous voilà donc revenu au règne de la Terreur, au Comité de Salut Public et malheureusement il n'y a pas de 9 thermidor à espérer de sitôt, car le tyran qui gouverne à présent la France et l'Europe possède bien autrement que son prédécesseur l'art de régner sur les Français, de leur ôter tout esprit public et de les rendre tellement frivoles qu'ils verront avec indifférence tout ce qu'il lui plaira de faire pour consolider son pouvoir; et la preuve la plus évidente que chez cette nation les qualités les plus éminentes se trouvent rarement réunies avec le caractère et la fermeté sans lesquels elles ne brillent que d'un faux éclat, c'est que Moreau se soit abaissé à écrire au Premier Consul, s'avouant coupable de beaucoup d'inconséquences, mais déclarant n'avoir jamais trempé dans la conspiration et lui demandant pour ainsi dire de lui faire grâce. Bonaparte a répondu que les choses étaient trop avancées et qu'il ne pouvait arrêter le cours de la Justice à laquelle il a fait remettre la lettre qui ne fera que servir de preuve contre lui, mais peut-être

1. Hulin (Pierre-Augustin), général, comte de l'empire, fils d'un marchand fripier, né à Paris en 1758, mort en 1841. Général de brigade, en 1804, reçut le commandement des grenadiers à pied de la garde consulaire, présida la commission militaire chargée du jugement du duc d'Enghien, combattit en Prusse en 1806 et fut nommé, l'année suivante, général de division.

que cette démarche le sauvera, car il n'y a pas de quoi s'alarmer de l'existence d'un homme capable d'une pareille faiblesse.

Jusqu'à présent les nouvelles de Paris, celles de Londres arrivées hier par Rotterdam disent le Roi, remis au physique comme au moral, ayant déjà été en état de travailler avec ses Ministres. Le 19 a été levé l'embargo dont je vous ai parlé vendredi dernier; dans le public, on ignorait les raisons qui avaient donné lieu à cette mesure extraordinaire.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, ce 30 mars 1804.

Malheureusement la nouvelle que je vous mandais mardi ne s'est que trop vérifiée, mon cher père; c'est le 21 de ce mois, à l'aube du jour, qu'a été fusillé ce pauvre Duc d'Enghien par 25 hommes de la gendarmerie d'élite dans un des fossés secs du château de Vincennes où il n'était arrivé que la veille à quatre heures du soir; il trouva son Conseil de guerre assemblé, la procédure dura pendant une partie de la nuit et déjà à trois heures du matin se commit cette atrocité qui souillera à jamais la mémoire de celui qui l'a ordonnée et qui, dans l'esprit de tous les hommes sensibles et bien pensants, doit le précipiter du faîte de l'admi-

ration que toutes ses autres actions avaient inspirée. Ceci est d'une lâcheté sans exemple, d'autant plus que cette mesure ne peut être d'aucune utilité; il ne détruit pas la famille des Bourbons, car il reste encore assez de Princes de cette malheureuse dynastie qui pourraient revendiquer leurs droits légitimes, aussi n'y gagne-t-il absolument rien. On prétend que le Duc de Berry est encore caché à Paris; on dit également qu'il y a eu, en outre, dix-huit personnes de fusillées dans cette même nuit du 20 au 21 mars; ce ne sont cependant que des bruits très peu fondés que je ne vous garantis nullement, mais ce qui est très sûr, c'est que Dumouriez, que toutes les gazettes annoncent être sur le Continent, n'a pas quitté l'Angleterre, car j'ai vu une lettre de Londres du 20 de ce mois de quelqu'un qui affirme avoir dîné avec lui la veille. Cette même lettre, nous donnant des nouvelles très rassurantes de la santé du Roi, parle aussi de la coalition du parti Fox[1] avec celui de Grenville[2], ce qu'en Angleterre ils appellent coopé-

1. Fox (Charles-Jacques), homme d'État anglais (1748-1806).

2. Grenville (William Wyndam, lord), homme d'État anglais, né en 1759 mort en 1834. Il entra au Parlement en 1782, y défendit la politique de Pitt, son cousin, devint son collègue dans le cabinet de 1789, d'abord comme secrétaire d'État de l'intérieur, puis des affaires étrangères (1791). Se retira avec Pitt en 1801, siégea à la chambre des lords dont il faisait partie depuis 1790, reparut en 1806, à la tête du fameux ministère de la coalition qui réunissait Fox et Lord Grey, mais abandonna le pouvoir seize mois après, irrité de la résistance qu'il trouvait dans Georges III pour l'émancipation des catholiques d'Irlande. On le vit depuis flotter dans la chambre des Lords entre les tories et les whigs. En 1809, il fut nommé chancelier de l'université d'Oxford.

ration en vue de faire tomber le ministère actuel qui ne peut se soutenir longtemps et qu'il sera à jamais honteux pour la nation anglaise d'avoir laissé continuer ces opérations faibles et ineptes.

M. Pitt ne s'est pas encore joint à cette alliance, ce qui, à ce qu'on dit, tient à un refroidissement entre lui et lord Grenville causé par l'ambition démesurée de ce dernier. Ce qui plus que toute autre chose nous annoncerait la chute prochaine de ce ministère ridicule et plat, c'est que, dans la séance du parlement dans laquelle M. Pitt fit la motion de faire faire une revision de l'administration du département de la marine, la minorité de l'opposition n'a été que très peu considérable et qu'un grand nombre de membres avaient quitté la salle au moment du scrutin ce qui pronostique un changement.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Dusseldorf, 30 mars 1804.

Je me sais toujours bon gré, mon cher fils, d'avoir pu acquérir à vos yeux le mérite de vous avoir donné, par ma lettre du 23 courant, la première nouvelle du jugement prononcé par une cour martiale contre M. le duc d'Enghien, quoique vous en ayez été instruit peu

après par le *Moniteur*, ainsi que vous me le dites par votre lettre du 27, arrivée hier au soir; je suis parfaitement de votre avis, que ce jugement porte l'empreinte exacte d'un arrêt rendu par le Comité de Salut Public du temps de la Terreur. Aussi étais-je persuadé déjà, dès le mois d'août dernier, avant que je ne partisse de Francfort, que Bonaparte, sur le refus que firent Louis XVIII et les Princes Français de se prêter à l'offre qui leur fut faite sur les insinuations de la Cour de Berlin, d'une pension considérable de la part de la République s'ils renonçaient à leurs droits au trône de France, avait fermement résolu de ramener le terrorisme en France. Ceci était pour lui le seul moyen sûr de se maintenir à la tête de la République, dont il venait de se faire nommer chef à vie, avec pouvoir d'en disposer après lui, en faveur de qui lui conviendrait, et le succès de cette mesure ne pouvait guère lui manquer grâce à tous les éléments jacobins, qu'il avait employés dans la fondation de sa nouvelle République, et dont il avait eu grand soin d'entourer sa personne, sous le prétexte spécieux de vouloir réconcilier tous les partis en France, mais, dans le fond, pour rester le maître d'y ramener le terrorisme. Toutes et quantes fois qu'il se trouve inquiet sur son existence personnelle, ce qui lui arrive souvent, lorsqu'il ne combat pas à la tête des armées, et avant même que les Anglais eussent renouvelé leurs trames infernales contre lui et tous les compliments de félicitation qu'il reçut sur la conservation de ses jours si précieux pour le bonheur de la France,

rien ne put tenir son âme dans cet équilibre tranquille, si indispensable à l'exécution de ses hautes conceptions, aussi je me flatte, qu'après avoir fait mettre à mort tous les prévenus arrêtés dans cette horrible conspiration contre le bonheur de la France, le Premier Consul, avec l'aide de la Providence, ne tardera pas davantage à conquérir l'Angleterre, afin que la paix puisse être rendue au reste de l'Europe, que Bonaparte voudra laisser subsister encore.

Eh bien! voudriez-vous croire, mon cher fils, qu'à cette époque du mois d'août, dont je viens de parler, après le refus des Princes Français aux propositions de Bonaparte, et où il ne resta plus d'autre sûreté individuelle pour lui que de se jeter entre les bras des Jacobins, tous les ministres réglant les destinées des grands États de l'Europe en furent très exactement instruits et, j'en suis sûr, tous opinèrent qu'il fallait laisser aller tranquillement les choses, garder ses mains dans ses poches et suivre les destinées du sort.

Je termine ma lettre en vous embrassant bien tendrement.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, ce 3 avril 1804.

Un gendarme de la Garde du Consul, mon cher fils, qui passa ici samedi dernier, escortant Mme de Schwi-

cheldt, qui a été relâchée de la Salpêtrière sur les plus fortes instances du marquis Lucchesini près du gouvernement français pour retourner à Hanovre, a dit ici, avoir assisté en personne à l'exécution de M. le duc d'Enghien, qui a eu lieu, pendant la nuit, dans les fossés du château de Vincennes. Il n'y a donc plus à en douter, cet acte de cruauté vient de ramener en plein le système de la terreur en France sous le règne bienfaisant qu'y exerce le Premier Consul. Pour en revenir à la dame Schwicheldt, je vous dirai, que plusieurs officiers de la garnison d'ici, ainsi que des émigrés hollandais qui ont dîné et soupé avec elle à la table d'hôte de l'auberge, où elle s'est reposée pendant vingt-quatre heures des fatigues de son voyage, ont assuré l'avoir trouvée encore assez jolie par sa figure, avec beaucoup de gaieté dans l'humeur, et c'est, je pense, ce qu'on peut appeler une femme à toute épreuve et celles-ci sont rares; elle s'est beaucoup vantée d'avoir été intimement liée dans sa jeunesse avec la célèbre Duchesse de Courlande, née de Medem, que bien vous connaissez.

S'il est vrai, mon cher fils, que Moreau a pu avoir la faiblesse de faire un aveu quelconque dans sa lettre à Bonaparte, il méritera bien le sort qui l'attend, et me convaincra comme je l'ai souvent déjà été dans le courant de ma vie, qu'on peut être à la guerre un homme de grand courage, malgré qu'on soit un grand poltron d'esprit.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, ce 10 avril 1804.

La *Gazette de Leyde* vous donne aujourd'hui tout ce que nous avons de nouveau ici dans ce moment et il ne me reste qu'à y ajouter deux anecdotes qui, sans grande importance quant aux faits, sont cependant curieuses. L'une se rapporte à l'exécution de ce malheureux duc d'Enghien; il refusa de se faire bander les yeux, en disant que c'était une mode révolutionnaire; le premier rang des gendarmes composé de huit hommes jeta bas les armes, alors les officiers commandèrent : « Second rang en avant! feu! » à quoi, moins courageux que le premier, il obéit. La seconde est assez marquante dans la diplomatie moderne. — Si parmi les réponses du corps diplomatique de Paris à la note de M. de Talleyrand et au rapport du Grand Juge sur la connivence de M. Drake avec les conspirés, vous n'avez pas trouvé celle du Ministre de Suède, le baron Ehrenswaerd, c'est qu'on la dit si forte qu'on n'a pas jugé à propos de la faire imprimer. Des traits de caractère de ce genre sont très rares dans ces temps-ci.

Sur quoi, mon cher père, je vous prie d'être assuré de mon tendre et respectueux attachement.

C. N.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, ce 5 mai 1804.

Voilà donc, enfin, ce ministère anglais culbuté, mon cher père, mais nous ne savons pas encore comment il sera remplacé, car la nouvelle que nous en donne aujourd'hui la *Gazette de Leyde* qui y fait entrer M. Pitt et Fox, est encore très vague et d'autant plus incroyable que les opinions de ces deux individus sont très différentes et qu'ils ne peuvent être réunis que pour forcer les anciens à la retraite. Si toutefois elle est constatée, on croit que cette union ne durera pas et que le parti Fox devra sauter avant peu; il reste à savoir quels seront les résultats de ce changement; on craint qu'il ne soit peu favorable à la paix; la guerre sera faite avec plus d'énergie et l'on tâchera d'embraser de nouveau tout le continent. Le cabinet de Berlin résistera plus que jamais aux guinées anglaises, d'après les nouvelles que j'en ai, et nous, qui sommes la seule puissance en état de nous opposer aux desseins ambitieux du nouvel Empereur, nous sommes trop éloignés pour pouvoir agir, sans quelque autre puisssance. A Pétersbourg la nouvelle de la mort du duc d'Enghien a fait la plus vive sensation; on a porté pour lui un deuil de quinze jours, pendant lesquels le général Hédouville[1] n'est

1. Hédouville (Gabriel-Théodore-Joseph, comte d'), général et diplomate (1755-1825). Général de brigade en 1793, se distingua à

pas sorti. L'anecdote suivante va vous prouver encore davantage sur quel pied nous sommes avec le gouvernement français. Il se trouve, à notre légation à Paris, un jeune attaché nommé Baikoff; il avait eu le malheur de déplaire à Sa Majesté Gauloise qui demanda à Oubril de le renvoyer; celui-ci, n'ayant pas le droit de le faire sans motif, attendit l'occasion et profitant de l'envoi d'un courrier, le fit partir de cette manière. Arrivé à Saint-Pétersbourg, il y a été comblé de faveurs, nommé Gentilhomme de la Chambre et renvoyé de nouveau à Paris, après avoir reçu une maison et une gratification de mille ducats. D'après lui, il paraît que l'aigreur s'en mêle et elle pourrait fort bien percer dans les mesures qu'on prendra à la suite des événements annoncés pour le 14 juillet. A Berlin, les dispositions sont tout à fait différentes; on y parle déjà d'une ambassade extraordinaire à envoyer à Paris et il est question d'en charger le prince Hatzfeld ou bien Tauentzien; je suis curieux d'apprendre si ce dernier l'acceptera.

Kayserslauternn, prit part à la première pacification de la Vendée en qualité de chef d'état-major de Hoche (1796), reçut du Directoire le gouvernement de St-Domingue, dut abandonner cette colonie après avoir vainement combattu Toussaint Louverture, fut investi ensuite du commandement en chef de l'armée de l'Ouest, et parvint par d'habiles négociations, à pacifier de nouveau la Vendée et la Bretagne. Ministre plénipotentiaire en Russie (1801-1804), sénateur, chambellan, comte de l'Empire (1805), Hédouville fit la campagne de Prusse en 1806, comme chef d'état-major de Jérôme Bonaparte, vota la déchéance de Napoléon dans le sénat en 1814, fut élevé à la pairie par Louis XVIII, et vécut depuis dans la retraite.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Dusseldorf, 22 mai 1804.

Le comte de Merveldt, général autrichien, un des hommes de cette armée les plus distingués par le cœur et l'esprit, qui a séjourné ici, cet hiver, pendant une quinzaine de jours, et dont je crois vous avoir parlé déjà une fois, de retour à Vienne depuis le commencement de ce mois, vient d'écrire au comte de Nesselrode-Reichenstein, qui est ici encore, ce qui suit : « A mon arrivée dans cette capitale, monsieur le Comte, je n'ai nullement trouvé les esprits disposés à faire aucune résistance convenable pour soustraire le monde au despotisme français duquel nous sommes si incessamment menacés par tout ce qui vient de se passer en France, et qui a si souvent fait l'objet de nos conversations. La plus grande apathie règne dans toutes les têtes, et c'est assez vous dire qu'elles sont sans aucune énergie ; des idées philanthropiques, qui ne sont certainement pas applicables dans la circonstance et manquent d'opportunité tout au moins, les occupent exclusivement. »

Je vous prie, mon cher fils, de vous rappeler que cette communication confidentielle que je vous fais, n'est que pour vous seul.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, ce 18 mai 1804.

Ce n'est que depuis le 15 que nous avons eu connaissance de la note remise par Klupfel. On en a fait un secret, Dieu sait pourquoi, et voilà ce qui fait que je ne vous en ai parlé dans ma dernière lettre qu'avec beaucoup de circonspection. Cette pièce m'a paru très forte, et si, comme vous l'observez très bien, elle a été remise un an trop tard, et c'est aussi l'avis de mon ministre, au moins prouve-t-elle qu'il y a encore du nerf dans notre gouvernement et qu'il n'est pas tout à fait disposé à se soumettre à la volonté suprême du nouvel Empereur des Français. Le nouveau ministère anglais tâchera sans doute de le maintenir dans ces dispositions; présidé par M. Pitt, dont tous les discours ne respiraient que guerre et vengeance, il n'y a pas de paix à espérer de sitôt de ce changement. La guerre se fera avec plus d'énergie et d'habileté et le Continent en sera probablement encore la victime. Pour s'assurer de nous, on parle de la nomination de M. Fox à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, car il est presque décidé qu'il n'entrera pas dans le ministère, vu l'aversion qu'a pour lui le Roi, mais il est difficile de supposer qu'il l'accepte, à moins de présumer qu'on veuille payer ses dettes et lui faire un pont d'or. Lord Hawkesbury aura probable-

ment le ministère de l'intérieur, mais tout ceci, cependant, n'est qu'une donnée vague, car l'on ne sait pas encore positivement de qui M. Pitt composera le Conseil, mais la nouvelle ne tardera pas, je me flatte, de nous en arriver.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, ce 25 mai 1804.

L'arrivée à La Haye d'un général Chitrof, voyageant par ordre de l'Empereur et les courriers qu'il m'a fallu faire pour lui faciliter et préparer des moyens de passer en Angleterre m'ont empêché, mon cher père, de vous écrire mardi dernier; il me reste donc aujourd'hui à vous accuser la réception de deux de vos lettres du 18 et 22 mai et à vous remercier surtout pour le tableau de la disposition des esprits à Vienne contenu dans la dernière et d'autant plus intéressant qu'il est tracé par un homme de mérite qui, d'après ce que j'en ai toujours entendu dire, joint à une tête très bien organisée un caractère droit et intègre, ce qui se trouve rarement réuni dans les serviteurs autrichiens. Avec de telles dispositions et de semblables idées philanthropiques, l'Europe ne sera pas délivrée du joug sous lequel elle gémit. Tant qu'on ne parviendra pas à faire changer de politique le cabinet de Berlin et à tirer celui de Vienne

de son apathie, le nouvel Empereur ira son train et se fera couronner le 16 juillet comme il s'est fait déclarer Majesté Impériale par le Sénatus-Consulte du 16 thermidor, dont je ne vous envoie pas de copie, puisqu'il se trouve imprimé dans toutes les feuilles publiques. La reconnaissance de cette nouvelle dignité rencontrera quelques obstacles chez nous, surtout à présent qu'on a commencé à montrer une fois les dents. Dieu veuille qu'on persiste dans cette attitude et qu'on soutienne les mesures adoptées, car même sans embraser de nouveau tout le Continent, nous le pouvons, en cessant nos relations avec le gouvernement français, en lui fermant le Sund par une alliance avec la Suède et le Danemark et en l'empêchant comme cela de tirer de nous ses munitions de marine dont il ne saura se passer. Assurément le moyen que vous proposez dans votre lettre du 18 mai serait plus court et dans six semaines tout pourrait être fini, mais pour cela il faudrait l'adoption d'un plan uniquement basé sur le bien général, éloigné de tout intérêt personnel et particulier, et une promptitude dans l'exécution que, depuis dix ans, hélas! nous n'avons rencontré que chez les généraux français.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 29 mai 1804.

Le nouveau ministère anglais, sur la composition duquel vous trouverez un article fort intéressant dans la *Gazette de Leyde* de ce jour, est, sans aucun doute, fortement disposé à la guerre et il faudrait que les propositions que le sieur Levingston est chargé de faire de la part de Bonaparte fussent bien avantageuses pour qu'il y eût quelque espoir de les voir accepter par M. Pitt. La poste de Paris ne nous est pas venue hier, Dieu sait par quel hasard nous en aurons l'explication incessamment, car elle doit arriver au plus tard dans la matinée, s'il n'y a pas eu quelque empêchement majeur. Elle nous apportera probablement la nomination de M. de Talleyrand à la dignité d'archi-chancelier d'État et celle d'un sous-ministre des Affaires étrangères. Outre M. de Ségur, il y a encore plusieurs individus sur les rangs pour cette place. Durand, premier commis au bureau des Affaires étrangères pour la division du Nord, M. de La Forest[1] et M. de La

1. La Forest (Antoine-René-Charles-Mathurin, comte de), diplomate français (1756-1846). Talleyrand devenu ministre des Affaires étrangères, l'attacha, comme chef de division, à son administration. Devenu, en 1799, commissaire central près de l'administration des postes, de La Forest n'en continua pas moins à s'occuper d'affaires politiques, assista, en 1800, au congrès de Lunéville, puis devint

Valette[1], directeur des postes, et ce qui est fait pour étonner, mais ce qui n'en est pas moins vrai, car je le tiens de bonne part, le fameux Caulaincourt. Mais les plus grandes probabilités sont en faveur de La Valette et de Ségur. Ce qui est encore plus fait pour exciter la curiosité est la manière dont seront remplies les deux places de maréchaux d'Empire restées vacantes et que plusieurs généraux auraient, d'après leurs services, droit à réclamer comme Macdonald, Beurnonville, Saint-Cyr[2],

ministre plénipotentiaire près de la cour de Bavière (1801), ministre extraordinaire près du congrès de Ratisbonne (1802), ministre à Berlin (1805). Après la première abdication de Napoléon, le gouvernement provisoire confia à La Forest le portefeuille des affaires étrangères.

1. La Valette (Antoine-Marie Chamans, comte de), homme politique (1769-1830). Il s'engagea en qualité de volontaire dans l'armée des Alpes, fut promu capitaine à Arcole et devint alors aide de camp de Bonaparte, dont il gagna la confiance, qui le chargea de diverses missions politiques et lui fit épouser la nièce de sa femme, la jeune Louise de Beauharnais. La Valette prit part ensuite aux campagnes d'Égypte, d'Allemagne, de Prusse, fut chargé de réorganiser l'administration des postes, dont il devint le directeur général, et reçut, avec le titre de comte (1808), une place au Conseil d'État. Après la rentrée de Louis XVIII à Paris, La Valette fut arrêté, traduit devant le jury de la Seine sous l'inculpation de haute trahison et condamné à la peine capitale (21 novembre 1815); mais la veille du jour où il allait être exécuté, sa femme pénétra dans sa prison, changea avec lui de vêtements et parvint ainsi à le faire échapper.

2. Gouvion-Saint-Cyr (Laurent), maréchal de France et homme d'État (1764-1830). Nommé officier dans la garde nationale parisienne, il partit en 1792 comme capitaine dans le 1er bataillon des volontaires. Général de brigade en 1793, général de division en 1794, reçut en 1798 le commandement de l'armée de Rome. Général en chef de l'armée du Rhin en l'absence de Moreau (1800), il prit Fribourg et concourut à la victoire de Hohenlinden. En 1801 commanda l'armée du Portugal et en 1805 l'armée de Naples. Fit avec distinction les

Lecourbe. Le général Marmont ne doit pas être peu étonné de ne pas se trouver sur la liste; ici l'on y voit déjà une preuve de disgrâce et l'on se flatte d'en être débarrassé, car les procédés de ce général sont réellement inouïs; ses prédécesseurs savaient au moins observer des formes, mais il se met, lui, au-dessus de tout et agit en véritable despote. Pour gagner son cœur, la municipalité d'Amsterdam s'occupe en ce moment même de donner à lui et à sa femme, récemment arrivée de Paris, des fêtes qui dureront trois jours, ce qui me paraît aussi bas que ridicule.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 3 juin 1804.

Nous sommes ici toujours dans l'attente de la réponse que donnera le Premier Consul à la note de Russie et nous n'avons aucune connaissance du contenu de celle qui doit déjà avoir été envoyée au citoyen Bacher[1]

campagnes de Prusse, de Pologne et de Russie (1807-1817). Louis XVIII l'éleva à la pairie. En 1817 d'abord ministre de la marine, puis ministre de la guerre. Prit sa retraite en 1819.

1. Bacher (Théobald), diplomate français, 1748-1813. Suivit d'abord la carrière militaire, entra dans la diplomatie en 1777, remplit les fonctions de chargé d'affaires de la République, puis de Napoléon, en Suisse, à la diète de Ratisbonne et en Allemagne, et présida, comme commissaire, à l'échange d'un grand nombre de prisonniers.

pour être présentée à la diète; on suppose seulement qu'elle est conçue dans les termes les plus forts. Cet état d'incertitude ne peut guère durer longtemps et doit, il me semble, faire bientôt place à une nouvelle guerre générale et continentale, à moins que le désir de la paix qu'on prête à Bonaparte et l'intention qu'on lui suppose de faire des sacrifices à l'Angleterre pour se faire reconnaître soient vrais et sincères. Mais toujours faudra-t-il que ces sacrifices soient bien avantageux à l'Angleterre pour faire céder le nouveau ministère qui, malgré sa composition bizarre, ne peut jamais, présidé comme il l'est par M. Pitt, devenir un ministère faible et pusillanime, comme l'a été malheureusement celui de M. Addington. Il aura toutefois un rôle difficile à jouer et de la peine à se soutenir contre l'opposition réunie du parti Grenville et Fox appuyé par le prince de Galles, et, peut-être qu'en vue de se maintenir, il fera la paix, comme l'autre a fait la guerre, et certes c'est ce qu'il y aurait de plus heureux pour le moment, afin de donner le temps aux grandes puissances du Continent d'établir un concert et surtout à l'Autriche de se remettre pour pouvoir attaquer avec des forces réunies le Colosse qui, si on le laisse faire, finira par écraser toute l'Europe. Ce qui trahit un peu le sens de la réponse à donner par le gouvernement français et ce qui annonce la rupture, ce sont les lettres de rappel envoyées au général Hédouville; si elle est absolument déclinatoire, nul doute qu'Oubril ne soit rappelé et que toutes nos relations cessent. Il faudra voir combien

cela influera sur notre position et si le nouvel Empereur permettra au gouvernement batave de rester en paix avec nous.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 19 juin 1804.

Vous sachant amateur des petites gaietés que messieurs les Français se permettent dans ce pays, je me fais un vrai plaisir, mon cher père, de vous conter une aventure arrivée la semaine dernière à Arnheim. Un officier français logé chez un marchand de vin, nommé Morstel, fut mécontent de la chambre qu'on lui avait assignée et, ne pouvant en obtenir une autre, alla se plaindre au général Lacroix[1], son chef, qui se rendit d'abord chez le bourgeois pour examiner lui-même si les griefs de l'officier étaient fondés. La chambre n'était, en effet, pas à son gré et il en exigea une autre, ce qui lui fut refusé net; il menaça d'y envoyer vingt grenadiers, Morstel lui répondit qu'il en était fort le maître, mais qu'il ne les logerait également que dans la même chambre, n'en ayant pas d'autres à donner. On s'échauffa de part et d'autre, au point que le général français lui donna un soufflet; mon homme empoigna

1. Lacroix (François, vicomte de), général français, né en 1774, mort en 1842.

une grosse canne, fondit sur lui, cassa l'épée de l'officier, accouru au secours de son chef, les rossa comme plâtre et finit par les jeter tous les deux au bas de l'escalier. Au même moment, arriva à Arnheim le formidable général Marmont; il fit arrêter le marchand de vin, assembla un conseil de guerre, et, sans autre forme de procès, le fit condamner à être fusillé; celui-ci, par bonheur, parvint à se sauver, et se réfugia à l'hôtel de ville où il trouva des magistrats assez énergiques pour refuser à M. Marmont de le lui livrer. Voilà où en est l'affaire; on espère que le général sera assez raisonnable pour se désister de sa prétention, sans quoi les suites seraient incalculables, car, sans la guerre, où il y a tant de têtes chaudes, on ne verrait jamais, de sang-froid, exécuter cet homme.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 22 juin 1804.

Je n'ai jamais douté de l'empressement des cours de Vienne et de Berlin à reconnaître la nouvelle Majesté Impériale, elles nous ont, depuis la rupture avec l'Angleterre, donné trop de preuves de leur faiblesse, pour ne pas en attendre encore. Celle-ci leur est encore bien moins préjudiciable que les précédentes, savoir l'envahissement de l'électorat de Hanovre qui conduit

une armée française presque aux portes de Berlin et l'extension des forces françaises en Italie, dont les suites sont incalculables, car, par là, la France tient enchaînées les deux grandes puissances de l'Allemagne, sans lesquelles il n'y a pas moyen d'espérer qu'il soit mis un terme aux maux qui désolent l'Europe. Leur indifférence doit faire vivement désirer à tout bon Russe que chez nous l'on ne s'avance pas trop vis-à-vis du gouvernement britannique dans les négociations qui sont sur le tapis; l'affaire du Helder devrait éternellement nous servir d'exemple. Les gazettes de Leyde donnent aujourd'hui des nouvelles assez intéressantes de ce pays-là; ce sont les seules que nous ayons, mais nous ne tarderons pas de voir incessamment le développement des événements dont elles parlent, car, avec une majorité parlementaire aussi peu considérable, il est impossible que cet ordre des choses puisse se maintenir longtemps.

Malgré le sceptre de fer avec lequel est gouverné la France, les chansons vont toujours leur train. Voici un quatrain sur le Grand Trésorier Lebrun[1], qui vous fera

1. Lebrun (Ch. Franc.), duc de Plaisance (1739-1824). Député aux États généraux, incarcéré pendant la Terreur, recouvra la liberté au 9 thermidor, fut élu membre du Conseil des Cinq-Cents et se fit remarquer dans cette assemblée par ses talents administratifs. Après le 18 brumaire, auquel il avait contribué, il fut nommé 2e consul, d'après la volonté formelle de Bonaparte. Napoléon devenu empereur le nomma duc de Plaisance et archi-trésorier. En 1814, il refusa de signer l'acte de déchéance, mais il adhéra bientôt après au rappel des Bourbons et fut un instant grand maître de l'Université. Il fut élevé, en 1819, à la pairie.

rire et, je crois, mon cher père que l'occasion en est rare et qu'on est trop heureux de la trouver dans le siècle où nous vivons.

Midas avait des mains qui changeaient tout en or.
Que le pauvre Lebrun n'en a-t-il de pareilles!
Au lieu d'un trésorier, nous aurions un trésor,
Mais, hélas! de Midas, il n'a que les oreilles.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Dusseldorf, ce 29 juin 1804.

Vu l'état d'indécision et de faiblesse dans lequel se maintiennent jusqu'à présent les cours de Vienne et de Berlin vis-à-vis du Colosse français qui menace si visiblement de rendre toutes les puissances de l'Europe les jouets de ses caprices et de ses volontés, volontiers je conviens avec vous, mon cher fils, qu'il peut être très sage de notre part de ne rien précipiter dans nos négociations avec l'Angleterre. Mais je vous invite également à convenir avec moi, qu'il serait bien contraire à la dignité d'une Cour telle que la nôtre et à ce qu'elle se doit à elle-même, que la note remise sur la violation du territoire de l'Empire, présentée de notre part à la diète et à quoi nous étions très autorisés, en qualité de médiateur, restât sans être soumise à aucune délibé-

ration, parce que la Cour de Bade a jugé à propos de s'arranger à l'amiable avec le despote français sur une expédition aussi atroce que meurtrière de sa part. Si dans vos conceptions diplomatiques, vous pouviez trouver ceci tout naturel et simple, je vous promets que je ne m'aviserais plus de parler politique avec vous. En attendant, n'oubliez pas de me dire, si le magistrat d'Arnheim a su conserver assez d'énergie pour parvenir à sauver son vigoureux citoyen, le marchand de vin, de la fusillade française. Dès officiers hollandais émigrés, qui sont ici, prétendent avoir connu le quidam, lorsqu'il était caporal dans les gardes du corps du Prince d'Orange, lesquels furent licenciés aussitôt après la conquête du pays par les Français.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, ce 17 juillet 1804.

Le *Moniteur*, qu'on peut si justement considérer comme le thermomètre de la politique française, vient enfin de jeter le masque et laisse, dans sa feuille du 10 de ce mois, percer toute l'humeur que donne notre résistance au Premier Consul, qui, ayant jusqu'à présent su contenir son caractère fougueux et atrabilaire, ne doit, à en juger d'après cette violente sortie, ne plus

conserver l'espoir de remettre les choses par les voies des négociations. La Cour de Vienne partage le courroux et y reçoit également son coup de patte; il faut qu'à Saint-Cloud, on commence à en désespérer et ce qui plus encore vient à l'appui de cette assertion, c'est que la grande audience diplomatique ait pu avoir lieu sans que M. de Cobentzel y ait présenté ses lettres de créances; elle a été retardée à dessein pour lui donner le temps d'en recevoir et il n'aurait rien coûté de la différer encore. Il n'est donc pas douteux que les dispositions de cette Cour ont cessé d'être favorables au gouvernement français et qu'elle songe enfin à adopter un système plus digne d'une grande puissance que celui qu'elle a suivi jusqu'à présent. Avec de pareilles dispositions, si toutefois elles peuvent être sincères et se baser toujours sur les principes du bien général et non comme depuis dix ans sur ceux d'un intérêt particulier, on peut au moins compter sur une opposition pouvant amener quelque grand résultat et quelque remède au mal dont pâtit l'Europe et qu'on ne saurait espérer d'une guerre purement maritime, incapable de brider la suprématie française sur le continent, laquelle n'est nullement contrebalancée par la suprématie coloniale de l'Angleterre. Ici, tout va son train habituel et funeste, tendant à achever la ruine de ce malheureux pays; de cette nature est encore la contribution extraordinaire de deux pour cent sur les capitaux que vient d'arrêter le corps législatif pour couvrir le déficit de l'année dernière. Le général Marmont s'amuse à son

camp d'Utrecht qui devient également onéreux au pays, sans qu'on puisse en prévoir l'utilité. S'il faut en croire certains bruits, bien que très vagues encore, ce général quittera très incessamment le commandement de l'armée gallo-batave. Il doit être appelé à une des grandes charges de la Cour impériale où nous voyons déjà briller messieurs de Ségur et de Fleurieu[1]. M. de Semonville fait de grands préparatifs pour la fête qu'il doit donner à l'occasion de la présentation de ses nouvelles lettres de créance et qui aura lieu très prochainement.

Adieu, mon cher père, veuillez recevoir l'expression de mon tendre et respectueux attachement.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort, ce 25 juillet 1804.

Je vais vous parler, mon cher fils, du très grand inconvénient qu'il y a, pour le moment, à accorder avec trop de facilités des passeports aux Français qui se présentent de toutes parts pour en obtenir, dans le but

1. Fleurieu (Ch. Pierre Claret, comte de), ministre de la marine sous Louis XVI, membre de l'Académie des sciences, né à Lyon en 1738, mort en 1810. Appelé au conseil d'État par Bonaparte, après le 18 brumaire.

d'entrer en Russie, car on sait maintenant ici avec certitude qu'un essaim de suppôts de la police de Paris a été détaché à cet effet, et que ceux qui ne parviendront pas à en obtenir devront se rassembler à Dresde, lieu de rendez-vous qui leur est assigné, en attendant qu'ils puissent arriver à leurs fins. J'ignore si vous savez qu'il y a six semaines il a passé par ici un nommé Laharpe[1]; par le nom, vous vous rappellerez sans doute qui c'est, mais ce qui vous étonnera peut-être, c'est que sur les cartes de visite qu'il a laissées chez quelques individus d'ici, il ait mis sous son nom le titre pompeux d'*ex-directeur de la République Helvétique*. Après avoir séjourné huit jours ici, il s'est rendu également au lieu de rassemblement général, à Dresde, dans le but de pénétrer en Russie. Je vois d'ici le grand Ségur présenter à Bonaparte la double décoration de la Légion d'honneur pour être suspendue à la boutonnière impériale le jour de la fête instituée à cet effet à l'Hôtel des Invalides et, sans doute, il s'en sera acquitté avec toute la pédanterie qui lui est propre et les grâces inséparables de tout individu de sa nation. Tel, je l'ai vu au théâtre de l'Ermitage à Pétersbourg assistant, à la repré-

1. Laharpe (Fréd. César) (1754-1838), né dans le pays de Vaud, fut d'abord avocat à Berne. Se rendit à Saint-Pétersbourg en 1782, y devint précepteur des grands-ducs Alexandre et Constantin. Sur la plainte du gouvernement bernois fut éloigné de Russie en 1795. Vint alors s'établir à Genève, concourut en 1798 à la révolution de la Suisse, fut élu membre du Sénat, et devint bientôt après un des directeurs de la République helvétique. Renversé presque aussitôt par un coup d'État, il fut obligé de s'expatrier de nouveau (1800) et se fixa en France.

sentation d'une comédie russe de la composition de l'impératrice Catherine, assis aux pieds de l'impératrice, entre le comte de Cobentzel, qui dirige aujourd'hui la monarchie autrichienne, et le général Mamonof[1], tel, il s'est montré, à ce trop célèbre voyage en Crimée, où il a accompagné l'impératrice conjointement avec M. de Cobentzel et son collègue d'Angleterre, M. Fitz Herbert[2]. Ce dernier, dans ce voyage, d'après ce que m'en a dit l'ambassadeur Stackelberg, le père de Gustave, l'a emporté de beaucoup par sa sagacité sur M. de Ségur, malgré les efforts de celui-ci pour faire valoir toutes les fleurs de gentillesse dont l'éloquence française est susceptible. J'ai vu encore M. de Ségur à Berlin en qualité d'envoyé de la République française, portant la cocarde nationale au chapeau, du temps du Directoire présidé alors par le fameux Barras, auquel Bonaparte doit toute sa fortune. L'objet de sa mission était d'empêcher Frédéric-Guilllaume, roi de Prusse, d'entrer dans la coalition ; il échoua dans sa mission et finit par nous donner le simulacre d'un suicide à la suite d'une rixe violente qu'il eut avec son ancien ami très intime, le célèbre amiral prince de Nassau-Siegen, qui avait alors chaudement épousé le parti des princes français. Ce négociateur disparut ensuite de l'horizon politique de Berlin.

Je ne vous ai fait, mon cher fils, ce long récit sur M. de Ségur que pour que vous appreniez à connaître à fond le caractère d'un homme destiné vraisemblable-

1. Mamonof (général). Voir tome I.
2. Fitz Herbert (baron). Voir tome I.

ment un jour à remplacer M. de Talleyrand dans la direction des affaires étrangères, car comme dit Rœderer[1] qui a séjourné ici pendant dix jours, mais que je n'ai rencontré que deux fois : « notre empereur trouve le « caractère du premier infiniment plus maniable que « celui du dernier et tel, il convient mieux à notre « empereur que M. de Talleyrand qui ose parfois résis- « ter à l'opinion impériale, ce qu'on n'aime pas, comme « vous le savez. »

S'il est vrai, comme l'annonce le gazetier de Leyde dans sa dernière feuille, qu'un courrier arrivé à Paris, dès le 14 de ce mois, y a porté la reconnaissance par la cour de Vienne du titre impérial dans la race des Bonaparte, je suis surpris que les dernières lettres de Paris arrivées ici hier au soir et qui sont de la date du 20, n'en fassent aucune mention ; malgré que je ne sois nullement étonné de ce nouvel acte d'humiliation de la part de cette cour. Je m'y attendais depuis l'intrigue scandaleuse ourdie par un des premiers seigneurs de la cour, qui possède même la confiance unique de l'empereur. L'instrument dont il s'est servi est un nommé Flesch, membre du conseil de guerre, qui s'est avisé de

1. Rœderer (P.-Louis, comte) (1754-1835). Fut successivement avocat, conseiller au parlement de Metz, député du tiers aux États généraux et procureur-syndic du département de la Seine. Professa l'économie politique aux écoles centrales (1796), devint, sous l'Empire, sénateur et conseiller d'État, puis ministre des finances de Joseph Bonaparte, alors roi de Naples (1806), et enfin administrateur du Grand-duché de Berg (1810). Laissé sans emploi, pendant la Restauration, il fut nommé pair en 1832. Il était de l'Académie des sciences morales.

faire présenter un mémoire à l'empereur par lequel il tâchait de faire introduire la plus grande désorganisation dans l'armée, en inspirant à l'empereur la plus grande défiance contre les ordonnances militaires de son frère l'archiduc Charles, et c'est la nouvelle la plus saillante que je puisse aujourd'hui vous mander d'ici.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

Amsterdam, ce 31 juillet 1804.

De tout temps, le comte Stackelberg a observé une grande circonspection au sujet de la délivrance de passeports à des Français et elle a redoublé encore depuis la réception d'une circulaire à toutes les missions à l'étranger, prescrivant de n'expédier des passeports qu'à des gens dont on est bien sûr et d'être fort réservé à cet égard. On ne saurait être assez prudent en un moment où, selon toutes les apparences, la rupture avec la France paraît inévitable. Toutes les nouvelles de Paris sont à la guerre, et il est très probable qu'à l'heure qu'il est Oubril a déjà quitté la mission; celle de la réception des nouvelles lettres de créance par le comte Cobentzel qui a été publiée, il y a une semaine environ, et à laquelle vous paraissez ajouter foi, est absolument fausse et j'ose me flatter qu'elle ne se confirmera jamais,

afin de voir une fois cette puissance jouer le rôle auquel elle est appelée et sans l'appui de laquelle toute guerre entre la Russie et la France ne saurait être que ridicule, et peut même devenir infiniment pernicieuse pour nous, si l'on se met aveuglément entre les mains de l'Angleterre. Les changements dans le ministère prussien n'annoncent rien de favorable à notre cause malgré la retraite du comte Haugwitz qui a demandé et obtenu sa retraite avec une pension de six mille écus, car ceux qui le remplacent valent encore moins que lui ; on dit Lucchesini mieux ancré que jamais et M. de Hardenberg, le sourd, nommé successeur d'Haugwitz dans des principes tout à fait français; aussi ne faut-il plus songer à ce cabinet de Berlin et l'abandonner à son mauvais sort. Les lettres d'Angleterre du 24, arrivées ici hier soir, annoncent la nouvelle, infiniment intéressante, de la réconciliation du prince de Galles avec son père, ce qui certes est le plus beau triomphe que M. Pitt ait jamais remporté et à la suite duquel les fonds ont aussitôt haussé d'un pour cent. Ainsi plus raffermi que jamais dans sa place, ayant pu s'y soutenir, malgré les efforts d'une opposition dirigée par l'héritier du trône, mais plus formidable encore par les talents éminents de la plupart de ses membres dont, dans un moment aussi critique que celui-ci, il est à regretter de n'en pas voir figurer dans le ministère où, afin d'y régner seul, il n'a fait entrer que des gens médiocres, le premier ministre va proroger le Parlement.

---

*Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.*

Francfort-sur-le-Mein, le 8 août 1804.

Rien n'est plus important que la nouvelle que vous m'annoncez de la réconciliation du père et du fils en Angleterre, puisque l'administration de M. Pitt peut, par ce moyen, déployer la plus grande énergie, le seul espoir qui reste encore, s'il est possible, d'arracher l'Europe au despotisme effrayant du nouvel empereur. Peu importe que les personnages les plus habiles en administration soient membres de l'opposition, M. Pitt trouvera bien moyen de les employer lorsqu'il le jugera à propos; car en Angleterre, encore plus qu'ailleurs, le beurre et le fromage sont de puissants motifs pour déterminer les gens aux offres qu'on veut leur faire; mais je crains bien, mon cher ami, que cette belle supposition de ma part ne demeure sans effet, si la réconciliation du père et du fils ne se confirme pas, ainsi qu'il paraît, puisque vous ne m'en dites plus rien dans votre lettre du 3 courant, qui m'est parvenue hier au soir et que les gazettes de Leyde du 31 juillet et du 3 août n'en font plus aucune mention.

En attendant, pour en revenir, mon cher fils, à la situation actuelle des affaires générales, je vous dirai, d'après les meilleures lettres arrivées ici hier de Paris, que le départ d'Oubril paraît différé de nouveau. Il sem-

ble donc qu'on est toujours hanté par les rêves d'une pieuse métaphysique dans les négociations avec le tyran, tandis qu'il ne reste plus que la plus grande vigueur et des coups de poings à lui opposer, si on ne veut consentir à subir le joug le plus avilissant et le plus barbare. A Dieu ne plaise, que je prétende vous insinuer par ceci qu'une guerre corps à corps entre la Russie et la France puisse nous être convenable ; au contraire, à la longue, elle ne deviendrait que ridicule, comme vous le dites fort bien. La Russie et la France sont deux puissances qui n'ont aucun point de contact, nul intérêt à démêler par leur position locale, avec cette différence cependant qu'il est du plus grand intérêt pour la France de conserver l'amitié de la Russie, si elle veut se conserver les seuls moyens de rendre sa marine assez formidable pour établir un jour son despotisme sur mer, ainsi qu'elle l'a établi sur le continent depuis dix ans ; mais les forces combinées des deux cours impériales suffiront pour mettre un terme à ce despotisme, dès qu'elles voudront convenir d'un système suivi à cet égard, et je ne vois rien qui puisse empêcher ces deux cours d'en faire l'expérience avec succès, dès qu'elles voudront l'entreprendre sérieusement. Je ne pense point que l'inertie de la cour de Berlin, qui l'empêchera toujours de se joindre aux deux autres, aussi bien que sa perfidie qui l'engagerait à marcher au secours du nouvel empereur, puissent former un obstacle à l'exécution de ce projet, puisque, dans le dernier cas même, elle courrait les risques à coup sûr de perdre la Silésie ; car si, en 1740,

il a fallu à Frédéric II avec 80 000 hommes, toute l'armée que feu son père lui avait laissée, deux campagnes pour faire la conquête de cette province défendue par 25 000 Autrichiens, troupes alors très aguerries contre des Prussiens qui n'avaient jamais vu d'autre feu que celui de la parade de Potsdam, vous conviendrez bien avec moi, j'espère, qu'au commencement du XIXe siècle, 100 000 Autrichiens divisés en deux armées suffiront pour reconquérir cette province, en une seule campagne; j'y mets la condition seulement qu'on donne les deux armées à commander aux généraux Bellegarde[1] et Merveld et non à des imbéciles comme ceux qu'on a employés dans la dernière guerre contre la France, tels que des Mélas[2], des Wurmser[3], etc.; mais que surtout

1. Bellegarde (Henri, comte de), général au service de l'Autriche, né à Chambéry vers 1755, mort en 1831, fit avec distinction toutes les campagnes contre la France depuis 1792, sous Wurmser et l'archiduc Charles; fut investi, en 1805, de la présidence du conseil de guerre aulique; devint feld-maréchal et gouverneur de la Gallicie, en 1806, et administra avec équité et modération, pendant les années 1814-1815, les provinces autrichiennes en Italie.

2. Mélas (Michel, baron de), feld-maréchal autrichien (1730-1806). Lorsque Bonaparte franchit les Alpes et envahit la Lombardie, Mélas, qui avait imprudemment divisé ses forces, quitta Gênes, reprit l'offensive et attaqua avec 50 000 hommes l'armée du premier consul, forte seulement de 43 000 hommes. Grâce à Desaix, à Marmont et à Kellermann, l'armée française remporta une victoire complète (1800). Mélas, se voyant impuissant à prolonger la résistance, signa une capitulation et se retira à Mantoue.

3. Wurmser (Dagobert-Sigismond, comte de), général autrichien (1724-1797). Servit d'abord dans l'armée française, la quitta avec le grade de capitaine, pour entrer dans l'armée autrichienne. Se distingua dans la guerre de Sept ans, fut nommé major-général, combattit contre les Prussiens en 1779 et reçut en 1787, avec le grade

les opérations de l'armée, dès que le plan général de la campagne aura été agréé une fois par la cour, ne soient plus assujetties aux délibérations du conseil de guerre de Vienne, ce qui est toujours le moyen le plus sûr d'instruire à l'avance l'ennemi des mouvements qu'on veut entreprendre. Ceci a été constamment le cas dans les dernières campagnes, particulièrement dans celle d'Italie, où l'on était constamment prévenu à Paris des opérations futures des Autrichiens, tandis qu'on déclarait ignorer à Vienne que Bonaparte avait passé le Simplon alors qu'il se trouvait déjà vis-à-vis de M. de Mélas, lequel n'était plus en mesure de se refuser au malheureux combat de Marengo qui a terminé cette funeste guerre de la même manière qu'elle avait été conduite dès le commencement.

D'après ce beau tableau que je vous présente, mon cher fils, il me paraît nécessaire d'entreprendre la conquête de la Silésie, si la perfidie du cabinet de Berlin l'exige. Je vous entends d'ici vous écrier : « Mais si le « roi marche avec 200 000 hommes à la défense de cette « province, la conquête n'en sera pas très facile » et je vous réponds : Tant mieux alors, parce que si la Prusse est forcée d'employer tous ses moyens pour se défendre, il ne lui en restera pas un pour aider son ami Bonaparte à subjuguer le reste de l'Europe, et je

de général de cavalerie, le gouvernement de la Gallicie, qu'il administra avec douceur. Fut battu par Bonaparte à Castiglione, à Montechiaro, à Lonado, à Roveredo, dut abandonner Vérone et capitula ensuite dans Mantoue, place réputée imprenable.

pense qu'une armée russe suffira pour remettre l'ordre partout, car ce n'est point la nombreuse armée rassemblée sur les côtes que Bonaparte pourra lui opposer, puisqu'il cesserait alors d'en imposer à l'Angleterre, qui est le point de mire qu'il n'osera jamais perdre de vue. Quant à l'armée de Bernadotte, diminuée et ne comptant plus aujourd'hui que 20 000 hommes, à cause des troupes qui l'ont quittée et ont été envoyées dans l'intérieur de la France, les Russes une fois entrés en Allemagne, j'ai lieu de croire que rien ne sera plus aisé que de lui faire mettre bas les armes, malgré ce superbe maréchal de l'Empire français, qui est à sa tête et qui, en dernière analyse, n'est qu'un sot, un pillard boursouflé de vanité et de jactance française.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 12 août 1804.

Des lettres arrivées, hier, mon cher fils, nous ont instruit, que M. le maréchal Bernadotte, commandant l'armée française dans le pays de Hanovre, a jugé à propos de faire mettre le blocus devant la ville de Brême, pour la contraindre de se prêter à l'emprunt de un million et demi d'écus, que la France exige de cette République, et pour la tenir en état de continuer à

arroser le trésor de l'Empire français. Vous m'objecterez sans doute que ce n'est point une nouvelle bien essentielle que je vous mande; on a pris depuis longtemps l'habitude des procédés ordinaires du gouvernement français; mais il n'en est pas moins déplorable de voir le tyran dominer partout même et pressurer les innocents d'après toutes les fantaisies qui lui passent par la tête.

Bethmann n'est point encore de retour de son voyage politique et financier, ce qui me fait croire, que le passage d'Oubril par ici n'est point encore prochain.

Il a ici des lettres de Vienne, qui assurent que l'Empereur a refusé au roi des Ostrogoths de venir assister aux manœuvres qui vont avoir lieu en Bohême et en Moravie dans le courant de ce mois; ce qui a déterminé Sa Majesté Suédoise à quitter subitement Prague, pour, en passant par Dresde, aller regagner son Hôtellerie à Munich où il se plait beaucoup; car on dit, que cette Majesté n'a l'intention de rentrer dans son royaume de Suède que l'année prochaine.

Il ne me reste plus aujourd'hui, mon cher fils, qu'à vous recommander très sérieusement de lire et de relire assidûment une lettre, datée de Constantinople, le 29 juin, publiée par tous les papiers français, dans laquelle vous trouverez, pour votre instruction et édification, le régime à suivre en politique, que le nouvel Empereur prescrit à l'Empire de Russie dans les présentes circonstances, pour éviter les dangers dont Bonaparte le menace. Il fait même l'honneur à Markof de

le nommer en toutes lettres dans cette fameuse épître, et, sur ce, je vous embrasse.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, ce 17 août 1804.

La conduite odieuse du général Bernadotte, dont vous me faites part dans votre lettre du 12 de ce mois qui m'est parvenue hier, ne me semble pas faite, mon cher père, pour opérer notre réconciliation avec le gouvernement français, et si ce sont là les moyens conciliatoires de Bonaparte dont on parle tant, il ne reste plus, ainsi que vous l'avez très bien observé dans une de vos précédentes, qu'à négocier, en lui mettant le pistolet à la gorge et le poing sous le nez, à moins que la Cour de Vienne, de laquelle j'imagine que tout dépend dans l'occurrence, ne trouve plus commode de contempler, de sang-froid et sans s'en débarrasser, toutes les exactions qu'on exerce sur la partie faible de l'Empire germanique. Quant à la Cour de Berlin, il en faut faire son deuil, malgré la retraite du fameux Haugwitz, car son successeur est, s'il est possible, encore plus dévoué à la France et les Lombards, Lucchesini et consorts plus que jamais en Crédit. Oubril continue à rester à Paris et l'opinion générale est que l'affaire ne se déci-

dera qu'au retour de l'Empereur et de son fidèle Talleyrand qui bien décidément sera nommé Archi-chancelier d'État, mais on ignore encore qui, sous lui, sera ministre des Relations extérieures et c'est l'indécision sur ce choix qui jusqu'ici a retardé cette nomination.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 22 août 1804.

Enfin, mon cher fils, la grande farce politique vient d'être jouée et terminée, faite et parfaite. Un courrier de Vienne, arrivé ici avant-hier, nous a porté la nouvelle qu'à la suite d'un grand Conseil tenu par l'Empereur, le 10 de ce mois, en présence de ses deux frères aînés et de tous ses ministres d'État, sa Majesté impériale a déclaré que, d'après l'exemple donné par la Cour de Russie dans le siècle précédent, et maintenant par le dominateur actuel de la France, elle avait jugé à propos de s'attribuer pour l'avenir le titre d'Empereur héréditaire d'Autriche et, à la suite d'une déclaration aussi héroïque, le courrier a été dépêché sur le champ à Paris portant au comte Philippe de Cobentzel ses nouvelles lettres de créance pour l'accréditer, en vertu de ce nouveau titre, auprès du nouvel empereur Napoléon. Vous verrez tout le reste du détail de cette farce dans le

journal français de cette ville exactement traduit d'après la Gazette de Vienne qui nous présente en même temps le nouveau titre majeur, moyen, et petit, tant en français qu'en latin, que l'empereur François a jugé à propos de s'attribuer pour faciliter son droit de reconnaissance envers son collègue Napoléon, et sauver en même temps la prééminence de son rang par le titre d'Empereur Romain qui, par ce dernier arrangement, ne peut également manquer de devenir héréditaire dans la famille d'Autriche; mais le plus grand résultat de tout ce jeu vraiment comique sera qu'il assurera parfaitement la paix du continent, de quoi je vous félicite, parce que cette paix ne peut manquer de vous donner l'assurance complète de la permanence de votre mission à la Haye, parce que je mets hors de doute maintenant qu'Oubril dans cette circonstance ne continue de rester à Paris que pour prendre les arrangements définitifs, à l'instar de la cour de Vienne, afin de faire succéder notre reconnaissance du nouvel Empereur François, à la première, en attendant qu'un de nos ambassadeurs se rende à Paris pour en porter l'acte solennel à Napoléon. En attendant, ce dernier continue à menacer d'envahir l'Angleterre, dont, si la Providence ne s'en mêle, il finira par faire la conquête. C'est même dans ce but qu'il rassemble tous les moyens pécuniaires en Allemagne, car il ne cesse de vexer les villes de Lubeck Hambourg et Brême, sous le prétexte des emprunts à faire pour le pays de Hanovre, dont il s'empare peu à peu à la faveur des contributions qu'il ne cesse d'y

établir, de façon que l'historien chargé un jour de rendre compte à la postérité des grands événements du commencement de ce siècle pourra écrire avec vérité : « Bonaparte, d'abord Premier Consul, puis « Empereur des Français, fut si grand qu'il tenta la « conquête de l'Angleterre avec l'argent que lui four- « nissaient l'Allemagne, la Hollande, l'Espagne et le « Portugal; et tous les autres potentats de l'Europe « furent assez petits pour lui laisser exercer ses pillages « à son gré. »

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 28 août 1804.

Il me semble que le bel exemple que vient de nous donner la Cour de Vienne doit chez nous mettre fin à tout projet de guerre offensive de notre part, car que ferions-nous sans l'appui d'aucune puissance du continent? Mais je ne crois pas pour cela qu'il faille se conduire aussi ridiculement que le nouvel Empereur des Autrichiens; n'ayant absolument rien à craindre de Bonaparte, il n'y a qu'à le laisser aller, à ne pas le reconnaître et à attendre tranquillement que son ambition le perde, car le gouvernement qu'il vient d'organiser porte en lui-même tous les germes de sa propre destruction. Le système que, dans un mémoire très bien

fait, malgré qu'il soit écrit en français, Gentz conseille à la Cour de Vienne, c'est d'opposer un calme parfait à la fougue et à la jactance françaises et de constamment refuser à reconnaître le nouvel Empereur, d'épuiser, à cet égard, toutes les voies dilatoires, car ne pouvant justifier aux yeux de sa nation une guerre entreprise seulement en vue de satisfaire son ambition et pour le soutien d'une vaine et plate dignité dont il lui a plu de se revêtir, il n'oserait jamais, le premier, lever le bouclier. Cette façon d'agir aurait produit le même effet que la ridicule farce que vient de jouer cette Cour et qui lui fait perdre encore le peu de considération qui lui restait, en la plaçant sur la même ligne que celle de Berlin, car je suis loin de croire que tout cet arrangement soit désintéressé; il faut que le colonel Sébastiani[1] ait appuyé sa note conçue, à ce que l'on a dit, dans les termes les plus forts et les plus indécents, de quelque belle offre pour l'avoir si promptement décidée à se rendre aux désirs les plus chers de son auguste maître qui pourra exercer en paix toutes les vexations qu'il

1. Sebastiani (le comte Horace), maréchal de France (1775-1851). Fut fait chef de bataillon pour sa belle conduite à Arcole, colonel sur le champ de bataille de Vérone, seconda vigoureusement Bonaparte au 18 Brumaire. Envoyé à Constantinople, après la paix d'Amiens, pour y faire des propositions de paix, il réussit dans ses négociations; prit une part active à la campagne d'Autriche, se distingua surtout à Hollabrun et à Austerlitz et fut nommé général de division. Ambassadeur à Constantinople (1806). Député en 1819, il prit place à l'extrême gauche. Ministre des affaires étrangères (7 nov. 1830). Ambassadeur à Naples, puis à Londres; reçut en 1840 le bâton de maréchal.

lui faut employer pour totalement ruiner le nord de l'Allemagne.

D'ici, je n'ai guère de nouvelles intéressantes à vous mander, mon cher père. L'ambassadeur de France est subitement parti d'ici, vendredi dernier, sur l'arrivée d'un courrier qui doit l'avoir appelé auprès de Bonaparte, à ce qu'on dit dans le public, mais, ayant été suivi de près par le secrétaire de la Légation de Prusse, on suppose avec plus de fondement que ce voyage précipité doit avoir trait aux arrangements de la maison d'Orange avec la République batave. Le corps législatif refuse de ratifier le traité conclu à ce sujet entre le gouvernement d'état et les plénipotentiaires du Prince dont il fixe l'indemnité à cinq millions de florins. Je remets à une autre occasion de vous donner sur cette petite négociation des détails qui ne laissent pas d'être curieux et le deviendront encore plus par les suites qu'ils pourront avoir.

Adieu, mon cher père, portez-vous toujours bien et soyez convaincu de mon respectueux et inaltérable attachement.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 31 août 1804.

Monsieur de Sémonville n'est pas revenu encore de son voyage et n'est attendu ici que la semaine prochaine;

ce n'est qu'hier que, Bonaparte étant arrivé à Aix-la-Chapelle, il aura pu remplir le but de la course précipitée entreprise, dit-on, uniquement en vue d'intriguer auprès du souverain de la France pour qu'il ne persiste pas à refuser au Gouvernement batave la permission d'indemniser le Prince d'Orange et cela, après l'avoir vivement pressé de satisfaire les prétentions de ce Prince, comme il le devait, d'après les stipulations du traité de Paris, conclu le 23 mai 1802, entre Messieurs de Talleyrand et Lucchesini. C'est pendant la négociation de ce traité que le fameux Comte Cobentzel, ne se doutant de rien, quoique logé à Neuilly, chez le Ministre des Relations extérieures, s'amusa à cajoler les petits chiens de Madame Grand[1], croyant sans doute mieux servir sa cour de cette manière, qu'en épiant les menées de celle de Berlin. Le nouvel Empereur, malgré son nouveau titre, aime toujours l'argent et aura désiré voir venir dans son trésor public les sommes affectées à l'indemnisation de ce Prince, ce qui l'aura porté à une mesure aussi extraordinaire. Le Corps législatif batave, a déjà rejeté l'arrangement pris à ce sujet entre les plénipotentiaires du Prince et le gouvernement, auquel il ne manquait plus que la ratification de ce Corps. Cette ratification finira par être accordée, si les démarches de Monsieur de Sémonville ont quelque succès. Le public croit voir dans cette aventure un refroidisse-

1. GRAND (Mme), fille d'un nommé Worley, capitaine du port de Pondichéry. Veuve d'un Suisse, M. Grand, devint après de nombreuses aventures la femme du prince de Talleyrand.

ment du gouvernement français pour la Cour de Berlin, il me semble toutefois que cette conjecture est un peu tirée par les cheveux.

Bonaparte, rappelé à Paris par les affaires politiques, s'y rendra directement d'Aix-la-Chapelle et remettra à une autre époque son voyage à Mayence et sur le haut Rhin où il y a, à Strasbourg entre autres, de nouvelles chaloupes canonnières à inspecter.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 2 septembre 1804.

Monsieur Hirsinger, par ordre suprême de son Ministre des Relations extérieures, part aujourd'hui, à trois heures après midi, pour Mayence, où mardi prochain il aura l'honneur d'être admis à l'audience de Sa Majesté l'Empereur Napoléon qui l'a fait mander; mais il ne me paraît pas vraisemblable que Sa Majesté puisse être rendue à Mayence avant mardi au soir, d'autant que Wessenberg, qui sort de chez moi, m'assure que Bonaparte n'était point encore arrivé à Aix-la-Chapelle dans la journée du 29 août; tout Mayence n'en est pas moins en l'air depuis quatre jours. La moitié des habitants de la ville sont occupés nuit et jour à tirer les herbes des rues, afin de n'avoir à présenter à l'em-

pereur qu'une ville propre et prospère. Pendant le séjour qu'y fera l'Empereur, on payera chaque chambre par jour, à raison de vingt louis, telle est l'ordonnance de la police. Messieurs de Humbracht et Metzler sont nommés pour aller déposer les hommages de la ville de Francfort aux pieds du grand Empereur; c'est le maître de langue française d'ici qui a été chargé de composer la harangue de Messieurs les Bourgmestres.

La moitié des boutiques de soieries de cette ville ont été vidées par les nombreux achats que les Mayençais ont été obligés de faire à la suite d'une ordonnance de l'Empereur qui enjoint à tous les habitants qui ne sont pas militaires de ne paraître devant lui qu'en habits parés.

Il faut 150 chevaux pour transporter Sa Majesté d'un endroit à l'autre, sans compter la nombreuse escorte armée qui l'accompagne. La poste va partir, je vous promets pour mercredi une dépêche bien plus saillante, quoique ce qui me reste de santé aille de mal en pis, c'est-à-dire à tous les diables.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 9 septembre 1804.

Deux jours avant ma dernière lettre, Monsieur Oubril est arrivé à Mayence avec ce qui lui restait d'attachés à

notre mission à Paris. J'en fus informé le jeudi, trop tard, mon cher fils, pour pouvoir vous l'annoncer par la poste de ce jour, d'autant plus que les deux jours précédents je fus forcé de garder le lit, et hors d'état de voir personne. M. Semianikof, un de nos courriers, qui avait accompagné Oubril de Paris à Mayence, est arrivé ici avant-hier et a été expédié le même soir par Bethmann pour retourner en Russie. En attendant, notre Chargé d'affaires restera à Mayence, sous la surveillance française, en attendant que le Gouvernement français soit officiellement instruit que leur Chargé d'affaires Rayneval[1] a dépassé les frontières de Russie. Voilà où en sont les choses pour le moment dans ces contrées; ce qu'elles deviendront après, je n'en sais rien; mais d'après le mouvement général des Russes, car il y en a ici au moins une trentaine, venus de toutes parts, depuis 8 jours, je pense, que vous ne tarderez point à vous mettre en mouvement aussi; car c'est à ces dispositions prochaines que j'attribue d'avoir été privé de vos nouvelles par le courrier d'hier. En attendant, depuis huit jours, on ne s'occupe à Mayence que des préparatifs de la réception de l'Empereur Napoléon et de son Impératrice; hier, les deux trônes — ils seront placés

1. Rayneval (Maximilien Gérard, comte de), diplomate (1778-1836), accompagna le duc de Vicence au Congrès de Dresde et de Châtillon, fut nommé sous la Restauration premier secrétaire d'ambassade et Consul général à Londres, devint en 1820 sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, fut successivement ambassadeur à Berlin, en Suisse, à Vienne et à Madrid, ce qui lui valut le titre de comte et la pairie.

en plein air, l'un vis-à-vis de l'autre, et fort élevés — n'étaient point achevés encore; mais ils ne peuvent manquer de l'être dans la journée de demain, car l'arrivée de Leurs Majestés Impériales dans ces environs ne saurait tarder au delà de mardi; puisque tous les chevaux de Mayence sont commandés pour aujourd'hui et doivent se porter à la rencontre de Leurs Majestés.

Depuis le commencement de la révolution française, en 1789, je ne pense pas qu'il y ait eu un plus grand exemple de jonglerie, d'escamotage et de friponnerie tout à la fois, que celui que vient de donner la France, ainsi que le Gouvernement batave, dans la négociation des 5 millions de florins destinés à servir d'indemnité au Prince d'Orange père, pour la perte de ses terres situées dans l'enceinte de la République. Je crois bien comme vous que Monsieur de Sémonville remuera ciel et terre pour faire réussir encore cette première négociation, si cela est encore en son pouvoir, car il en avait tiré d'abord 400 000 francs pour son compte, mais il me paraîtra toujours difficile que M. de Sémonville parvienne à persuader l'Empereur Bonaparte, que 5 millions de florins ne soient mieux placés dans des poches Impériales que dans celles du Prince d'Orange qui redoute, bien entendu, que M. de Sémonville garde dans les siennes les 400 000 francs qu'il a prélevés, à compte de la réussite de cette négociation.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 12 septembre 1804.

Les lettres de Dresde arrivées ici avant-hier annoncent qu'aussitôt après l'arrivée du Roi de Suède en cette ville, le 1er de ce mois, Sa Majesté Royale avait dépêché deux courriers, l'un pour Paris, portant l'ordre à tous les Suédois, résidant ou voyageant en France, de quitter cette terre, ennemie du genre humain, dans un délai de 6 jours. Le second courrier en a informé le Chargé d'affaires de France résidant à Stockholm ; cette information a été accompagnée d'une note qui lui a été remise et, dont le style est parfaitement conforme à celui que le *Moniteur* a adopté depuis longtemps en matière diplomatique. J'ai reçu, hier, mon cher fils, votre lettre datée du 7 courant, et, à mon grand étonnement, j'ai vu qu'à cette date vous manquiez encore de tout avis provisoire sur la destination ultérieure de votre mission, dont la marche me semblait absolument dépendante de celle d'Oubril. Celui-ci, en attendant, se trouve toujours arrêté à Mayence, n'ayant encore aucune nouvelle du départ de Rayneval; mais ce qu'il y a de plus important pour le moment et ce qui me semble le plus décisif, c'est, que, d'après toute vraisemblance, l'arrivée de Bonaparte à Mayence, annoncée avec une si grande solennité, depuis plus de 15 jours, n'aura plus

lieu. Par les lettres du Bas-Rhin, arrivées hier, on sait, que le 8, au soir, le Héros était attendu à Crefeldt pour y inspecter les fabriques des sieurs Vanderleyer, et s'en retourner, le lendemain, pour regagner l'ancienne France par le chemin le plus court; ainsi donc, tous ces préparatifs immenses et très onéreux pour ces pauvres habitants de la ville de Mayence et de ses environs, entièrement ruinés déjà par les dévastations de tout genre que la dernière guerre leur a fait subir, destinés à la réception du Héros unique de nos jours auront été faits en pure perte, mais ce qui a bien déconcerté le plus les têtes des environs est l'attente vaine dans laquelle sont restés les trois électeurs l'Archichancelier, ceux de Cassel et de Bade, pour pouvoir faire leur cour à Bonaparte, faveur qu'ils avaient fait chaudement solliciter, il y a plus de 15 jours, par leurs Ministres respectifs, et par d'autres personnages appartenant à la Cour de Saint-Cloud. Le Héros ne fit faire qu'une réponse très tiède à ce zèle empressé que lui marquèrent ces trois Électeurs; il n'y que pour celui de Bade qu'il fit ajouter : « qu'il verrait toujours son ami avec plaisir dans le cas que l'occasion s'en présenterait »; ce qui prouve bien, à mon avis, que, dès lors, son arrivée à Mayence devenait problématique à cause des circonstances dans lesquelles il pourrait se trouver et qui exigeraient son prompt retour en France. Aussi Hirsinger qui avait l'ordre de M. de Talleyrand d'aller rejoindre l'Empereur partout où il serait, a quitté Mayence depuis dimanche, pour se rendre à Aix-

la-Chapelle. J'en étais là mon cher fils, quand Wessemberg me fait annoncer l'arrivée d'un courrier de Mayence qui apporte la nouvelle positive que l'Empereur s'y sera rendu sans faute, dans la journée de demain; ce courrier devait passer à Aschaffenbourg pour y porter la même nouvelle à l'Électeur, Archi-chancelier, ainsi qu'une invitation de Bonaparte pour que l'archi-chancelier veuille bien se rendre chez lui. Je ne puis douter que l'Électeur de Bade même ne se rende à sa rencontre. Enfin vous saurez tout le détail de ce jour peu cérémonial par ma lettre de dimanche prochain. En attendant, vous verrez dans la gazette française de ce jour qu'un jeune comte d'Arberg a été dépêché en courrier par Bonaparte pour aller porter des paroles de paix à Pétersbourg. Il est nécessaire, pour asseoir un jugement sur le dénouement de la crise, d'attendre le résultat de ce message.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 14 septembre 1804.

Tout le monde est enchanté à Aix-la-Chapelle de l'impératrice, car jusqu'à l'arrivée de son auguste époux, elle a été très affable et recevait tous les soirs, mais, depuis, ses réunions ont cessé et ils ont toujours

dîné seuls, à l'exception d'une fois où furent admis à leur table, le duc et la duchesse d'Aremberg. De Mayence, l'impératrice se rend à Paris, mais Bonaparte retournera de nouveau par Amiens à Boulogne, pour passer encore quelque temps sur les côtes; il se pourrait même qu'il y prolongeât son séjour, jusqu'à l'époque du couronnement. La fête, donnée dimanche au camp d'Utrecht, a, dit-on, été fort belle, il y a eu en tout cent cinquante croix d'honneur de distribuées, parmi lesquelles deux de grand officier au général Marmont et au général Grouchy, dix de commandeur à tous les généraux de division et de brigade français et au général batave Dumonieau. La distribution s'est faite à l'endroit où s'érigera la fameuse pyramide qui sera vue des sept provinces et qui, quoique de gazon, bravera les injures du temps, le pouvoir des siècles et sera un monument durable de la gloire à laquelle est parvenu le nom français à l'époque où nous vivons, ainsi que le dit très poétiquement l'ordre du jour que le grand général a publié à cette occasion. Voilà, mon cher père, tout ce que j'ai de saillant à vous mander d'ici.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 19 septembre 1804.

L'Électeur de Hesse est de nouveau à Hanau, depuis quatre jours, attendant la permission de se trouver au débotté de l'empereur, à son arrivée à Mayence; mais rien n'est encore fixé là-dessus. L'accueil qu'on fera à ce prince me paraît devoir dépendre absolument de la facilité avec laquelle il se prêtera à l'emprunt de 5 millions d'écus qu'on lui demande. Quant à l'Électeur de Bade, *l'ami particulier* de l'empereur des Français, car c'est la dénomination que ce dernier lui donne toujours, il est à Mayence depuis avant-hier, et il est probable que si Bonaparte, en quittant Mayence, prend la route de Strasbourg pour rentrer en France, ce dernier Électeur l'accompagnera jusqu'à cette ville. Au reste, depuis hier au soir, pendant toute cette nuit et la matinée d'aujourd'hui, les deux tiers des habitants de cette ville sont en émigration pour Mayence, soit à pied, à cheval ou en voiture, car la foire est presque entièrement vide dans ce moment, afin de pouvoir contempler de plus près le plus grand homme de tous les siècles.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 21 septembre 1804.

S'il est vrai, comme vous le dites, que l'auguste Napoléon n'ait reçu que très froidement la demande des trois Électeurs de venir lui faire leur cour à Mayence, il y a là de sa part beaucoup d'affectation et de simagrées, car je sais que dans le fond de l'âme il le désirait vivement. La preuve de cela, c'est que la nouvelle qui s'était répandue que l'Électeur de Bavière viendrait aussi à Mayence grossir le nombre de ses admirateurs, l'avait pendant son séjour à Aix-la-Chapelle, rendu de bonne humeur pour toute une soirée, ce qui est beaucoup, quand on est aussi soucieux et acariâtre que lui. Ce qui ne doit pas contribuer à rendre plus douce la couleuvre qu'avalera notre Électeur archichancelier, c'est que ce soit justement à Mayence qu'il devra jouer un si piètre rôle et je ne serais pas du tout étonné que Bonaparte s'amusât encore à se faire attendre, pendant une couple de jours, car, quand il s'y met, il a toute l'insolence d'un parvenu. Comme il se peut que vous ne sachiez pas encore où notre petit Charlemagne promènera ses loisirs après la comédie qui va se jouer à Mayence, je vous dirai qu'il retournera par Metz et Amiens à Boulogne et sur les côtes, qui auront le bonheur de le posséder jusqu'à la fin d'oc-

tobre. C'est à Amiens qu'il se séparera de sa chère Joséphine qui se rend directement à Paris ; tel est au moins l'itinéraire arrêté avant son départ d'Aix-la-Chapelle, d'où est, afin de retourner à son poste, également parti le corps diplomatique qui y était rassemblé, à l'exception cependant de Don Laurenzo de Lima, qui, n'ayant pu obtenir d'accompagner Bonaparte à Mayence, s'est rabattu sur les côtes où on lui a permis de faire une tournée et où il aura le plaisir de trouver son ami le maréchal Lannes[1], chargé d'y remplir une mission de l'Empereur. Les dernières nouvelles que nous avons ici de Bonaparte sont du 19, où, le matin, il a quitté Cologne pour se rendre encore le même soir à Coblentz. Je présume que depuis plusieurs jours déjà vous devez le posséder dans votre voisinage. M. de Sémonville l'a accompagné, mais M. Schimmelpenninck est déjà revenu directement ici. Depuis plusieurs jours, on parle d'une baisse de crédit de M. de Talleyrand et l'on a en grande partie tiré cette induction, de l'appel à Mayence de M. de La Forest. Si vous en apprenez quelque chose, mon cher père, vous m'obligerez infiniment, en me le mandant aussitôt, ainsi que tout ce qui se passera de saillant, pendant le séjour que fera le grand homme dans vos environs.

1. LANNES (Jean), duc de Montebello, maréchal de France, né en 1769, mort en 1809.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 23 septembre 1804.

Enfin, je suis à même de vous instruire de la présence réelle de Leurs Majestés Impériales de France dans la ville de Mayence. L'impératrice Joséphine y arriva jeudi, 20 de ce mois, vers quatre heures de l'après-midi, à bord d'un yacht sur lequel elle s'était embarquée à Bingen. L'empereur Napoléon y fit son entrée par la porte de France, à peu près vers le même temps, ce qui occasionna que, tout le peuple s'étant porté sur le rivage du Rhin, l'entrée de l'empereur fut à peine remarquée, malgré que son approche de la ville fut annoncée par les salves réitérées de l'artillerie des deux rives du Rhin. Vendredi, l'empereur n'a vu personne, que ses ministres et ses généraux, avec lesquels il a passé la journée. L'Électeur archi-chancelier est arrivé à Mayence dans la nuit du 19; il est descendu à l'hôtel de l'évêque français de Mayence où il est logé. L'Électeur de Bade y était déjà, depuis le 17 au soir. Celui de Hesse, qui est encore à Hanau, y a été surpris par une violente attaque de goutte; mais néanmoins, je suis d'opinion qu'il n'échappera pas au sort qui le menace, d'autant qu'il est toujours travaillé par le désir de l'agrandissement de son territoire, ce qu'il n'obtiendra certainement pas, à moins qu'il ne se prête

de bonne grâce à l'emprunt qu'on lui demande. On ne tardera pas à savoir s'il est vrai, comme on le dit, qu'une des premières occupations politiques de l'empereur à Mayence sera d'opérer un changement dans la distribution des territoires situés sur la rive droite du Rhin. Je ne suis pas à cet égard de l'avis de la multitude, car j'ai des données pour croire que l'ouverture de la scène politique que l'empereur médite de nous donner pendant son séjour à Mayence se fera par une déclaration sur la situation de la France, vis-à-vis de la Russie, déclaration qui décidera en dernier ressort de la prolongation du séjour d'Oubril en cette ville ou de son rappel.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 26 septembre 1804.

Dimanche, une heure après le départ de ma lettre pour vous, je me rendis chez la Comtesse Schouwalof, et sa fille, la princesse Michel, venait d'y arriver de Mayence; elle y avait assisté la veille à une représentation de la tragédie d'Iphigénie en Aulide par les comédiens de l'Empereur, et vous sentez bien, que tous les Princes régnants ou non, Comtes ou Barons allemands, assistant à ce spectacle furent, dans l'admiration devant cette représentation, malgré que la nouvelle manière de

déclamer pourrait très bien avoir dérobé à leurs oreilles l'entente des paroles par tous les élans et les exclamations dont ces modernes comédiens font si fréquemment usage dans leurs récits. L'Empereur était dans sa loge avec l'Impératrice Joséphine. A sa droite était l'Électeur Archi-chancelier, à sa gauche, à côté de l'Impératrice, celui de Bade. Pendant l'entr'acte l'Archi-chancelier fit un mouvement pour s'approcher de l'Empereur; celui-ci en lui faisant un signe de la main, l'avertit qu'il ne parlait à personne pendant le spectacle. L'Électeur de Bade, sans doute par respect, était resté debout à côté de Joséphine, dès l'ouverture de la première scène. L'Empereur dit tout haut à Duroc qui était derrière sa chaise : « Dites à M. de Bade de s'asseoir. »

J'oubliais de vous dire au commencement de ce récit que ce ne fut que ce même jour samedi, que ces deux Électeurs furent admis à la première audience de l'Empereur, le premier à 2 heures, le second à 4 heures, après-midi. Le tout se passa dans le style de l'étiquette de la Cour de France; à la suite de l'audience LL. AA. Électorales dînèrent avec LL. MM. Impériales. La grande parade annoncée pour ce jour n'eut point lieu. Le lendemain, dimanche, tous les ministres étrangers, accrédités près de l'Empereur, furent admis à l'audience, et vous en trouverez l'énumération dans le journal de Francfort nº 269, mais ce que vous n'y trouverez pas, ce sont les propos que l'Empereur tint à différents de ces représentants : Il dit à celui de Bavière : « Eh bien! votre Électeur a donc rassemblé un grand camp près de

Munich? mais c'est fort cher. Il me semble que l'Électeur ferait mieux de payer ses dettes. » Il a dit au baron de Bulher, envoyé de Wurtemberg, frère de notre puissant ministre de ce nom : « Est-ce que la guerre entre « votre Électeur des États et son fils dure toujours? Il « faudra bien qu'elle finisse, car si elle ne cesse pas, « vous pouvez mander à votre mère que je m'en « mêlerai pour la faire finir. »

Aux députés de votre humble ville de Francfort il a dit : « Si vos marchands continuent toujours à faire con- « trebande des marchandises anglaises, ainsi qu'ils ont « fait jusqu'à présent, je donnerai votre ville à l'élec- « teur de Hesse, ainsi que celle de Hambourg aux Prus- « siens. » Tous ces propos me prouvent qu'en ce jour d'audience, S. M. l'Empereur Napoléon (car il est bon de vous dire qu'on interdit à Mayence de prononcer le nom d'*Empereur Bonaparte*) était fort tourmenté par un excès d'acrimonie dans le sang, ce qui d'ordinaire rend le propos dur. Qu'en pensez-vous, mon cher fils?

Hier mardi, on donna au théâtre Impérial une représentation de Phèdre. Ce qui est remarquable, c'est que, jusqu'à ce jour, il n'y ait pas eu de grandes parades, et ce qui ne me le paraît pas moins est l'attention qu'a eu l'Empereur de faire envoyer à Oubril pour chacune des deux représentations qui ont eu lieu au Théâtre 4 billets d'entrée au parterre pour lui et trois compagnons, ce qui, à coup sûr ne serait point arrivé, sans un ordre exprès de Sa Majesté Impériale. Êtes-vous de mon avis?

L'électeur de Hesse est toujours retenu au lit, à Hanau, par un accès de goutte, non simulé comme on le croyait d'abord, mais très réel; car, sans aucun doute, il se rendra à Mayence pour faire l'offre de l'emprunt des cinq millions qu'on lui demande, et dont le refus lui ferait manquer l'acquisition de Francfort qui les vaut bien, surtout pour lui.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 28 septembre 1804.

Les gazettes de Hambourg n'ayant osé publier qu'un extrait de la note suédoise, en réponse au fameux article du *Moniteur* du 14 août, je crois bien faire, mon cher père, en vous l'envoyant ci-contre, *in extenso*, persuadé que cette pièce vous intéressera par son style qui est tout à fait conforme au langage officiel de la Cour de France. C'est la première fois que monsieur Bonaparte est payé en monnaie courante, aussi en sera-t-il piqué au vif, malgré qu'il prétende être habitué à ne pas faire attention au roi de Suède, qui est assez heureux d'être hors de sa portée et de pouvoir le braver impunément. Reste à savoir ce qu'il entreprendra contre lui et si cette guerre ne sera qu'un combat de poissardes. L'effet de cette note ne contribuera pas, je pense.

à rendre le séjour de Mayence bien gai et, à cet égard, je plains bien sincèrement ceux qui y sont allés pour solliciter.

D'ici, mon cher père, je n'ai rien de bien intéressant à vous mander aujourd'hui. On parle beaucoup des changements qui vont, dit-on, avoir lieu dans la constitution de ce pays-ci, en vue de renforcer et d'étendre les limites du pouvoir exécutif, à la tête duquel l'on place M. Schimmelpenninck avec le titre de Président ou de Grand Pensionnaire, mais il n'y a encore rien de positif à cet égard et tout ceci n'est que très vague. Les feuilles publiques parlent beaucoup d'une réunion des Princes français à Colmar, où notre petit Gustave Adolphe va les prendre sous sa protection. Cette nouvelle, venue d'Angleterre, est la seule marquante que nous ayons de ce pays, encore ne sait-on pas si l'on peut y ajouter foi.

La famille de l'Ambassadeur de France, qui est auprès de Bonaparte à Mayence, vient d'être plongée dans le deuil le plus profond par la mort de Madame de Macdonald, femme du général de ce nom; elle est regrettée par tous ceux qui ont eu le bonheur de la connaître, car on ne rencontre que bien rarement des femmes aussi parfaites que l'a été celle-ci.

Note remise à Monsieur Caillard, chargé d'affaires de France à Stockholm.

S. M. le Roi de Suède vient de se faire rendre compte des remarques déplacées et d'une insolence ridicule que monsieur Napoléon Bonaparte a permis qu'on insérât dans son *Moniteur* du 14 août, sous l'article Ratisbonne. Le ton, le style et le sujet même de cet article, tout est d'un genre si extraordinaire que S. M. en est encore à concevoir le but d'une sortie pareille. Si l'on a eu pour objet d'égarer l'opinion publique sur les démarches du Roi, comme il apparaît par les peines qu'on s'est données de tracer une ligne de séparation entre S. M. et ses sujets, on pourra se persuader d'avance que jamais instigation de cette espèce ne fut plus infructueuse qu'elle ne l'est et ne le sera près d'une nation qui n'a jamais méconnu l'inséparabilité de son existence avec celle de son Roi, qui n'a jamais cessé de lier ses destinées aux siennes et qui ne s'est estimé heureuse qu'en contribuant à sa gloire et à son bonheur.

La dignité du Roi et celle de sa couronne n'admettant plus de rapports diplomatiques après un tel éclat, S. M. m'a ordonné de vous déclarer, Monsieur, qu'à dater de ce jour, les communications tant officielles que même confidentielles, entre son Ministère et la Légation française à Stockholm, n'existent plus.

Un passage de l'article précité donnant lieu de croire

que le Gouvernement français reconnaît encore l'utilité des relations commerciales entre la Suède et la France, S. M. veut bien aussi, de son côté, admettre leur continuation et cela, par une suite de ses sentiments d'estime pour la nation française, sentiments qu'elle a hérités de ses ancêtres et qui durent leur origine à des temps plus heureux. *Signé* : F. d'Ehrenheim.

Stockholm, ce 7 septembre 1804.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 31 septembre 1804.

Je vais reprendre mon métier de journaliste auquel je me suis engagé envers vous pour le temps de la durée du séjour que feraient les Majestés impériales de France dans ce voisinage, séjour qui, au demeurant, je pense, ne sera plus long, car tout semble dénoter que ces astres luisants vont disparaître de l'horizon de Mayence dans le courant de la prochaine semaine.

Le mardi matin 25, l'Empereur a visité les anciennes fortifications de la place jusqu'à une heure après-midi. L'Impératrice passa le Rhin, se fit promener par Cassel, Costheim et Bieberich, et fut saluée de toutes parts par des coups de canon et de mousqueterie réitérés de la

part de la force armée du Prince de Nassau-Usingen. Toute la partie de la rive droite du Rhin, appartenant à ce prince, fut magnifiquement illuminée, notamment son château de Bieberich dont l'illumination produisit le plus grand effet. Le soir, les princesses régnantes de Nassau-Usingen et de Hambourg, ainsi que d'autres dames, furent présentées à L. L. M. M. Impériales et les comédiens de l'Empereur donnèrent au théâtre la représentation de *Cinna*, une des pièces favorites du nouveau monarque français. Le mercredi 26, il y eut grande parade; le jeudi 27 au matin, L. L. M. M. Impériales se firent transporter à bord du superbe yacht qui avait amené l'Impératrice à Coblentz, appartenant au Prince de Nassau-Weilbourg et se rendirent à l'île de Saint-Pierre où elles déjeunèrent. Le soir, la ville de Mayence donna une grande fête et un bal que L. L. M. M. Impériales honorèrent de leur présence. Tout le pont du Rhin, ainsi que les navires qui étaient sur ce fleuve, furent superbement illuminés pendant toute la nuit. Au demeurant, jusqu'à ce jour, le ton du monarque français vis-à-vis de tous les princes et princesses régnants ou autres qui lui ont été présentés, ainsi que les ministres des cours, envoyés pour le complimenter, a continué d'être monté sur le ton de la plus grande sévérité. Il faut vous faire observer d'abord que, depuis l'arrivée de L. L. M. M. à Mayence, hors l'Archi-chancelier et l'Électeur de Bade, aucun prince, ni aucun ministre n'ont été admis à la table impériale qui n'a jamais été que de huit couverts, l'Impératrice et Mme de la Roche-

foucauld, y comprise. Le reste des princes et les ministres présentés ont été admis à la table de M. Duroc, laquelle a constamment été de vingt-quatre couverts. L'Électeur de Bade qui, comme vous le savez, mon cher fils, jouissait jusqu'à présent de la plus haute faveur dans l'opinion impériale, en semble un peu déchu, depuis la connaissance plus rapprochée qu'ils viennent de faire; car, l'autre jour, l'Empereur dit tout haut au baron d'Edelsheim, ministre de ce prince : « Il me « paraît que votre maître vieillit un peu trop, ce qui le « rend prodigieusement dormeur. » Il dit à la Princesse de Nassau-Usingen, le jour de sa présentation : « Vous « n'avez donc que des filles, Madame, et ce n'en est « que mieux, puisque la branche cadette des Nassau « aura plus de facilité à hériter de vous. »

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 3 octobre 1804.

Je vais reprendre, mon cher fils, le bulletin des environs d'ici à l'endroit où je l'avais laissé, d'autant plus que la présence du grand homme qui en fournit la matière sur les bords du Rhin ne sera plus de longue durée, et il n'est pas douteux que son séjour à Mayence n'ait été abrégé par le retour du message que le jeune

comte d'Arberg est allé porter à Berlin, et dont la réponse n'a été nullement conforme à l'attente que s'en était formée le grand Empereur et dont devait dépendre l'exécution de différents changements de territoire que ce bienfaisant Empereur français méditait encore pour le bien de l'Allemagne. Il semble, jusqu'à présent, que cette très longue absence de Bonaparte, hors de l'enceinte de l'ancienne France, c'est-à-dire depuis Aix-la-Chapelle jusqu'à Mayence, n'a pas produit d'autre grand résultat en politique que celui du changement de gouvernement dans la République batave et vous êtes bien plus à même que moi, mon cher fils, de mesurer toute l'importance que ce changement amènera un jour dans les affaires générales de l'Europe; mais c'est surtout par vous que je m'attends à être éclairé. Croyez-vous que, dans ce nouvel ordre de choses en Batavie, une mission de notre part puisse y rester établie? Dans ce cas; j'espère vivre encore assez longtemps pour voir une de nos missions établie près de la République cisalpine, et je forme des vœux pour vous voir à la tête de cette mission, car le climat y est beau, le séjour de Milan agréable, et je ne pense pas que vous pourrez y être accablé par l'importance des affaires dont vous serez chargé.

M. le baron de Barckhaus que vous connaissez bien, le premier ministre du Landgrave de Darmstadt, accompagné du Prince héréditaire, se trouve à Mayence depuis le moment de l'arrivée de Napoléon en cette ville: accablé de tous les sarcasmes que l'Empereur n'a cessé de lui adresser dans les audiences publiques sur l'ex-

trême faiblesse de la santé de son maître, il a imaginé dans sa haute sagesse de faire comparaître à la cour de Mayence Mme la Landgrave, accompagnée de sa belle-fille, la princesse héréditaire, sans doute, dans l'espérance d'adoucir, s'il est possible, l'humeur du monarque. Leurs Altesses s'y sont rendues le 27 au soir et ont été présentées le lendemain à Leurs Majestés. Ces deux princesses sont les seules pour lesquelles il a été dérogé à l'étiquette impériale, car elles ont été admises à dîner avec Leurs Majestés; elles ont ensuite assisté au spectacle où on donna une représentation des *Horaces* et ces Altesses sont retournées le 30 à Darmstadt. Le même jour, il y a eu grande parade et dans l'après-midi l'Empereur fit manœuvrer quatre régiments de cavalerie devant l'Impératrice et toute sa cour, ce qui dura jusqu'au soir. On se rendit ensuite au théâtre où l'on donna *Bajazet* pour dernière représentation. Lundi, 1er octobre, le départ de l'Impératrice fut fixé au lendemain et il eut lieu, en effet, hier, mardi, à 8 heures du matin. Elle prend la route la plus directe pour se rendre à Paris, L'Archi-chancelier et l'Électeur de Bade sont partis le même jour. Le premier, se rendant à l'invitation de Bonaparte, vient assister à son sacre à Paris, qui doit toujours avoir lieu dans le courant de novembre prochain.

L'Empereur part demain et prend la route de Trèves et de Luxembourg pour se rendre de là, par le chemin le plus court, sur les côtes. J'attends ce soir Oubril qui a reçu son dernier adieu de M. de Talleyrand pour

pouvoir s'en retourner en Russie. Je pense donc que le départ de votre mission ne peut guère être retardé, d'autant plus que Talleyrand a dit confidentiellement au ministre Palatin envoyé à Mayence que dans deux mois, sans faute, il se ferait de grands changements en Allemagne, grâce auxquels son maître se trouverait entièrement indemnisé et que ces changements se feraient sans la médiation de la Russie. Adieu.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 7 octobre 1804.

Oubril est parti de Mayence le même jour que l'Empereur et est arrivé ici le même soir. Talleyrand lui avait fait savoir la veille qu'il serait le maître de partir quand il le voudrait, parce qu'on avait eu la nouvelle que le Chargé d'affaires de France venait de passer les frontières de la Russie. J'ai eu avec lui, hier et avant-hier, deux longues conversations; mais avant de vous en rendre compte, il faut rétablir la vérité sur un point que je vous avais mandé précédemment à son égard, en vous disant qu'on avait eu l'attention de lui envoyer des billets pour l'entrée aux spectacles. D'abord il faut que vous sachiez qu'il n'en est rien et qu'Oubril n'a assisté qu'à une seule représentation dont les comédiens

et les comédiennes de l'Empereur de sa connaissance à Paris lui ont procuré l'entrée. Le 4, Oubril a expédié d'ici, en courrier, le jeune Lanskoi pour Pétersbourg et il attendra ici le retour de ce courrier avant de se mettre en route, d'autant qu'il a tout lieu de douter qu'il pourrait être destiné à remplacer près de notre mission à Vienne, le conseiller d'État d'Anstedt, qui vient d'être promu à la place de Directeur général de la correspondance française près du département à Pétersbourg. Cette place était occupée de mon temps par le père d'Oubril, homme d'un mérite distingué, et celui qui va le remplacer maintenant et que j'ai beaucoup connu, soit à Varsovie ou à Pétersbourg, n'en a pas moins, à coup sûr; du temps de feu l'Impératrice, il fut placé auprès de ce fou de prince de Nassau qui s'était fait grand amiral chez nous, pour tempérer, s'il était possible, l'exécution de toutes les idées extravagantes qui passeraient par la tête de ce prince, ce qui n'était pas une besogne facile; car il est bien plus aisé de mener un homme de sens que de diriger un fou. Au reste, Oubril ne croit point que notre mission en Hollande puisse encore être si prochainement rappelée, à moins que quelques habitants de ce pays ne continuent à mettre des entraves aux volontés du grand Empereur, ce qui, comme vous le sentez bien, deviendrait un crime irrémissible à ses yeux et ferait assujettir immédiatement la République Batave sous le joug despotique de la France, n'importe sous quelle forme, pourvu que tout se fasse par la volonté d'un Bonaparte,

ce qui achèverait de rendre toute paix à venir avec l'Angleterre presque impossible. Or, à moins d'être dans la confidence de Dieu ou de son vicaire Napoléon, il me paraît bien difficile de fixer précisément l'époque qui amènerait ce grand changement, le seul, d'après l'avis d'Oubril, qui pourrait provoquer le rappel soudain de la mission russe à La Haye et c'est tout ce qu'Oubril a su me dire jusqu'à présent sur ce sujet si intéressant pour vous ; mais pour achever de vous peindre, mon cher fils, toute la vileté, toute la bassesse et toute l'humiliation auxquelles ont été assujettis nos plus augustes princes d'Allemagne pendant la trop célèbre caravane qu'ils ont faite ou viennent de faire faire par leurs représentants à Mayence, et pour compléter à ce sujet le récit d'Oubril, il faut vous dire qu'en adressant la dernière parole au ministre Bavaro-Palatin qui a été régalé d'une bague de 10 000 ducats de valeur, Bonaparte lui a dit qu'il espérait que son maître ne manquerait pas de se rendre pour le couronnement à Paris, à quoi celui-ci n'a pas manqué de répondre par une très humble révérence ; à celui de Wurtemberg, le frère de notre gros Buhler qui est à Munich, Bonaparte, en le régalant également d'une bague, lui a dit pour son congé qu'il devait mander à son maître de faire cesser ses querelles avec ses États et son fils, ou que si elles duraient plus longtemps, lui, Bonaparte, il se mêlerait de tous ces malheureux êtres destinés à se laisser humilier à Mayence. Personne n'a échappé plus heureusement que ce pauvre diable d'Électeur de Cassel

qui, grâce à l'attaque très réelle de goutte qui l'a tenu alité à Hanau pendant tout le séjour de l'Empereur dans ce voisinage, a esquivé la demande d'un emprunt de 5 millions d'écus qu'on méditait de lui faire et dont je crois vous avoir déjà parlé. Ce n'est donc qu'à cette circonstance que la ville de Francfort et son territoire doivent leur conservation à leurs anciens possesseurs, destinés d'ailleurs à servir d'hypothèque pour l'emprunt. Il paraît très décidé que de Luxembourg l'Empereur se rendra directement par Metz à Paris.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 10 octobre 1804.

Quoique l'Empereur en partant de Mayence eût fixé ses relais par Trèves et Luxembourg sur Metz, ce qui avait fait croire qu'il retournerait directement à Paris et ce que toutes les circonstances, aussi bien l'approche du couronnement que l'arrivée très prochaine du Pape en France, semblaient indiquer avec certitude, des lettres de Mayence, parvenues hier, assurent que l'Empereur reparaîtra sur les côtes avant de retourner à Paris; cette marche si mystérieuse qu'elle puisse être ne peut tarder cependant à s'opérer, et nous ne man-

querons certainement point d'en être instruit, sous peu de jours.

Madame la Princesse Héréditaire de Bade, mère de notre Impératrice, est arrivée ici, hier, et repartira ce matin pour se rendre par Cassel à Brunswick, afin d'y assister aux couches de sa fille. J'ai eu avec elle, dans son cabinet, une conversation d'une heure et demie, dont j'ai été on ne peut plus content et qui s'est terminée par une ample dissertation sur toutes les humiliations et les inconvénients que son beau-père a essuyés pendant le séjour prolongé qu'il a fait à Mayence, en compagnie de MM. d'Edelsheim, de Geissen et de son troisième fils, le Prince Louis, dont il a jugé à propos de faire son ministre de France. La comtesse de Hochberg, son antique maîtresse, l'accompagnait; mais elle est restée dans le plus sévère incognito, et malgré l'incognito, l'Empereur n'a pas trop approuvé cet accompagnement pour un vieillard de 76 ans, ce qui fait, qu'à un mois près que j'ai de plus que lui, nous sommes parfaitement contemporains d'âge. Au reste, il a eu la sottise de s'assujettir pendant tout le temps de son séjour, à rester sur pied jusqu'à minuit, tandis que le vieillard était accoutumé de se coucher à 9 heures du soir. Il en est résulté qu'il s'endormait chaque fois qu'il se trouvait au spectacle à côté de l'Empereur, et qu'il y était, par conséquent, très déplacé.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 14 octobre 1804.

J'ai tant de choses à vous dire, mon cher fils, que je ne sais par où commencer ni par où finir, mais je vais toujours me laisser aller au hasard, tant que ma pauvre tête pourra y suffire, et, à coup sûr, je vais commencer par ce qu'il y a de plus saillant et de plus neuf pour vous, d'autant plus qu'on ne se le dit qu'à l'oreille, depuis trois jours. L'Empereur Napoléon, ayant décidé pendant son dernier séjour à Mayence, que cette ville resterait irrévocablement destinée à servir de forteresse frontière sur le Rhin à l'Empire Français, il y a trois jours, que le gouvernement de cette ville, pour remplir ce but, s'est fait emparer de toutes les îles qui sont sur ce fleuve, malgré que, comme vous devez vous le rappeler, d'après le traité de paix entre l'Allemagne et la France, la ligne de démarcation pour la possession de ces îles ait été clairement prononcée d'après le « thalweg » qui traverse ce fleuve dans toute sa longueur. Après cette petite usurpation, vous sentez bien qu'une plus grande ne manquera pas de suivre, car il est bien dans les règles de la bonne fortification que le passage d'un fleuve ne saurait être bien défendu que par une tête de pont dûment fortifiée. C'est à cet établissement que le village de Cassel devient indispensable ; attendez-vous

donc à ce que par le premier courrier je vous mande qu'on s'en est également emparé, d'autant plus que je sais, à n'en pouvoir douter, que, depuis plus de quinze jours, la proposition a été faite au Prince de Nassau pour la cession amicale de ce village, et je pense que le petit déjeuner confidentiel que l'Impératrice Joséphine a daigné prendre au château de Bieberich aura achevé d'aplanir toute difficulté à cet égard, en faisant entrevoir à l'illustre Maison de Nassau la perspective de quelque large indemnisation sur le vaste territoire qui reste encore à l'Empire d'Allemagne. La solution du problème la plus essentielle pour le moment me parait être de savoir, si Napoléon, en partant de Luxembourg, se sera porté directement sur Paris au lieu de se rendre sur les côtes, ce que nous ignorons encore jusqu'à ce jour. D'après mon opinion, il me paraît parfaitement probable, qu'il aura de préférence pris le chemin de Paris à celui des côtes, surtout s'il était dans le cas d'appréhender une guerre du continent possible avant qu'il ne fût parvenu à humilier l'Angleterre. La mesure que, d'après ce que vous me mandez par votre lettre du 8 courant, le Gouvernement Britannique vient de prendre en insistant sur une déclaration catégorique de la part de l'Espagne, me semble tout à fait conforme à celles que nous lui avons vu prendre jusqu'ici, c'est-à-dire devoir être placée dans le nombre des mesures tardives; car je me flatte, qu'en bonne diplomatie on voudra bien convenir avec moi que l'Angleterre étant forcée par la paix d'Amiens à recommencer la guerre

avec la France, l'espérance de pouvoir conserver la paix avec l'Espagne devenait pour elle illusoire. La nourrir était même entièrement préjudiciable à l'Angleterre, en ce que l'Espagne gagnait par là tout le temps de se préparer à la guerre, et surtout de faire rentrer sans risques les galions de l'Amérique dans ses ports. Si dans le courant de cette grande guerre, ce petit Don Quichotte suédois, résidant maintenant à Stralsund, peut se maintenir malgré les larges subsides anglais dans l'étroit circuit de la Poméranie suédoise sans l'aide de la Prusse ou d'aucune autre des grandes Puissances, il pourra parler d'un hasard heureux, car rien n'est plus vrai que l'anathème que le tout-puissant Empereur a prononcé contre lui, en décrétant son extermination entière. L'influence des Lombard, Lucchesini et consorts restant toujours le même sur le cabinet de Berlin, malgré les apparences du contraire que le commencement du ministère de M. de Hardenberg avait semblé indiquer, le secours que le cousin suédois aura à attendre du cousin prussien sera, je pense, bien précaire s'il ne contribue plutôt à sa destruction entière.

Oubril est toujours ici et m'a dit hier, que ce n'est que dans les derniers jours de ce mois qu'il attendait la décision de son sort; ce que je puis vous en dire préliminairement est que ce n'est qu'à son corps défendant qu'il se rendra à Vienne, si son sort l'y appelle.

Le comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 19 octobre 1804.

C'est le 12 de ce mois, mon cher père, que Bonaparte est arrivé à Saint-Cloud, ayant, à ce qu'il paraît, renoncé au projet de se rendre sur les côtes et d'y demeurer jusqu'à l'époque de son couronnement, soit qu'il ait été appelé à Paris par des affaires politiques et administratives ou bien qu'alarmé par les soi-disant machines infernales de ces sanguinaires et perfides Anglais, il y ait été ramené par des sentiments de crainte, certainement peu dignes du vainqueur de Marengo. Sur cette fameuse expédition de brûlots, nous venons de recevoir les rapports anglais; ils nous la représentent uniquement comme un essai qu'on a voulu faire de cette nouvelle invention et, comme tel, elle doit avoir parfaitement rempli le but qu'on s'est proposé. Elle pourrait même faire croire que bientôt ce moyen sera appliqué à une entreprise plus considérable, à laquelle il ne reste à souhaiter qu'un résultat plus décisif que n'a été jusqu'ici celui de la plupart des faits de cette guerre, résultat pouvant, en rabattant l'ambition démesurée du chef de la France, faire entrevoir un terme aux maux qui accablent l'Europe et particulièrement ce pays-ci par les vexations inouïes que les autorités françaises continuent à y exercer. De ce

nombre est l'embargo mis au Texel, la semaine dernière, par ordre, dit-on, du général Marmont, sur une centaine de bâtiments neutres de différentes nations, lequel cependant, par un arrêté du gouvernement batave, vient d'être levé. Les changements qui vont s'opérer dans ce gouvernement ne sont pas connus encore. M. Schimmelpenninck, arrivé avant-hier d'Amsterdam, doit y travailler en ce moment et il est probable qu'il ne transpirera rien de ce chef-d'œuvre, avant qu'il n'ait été soumis à la sanction suprême du régulateur de nos destinées, dont le général en chef en Batavie s'amuse, en attendant, à préparer la fête qui va se donner dimanche prochain au camp de Zeist. Il y aura inauguration du fameux monument à la gloire de Bonaparte, grandes manœuvres et feux d'artifice, après quoi le camp sera dissous; les troupes le composant seront réparties dans les différentes villes de la République pour y cantonner durant l'hiver, si toutefois la tournure des affaires du nord n'exige un prompt renforcement de l'armée du Hanovre. Sur celle-ci nous sommes encore dans la plus parfaite ignorance, mais nous nous attendons tous les jours à en être tirés par quelque beau mémoire bien emphatique et doctoral que publiera sans doute le *Moniteur* sur les rapports politiques entre la France et la Russie.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 21 octobre 1804.

Le mot de réflexion de votre part par lequel vous analysez les deux Pitt, père et fils, est le morceau le plus lumineux de votre lettre et je suis bien fondé à vous le dire, puisque pendant toute la guerre de Sept ans où le père resta à la tête du gouvernement britannique, j'étais encore en pleine jouissance de mon bon sens, par conséquent à même de suivre son administration de très près. Il n'est point douteux qu'en qualité de chancelier de l'Échiquier, le fils ne soit plus habile ministre que n'était le père, qui dans sa simple qualité de secrétaire d'État du sud (car pour lors les affaires étrangères en Angleterre étaient encore partagées en départements du sud et du nord) a été le seul ministre qui ait jamais réellement gouverné l'Angleterre. Lorsqu'il présentait un plan de campagne au Conseil et qu'on lui objectait les difficultés qui se rencontreraient dans son exécution par le manque d'argent, il apostrophait son beau-frère, M. Grenville, qui était chancelier de l'Échiquier, en lui disant : « C'est à vous à trouver des fonds, et s'ils manquent, c'est vous que je rendrai responsable du plan de campagne manqué, car je n'ai jamais possédé la science des chiffres », et, en effet, il n'avait été dans sa jeunesse qu'enseigne de dragons

avant de se faire membre du Parlement; mais il était né avec un grand caractère.

Je me rappelle que j'étais à Londres en 1761, M. Pitt méditait en cette année sa grande expédition contre la Havane. La flotte, qui devait escorter les troupes et la grosse artillerie destinées pour le siège, fut rassemblée à Portsmouth, en mai. Un dimanche, Lord Barrington[1], secrétaire de la guerre, monta l'escalier du château pour aller travailler avec le Roi. M. Pitt descendait, il arrête M. Barrington, en lui demandant si la grosse artillerie destinée au siège était déjà rendue à bord. M. Barrington lui répondant que toute la semaine le vent avait été contraire et qu'à cause de cela on n'avait pu transporter cette artillerie, Pitt prit le secrétaire de la guerre par les épaules en le retournant et lui dit : « Au lieu de monter chez le Roi, milord, passez de « suite à votre bureau pour donner l'ordre que la grosse « artillerie soit transportée sur-le-champ par des che- « vaux de poste à Portsmouth, car je vous déclare, « milord, que si l'expédition se trouve manquée par le « retard mis à son départ, je vous rendrai responsable « de l'événement devant le Conseil du Roi. » Vous voyez donc bien, mon cher fils, que le style d'administration de M. Pitt père était très différent de celui de M. Pitt fils, car bien que ce dernier soit un sublime calculateur quant aux moyens que peut fournir son pays, ainsi qu'aux voix dans le Parlement, le premier

1. Barrington (Samuel), amiral anglais, 1729-1800.

était un homme bien différent dans l'emploi des moyens. Je doute, par exemple qu'il se fût jamais associé dans l'administration, surtout pour la direction de la marine, à l'astucieux M. Dundas[1], aujourd'hui Lord Melville, et moins encore qu'il eût consenti à une expédition aussi grave, aussi importante que la dernière qu'on a entreprise contre Boulogne et dont le succès importait tant à la gloire des armes anglaises, en en confiant le commandement à sir *Home Popham*[2], dont les revers de fortune précédents avaient déjà prouvé l'incapacité. Car, depuis le commencement de cette guerre, je ne pense pas que rien n'ait coûté plus cher à l'Angleterre que l'emploi du duc d'York et celui de sir *Home Popham*, la flétrissure des armes à la guerre étant à mon avis dans le sens moral encore un plus grand malheur que la perte des hommes.

Pour achever de vous peindre, mon cher fils, le caractère de M. Pitt père, je n'ajouterai plus qu'une seule anecdote : le ministre consentit, en 1761, à ce que la France envoyât M. de Bussi, premier commis au département des affaires étrangères (c'était sous le ministère de M. le duc de Choiseul), à Londres, pour traiter de la paix sous la médiation de l'Espagne, qui

1. Dundas (Henry, lord Melville), 1741-1811, homme d'État anglais. Solicitor général en 1773. Lord awent d'Écosse en 1775. Ministre de l'intérieur en 1791, ministre de la guerre en 1794. Fut créé lord Melville et baron Duneira en 1802. Ministre de la marine en 1804. Fut accusé par l'opposition de malversations, traduit devant la Chambre des Lords et acquitté en 1806. Vécut depuis dans la retraite.
2. Popham (sir Home Riggs), amiral anglais, 1762-1820.

jusqu'alors n'avait pris encore aucune part à la guerre; tout au beau milieu de la négociation, qui n'avançait pas pourtant au gré de la France, M. le duc de Choiseul, par le pacte de famille qu'il conclut alors avec l'Espagne, trouva moyen de décider cette dernière puissance à faire intervenir son ministre à Londres, sans doute dans l'espérance que cela faciliterait la négociation en présentant à M. Pitt un mémoire qui contenait trois points majeurs qu'exigeait l'Espagne de l'Angleterre. M. Pitt répondit sur-le-champ au ministre espagnol qu'à moins que la Tour de Londres ne fût prise d'assaut, le Roi son maître ne traiterait jamais sur aucun de ces trois points, et le même soir il expédia un courrier à Lord Bristol[1], ambassadeur d'Angleterre à Madrid, avec ordre de quitter cette capitale après avoir remis au secrétaire d'État pour toute réponse à son mémoire la déclaration de guerre de l'Angleterre contre l'Espagne, et la Havane fut prise la même année. Pour déclarer la guerre, ce ministre n'attendit point que l'Espagne eût achevé ses armements, bien moins que les galions d'Amérique eussent eu le temps de rentrer dans leurs ports d'Europe.

1. Bristol (Frederik-William Hervey, marquis de), 1769-1859, pair d'Angleterre. De 1801 à 1803, secrétaire d'État aux affaires étrangères.

Le comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 28 octobre 1804.

J'ai reçu hier, mon cher fils, votre lettre du 23 courant. Vous avez raison d'aller vous désennuyer à Amsterdam, car ce séjour de La Haye devient par trop plat, trop maussade, surtout jusqu'à ce qu'il ait plu au suprême régulateur de cette chétive soi-disante République de prononcer sur son sort, et, si mes données sont justes sur ce point, ce moment décisif ne me paraît pas encore très rapproché. En effet, rien ne me semble devoir le hâter, puisque, sous quelque forme de gouvernement que ce soit, ce petit marais me semble assujetti pour jamais à devoir porter le joug français; peu importe que le figurant de Bonaparte s'appelle de tel ou tel nom, il n'en restera pas moins un tributaire de l'Empire français. A ce dernier mot, je vous vois d'ici vous moquer de mon radotage politique, mais je me flatte que vous vous apaiserez qand je vous dirai, et de source certaine, que, pendant la trop célèbre assemblée des grands et des petits Princes d'Allemagne, réunis à Mayence sous l'égide du très puissant Empereur des Français, il a été offert à M. de Talleyrand par le prince de Weilbourg jusqu'à 5 et 6 millions, argent de France, pour obtenir la présidence de cette République batave, si fort recherchée aujourd'hui par tant

de prétendants, quelque soit le titre attribué à cette place. Le prince de Weilbourg y avait, du reste, un droit d'autant plus fondé du chef de sa mère, que celle-ci n'avait jamais renoncé, ni pour elle-même, ni pour ses successeurs, au droit du stathoudérat héréditaire dans les deux sexes, ainsi qu'il avait été statué, lors de son dernier établissement en 1747. Cette réclamation de la part de M. de Nassau-Weilbourg, et je vous le dis encore avec certitude, n'a pas été du tout mal accueillie par M. de Talleyrand. L'offre des millions qui l'accompagnait n'a pas été certainement sans effet sur l'âme équitable de ce ministre clairvoyant, mais l'Empereur a accueilli la proposition avec moins de faveur en disant que cette affaire ne pourraît être décidée qu'à l'époque de son sacre. Je pense donc qu'on laissera encore à M. de Weilbourg toute la marge qu'il faudra pour plaider son droit contre le commun des citoyens bataves, pendant les superbes fêtes qu'on donnera pour célébrer le sacre et le couronnement du plus puissant des empereurs. Aussi le Prince se prépare-t-il à s'y rendre avec un cortège splendide, tant en chevaux et en voitures qu'en chambellans et en gentilshommes, qui l'accompagneront dans ce célèbre voyage à Paris.

Lettre du comte Guillaume de Nesselrode à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 14 novembre 1804.

Le croiriez-vous, mon fils, si je vous disais que la Reine douairière de Prusse, étant arrivée ici dimanche soir, s'est logée à la Maison Rouge, dans ce qu'on appelle le pavillon du jardin, tandis que, depuis mon retour du Bas-Rhin, je suis logé sur le devant du même Hôtel, faute d'avoir trouvé un logement convenable. La Reine m'envoya, le lendemain matin, son grand-maître, le prince Wittgenstein, pour me dire de sa part, que Sa Majesté comptait se rendre le même jour, à huit heures du soir, dans mon appartement pour prendre le thé chez moi, en qualité de *son plus ancien et meilleur ami*, à quoi il ne me resta rien à répondre à M. le Grand-Maître, sinon que je serais aux ordres de Sa Majesté et le priais de demander à la Reine qu'elle voulût bien désigner les personnes qu'elle désirait voir à son cercle. Elle me fit répondre sur-le-champ que je n'avais qu'à faire inviter tous les Russes qui avaient été attachés à notre mission à Paris ainsi que le consul Bethmann. Le Ministre résident de la Cour de Vienne, baron de Wessenberg, fut le seul des diplomates qu'elle me chargea de faire prier, puis elle m'envoya la liste des personnes qui avaient demandé à la voir le matin, parmi lesquelles les plus notables étaient : la vieille

princesse de Stolberg, sa fille, la Princesse Gustave, ancienne chanoinesse de Mons, la comtesse de la Lippe, que bien vous connaissez, une vieille comtesse Golovkin de Moscou, née Schouwalof, ancienne dame d'honneur de l'Impératrice Catherine, établie ici pour l'hiver; cette dernière a, avec elle, une jeune princesse Gagarin assez gentille mais extrêmement pauvre. Puis elle me chargea de faire inviter toute la famille Westphalen, M. le baron de Thann, grand maréchal de la Cour du prince d'Orange-Fulda, et sa promise Mlle de Barckhaus. Il fallait, à coup sûr, un siècle aussi bizarre que celui-ci pour que vous puissiez apprendre qu'un homme de l'âge de votre père fût convié par une Reine de Prusse à lui donner un thé dans un appartement d'auberge. Cet événement extraordinaire est arrivé ici hier au soir. Le cercle fut composé d'environ trente personnes et ne me quitta qu'à dix heures du soir. Un Français nommé Pojon, établi à Moscou plus de vingt ans, musicien jouant d'un instrument peu connu jusqu'à présent nommé *orchestrino*, qui était de passage ici pour se rendre au couronnement de Napoléon et qu'Oubril m'amena, a infiniment contribué par son talent à amuser l'auguste société rassemblée chez moi. Mais abandonnons le récit de ces plaisirs trop vifs pour mon âge pour nous reporter sur les objets plus graves et plus essentiels qui agitent l'Europe dans la présente circonstance. Rien n'est plus vrai que la nouvelle que je vous mandai par ma dernière lettre, rapport à l'expédition du courrier de Berlin sur le premier avis qu'on

y reçut de l'enlèvement du chevalier Rumboldt[1], sur le territoire de la ville de Hambourg. Ce courrier portait l'ordre au général Knobelsdorf[2], parti de Berlin, deux jours auparavant, pour présenter par écrit les hommages prussiens à l'Empereur des Français au sujet de son sacre, de rebrousser son chemin. Copie de cet ordre de révocation a été expédiée à toutes les cours, nommément à celle de Cassel, dont les dépêches officielles sur cet objet ont passé sous mes yeux.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 20 novembre 1804.

Comme nous, mon cher père, vous aurez été extrêmement surpris de la tournure que vient de prendre l'affaire du chevalier Rumboldt; on s'y est, ici comme à Paris, aussi peu attendu qu'à la levée prussienne de bouclier, l'ayant motivée.

Voilà donc, encore une fois, l'orage conjuré dans le nord de l'Allemagne, car je regarde cette affaire comme finie, à moins que ce premier succès n'ait réveillé le

1. Rumboldt (sir George), diplomate anglais, né vers le milieu du XVIII[e] siècle, mort en 1815.

2. Knobelsdorf (général de), général prussien, 1775-1826, devint en 1815 inspecteur général de la garde prussienne.

courage de Sa Majesté Prussienne et ne lui inspire assez d'énergie pour la faire profiter des avantages remportés sur l'ennemi qui, pour la première fois, a reculé et paraît à l'égard du Nord, pour le moment, être dans des dispositions assez pacifiques. Dans le cas contraire Napoléon n'aurait pas invité, au couronnement, les généraux Bernadotte et Marmont. Ces généraux ne pourraient guère, en effet, s'éloigner de leurs armées si elles étaient appelées à ouvrir la scène.

Les changements dans le gouvernement batave n'ont pas eu lieu encore, ils semblent ne devoir être faits qu'après le couronnement; ce n'est que dimanche dernier que la députation a dû être présentée à Bonaparte. La poste de vendredi soir seulement pourra vous porter quelque nouvelle sur cette affaire. L'auguste cérémonie paraît être fixée au commencement de décembre; voilà, manquant depuis longtemps de nouvelles d'Angleterre, tout ce que j'ai, pour aujourd'hui, à ajouter aux assurances de mon attachement aussi respectueux qu'inviolable.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 25 novembre 1804.

J'ai reçu hier au soir, mon cher fils, vos lignes datées du 20 courant; comme vous, je pense que l'affaire du chevalier Rumboldt n'aura aucune suite fâcheuse pour

le repos du continent et que les assurances, données à cet égard d'une part, resteront toujours illusoires sans rien ajouter à l'énergie de l'autre. L'événement fâcheux arrivé à un courrier anglais qui a été dépouillé de ses dépêches sur le territoire du pays de Mecklembourg, événement qui a immédiatement suivi l'arrestation du chevalier Rumboldt, peut, je crois, parfaitement justifier ma pensée à cet égard et la remise de la lettre du roi de Prusse à l'Empereur par le général Knobelsdorf, qui a eu lieu le 16 au palais des Tuileries, dans une audience particulière, quoique plusieurs lettres de Berlin eussent annoncé qu'on venait d'expédier au général un contre-ordre de la part du Roi, ne me semble plus laisser aucun doute à cet égard. Le prince d'Orange-Nassau, ancien stathouder, qui a passé ici la journée d'hier, m'a assuré que, d'après ses lettres de Paris, on pouvait être certain, qu'immédiatement après le couronnement de l'Empereur M. de Schimmelpenninck serait envoyé à La Haye en qualité de Président de la République batave, malgré tous les mouvements que se donnait le prince de Nassau-Weilbourg qui avait offert jusqu'à 14 millions pour obtenir cette place. Adieu, mon cher fils, je pense que vous ne trouverez rien dans cette lettre qui puisse vous compromettre, ni moi non plus, en passant sous l'inspection française.

G. N.

Le Grand-Duc Constantin est incessamment attendu à Weimar.

Lettre du comte Charles de Nesselrode à son père.

La Haye, le 4 décembre 1804.

J'ai reçu, vendredi dernier, fort exactement, votre lettre du 24 novembre. Ici comme à Francfort règne une grande stérilité de nouvelles et il paraît, mon cher père, que, le nuage rassemblé par l'événement de Hambourg une fois dissipé, nous jouirons de quelques moments de calme relatif.

Le Gouvernement français semble, en attendant, vouloir nous amuser par les détails des cérémonies du couronnement sur lesquelles les feuilles de Paris ne tarissent point. Sur la journée du 2 décembre, nous n'aurons de nouvelles que dans quelques jours et ce ne sera probablement qu'au retour de la députation que nous en aurons de positives sur les changements à la veille de s'opérer dans le gouvernement de cette République, où l'on doute généralement du succès du prince de Weilbourg. L'ancien gouvernement, avant d'expirer, vient enfin de se réveiller de sa longue léthargie et de montrer quelque énergie, paraissant vouloir enterrer la synagogue avec honneur. Il a ordonné aux employés bataves, tant civils que militaires, de ne pas obéir aux ordres des autorités françaises à moins qu'ils n'aient trait à l'expédition ou à la défense du pays. Le commandant des troupes françaises, ayant protesté, cela ne

servira à rien et ne sera absolument qu'un coup d'épée dans l'eau. Les nouvelles d'Angleterre du 20, arrivées ici la semaine passée, confirment la réconciliation du Prince de Galles avec le Roi, et nous en voyons déjà les effets dans les fréquentes conférences de M. Pitt avec Lord Moira[1], destiné à la Vice-Royauté de l'Irlande. Le premier ministre, détachant comme cela de l'opposition le chef de membres formidables par leur énergie et leurs talents, sera à même de donner plus de vigueur à ses partisans et de combattre avec succès dans la prochaine session du Parlement. Qu'il est malheureux que cet homme, si habile en finances et dans les affaires intérieures de son pays, soit si aveuglé sur celles du continent.

Veuillez, mon cher père, être assuré des sentiments de mon attachement aussi tendre que respectueux.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 9 décembre 1804.

J'ai reçu hier, mon cher fils, votre lettre datée du 4 courant. Il m'est aisé de me faire une idée de toute

1. Hastings Moira (Francis Rawdon-Moira, marquis d'), 1754-1826, général et homme d'État anglais. De 1812 à 1822, gouverneur général de l'Inde.

l'ineptie des procédés du Gouvernement batave dans la situation actuelle à laquelle cette République est réduite par la toute-puissance de la France. Je connais d'ailleurs à fond toute la faiblesse du caractère de cette nation depuis plus de cinquante ans, pour avoir passé dans ce pays aquatique les premières années de ma jeunesse, et je crois qu'on peut dire avec vérité que, depuis l'époque où les Hollandais combattirent pour leur liberté sous la conduite des premiers Princes d'Orange contre la Monarchie Espagnole, ou dans le commencement du XVIIIe siècle, quand ils furent armés par le Roi Guillaume d'Angleterre pour s'opposer au colosse effrayant de la puissance française qui dès lors menaçait déjà d'assujettir les libertés de l'Europe, en méditant de réunir la Monarchie Espagnole à la sienne, jamais cette nation, agissant par elle-même et toujours dominée par l'esprit mercantile le plus sordide, n'a donné que des preuves de son abjection et de son extrême faiblesse; je pense donc qu'on peut conclure de là avec une plus grande certitude encore que ni l'adresse de M. Schimmelpenningk, ni toute l'amabilité de M. Vandergoes ne tireront plus leur pays de l'anéantissement parfait auquel il est réduit.

Toutes les démonstrations dont la Cour de Berlin a accompagné jusqu'ici ses démarches vis-à-vis de la France pour obtenir que le Chevalier Rumboldt soit rendu à l'Angleterre peuvent servir de preuve de toute la duplicité que le Cabinet prussien ne cesse de mettre en usage dans sa manière diplomatique; et Tauentzien

m'écrit que depuis son retour à Berlin rien n'a été changé à cette tactique, même après l'installation de M. de Hardenberg à la tête des affaires.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 10 décembre 1804.

L'époque des cérémonies et du calme apparent qui en a été la suite touche à sa fin ; la réponse de Pétersbourg est attendue journellement ; on sait déjà que l'enlèvement du Chevalier Rumboldt y a fait la plus grande sensation, et si, comme je me flatte, l'on a enfin renoncé à terminer tout par des notes à Ratisbonne, à l'instar de Figaro qui finit tout par des chansons, et si l'on cesse de permettre à la Cour de Berlin de nager toujours entre deux eaux, il n'y a aucun doute que le bal ne s'ouvre bientôt et ce seront alors les galions espagnols qui, les premiers, payeront les violons, car, d'après ce que disent les feuilles françaises, la Cour de Madrid doit, à la suite de la réception des dépêches fulminantes apportées de Paris par le caporal Beurnonville, s'être vu obligée à déclarer la guerre à l'Angleterre. Les nouvelles de ce dernier pays ne manqueront également pas d'avoir quelques degrés d'intérêt de plus, d'abord par l'ouverture du Parlement, fixée au 3 janvier,

et ensuite par les nouvelles opérations auxquelles on a lieu de s'attendre de la part de M. Pitt, qui, par la réconciliation du Prince de Galles avec le Roi, vient si fort de consolider son crédit. On aura encore plus à espérer si, comme on le dit, il est vrai que Lord Grenville ait rompu ses liaisons avec M. Fox et rentre dans le ministère en y remplaçant Lord Harrowby[1], que des raisons de santé doivent engager à se retirer. Mais ce bruit, encore très vague, me semble peu probable à raison du caractère moral de Lord Grenville, qui ne lui permettra pas de se mettre légèrement au-dessus des engagements contractés par lui. Ce qui plus qu'autre chose m'en est garant, c'est l'amitié non équivoque que lui porte le comte Semen Woronzof, si ennemi de toute fausseté. En attendant donc les grands développements du Cabinet britannique, (les nouvelles de Londres n'allant au reste que jusqu'au 20 novembre), je repasse le canal et reviens à Paris où la cérémonie du sacre s'est passée le plus heureusement du monde. Le temps, les Dieux et leur envoyé, le Saint-Père, tout a été favorable. Tous les journaux regorgent de détails sur la cérémonie, ainsi je ne vous en parle pas, car ils vous ennuieront assez, mais ce qui vous intéressera beaucoup, c'est le discours du Président du Sénat, François de Neufchâteau[2], écrit en véritable style d'avocat, qui peut tout aussi bien

1. Harrowby (comte d'), homme politique anglais de la fin du xviiie et du commencement du xixe siècle.

2. Neufchâteau (Nicolas-Louis-François de), comte de l'Empire, homme d'État et écrivain français, 1750-1828.

être regardé comme la plus basse des adulations que comme le persiflage le plus fin et le plus adroit.

Le comte Charles de Nesselrode
à son père.

La Haye, le 18 décembre 1804.

D'ici, je n'ai, mon cher père, à vous entretenir aujourd'hui que des petits mésentendus entre les Gouvernements français et batave dans lesquels, comme vous le pensez bien, ce dernier aura toujours tort, attendu qu'il est le plus faible. Sa résistance aux ordres qu'avait laissés le général Marmont en partant pour Paris, aussi ridicule que déplacée, puisqu'il n'avait pas les moyens de la soutenir, et la publication d'un arrêté, enjoignant à l'armée batave de ne point respecter les ordres des autorités françaises, à l'exception de ceux qui auraient trait à l'expédition contre l'Angleterre et à la défense du pays, excita la colère de Bonaparte. Les conséquences de ce courroux auraient pu devenir très funestes à ce pays-ci, si M. de Sémonville, toujours guidé par un esprit conciliant, n'eût prévenu tout éclat.

Le fameux décret a été rétracté et la perte du Gouvernement probablement accélérée par là. Sur les changements qu'il est à la veille de subir rien ne transpire encore; on attend tous les jours M. Schimmel-

penningk et le général Marmont, destinés à y jouer les premiers rôles. Malgré la triste et déplorable position du pays, l'esprit y est toujours dirigé vers le bien public. L'établissement d'une chaussée de La Haye à Haarlem, que les vices de l'ancien Gouvernement n'avaient pas permis de construire dans les temps les plus prospères de la République de Hollande, en est la meilleure preuve.

Veuillez, mon cher père, agréer l'hommage de mon tendre et respectueux attachement.

Le comte Guillaume de Nesselrode
à son fils.

Francfort-sur-le-Mein, le 30 décembre 1804.

Il semble étrange que, lorsqu'on peut tout ce qu'on veut en l'Europe, la nouvelle organisation dans le gouvernement de la République batave puisse être assujettie à une aussi longue délibération de la part du premier Empereur des Français; mais des gens d'ici, d'ailleurs assez bien instruits, prétendent qu'il y a une difficulté notable à ce sujet en raison du personnage à choisir pour occuper la place de Président de la République et, bien entendu, pour rester également toujours subordonné aux volontés suprêmes de l'Empereur. Celui-ci persiste toujours dans son opinion en faveur

de M. Schimmelpenningk, pour lequel il s'était prononcé déjà, lors de son séjour à Mayence, tandis que Talleyrand épuise tout l'art de sa diplomatie pour faire donner la préférence au prince de Weilburg et cette préférence est étayée de la part du Prince par l'offre de 14 millions de livres. Mais, soit que la place tombe entre les mains d'un bourgeois hollandais, ou d'un prince allemand, comme cette autorité restera toujours subordonnée aux volontés françaises, je pense que pour la marche politique des affaires, peu importe à qui on la donne, tandis qu'il semble que l'offre de 14 millions, faite par le Prince, est bien propre à déterminer le choix en sa faveur. Aussi vient-il d'écrire la semaine dernière à son beau-frère, le Prince de Reuss, qui est général, commandant ici l'armée autrichienne, qu'il compte prolonger encore son séjour à Paris, dans l'espérance qui lui reste d'emporter cette Présidence malgré la parole donnée par Bonaparte à cet égard à M. Schimmelpenninck.

Les lettres de Vienne, arrivées hier au soir, annoncent positivement le rappel prochain du comte Philippe de Cobentzel, de son ambassade à Paris, obtenu enfin sur les instances réitérées à cet égard par l'Ambassadeur. On nommait le général Bellegarde ou le Prince Charles de Schwartzenberg comme destinés à le remplacer. Mais au départ des lettres, le choix n'était point fixé encore. Ce qui les occupait bien plus à Vienne était le choix de la personne qu'on allait donner pour adjoint au ministère du Cabinet dont l'unique titulaire jusqu'à présent

était le comte Colloredo-Mels[1], favori de l'Empereur et l'on désignait pour cette place un nommé M. de Hügel[2], employé jusqu'à présent par la Cour de Vienne à Ratisbonne, en qualité de commissaire impérial.

Le général Sébastiani, un des héros qui a accompagné Bonaparte en Égypte, a séjourné ici deux jours et est parti après pour Vienne, d'où il passera à Constantinople pour se mettre à la tête des cohortes turques, si le cas s'en présente.

Si vous voulez bien vous amuser, mon cher fils, lisez le *Moniteur* du 14 de ce mois : jamais Roi de Suède ne reçut une admonestation plus sévère.

Je vous souhaite le bonjour.

1. Colloredo-Mels (comte). Voir tome I.
2. Hügel (baron de), diplomate autrichien. Ministre résident d'Autriche près la diète de Ratisbonne.

ANNEXE

Rapport du Grand Juge, Ministre de la Justice, au gouvernement de la République Française.

Paris, le 27 Pluviôse an XII.

Citoyen Premier Consul,

De nouvelles trames ont été ourdies par l'Angleterre; elles l'ont été au milieu de la paix qu'elle avait jurée, et quand elle violait le traité d'Amiens, c'était bien moins sur ses forces qu'elle comptait que sur les succès de ses machinations.

Mais le Gouvernement veillait; l'œil de la Police suivait tous les pas des agents de l'ennemi; elle comptait les démarches de ceux que son or ou ses intrigues avaient corrompus.

Enfin la toile paraissait achevée; déjà, sans doute, on s'imaginait à Londres entendre l'explosion de cette mine qu'on avait creusée sous nos pas; on y semait du moins les bruits les plus sinistres et l'on s'y repaissait des plus coupables espérances.

Tout à coup les artisans de la conspiration sont saisis,

les preuves s'accumulent et elles sont d'une telle force, d'une telle évidence, qu'elles porteront la conviction dans tous les esprits. Georges et sa bande d'assassins étaient restés à la solde de l'Angleterre, ses agents parcouraient encore la Vendée, le Morbihan, les Côtes-du-Nord et y cherchaient en vain des partisans que la modération du Gouvernement et des lois leur avait enlevés.

Pichegru, dévoilé par les événements qui précédèrent le 18 fructidor, an 5, dévoilé surtout par cette correspondance que le général Moreau avait adressée au Directoire, Pichegru avait porté en Angleterre sa haine contre sa patrie. En l'an 8, il était avec Villot à la suite des armées ennemies pour se rallier aux brigands du Midi. En l'an 9, il conspirait avec le comité de Bayreuth, depuis la paix d'Amiens il était encore le conseil et l'espoir des ennemis de la France.

La perfidie britannique associe Georges à Pichegru, l'infâme Georges à ce Pichegru que la France avait estimé et qu'elle avait voulu croire toujours incapable d'une trahison.

En l'an 11, une réconciliation criminelle rapproche Pichegru et le général Moreau, deux hommes entre lesquels l'honneur devait mettre une haine éternelle. La Police saisit à Calais un de leurs agents, au moment où il retournait pour la seconde fois en Angleterre. Cet homme est sous sa main, avec toutes les pièces qui constatent la réalité d'un raccommodement inexplicable alors, si les nœnds n'en avaient pas été formés par le crime.

A l'arrestation de cet agent, le général Moreau paraît un moment agité, il fait des démarches obscures pour s'assurer si le gouvernement est instruit. Mais tout se tait; et, lui-même, rendu à sa tranquillité, il tait au gouvernement un événement qui a droit d'alarmer sa surveillance; il se tait, lors même que Pichegru est appelé publiquement au Conseil du Gouvernement britannique, lorsqu'il s'unit avec éclat aux ennemis de la France.

Le Gouvernement ne voulut voir dans son silence que la crainte d'un aveu qui l'aurait humilié, comme il n'avait vu dans son éloignement de la chose publique, dans ses liaisons équivoques, dans ses discours plus qu'indiscrets, que de l'humeur et un vain mécontentement.

Le général Moreau qui devait être suspect, puisqu'il traitait secrètement avec l'ennemi de la patrie qui, sur ce soupçon plus que légitime, eût été arrêté à toute autre époque, jouissait tranquillement de ses honneurs, d'une fortune immense et des bienfaits de la République.

Cependant, les événements se pressent, Lajolais, l'ami, le confident de Pichegru, va furtivement de Paris à Londres, revient de Londres à Paris, porte à Pichegru les pensées du général Moreau; rapporte au général Moreau les pensées et les dessins de Pichegru et de ses associés.

Les brigands de Georges préparent, dans Paris même, tout ce qui est nécessaire à l'exécution des projets communs.

Un lieu est assigné entre Dieppe et Tréport, loin de toute inquiétude et de toute surveillance, où les brigands de l'Angleterre, conduits par des vaisseaux de guerre anglais, débarquent sans être aperçus, où ils trouvent des hommes corrompus pour les recevoir, des hommes payés pour les guider pendant la nuit, de stations en stations convenues, et les amener jusqu'à Paris.

A Paris, des asiles leur sont ménagés dans des maisons louées d'avance, où sont des gardiens affidés, ils en ont dans plusieurs quartiers, dans plusieurs rues, à Chaillot, à la rue du Bac, dans le faubourg Saint-Marceau, dans le Marais.

Un premier débarquement est opéré : c'était Georges avec huit de ses brigands.

Georges retourne sur les côtes pour assister au débarquement de Coster Saint-Victor, (condamné par le jugement rendu sur l'affaire du 3 nivôse), et de dix autres brigands.

Dans les premiers jours du mois, un troisième débarquement s'effectue : c'est Pichegru, Lajolais, Armand Gaillard, frère de Raoul, Jean Marie un des premiers affidés de Georges et quelques autres brigands de cette espèce. Georges, avec Joyault, dit d'Assar, Saint-Vincent et Picot, dit le Petit, vont au devant de ce troisième débarquement; la réunion se fait à la ferme de la Patrie.

Un quatrième débarquement est attendu, les vaisseaux sont en vue, mais les vents contraires les empê-

chent d'approcher, il y a peu de jours encore qu'ils faisaient des signaux de reconnaissance.

Georges et Pichegru arrivent à Paris, ils sont logés dans la même maison, entourés d'une trentaine de brigands auxquels Georges commande; ils voient le général Moreau; on connaît le lieu, le jour, l'heure où la première conférence s'est tenue, un second rendez-vous était convenu et ne s'est pas réalisé, un troisième, un quatrième ont lieu dans la maison même du général Moreau.

Cette présence de Georges et de Pichegru à Paris, ces conférences avec le général Moreau sont constatées par des preuves incontestables et multipliées. Les traces de Georges et de Pichegru sont suivies de maisons en maisons; ceux qui ont aidé à leur débarquement, ceux qui, dans l'ombre de la nuit, les ont conduits de porte en porte, ceux qui leur ont donné asile à Paris, leurs confidents, leurs complices, Lajolais leur principal intermédiaire, le général Moreau sont arrêtés; les effets et les papiers de Pichegru sont saisis et la police suit ses traces avec une grande activité.

L'Angleterre voulait renverser le gouvernement et, par ce renversement, opérer la ruine de la France et la livrer à des siècles de guerres civiles et de confusion. Mais, renverser un gouvernement soutenu par l'affection de 30 millions de citoyens et environné d'une armée forte, brave et fidèle, c'était une tâche à la fois au-dessus des forces de l'Angleterre et de celles de l'Europe. Aussi l'Angleterre ne prétendait-elle y parve-

nir que par l'assassinat du Premier Consul et en couvrant cet assassinat de l'ombre d'un homme que défendait encore le souvenir de ses services.

Je dois ajouter que les citoyens ne peuvent concevoir aucune inquiétude, la plus grande partie des brigands est arrêtée, le reste, en fuite, est vivement poursuivi.

Aucune classe de citoyens, aucune branche de l'administration n'est atteinte par aucun indice, par aucun soupçon.

Je ne donnerai point de plus amples développements dans ce rapport, vous avez vu toutes les pièces, vous ordonnerez que toutes soient mises sous les regards de la Justice.

Signé : Le Grand Juge,
Ministre de la Justice,
Justin Regnier.

Certifié conforme : Hugues Maret.

Devant encore coucher à Hinlitz
aujourd'hui, je ne peux pas différer
plus longtemps une entrevue avec vous.
Je puis arriver encore ce soir à Hinlitz.
Tout à vous.

[signature]

Cette course je l'ai faite avec cette dernière...

BD

Landeck le 24. Juillet
1813

la personne que je vous
envoie est de toute confiance
écoutés la et reconnoissés
moi.
Il est temps d'être plus clair
Vous marchés sur des
béquilles. Servés vous de
vos jambes et voulés ce que
vous pouvés.

Note relative à l'autographe ci-dessus :

billet du Duc Dalberg remis
par M. de Vitrolles au comte
de Nesselrode au quartier
Général des alliés au Cha
teau de Dampierre, et qui
a décidé de la marche
sur Paris.

(Cette note a été écrite de la main du Chancelier.)

Poltava le 16. Sept:
1817.

J'ai lu avec attention
tous les papiers que vous
m'avez fait parvenir.

Vous avez très bien
fait de faire partir
l'Escadre pour l'Espagne
et j'approuve tout à fait
le Sens de la dépêche
à Lieven. C'est d'après
ce thème que vous
en parlerez aux Ministres
Etrangers résidans à
Petersbourg et prenez
soin qu'il n'y ait pas
de fausses interprétations.

Je vous restituerais
tous vos papiers à Moscou.
Si le C. Cappo d'Istrias est

déja arrivé dites lui
bien des choses de ma
part Milles respects
à Madame. Tout à
vous.
G.

Veuillez mon cher Comte
faire prévenir le Comte Capo-
d'Istria, qu'il m'est impossible
de le voir demain soir comme
je l'avais désiré; et que c'est
Dimanche à 11h du matin que
je l'engage à passer chez moi;
je serai complètement libre
de mon temps et nous pourrons
causer à fond. - Voici ci attachée
une lettre fort aimable du
Roi de Prusse, mais c'est toujours
un refus.

Ce 17 Juin
soir.

Me trouvant dans le cas de prolonger mon séjour à Petersbourg plus longtems que je l'ai cru, je désire que vous veniez m'y rejoindre



TABLE DES NOMS

CITÉS DANS LE TOME II

C

G

H

I

J

K

L

M.

N

52383. — PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE
9, RUE DE FLEURUS, 9

